



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

J'ai recadré à plusieurs reprises la portée de ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" du type Facebook, en précisant notamment qu'ils ne pourraient pas remplacer le parti, et le développement de la situation dans les pays où ont éclaté des soulèvements révolutionnaires ou des révolutions n'a fait que le confirmer et le confirmera davantage encore dans les mois à venir. Cette mise au point était semble-t-il nécessaire face à l'engouement excessif de certains intellectuels envers ce moyen de communication relativement récent.

Maintenant il ne s'agirait pas de minimiser le rôle qu'ils ont pu jouer dans le déclenchement de ces révolutions populaires, une fois rappelé que c'était les conditions d'existence et de travail épouvantables du prolétariat sur fond de régimes despotiques qui étaient à l'origine de ces soulèvements révolutionnaires.

Internet a permis à la population à partir d'une multitude de témoignages et de prises de position de prendre conscience que l'immense majorité n'en pouvait plus des régimes tyranniques en place et n'attendait qu'une occasion pour descendre dans la rue et y mettre fin. Occasion qu'aucun parti ne pouvait lui offrir puisque les principaux partis d'opposition étaient interdits ou corrompus par les régimes en place, ou encore parce que les masses n'avaient confiance dans aucun parti ayant une existence légale ou illégale.

Une fois parvenues au bout du rouleau, les masses se sont forgées elles-mêmes la conviction qu'il était possible d'en finir avec ces régimes honnis sans trop savoir comment elles s'y prendraient en dehors d'occuper la rue jusqu'à la chute des dictateurs. Elles y ont été fortement encouragées par la révolution tunisienne qui a signifié aux peuples du monde entier qu'aucune dictature n'était finalement vouée à exister indéfiniment, après des tentatives timides et infructueuses au cours des années précédentes généralement féroce réprimées, elles en sont arrivées à la conclusion qu'en s'y mettant tous ensemble rien ne pourrait leur résister et elles auraient une chance de faire tomber les tyrans au pouvoir depuis de nombreuses décennies.

Internet a juste permis à ce qui germait individuellement dans toutes les têtes depuis souvent de nombreuses années de s'exprimer, de s'affirmer, de se rassembler et de réaliser enfin. Ce n'est pas rien, certes, mais seul le résultat final de ces soulèvements ou révolutions comptera, et ce dernier ne dépendra pas pour atteindre son objectif d'une somme d'individualités, mais bien d'un projet collectif de société que seul un parti peut porter et opposer aux autres partis qui constituent l'ossature des institutions toujours en place. A la première étape de leur mobilisation, Internet a pallié d'une certaine manière l'absence de partis de masse crédibles au sein des masses, mais à l'étape suivante il sera impuissant à rassembler l'ensemble des exploités sur un programme social et politique, bien qu'il puisse encore participer à la maturation politique des travailleurs dans certaines limites.

Medvedev et Poutine se sont inquiétés de la déstabilisation de cette région du monde qui pourrait durer des années, l'un d'eux à même parlé de 10 ans. Sans doute auraient-ils préféré que ces dictatures demeurent en place et craignent-ils que des

peuples opprimés de la fédération de Russie s'inspirent de ces révolutions pour se soulever à leur tour. Leur réflexion m'en a inspiré une autre, à savoir que ces révolutions allaient rapidement se retrouver dans une impasse, des deux côtés du pouvoir, du côté du régime en place parce qu'il n'avait pas de solution de rechange au parti unique dont les peuples refusent désormais toute participation à un gouvernement, du côté des opposants au régime parce que les travailleurs ne font confiance à aucun parti existant parlant en leur nom.

Du coup effectivement les deux camps sont dans une impasse. Quelques hypothèses peuvent être envisagées. La première, un coup d'Etat militaire suivi d'une répression féroce des soulèvements pour permettre aux représentants du principal parti de la bourgeoisie à la solde du capitalisme mondial de reprendre le pouvoir ou de l'assumer seul comme par le passé, quitte à lui donner un autre nom après un ravalement de façade pour le rendre plus présentable, à l'étape actuelle, elle semble inenvisageable.

Par contre une variante serait plus crédible, un coup d'Etat sans répression suivie de l'annonce d'élections ouvertes à tous les partis à moyen terme et accompagné de mesures sociales pour diviser les travailleurs et les faire patienter, en espérant qu'au détour de ce répit la mobilisation s'affaiblirait et la vie reprendrait son cours normal.

Autre hypothèse qui serait rejetée par la majorité des travailleurs, mais pas forcément par la majorité des masses, elle présenterait également comme avantage de les diviser, ils pourraient concevoir un gouvernement provisoire d'union nationale composé du parti de l'ordre une fois sa façade ravalée et des principaux partis petits-bourgeois, tout en accordant des concessions sociales importantes à la classe ouvrière et à la petite-bourgeoisie.

Dernière hypothèse, le même schéma que dans l'hypothèse précédente sans le parti de l'ordre, une sorte de front populaire à l'espagnole, c'est-à-dire, sans que la bourgeoisie participe directement au gouvernement dans un premier temps, à elle ensuite de reconquérir le pouvoir sur fond de désillusions qui ne manqueront pas d'intervenir, puisque ce gouvernement ne s'attaquera pas aux fondements du capitalisme, ne pourra et ne voudra pas satisfaire toutes les revendications sociales des travailleurs, ce qui lui ouvrirait la voie pour revenir au pouvoir aux prochaines élections.

Le problème auquel sont confrontés tous les régimes actuels est de deux natures, politique et sociale. Sur le plan politique ils doivent à la fois refonder les institutions et écrire une nouvelle Constitution qu'ils doivent soumettre à l'approbation du peuple, ce n'est pas gagné d'avance, et sur le plan social et économique ils sont confrontés à une contradiction, car ils doivent satisfaire les revendications sociales pressantes des travailleurs dans un contexte de concurrence féroce sur le marché mondial qui ne leur donne qu'une très faible marge de manoeuvre pour intervenir sur ce plan et éviter que leur économie ne s'écroule, qui, si cela se produisait, se traduirait inévitablement par de nouveaux affrontements entre les classes.

En conclusion, Medvedev, Poutine et tous les dirigeants du vieux monde ont de quoi s'inquiéter que la situation dégénère et devienne rapidement incontrôlable à l'échelle internationale. J'ai laissé de côté volontairement et provisoirement l'hypothèse selon laquelle d'autres peuples pourraient se soulever ailleurs dans le monde, compte tenu qu'ils ne sont pas mieux lotis sur le plan politique.

Sans vouloir ressasser une leçon apprise par coeur, il faut bien constater que l'issue de la lutte des classes et de la nouvelle offensive engagée par le prolétariat mondiale dans sa lutte pour le pouvoir, dépendra de sa capacité à se donner une nouvelle direction politique dans chaque pays et à l'échelle internationale. Désolé d'en revenir toujours là, les faits sont têtus que voulez-vous !

En avant vers le socialisme !

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Adobe Reader).

Parole d'internaute.

- Un article de presse en Allemagne que l'on ne verra JAMAIS en France, tellement les journalistes font dans le froc. Traduction pour les personnes ne sachant pas lire l'allemand :

Sarkozy vit comme Dieu en France ! Toute la France est concernée par la nécessité d'économie. Un seul n'y contribue pas c'est le Président de la République Française.

Dans les 300 m2 des appartements privés de l'Elysée les fleurs doivent toujours être fraîches : 280 000 € par an.

Les voyages privés de Sarkozy se font toujours dans un avion vide où il est seul au cas où il faudrait qu'il rentre à Paris d'urgence.

Il bénéficie de 61 voitures de service, 2 Airbus et 6 Falcon Jets. (le plus récent de 60M d'euros a été baptisé Carla (comme sa 3ème épouse).

Il a près de 1000 employés (2 x plus que la Reine d'Angleterre), 44 chauffeurs, 87 cuisiniers. Les chefs cuisiniers peuvent se servir librement dans la cave à vin de l'Élysée. Le repas de midi est servi par des Laquais. Carla et Nicolas peuvent manger à toute heure. La cuisine est de service en permanence et 1 M d'€ par an pour les boissons (champagne, ...).

Horripilation ? Protestation ? Nullement. En France c'est une affaire d'honneur que le Chef de l'État représente la renommée de la Nation. C'est le successeur du Roi Soleil et c'est exactement comme cela qu'il vit (avec sa "Madame Pompadour").

Syndicat.

Le secrétaire général du syndicat Bernard Thibault et la CGT a été reçu lundi par le chef de l'Etat.

S'exprimant devant la presse à l'issue de son entrevue, il a dit redouter que le "*pacte de compétitivité*" proposé par Paris et Berlin à leurs partenaires européens débouche sur une "*remise en cause généralisée de la réglementation en matière de temps de travail, de retraite, de salaires*".

"Ce qui nous inquiète, c'est de voir les gouvernements en Europe, et singulièrement la France et l'Allemagne, se mettre d'accord en considérant que le mal aujourd'hui c'est les droits sociaux des salariés en Europe", a-t-il dit.

Selon Bernard Thibault, Nicolas Sarkozy "*se veut rassurant sur la portée de ce pacte, mais pas suffisamment pour que ça nous fasse changer d'opinion*".

Dans le prolongement de la réforme des retraites, il a annoncé d'autre part l'organisation d'une journée de mobilisation nationale le 28 avril "*sur la reconnaissance de la pénibilité des métiers (...) et l'obtention de droits au départ à la retraite anticipé*". (Reuters 28.02)

Un véritable syndicaliste, et non un agent du capital, n'aurait jamais mis les pieds au Palais, c'est la première chose. Ensuite il aurait déclaré que le "*mal*", c'est le capital qu'il faut abolir, ce que Thibault ne peut évidemment pas dire puisqu'il en est un des maillons.

Social.

Au cours des dernières semaines, l'exécutif a pointé comme handicap le coût du travail, qui pénalise les entreprises françaises dans la compétition mondiale - et notamment par rapport à son voisin allemand. Il faut dire que les statistiques publiées par l'Insee en décembre l'encourageaient en ce sens. Elles montraient une évolution très rapide du coût du travail entre 2004 et 2008 (+ 28 %) et un différentiel de niveau de l'ordre de 4 euros avec l'Allemagne dans l'industrie.

Seulement voilà, après avoir publié cette estimation et l'avoir envoyé à Eurostat - chiffre cité depuis par l'Institut de conjoncture Rexecode dans un rapport remis à Bercy, et repris par le Medef - l'Insee s'est ravisé, trouvant «*suspecte*» une telle progression en quatre ans. Et il a fini par trouver l'erreur. «*Entre 2004 et 2008, nous avons changé la méthode d'enquête, pour tenir compte de la durée effective du travail*», explique Sylvie Lagarde, chef du département Emploi et Revenus d'activité à l'Insee. «*Afin de nous rapprocher de la réalité, nous avons travaillé sur un échantillon de salariés plutôt que sur une durée du travail standard. Nous avons mal rodé nos calculs sur les RTT, et avons fait une erreur sur la durée du travail. Du coup, nous l'avons sous-estimée, ce qui a renchéri le coût du travail.*»

Les chiffres du coût horaire de la main-d'œuvre recalculés viennent de tomber, et risquent de rebattre les cartes. Certes, entre 2004 et 2008, le coût horaire du travail a augmenté de 12,3 % tous secteurs confondus et de 12,6 % dans l'industrie. Mais surtout, le différentiel avec l'Allemagne est bien moins important que ne le laissait supposer la première estimation erronée. Tous secteurs confondus (industrie, construction et services), le coût horaire de la main-d'œuvre s'élève à 31,53 euros en France et à 28,91 euros en Allemagne. Soit 2,62 euros d'écart. Dans la seule industrie, les coûts sont quasiment similaires... avec même un petit avantage pour l'Hexagone ! (Lefigaro.fr 28.02)

Causerie du 28 février archivée à la date du 1er mars.

Cette causerie sera archivée dans le fichier de mars à la date du 1er. J'ai volontairement daté de demain les articles de presse mis en ligne aujourd'hui.

A propos du site.

Il se peut que parfois j'ai mal recopié l'entête de l'adresse d'un fichier qui doit être précédé de : <http://www.>, parfois j'en ai oublié une partie.

J'ai parfois reproduit (copier/coller) des adresses de fichiers qui m'étaient transmis et qui comportaient des lettres accentuées

que certains navigateurs n'acceptent pas (?), essayez de les ouvrir avec un autre navigateur, j'ai remplacé quelques adresses en retirant les accents. J'ai remis en ligne une vingtaine de fichiers qu'apparemment je n'avais pas recopiés dans le nouveau serveur ou dont j'ai modifié les adresses. J'ai passé plus de trois heures hier après-midi à rechercher les fichiers et à corriger les erreurs, certains fichiers sont définitivement perdus par contre.

Je vous le répète, c'est pour vous par pour moi, prenez une adresse anonyme et envoyez-moi un courriel pour me signaler les liens qui ne fonctionnent pas, je verrai ensuite si je peux faire quelque chose. Ne vous tracassez pas, je ne vous harcèlerai pas, j'ai autre chose à faire et ce n'est pas dans ma mentalité.

132 connections le 26 février, le record !

Le Top 20 des documents téléchargés du 20 au 26 février, environ 5.000 au total.

/textes/tef2011.pdf
/justice/justice78.pdf
/tribune/IO137_2.pdf
/textes/RP2010plusinternet.pdf
/archives2010/causeries0111.pdf
/tribune/IO136_2.pdf
/tribune/dr046-18-02-11.pdf
/marxisme/vletat.pdf
/service/texte_210211.pdf
/archives2010/causeries1010.pdf
/tribune/IO135_2.pdf
/service/texte_250211.pdf
/ldc_sociopoliti_0710.htm
/tribune/IO137_3.pdf
/causeries0211.htm
/service/texte200211.pdf
/tribune/IO133_2.pdf
/textes/tunisie_02.02.11.pdf
/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf
/service/texte_230211.pdf
/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf

Autre sujet.

Il y a quelques jours j'avais reçu un courriel d'un ex-militant de l'OCI dans lequel il posait une question qui s'adressait au groupe CCI-T, je reproduis ci-dessous cette question suivie de la réponse que ces camarades m'ont adressée hier.

Le courriel du camarade.

"Je ne comprends pas l'opposition entre Assemblée constituante que condamne comme mot d'ordre le CCI-T (article transmis par toi) et la centralisation des comités de défense et de surveillance ouvrière qui au contraire nourrissent par leur combat ce mot d'ordre jusqu'à ce que cette Assemblée s'épuise au profit exclusif des comités qui termineront avec le parti la réalisation de la victoire ; court-circuiter cette assemblée alors que nous sommes ultra minoritaires aux élections de cette assemblée peut nous couper du mouvement mais nous ne soutenons que des mots d'ordre des comités ; ici nous sommes très conscients de ces pbs de tactique que suggère souvent la lecture de IO"

La réponse du CCI-T.

"Cher camarade,

La discussion sur le mot d'ordre de Constituante Souveraine risque fort de devenir centrale dans le cours de la révolution en Tunisie et en Egypte, et peut-être à nouveau en Iran etc.

Nous estimons pour notre part que la bourgeoisie de ces pays s'est constituée comme classe dominante au cours du XXème siècle au travers d'un Etat, d'une armée etc., au travers d'une indépendance nationale plus ou moins réelle ou formelle selon les cas, à examiner chaque fois avec attention. Mais dans tous les cas, en même temps qu'elles se constituaient comme classe dominante dans ces pays, ces bourgeoisies ont démontré leur incapacité à réaliser les tâches démocratiques, bien au contraire, ce qui est d'ailleurs conforme à la théorie de la révolution permanente.

Evidemment cette situation n'émancipe pas ces bourgeoisies de leur dépendance au marché mondial, à tel ou tel impérialisme, et continue à conférer un caractère plus ou moins compradore à la plupart d'entre elles, là aussi à évaluer de façon précise au cas par cas.

Cette situation est donc différente de celle évoquée dans le Programme de Transition quand il parle du mot d'ordre de Constituante pour l'Inde ou la Chine des années trente.

Les libertés démocratiques, au même titre que les revendications économiques, sont les moteurs de la révolution et de la lutte pour le pouvoir. Dans ces conditions, la tâche centrale des révolutionnaires est de mettre en avant la nécessité des conseils et de leur prise du pouvoir, qu'il y ait ou non campagne menée par d'autres forces, bourgeoisies ou petites bourgeoisies, pour la Constituante. Si c'est le cas, bien sur, les révolutionnaires peuvent utiliser cette campagne pour développer leur propre orientation pour la prise du pouvoir des conseils, mais il ne faut pas inverser les termes et faire du détour de l'Assemblée constituante le point de passage obligé de la lutte pour le pouvoir.

Le faire aboutirait à se mettre à la remorque de la bourgeoisie et la dialectique n'a rien à faire là-dedans.

C'est en tous cas ainsi, nous semble-t-il, que Lénine avait conduit le combat du Parti bolchévique en 1917 vis-à-vis du mot d'ordre de Constituante souveraine."

Je remercie ces camarades pour leur réponse. Qu'on soit d'accord ou non avec eux, bravo pour cette (brève) confrontation d'idées libre et fraternelle, un exemple à méditer et à suivre par tous les militants si je peux me permettre une remarque.

Pour ma part, j'ai à nouveau abordé la question de l'Assemblée constituante dans le dernier article que j'ai mis en ligne, je n'y reviens pas ici.

Parole d'internaute

1- (selon le groupe de diplomates anonyme «Albert Camus», sur le site de Libération) : "*la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20*"

Non mais, vous voulez rire. Avec la stigmatisation incessante de l'étranger, des gens du voyage, l'incitation à la délation, la dérive ultra sécuritaire dans les discours avec aucun effet visible sur le terrain, vous voulez que le président se préoccupe MAINTENANT des droits de l'homme. Vous avez fumé ou quoi. C'est bien le cadet de ses soucis. L'UMP est allé dors et déjà bien plus loin que ce que n'aurait jamais imaginé le FN.

2- (à propos de Longuet) : Co-fondateur du mouvement Occident , rédacteur du premier programme économique du front National, mis en examen à cinq reprises , ce qui l'a conduit à démissionner du gouvernement Balladur en 1994.....

L'aile droite du FN rentre au gouvernement en fanfare, ou plutôt avec un sacré concert de casseroles !

C'est prodigieusement merveilleux.

De son côté, LePoint.fr notait hier "qu'il soit un ancien de la "bande à Léo" constitue un handicap non négligeable : ministre de 1993 à 1995, François Léotard cité aujourd'hui dans plusieurs affaires politico-financières liées à des marchés d'armement a laissé un souvenir exécrationnel."

Politique.

1- France.

1.1- Intervention radiotélévisée de Sarkozy hier soir commentée.

1.1.1- Que craignent-ils donc ? Une révolution ? Entre psychose délirante de type schizophrénique et paranoïaque.

"*Mon devoir de président est d'expliquer les enjeux de l'avenir, mais aussi de protéger les Français*", a indiqué le chef de l'État qui a "*décidé de réorganiser les ministères qui concernent notre diplomatie et notre sécurité*".

Commentaire. La schizophrénie pour ses rapports délirants à la réalité, la paranoïa pour son obsession de la menace qui pèserait sur les "*Français*". Notez bien que le dictateur Ben Ali tenait exactement le même discours aux Tunisiens avant qu'il ne

soit chassé du pouvoir. Troublante coïncidence, non ? On aurait pu tout aussi bien citer Bush, Moubarak, Kadhafi ou tous les chefs d'Etat de la planète actuellement au pouvoir...

"Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Commentaire. Quels "événements", où, dans quel pays, en France par exemple ? Craindrait-il que le peuple se soulève à son tour ? Ils s'y préparent activement assurément.

"Nous ne devons avoir qu'un seul but: accompagner, soutenir, aider les peuples qui ont choisi d'être libres", a déclaré Nicolas Sarkozy. *"Entre l'ingérence qui ne serait pas acceptée et l'indifférence qui serait une faute morale et stratégique, il nous faut tout faire pour que l'espérance qui vient de naître ne meure pas car le sort de ces mouvements est encore incertain"*.

Commentaire. ... après avoir armé jusqu'aux dents tous les dictatures qu'affrontent actuellement ces peuples, c'est penser un peu vite que tous les peuples n'auraient pas de mémoire et qu'il serait possible de les tromper indéfiniment, y compris en France. Or, quand la révolution pointe son nez, après des décennies pendant lesquelles la haine du peuple contre le régime fut contenu sans jamais cesser de croître, toutes leurs lois antisociales et liberticides, toutes les saloperies qu'il lui a imposé au nom de la démocratie remontent à la surface et leur éclate à la figure, dès lors le peuple devient sourd et il ne leur est plus possible de contenir sa rage féroce d'en finir une fois pour toute avec la dictature du capital qu'incarne l'Etat et ses institutions bonaparartistes.

Et d'adresser une mise en garde: *"si toutes les bonnes volontés ne s'unissent pas pour les faire réussir, ils peuvent aussi bien sombrer dans la violence et déboucher sur des dictatures pires encore que les précédentes"*.

"Nous savons ce que pourraient être les conséquences de telles tragédies sur des flux migratoires devenus incontrôlables et sur le terrorisme. C'est toute l'Europe alors qui serait en première ligne", a souligné Nicolas Sarkozy.

Commentaire. Y aurait-il pire dictature que celle de Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans ? Rappelons que pendant la révolution tunisienne et tous les soulèvements révolutionnaires de la région, il n'y a pas eu un seul attentat, pas même une menace, les terroristes se sont littéralement volatilisés, les islamistes radicaux ont totalement disparu ou se sont montrés très discrets, Al Qaïda et Ben Laden envolés, bref on n'a pas vu la queue de cette terrible menace qui pèserait sur la démocratie. Une pure invention pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier de l'Etat en prévision d'un affrontement violent entre les classes.

"C'est pourquoi la France a demandé que le conseil européen se réunisse pour que l'Europe adopte une stratégie commune face à la crise libyenne dont les conséquences pourraient être très lourdes pour la stabilité de toute la région", a-t-il ajouté.

Commentaire. En réalité, ils craignent une propagation de la révolution en Europe. Quant à l'afflux d'immigrés fuyant les massacres orchestrés par les régimes dictatoriaux toujours en place, il ne ferait qu'exacerber une situation sociale déjà extrêmement tendue dans tous les pays de l'UE. Il alimenterait la crise politique qui ronge déjà tous les Etats et amplifierait encore les divisions au sein de tous les partis de l'ordre de l'UE quand à la réponse à y apporter, sachant l'extrême droite raciste et xénophobe en embuscade dans la perspective d'élections aux résultats fort incertains. Bref, l'avenir proche, les prochaines semaines ou les prochains mois s'annoncent comme une véritable menace pour tous les régimes en place en Europe qu'ils prennent très au sérieux.

"L'Union pour la Méditerranée, fondée à l'initiative de la France le 13 juillet 2008, doit permettre à tous les peuples de la Méditerranée de bâtir enfin une destinée commune. Le moment est venu de refonder cette Union à la lumière des événements considérables que nous vivons. La France fera des propositions en ce sens à ses partenaires", a également affirmé le chef de l'Etat. (AP 27.02)

Commentaire. Sans régler la question palestinienne ? Un voeu pieux ! Tous les peuples qui se soulèvent rejettent l'accord passé entre les différents impérialistes avec l'Etat sioniste d'Israël, donc les régimes qui vont être issus de ces révolutions ou soulèvements révolutionnaires ne pourront pas tenir le même discours que leurs prédécesseurs sur cette question.

1.1.2- Le clan mafieux Pasqua en première ligne.

Le secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant (66 ans) succède de son côté à Brice Hortefeux. *"J'ai souhaité (...) confier la responsabilité de ministre de l'Intérieur et de l'Immigration à Claude Guéant qui m'a accompagné depuis neuf ans dans toutes les responsabilités que j'ai exercées, en particulier au ministère de l'Intérieur dont il connaît tous les rouages et dont il a occupé tous les postes de responsabilité"*, a souligné le chef de l'Etat.

"Ainsi les fonctions régaliennes de l'Etat se trouveront-elles préparées à affronter les événements à venir dont nul ne peut prévoir le déroulement", a-t-il expliqué, après avoir évoqué au début de son allocution les révoltes qui secouent le monde arabe.

Souvent envoyé en mission à l'étranger, l'homme du président était de fait très présent sur le front diplomatique. A l'été 2007, c'est d'ailleurs lui qui avait négocié avec le régime de Moammar Kadhafi le retour des infirmières bulgares et du médecin palestinien détenus en Libye.

Après des études à Sciences-Po Paris et l'ENA (Ecole nationale d'administration), Claude Guéant choisit la voie préfectorale. Directeur de cabinet du préfet du Finistère, puis secrétaire général pour les affaires économiques de la Guadeloupe en 1974, il met le pied dans le monde politique lorsqu'il devient en 1977 conseiller technique chargé des questions de sécurité auprès de Christian Bonnet, alors ministre de l'Intérieur de Valéry Giscard d'Estaing.

Entre 1986 et 1991, il est secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine. Le président du Conseil général Charles Pasqua le repère et le choisit comme directeur adjoint de cabinet au ministère de l'Intérieur. En 1994, il est nommé directeur général de la Police nationale. Entre 1998 et 2002, il exerce la fonction de préfet.

Après la réélection de Jacques Chirac, il entre comme directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur, recommandé par Charles Pasqua. Bras droit du ministre, il le suivra à Bercy, avant de retrouver avec lui la place Beauvau. Et c'est encore lui que Nicolas Sarkozy choisit pour diriger sa campagne présidentielle de 2007.

Quand il est élu, Claude Guéant reste à ses côtés comme secrétaire général de l'Elysée, poste d'où il exerce son influence. Celui que la presse présente comme "*l'homme le plus puissant de France*" expose davantage une fonction traditionnellement dans l'ombre, pour intervenir régulièrement dans les médias à l'instar d'Henri Guaino, le conseiller spécial du président.

Dans un entretien au *Parisien* publié ce dimanche M. Jégo, le vice-président du Parti radical, estimait que .*«Ce remaniement ne peut avoir d'effet politique s'il n'y a pas de changement de Premier ministre. Les Français considéreront alors que rien n'a changé»*. (20minutes.fr 27.02)

1.2- Le camp ennemi se fissure.

Le «*groupe Albert Camus*» dénonce ainsi ce dimanche sur le site de Libération «la peur du changement» et l'obsession «de maintenir le statu quo» qui caractérisent, selon lui, la politique étrangère de Paris depuis de nombreuses années.

«Nous constatons une nouvelle fois que notre pays, malgré ses références mécaniques aux droits de l'homme, éprouve les plus grandes difficultés à intégrer dans sa politique étrangère la défense de la démocratie, le soutien aux dissidents et à la transformation des régimes», notent-ils. *«Il semble paralysé par la peur du changement, obsédé par la volonté de maintenir le statu quo, la stabilité. La Chute du Mur de Berlin, que nous n'avons pas su accompagner, avait déjà illustré, de façon dramatique, cette singulière difficulté»*, poursuivent-ils.

Selon eux, la question des droits de l'homme doit figurer à l'agenda du G8 et du G20, dont la France exerce la double-présidence cette année. Ces diplomates appellent à rompre avec *«une certaine méfiance vis-à-vis de la société civile et de l'individu»* et à *«renouer avec la part généreuse de notre histoire»*. (20minutes.fr 27.02)

Je crois qu'ils n'ont pas vraiment réalisé qu'ils avaient porté au pouvoir une bande de nazillons pour faire face au nouveaux développements de la lutte des classes en relation avec la crise du capitalisme qui était déjà rampante avant l'explosion de 2007 et qui imposerait au locataire du Palais et son gang de s'attaquer brutalement à tous les acquis sociaux des travailleurs, lutte de classes qui tôt ou tard prendrait forcément la forme d'un affrontement direct et violent entre les classes comme ce qui est en train de se produire en Tunisie et ailleurs.

Il ne faut pas être naïf. Ces mêmes diplomates ne voyaient rien à redire quand sous Giscard, Mitterrand ou Chirac, les différents gouvernements couvraient et soutenaient toutes les dictatures dans le monde tout en commerçant avec elles...

L'arrivée au pouvoir de Sarkozy signifiait que la crise du capitalisme et de la Ve République était entrée dans une nouvelle phase, ce que ces diplomates semblent ignorer encore aujourd'hui. En langage populaire on dirait qu'ils sont à côté de leurs pompes !

2- Arabie Saoudite.

Cherchant apparemment à éviter que son pays soit gagné par la vague de protestation dans le monde arabe, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a ordonné dimanche que les contrats à durée déterminée dans la fonction publique soient transformés en contrats à durée indéterminée.

L'agence ne donne pas de précisions mais selon John Sfakianakis, économiste à la banque saoudienne Fransi, quelque 90.000 personnes devraient profiter de cette mesure.

Il a annoncé l'octroi d'une série d'allocations en faveur des étudiants et des jeunes chômeurs ainsi que des aides au logement, pour un montant total estimé à 36 milliards de dollars.

Aucune réforme politique telle que des élections municipales n'a accompagné ces mesures, en dépit d'appels répétés lancés par des groupes d'opposition.

L'Arabie saoudite ne dispose ni de parlement élu, ni de partis politiques.

Dans une lettre ouverte publiée dimanche, une centaine d'intellectuels, de militants et de professeurs d'université demandent au roi d'engager des réformes politiques et de donner aux citoyens une plus grande voix au chapitre, de se prononcer notamment pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

Ils demandent à ce que tous, membres du gouvernement et citoyens, soient soumis à l'état de droit. Des milliers de personnes ont soutenu un appel sur Facebook en faveur de la tenue, le 11 mars, d'un "jour de colère" pour obtenir un dirigeant élu, davantage de liberté pour les femmes et la libération des prisonniers politiques. (Reuters et AP 27.02)

3- Liban.

Des centaines de Libanais ont manifesté dimanche à Beyrouth contre le système politique en vigueur fondé sur des critères confessionnels et communautaires.

Galvanisés par les soulèvements populaires qui agitent d'autres pays arabes, certains manifestants ont scandé le slogan désormais familier : "*Le peuple veut faire tomber le régime*".

Le pays du Cèdre est régi par un système complexe de partage de pouvoir censé maintenir un équilibre très délicat entre les diverses confessions et communautés.

"*Nous sommes venus pour faire tomber le système confessionnel au Liban parce que c'est un système plus dictatorial que les systèmes dictatoriaux eux-mêmes*", a expliqué un protestataire, Rahchan Saglam.

Les organisateurs ont diffusé un tract dans lequel ils exigent "*un Etat laïque, civil, démocratique, socialement juste et équitable*" ainsi qu'une augmentation du salaire minimum et une baisse du prix des denrées de base. (Reuters 27.02)

4- Oman

La police du sultanat d'Oman a tiré dimanche des balles en caoutchouc sur des manifestants lors d'un rassemblement d'opposants dans la ville de Sohar, faisant deux morts selon des témoins.

L'armée a été déployée dans cette cité industrielle pour sécuriser la zone, ont-ils dit.

"*Deux personnes sont mortes après que la police a tiré sur la foule avec des balles de caoutchouc*", a dit à Reuters un témoin souhaitant rester anonyme.

De précédents témoignages faisaient état d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, les uns lançant des pierres, les autres répliquant avec des gaz lacrymogènes.

Il s'agit de la deuxième journée de manifestations à Sohar. D'autres manifestations ont eu lieu dimanche à Salalah, dans le sud de ce petit pays, où des opposants au pouvoir campent depuis vendredi près du bureau du gouverneur provincial.

La révolte sociale dans les pays arabes s'est étendue depuis la semaine dernière à ce sultanat du Golfe, où les partis politiques sont interdits.

Le sultan Kabous ben Saïd a déjà augmenté les salaires de 43% pour les travailleurs du secteur privé et procédé à un remaniement gouvernemental. (Reuters 27.02)

Social.

Etats-Unis.

1- Mercredi, une foule évaluée à environ 30 000 personnes a manifesté à Madison, la capitale du Wisconsin, contre les attaques sur les salaires et les conditions des travailleurs du secteur public déclenchées par le gouverneur Scott Walker. La participation aux manifestations, qui se sont tenues toute la journée, a été la plus forte à midi et en début de soirée. La veille, une manifestation dont la participation avait été évaluée entre 13 000 et 20 000 personnes, et une série de rassemblements, de protestations et d'annulations de cours avaient été organisés à travers l'État.

Les responsables ont ordonné la fermeture du système d'éducation public du Wisconsin après que 40 pour cent des enseignants ont signalé avant mercredi matin qu'ils allaient prendre un congé maladie afin de participer à la manifestation. Des autobus de manifestants venant de partout à travers l'État ont afflué vers la capitale. Près de Milwaukee, une foule évaluée à 1500 personnes s'est rendue jusqu'à la maison de banlieue de Walker. Environ 1000 lycéens ont fait grève dans la ville d'Appleton.

Dans un geste inspiré des manifestants égyptiens de la place Tahrir au Caire, des dizaines de travailleurs et de jeunes ont campé au siège de la législature d'État durant la nuit de mardi à mercredi. Ils ont juré de maintenir l'occupation jusqu'à ce que le projet de loi de Walker soit défilé.

On croit que les manifestations vont se poursuivre jeudi et vendredi. Les écoles à travers l'État se préparent à des absences de professeurs et à des grèves étudiantes. Une importante grève des étudiants et des diplômés de l'Université du Wisconsin-Madison est prévue pour jeudi.

2- Mais pourquoi aucune nouvelle dans les médias français sur ces manifs de Madison dans le Wisconsin? Elles sont très importantes. J'ai vu des reportages copieux dans les presses espagnole et allemande. Rien dans le Monde ou Libé ou le Fig.

3- le droit de manifester est garanti par la constitution américaine, et par la nôtre, comme celle de toutes les démocraties. La preuve : on manifeste (on ne s'en prive vraiment pas) et aucune armée d'aucun pays démocratique ne tire sur les manifestants. C'est toute la différence entre une dictature et une démocratie. Il y en a qui ont dû sécher leurs cours d'instruction civique, ma parole. (Des internautes sur un blog de Libération.fr le 27.02)

Commentaire. Ben voyons, pour ne prendre comme exemple que la France, au début du XXe siècle ou même dans les années 30 (Clichy -92), l'armée ou la police n'avait pas hésité à tirer sur des manifestations ouvrières désarmées. Demain quand des millions de travailleurs et jeunes se lanceront à l'assaut des institutions pour les renverser, au départ sans armes, vous croyez vraiment que l'Etat les laissera faire et ne fera pas appel à l'armée pour réprimer leur révolution et sauver le régime ?

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mars

A propos du site.

Le site a reçu 2955 visites en février 2011.

Les 20 documents les plus téléchargés. Le chiffre après le signe "=" correspond au nombre de fois où le fichier a été téléchargé.

archives2010/causeries0111.pdf = 328

/textes/tef2011.pdf = 327

/justice/justice78.pdf = 197

/tribune/IO135_2.pdf = 180

/tribune/IO137_2.pdf = 122

/tribune/IO134_2.pdf = 90

/marxisme/vletat.pdf = 90

/tribune/RS34.04_europe.pdf = 84

/textes/RP2010plusinternet.pdf = 75

/textes/congres_NPA_15.02.11.pdf = 74

/tribune/IO133_2.pdf = 74

/tribune/IO136_2.pdf = 72

/tribune/GB_Tunisie_290111.pdf = 72

/marxisme/trotskyisme.pdf = 67

/marxisme/revolutionrosalux.pdf = 57

/tribune/dr045-04-02-11.pdf = 48

/archives2010/causeries1010.pdf = 46

/tribune/RS34.04_lafargue.pdf = 41

/tribune/dr046-18-02-11.pdf = 40

/service/texte050211.pdf = 38

/tribune/CPS_algerie_mai010.pdf = 35

Apparemment mes causeries vous intéressent plus que mes articles, j'ai donc commis une erreur ces derniers jours en mettant sous forme d'articles les causeries que j'estimais un peu longues, du coup vous ne les avez pas lues. Je ne prétends pas que mes causeries auraient une valeur exceptionnelle, disons qu'elles permettent de réfléchir à pas mal de questions et parfois d'y trouver des réponses ou une piste pour y répondre de manière satisfaisante, soyons modeste, même si c'est un défaut face à des militants souvent en quête de certitudes absolues ou de "grands" dirigeants.

Au total un peu plus de 60.000 fichiers téléchargés (pdf, word, rtf) ou pages html ouvertes en février, moins les fichiers images (jpg, tif, png) qui figurent dans les fichiers html et qu'il faut décompter, on arrive à environ 20.000, soit une progression spectaculaire par rapport à 2010. Si des militants voulaient collaborer au site, on pourrait faire dix fois mieux, dommage. Faites-le connaître au moins ! Laissez les coordonnées du site chaque fois que vous intervenez dans un blog par exemple. Je n'ai pas le temps de le faire moi-même.

Parole d'internaute.

- Tony Blair n'a sûrement pas de bon conseil à donner à Kadhafi. Il devrait s'inquiéter plus pour son sort pour les 66 milles Irakiens tués, majoritairement femmes et enfants en voulant soutenir son ancien boucher d'homologue américains. (...) Les faits les plus choquants nous parviennent souvent des pays prétendus évolués et démocratiques... Quelle démocratie ? et quelle évolution ? (Lepoint.fr 01.03)

Comme quoi bien des gens sont en train de s'interroger sur la démocratie au profit de la crise économique, sociale et politique dans laquelle le monde est entré et n'est pas prêt d'en sortir.

Leur expliquer ce que serait une véritable démocratie, c'est bien, les aider à comprendre comment on a pu faire croire aux peuples pendant des décennies ou des siècles que les régimes en vigueur étaient démocratiques, alors qu'en réalité ils ne l'étaient pas, comment une telle supercherie a-t-elle pu durer aussi longtemps ?

La réponse est très simple et s'exprime clairement : pour ne pas vous êtes placés sur votre propre terrain de classe, sinon vous auriez constaté immédiatement que la démocratie dont on vous vantait les mérites ne correspondait pas aux besoins et aspirations de la majorité du peuple constituée des masses exploitées.

Les manipulateurs aux commandes des Etats et la multitude de penseurs minables à leur service vous ont servi une démocratie qui correspondait à l'absence de conscience politique de la majorité, tandis qu'elle servait les intérêts de la minorité capitaliste qui avait parfaitement conscience de ses intérêts de classe.

La démocratie bourgeoise repose essentiellement sur l'ignorance des masses, à l'opposée, la démocratie ouvrière ou démocratie véritable repose sur la prise de conscience des masses de leurs intérêts de classe.

On ne peut pas parler de retour à la démocratie, puisque finalement elle n'a jamais réellement existé. La démocratie en vigueur est l'une des formes du pouvoir politique de la classe dominante ou le produit du rapport entre les classes en faveur de celle qui détient le pouvoir. A l'exception de la brève et limitée expérience de la Commune de Paris en 1871 pendant laquelle la classe ouvrière détiendra le pouvoir sans parvenir toutefois à l'étendre à tout le pays, depuis 1789 c'est la bourgeoisie qui dicte le contenu étriqué de la démocratie en fonction du rapport de force fluctuant entre les classes au gré de la lutte des classes.

Quand les rapports juridiques et politiques de l'Ancien régime devinrent des entraves insupportables au développement économique de la classe ascendante, la bourgeoisie, celle-ci procéda à sa révolution et instaura un régime politique de type démocratique, parce qu'elle n'aurait pas pu réaliser seule sa révolution, sans le concours du peuple ouvrier et paysan. Et c'est là qu'est la subtilité, la bourgeoisie étant elle-même une classe minoritaire dans la société, elle ne pourra pas se passer de la plèbe en haillons majoritaire dans le pays pour renverser le pouvoir royal et féodal en place, et désormais elle prétendra gouverner au nom de la majorité pour son bien-être, alors qu'en réalité, cette majorité lui avait servi uniquement à renverser l'ordre établi à son profit principalement, plus tard, cette majorité ignorante du processus historique qu'elle continuera de manipuler ne lui servira plus qu'à se maintenir au pouvoir ou chaire à canons.

De nos jours, les rapports juridiques et politiques existant sont devenus une entrave tout aussi insupportable à la satisfaction des besoins économiques et sociaux de la majorité du peuple constituée par toutes les couches de travailleurs, ceux-ci doivent procéder à leur tour à leur révolution (socialiste) pour instaurer une démocratie ouvrière ou véritable démocratie, passer de l'état de classe majoritaire numériquement mais minoritaire sur le plan politique, à l'état de classe dominante sur le plan politique pour pouvoir refonder les rapports de production sur la base des besoins de la majorité, d'où la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes...

En Tunisie et dans les autres pays où la classe et les masses se sont soulevées, ils n'ont pas encore pris conscience que la révolution politique ne pourrait être menée à son terme si elle n'avait pas pour objectif de réaliser également une révolution sociale, donc remettant en cause les fondements du capitalisme. Sous un régime capitaliste, ne pas associer révolution politique et sociale revient finalement à le conserver et à gérer toujours la société pour le compte des capitalistes décidément toujours aussi indispensables.

Le pouvoir politique ne peut que correspondre au pouvoir économique, dit autrement, la classe qui détient réellement le pouvoir est uniquement celle qui détient le pouvoir économique, là en l'occurrence la classe des exploités, d'où la nécessité impérieuse de les exproprier.

Il en va de même de l'Etat et de la démocratie. Tandis que l'Etat n'est pas situé au-dessus des classes, la démocratie ne peut pas prendre en compte les intérêts de toutes les classes en présence puisqu'ils sont antagoniques et irréconciliables, l'un et l'autre sont subordonnés et fonctionnent au profit des intérêts de la classe dominante, de la classe qui détient le pouvoir économique, les moyens de production et l'argent. C'est à partir de ce facteur que l'on peut déterminer avec précision leur nature de classe.

Du coup on comprend facilement pourquoi exiger la démocratie sans exiger l'expropriation des capitalistes, revient à se placer sur le terrain de la bourgeoisie, à ne rien changer en réalité. Exiger une "*meilleure répartition des richesses*" sans exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC40 notamment, revient également à ne rien changer à l'ordre établi.

On prend conscience aussi de l'importance du combat contre le capitalisme qui devrait être mené à la fois par et dans les syndicats et les partis ouvriers, ce qui est évidemment le cas dans aucun syndicat, nos révolutionnaires et autres anticapitalistes se contentant du service minimum pour ne pas se brouiller avec les appareils ou prendre le risque de perdre leurs mandats de représentants du personnel.

Autre chose très vite.

Après le remaniement ministériel je vous ai fait grâce du discours du genre : c'est l'expression de l'agonie des institutions, de la décomposition du régime qui s'accèle, patate patate, la rengaine qu'on entend sans discontinuer depuis 53 ans, avec pour seul effet que ceux qui les tiennent n'ont plus aucune crédibilité politique.

Ce n'est ni Hortefeux ni Besson ni Guéant ni Juppé le plus dangereux, mais bien Guaino qui tient le même discours social que Le Pen et rédige la plupart des discours de Sarkozy, tellement proche des ouvriers, de leur histoire, de ses partis ou de ses anciens dirigeants qu'il cite à l'occasion. (A suivre)

Sarkozy et Fillon ont annoncé qu'ils allaient passer à l'offensive sur le plan politique, ne comptons pas sur nos dirigeants pour relever ce défi, ils sont tous bien trop occupés sur le plan électoral. On pourrait les prendre à leur propre jeu.

J'ai commencé la rédaction d'un article avant-hier dans lequel j'écrivais que l'Etat des capitalistes et la société actuelle était en réalité la négation de la propriété privée dont se réclament en coeur l'UMP et le PS, dans la mesure où seule une infime minorité est propriétaire des moyens de production, tandis que l'immense majorité des travailleurs ne possèdent rien en dehors de leur force de travail. Pour remédier à cette situation, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir politique et que l'Etat qu'ils auront constitué exproprie les banquiers et les capitalistes des quelque 2.000 grandes entreprises que compte le pays, ainsi une fois les moyens de production devenus la propriété de l'Etat ouvrier, c'est comme si chaque travailleur en était le propriétaire puisqu'elles fonctionneraient sous leur contrôle et uniquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des masses exploitées.

Si on vous accuse d'être contre la propriété privée, empresses-vous de demander laquelle ? Votre démonstration, si elle est efficace, devrait prouver à votre interlocuteur que si elle existe pour les riches dans la société actuelle, elle ne peut pas exister pour le reste de la population, donc pour remédier à cette situation, la seule solution, c'est d'inverser les rôles et tout rentre dans l'ordre, le nouvel ordre bâti sur les cendres de l'ancien bien entendu !

Politique.

1- France. Sarkozy a eu une idée lumineuse en nommant Gérard Longuet ministre de la Défense : qu'il commence par se défendre lui-même !

Le trésorier de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, René Galy-Dejean, a assuré devant le juge Renaud van Ruymbeke être incapable d'expliquer un versement en espèces de 7 millions de francs en faveur du candidat battu en 1995.

Au printemps 2010, Libération avait révélé l'existence d'un document récapitulatif un versement de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) au Crédit du Nord le 26 avril 1995.

«*Je n'avais jamais vu ce document et ma surprise est totale parce que je n'ai jamais déposé 10 millions de francs au Crédit du Nord*», a dit M. Galy-Dejean au juge, selon son PV d'audition cité par Mediapart et Le Monde. L'ex-trésorier a précisé se souvenir uniquement d'un versement de 3 millions de francs.

Parallèlement, l'avocat de parties civiles, Me Olivier Morice, a annoncé qu'il allait demander l'audition de Gérard Longuet, en tant que président du Parti républicain de 1990 à 1995, par le juge en charge de l'enquête sur l'attentat de Karachi, Marc Trévidic.

M. Longuet, nouveau ministre de la Défense, avait succédé à la tête du Parti républicain à François Léotard, qui a récemment été entendu par le juge. (Libération.fr 01.03)

2- Allemagne. Un exemple "**d'honnêteté et d'intégrité**" !

Le ministre allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, mis en cause pour plagiat, a remis mardi sa démission à Angela Merkel.

Karl-Theodor zu Guttenberg, 39 ans, étoile montante de la politique allemande, est accusé de plagiat dans la rédaction de sa thèse en doctorat de droit. Son titre de docteur lui a été retiré par l'université de Bayreuth.

"*J'étais toujours prêt à me battre, mais j'ai atteint les limites de mes pouvoirs*", a déclaré le ministre démissionnaire lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte.

"*J'ai informé la chancelière, lors d'une conversation très amicale, que je renonçais à mes fonctions politiques et demandais à en être relevé. C'est l'initiative la plus douloureuse de ma vie.*"

La popularité de Karl-Theodor zu Guttenberg reposait sur l'image d'honnêteté et d'intégrité qu'il entretenait avec soin.

Or, la presse allemande a relevé de nombreux emprunts dans sa thèse. Anette Schavan, ministre de l'Education, a jugé ses actes honteux. Norbert Lammert, président du Bundestag, a parlé d'atteinte à la confiance en la démocratie.

"*C'est mauvais pour Merkel, et elle est restée beaucoup trop longtemps avec lui*", résume Konrad Jaraush, professeur de sciences politiques à l'université libre de Berlin. "*Il s'agit d'un revers majeur pour elle. Il y a aura des dégâts pour elle aussi dans cette affaire*", ajoute-t-il.

Karl-Theodor zu Guttenberg ne sera pas facile à remplacer à la Défense et certains observateurs parient sur un remaniement plus large. La CSU, aile bavaroise de la CDU dont il est issu, insistera sans doute pour conserver ce portefeuille ou pour l'échanger contre un autre ministère régalien. (Reuters 01.03)

Et de un et de deux, défense d'en rire des deux côtés du Rhin, on va se gêner !

Social.

France.

1- Grève à La Poste le 29 mars.

Le syndicat FO a annoncé mardi qu'il se joignait à l'appel à la grève à La Poste lancé pour le 29 mars par la CFDT, la CGT, Sud et la CFTC. Les syndicats dénoncent une politique "*destructrice d'emplois*", et les conditions de travail dans l'entreprise.

L'organisation syndicale demande "*l'arrêt des réorganisations sauvages, l'arrêt des régimes de travail illégaux, l'arrêt de la déshumanisation des organisations de travail, la prise en compte de la pénibilité des activités*" et "*le respect des accords signés*".

FO "*appelle les postiers de tous les métiers à faire grève le 29 mars 2011*", rejoignant ainsi la décision intersyndicale annoncée vendredi dernier. (AP 01.03)

2- Encore une augmentation du prix du gaz.

GDF Suez va soumettre à la Commission de régulation de l'énergie (CRE) "*une demande d'augmentation des prix du gaz à effet au 1er avril*", une hausse qui "*sera en principe de 5%*", a annoncé mardi le ministre de l'Industrie et de l'Énergie Eric Besson.

Ce chiffre correspond à un "calcul automatique, en cours de finalisation, sur la base d'une formule qui a été auditée par la CRE et qui reflète le coût réel d'approvisionnement de GDF Suez", a ajouté M. Besson qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse à l'occasion de l'installation de l'Observatoire national de la précarité énergétique. (AP 01.03)

Une nouvelle augmentation légitimée par la présence des syndicats au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

3- Des millions de travailleurs et leurs familles ne peuvent plus se chauffer faute de moyens.

En janvier, un Français sur dix ne s'est pas suffisamment chauffé, faute de moyens. Ce matin, et alors que les prix de l'énergie flambent à cause du contexte international, la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet (NKM), a mis sur pied l'observatoire de la précarité énergétique. (vous pariez que les syndicats et partis y seront associés ? - note du site)

La situation est la suivante : en France, on estime que 3,4 millions de ménages (13% des foyers) consacrent plus de 10% de leurs ressources à payer leurs factures d'énergie (électricité, gaz, fioul). C'est trop. Et cela se traduit par tout un tas de conséquences, économiques, sociales et sanitaires. Il n'est plus rare aujourd'hui que des ménages modestes basculent dans la spirale du surendettement à cause de factures trop salées et récurrentes d'électricité ou de gaz.

Le problème de la précarité énergétique n'a rien de franchement nouveau. Et il existe depuis longtemps plusieurs «outils curatifs» pour aider les ménages mais qui sont parfois sous-utilisés: les tarifs de première nécessité permettent par exemple aux personnes éligibles à la couverture maladie universelle de bénéficier de prix réduits sur le gaz et l'électricité. Mais encore faut-il que les intéressés soient informés et en fassent la demande (chaque année !). Pointant ces difficultés, parmi d'autres, le rapport sur la précarité énergétique, rendu l'année dernière, «proposait d'élargir la population cible et d'adapter l'aide à l'énergie aux revenus du ménage en fonction aussi de la taille du ménage.» On en est toujours là. (Libération.fr 01.03)

Magueswary, mon épouse, m'a téléphoné en précisant qu'elle était blottie contre le seul petit chauffage électrique de son T1 parce qu'il faisait très froid chez elle à Aubagne à côté de Marseille. Elle ne l'allume que lorsqu'elle rentre dans sa glacière, elle ne peut pas en brancher un autre, l'installation électrique est défectueuse et les fusibles sautent, de plus elle n'a pas trop d'argent pour se chauffer 24h/24. Elle loge dans une HLM insalubre de l'OPAC, un immeuble où ils ont casé en majorité des handicapés comme elle. Je lance un appel urgent aux camarades d'Aubagne ou de Marseille qui pourraient intervenir auprès de l'OPAC. Elle m'a dit : "je préfère ne pas te dire dans quelle condition je vis ici, tu serais fou de rage". Elle a raison, j'ai déjà trop de raisons d'enrager quotidiennement !

4- Loyer en hausse au-dessus de l'inflation.

En 2010, les loyers des nouvelles locations et des renouvellements de baux dans le parc privé ont progressé en moyenne de 2,5%, contre seulement 0,1% en 2009, sur une base d'environ 250.000 références, selon Clameur.

Cette hausse modérée de ces loyers, appelés «de marché», est supérieure à l'inflation (1,5%) .

Les nouveaux baux et les renouvellements de baux concernent environ chaque année 1,5 million de ménages sur les quelque 6 millions qui vivent dans le parc locatif privé.

Le loyer de «marché» s'établit en moyenne à 12,3 euros/m² avec une fourchette de prix très large (de 3,5 à 54,0 euros/m²). Pour 2011, la hausse devrait être «comparable à celle de 2010», soit environ 2,5%, selon Michel Moullart, auteur de l'étude. (20minutes.fr 01.03)

5- A bas les riches !

Les 100 Français les plus riches se sont partagés en 2008 un revenu fiscal de 2,8 milliards d'euros, selon une note confidentielle de Bercy transmise à des parlementaires et citée lundi par le site Internet de Marianne. Une coquette somme très loin de la réalité des ménages.

«En 2008, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables plafonnait à 22.202 euros», précise ainsi Marianne.

Dans le détail, 91% de ces 2,8 milliards d'euros proviennent de plus-values mobilières, sur les actions ou obligations; 3% des revenus fonciers et immobiliers; 2% des revenus commerciaux; et 4% des salaires, pensions et retraites.

A contrario, le revenu fiscal de référence moyen de l'ensemble des contribuables français est constitué à une écrasante majorité (85%) par des salaires, pensions et retraites.

Mais en pleine réforme de la fiscalité du patrimoine, cette note de Bercy offre surtout une arme redoutable en faveur de la

suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.

«Les 100 plus gros patrimoines taxés à l'ISF gagnent beaucoup moins que les 100 plus gros contribuables. Bref, la spéculation enrichit plus que la propriété», explique Marianne. Le document montre donc «que ces deux populations sont différentes, et que les vrais riches ne sont pas ceux qui payent l'ISF», poursuit l'article.

Le gouvernement doit annoncer jeudi les pistes pour réformer la fiscalité du patrimoine. Le ministre du Budget, François Baroin, a expliqué mardi qu'il s'orientait vers une modification en profondeur, voire une suppression, de l'ISF. (20minutes.fr 01.03)

6- Comment palier à son isolement ? Connectez-vous !

Un peu plus de 64% des ménages français disposaient en 2010 d'un accès Internet à leur domicile, contre seulement 12% en 2000, selon des chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les plus jeunes sont les plus équipés, avec un taux égal ou supérieur à 75%. Ce taux tombe sous les 50% entre 60 et 74 ans et n'est plus que de 8% à partir de 75 ans.

A âge donné, le taux d'équipement "varie nettement" en fonction des diplômes: il est "beaucoup plus faible" dans les ménages avec un niveau d'études inférieur au bac. Les chômeurs, d'autre part, sont moins équipés (73,9%) que les actifs ayant un emploi (83,4%). Parmi ceux-ci, 96% des cadres et professions libérales étaient équipés en 2010, contre 73% des ouvriers, un écart qui s'est toutefois réduit au fil des années.

Les ménages n'ayant pas Internet invoquent en premier lieu un manque de compétences, puis l'inutilité d'Internet, le coût trop élevé du matériel et celui trop cher de l'accès au réseau. Neuf fois sur dix, l'accès à domicile est à haut débit.

Dans leur quasi totalité, les internautes consultant le web de chez eux utilisent un ordinateur, fixe (38%) ou portable (31%). Mais l'accès à Internet se développe à partir d'autres supports, comme les consoles de jeux et surtout l'Internet mobile, via les téléphones portables, le wifi (sans fil) ou les ordinateurs de poche/assistants personnels. Trente-huit pour cent des internautes, en 2010, utilisaient l'Internet mobile, contre 20% en 2008, une croissance avant tout portée par "la technologie wifi et les téléphones portables".

Sept personnes sur dix (71%), par ailleurs, disent avoir utilisé Internet au cours des trois derniers mois. Dans ce cas, près de 80% l'utilisent tous les jours, et 17% au moins une fois par semaine.

La communication via les messageries instantanées et les forums de discussion est surtout le fait des "jeunes de moins de 30 ans", tout comme le téléchargement de logiciels.

Internet sert aussi, de plus en plus, à faire des achats: 53% des internautes en ont effectué au moins un en 2010, contre 35% en 2008. Il s'agit surtout de vêtements (49%), de billets de transport (46%) et de séjours à l'hôtel ou en location (42%).

Ces données sont issues de l'enquête sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) d'avril 2010 réalisée en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer auprès de 7.111 ménages. Le champ de l'enquête est l'ensemble des personnes de plus de 15 ans. (AP 01.03)

7- Comment faire baisser statistiquement les chiffres du chômage en vue de 2012 ? Et tout plein de cadeaux pour les patrons.

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi pour 2011 une série de nouvelles mesures destinées à favoriser l'emploi. En voici les principales:

DEVELOPPER L'ALTERNANCE

- Réforme de la taxe d'apprentissage: elle devrait permettre de dégager entre 60 et 90 millions d'euros supplémentaires par an, selon le gouvernement.

- Système de bonus-malus:

Dans les entreprises de plus de 250 salariés, le quota de 3% d'alternants sera relevé à 4% et modulé en fonction de l'effort de l'entreprise. Ainsi, le taux de la contribution supplémentaire à l'apprentissage augmentera de 0,1 à 0,2% pour les entreprises employant moins d'1% de jeunes en alternance, restera à 0,1% pour celles qui sont entre 1% et 3%, et sera réduit à 0,05% pour celles qui sont entre 3% et 4%. Les entreprises dépassant le quota de 4% bénéficieront d'une prime de 400 euros par contrat et par an.

Le respect du quota de 4% devrait permettre d'embaucher 135.000 jeunes en alternance supplémentaires par an, selon le gouvernement. Reste que le quota actuel de 3% n'est pas respecté, le taux de salariés en alternance dans les entreprises de plus de 250 salariés étant évalué à 1,7%.

PME (petites et moyennes entreprises)

Exonération totale de charges sociales pendant six mois pour toutes les entreprises de moins de 250 salariés qui embauchent un jeune en alternance supplémentaire. Cette aide s'appliquera à compter du 1er mars 2011.

Avec cette mesure, le gouvernement vise à augmenter de 25% le nombre de contrats en alternance dans les entreprises de moins de 250 salariés, fixant l'objectif de 50.000 contrats en alternance supplémentaires en deux ans.

AUGMENTER L'OFFRE DE FORMATION EN CFA

Programme doté de 500 millions d'euros, financé par le grand emprunt.

- 250 millions d'euros consacrés au financement de 50 projets de développement de l'appareil de formation

- 250 millions d'euros pour créer 15.000 places supplémentaires ou consolider des solutions d'hébergement en direction des jeunes

PARTENARIAT AVEC LES CONSEILS REGIONAUX

Le gouvernement fixe l'objectif de 800.000 jeunes en alternance à l'horizon 2015, et à terme un million d'apprentis.

Pour un euro versé par l'Etat, un euro sera versé par les conseils régionaux.

CONTRAT D'AUTONOMIE

Lancé en 2008, il concerne les jeunes de 16 à 25 ans issus des quartiers.

- 7.000 nouveaux contrats en 2011, soit un total de 15.000 contrats cette année CHOMEURS DE LONGUE DUREE

Entretien dans un délai de trois mois avec un conseiller de Pôle emploi pour les personnes au chômage depuis plus d'un an. Ces entretiens auront lieu entre mars et juin, souhaite le gouvernement.

CONTRATS AIDES

250 millions d'euros de contrats aidés supplémentaires sur les douze prochains mois, qui vont s'ajouter aux 390.000 déjà programmés pour 2011.

L'Etat va prendre en charge le financement de formations supplémentaires en augmentant de 30% les entrées en formation.

DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 45 ANS

Les entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi âgé de plus de 45 ans en contrat de professionnalisation bénéficieront d'une aide supplémentaire de 2.000 euros par contrat, financée par l'Etat. (AP 01.03)

Bref, des cadeaux, de la main d'oeuvre à pas cher pour les exploiters !

Economie.

Zone euro.

1- Selon les chiffres provisoires publiés mardi par Eurostat, le taux d'inflation dans les 17 pays utilisant l'euro s'est établi à 2,4% le mois dernier sur un an.

Eurostat n'a pas fourni les détails qui l'ont conduit à calculer ce chiffre de 2,4%, mais, sans surprise, les économistes attribuent

cette hausse essentiellement à la flambée des cours du pétrole et des prix alimentaires.

Lors de la conférence de presse suivant la réunion de comité de politique monétaire du mois de février, Jean-Claude Trichet, président de la BCE, avait dit que la hausse des prix à la consommation allait se poursuivre pendant une grande partie de l'année dans la zone euro, tout en assurant que cette évolution ne menaçait pas pour autant la stabilité des prix à moyen terme. (Reuters 01.03)

2- Le taux de chômage dans la zone euro est repassé en janvier sous la barre des 10% pour la première fois depuis décembre 2009, à 9,9% de la population active, montrent les données publiées mardi par Eurostat.

Selon les estimations d'Eurostat, 15,8 millions de personnes étaient sans emploi dans la zone euro en janvier.

Il n'y avait pas de données pour la Grèce et l'Estonie en janvier. (Reuters 01.03)

Comme le chômage n'a cessé d'augmenter les mois précédents en Grèce, en ajoutant ce pays le taux de chômage n'a pas baissé en réalité ! En France, Sarkozy a annoncé une batterie de mesures pour "*l'emploi des jeunes et des séniors*" qui auront pour effet mécanique de faire baisser officiellement le nombre de chômeurs dans la perspective des élections de 2012.

Avec l'argent de l'Etat, il a entamé sa campagne électorale... Après "*La conquête*", cela serait étonnant que la suite s'intitule "*La reconquête*"! Mais l'on sait jamais... On y reviendra prochainement.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mars

Politique.

1- France.

1.1- Mauvais (et réactionnaire) sur toute la ligne.

La politique économique du gouvernement français est jugée mauvaise par 72% des Français, selon le baromètre de BVA pour les Echos et France Info. (Reuters 02.03)

1.2- La casserole rwandaise de Juppé.

Ministre vedette du remaniement, le remplaçant de MAM au Quai d'Orsay ne fait pas, malgré le concert de louanges de la majorité présidentielle, l'unanimité. Alain Juppé rappelle même *«de mauvais souvenirs»* au Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), à l'origine de plusieurs plaintes visant des auteurs présumés du génocide rwandais de 1994.

Juppé avait été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de cohabitation d'Edouard Balladur, de 1993 à 1995. *«De nombreux observateurs ou historiens ont suffisamment mis en cause le gouvernement français de l'époque pour son soutien diplomatique, financier et militaire à un régime aux abois qui commettait un génocide à la face du monde, dans l'indifférence de la communauté internationale»*, proteste le Collectif.

«L'homme qui revient aux Affaires étrangères de la France est un de ceux qui, mis en cause pour le soutien apporté à un régime génocidaire, n'a jamais éprouvé le moindre remord ni évoqué la moindre remise en cause de son action et de celle du gouvernement auquel il participait», déplore-t-il. (AFP et Libération.fr 02.03)

2- Tunisie.

Plus de 300 personnes détenues pour des raisons politiques ont été libérées ces trois derniers jours en Tunisie à la suite de l'amnistie générale décrétée le 19 février par le président par intérim Fouad Mébazaâ, a-t-on appris mercredi auprès de l'avocat Samir Ben Amor.

Signe de l'instabilité persistante en Tunisie un mois et demi après la chute de Zine ben Ali, la cascade de démissions enregistrées au sein du gouvernement provisoire pourrait amener l'armée à prendre en main elle-même la transition vers la démocratie.

Selon les analystes, ces défections, y compris celles de deux ministres d'ouverture non liés à Ben Ali, affaiblissent l'équipe de transition au point qu'elles font planer des doutes sur sa capacité à organiser comme promis des élections libres d'ici la mi-juillet.

Dès lors, "*une prise en main du processus électoral est un scénario probable*", estime Mohamed el Katiri, spécialiste du Moyen-Orient à l'Eurasia Group. "*L'armée a dit que son travail était de protéger la révolution. Si le gouvernement tombe, elle devra combler le vide*", dit-il.

Les révolutionnaires tunisiens ne sont pas favorables à une ingérence des militaires dans le processus de démocratisation.

Une intervention de l'armée tunisienne "*ne serait pas une évolution bienvenue mais, si les membres des sociétés civile et politique ne sont pas capables d'offrir une solution permettant à la Tunisie d'avancer, le modèle égyptien pourrait s'imposer*", juge Slaheddine Djourchi, analyste indépendant tunisien.

Mais il n'exclut pas que le gouvernement transitoire survive à la vague de démissions qu'il connaît et réussisse à s'ouvrir encore davantage à tous les secteurs de la société, permettant ainsi de reprendre le chemin d'une transition démocratique.

De source proche du gouvernement, on déclare que Caïd Essebsi annoncera cette semaine la mise sur pied d'un conseil représentatif chargé de réformer la Constitution en vue de préparer des scrutins législatif et présidentiel pluralistes. (AP et Reuters 02.03)

3- Lybie.

3.1- Les hasards du calendrier ont croisé ceux du destin incertain de la Libye. A l'heure où la situation reste volatile, ce mercredi le pays se retrouvait confronté à une étrange célébration: celle du lancement par le Colonel Kadhafi de la «Jamahiriya» (le pouvoir des masses) à la fin dans les années 70. Un mouvement théorisé dans un petit ouvrage baptisé «le livre vert».

A la mi-journée, les habitants de Bengazhi se sont massés devant leur poste de télévision, pour regarder la conférence de presse donnée à Tripoli, devant une poignée de fidèles, par «*le guide suprême*», égal à lui-même. Champion de l'auto-promotion, de la réécriture de l'histoire, et des affirmations rocambolesques. Au point de provoquer l'hilarité chez ceux qu'il terrorisait il y a encore trois semaines. «*Ce type est un pitre, un pantin, et un fou furieux*», dit un professeur de l'Université de Bengazhi. «*Il faut l'envoyer à l'hôpital psychiatrique, ou plutôt directement à la morgue.*»

Une fois l'ubuesque show télévisé achevé, des milliers de personnes sont sorties dans les rues pour célébrer à leur manière l'anniversaire d'une période révolue. Sur le front de mer, devant les bâtiments brûlés de l'ancien comité populaire, bâti à la gloire de Kadhafi, s'est déroulée une manifestation hautement symbolique: des centaines de livres verts - ouvrage jusqu'alors sacré, bible de la révolution écrite par Kadhafi, que chacun se devait de lire dès son plus jeune âge - ont été brûlés dans une atmosphère de liesse et de fièvre extraordinaire.

Des femmes, et des enfants, ont participé à ce moment de déchainement joyeux. Les livres verts ont été déchirés, piétinés avant d'être jetés dans un immense brasier. Des flammes qui ont fait couler des larmes de bonheur dans les yeux d'un vieil avocat libyen: «*Je n'aurais jamais cru qu'un tel instant, synonyme de totale liberté, fut un jour possible*», confesse-t-il dans un sanglot. (20minutes.fr 02.03)

3.2- Les forces du colonel Kadhafi ont lancé une vaste contre-offensive mercredi dans l'Est libyen pour reprendre le terminal pétrolier de Brega, mais les violents combats semblent avoir tourné à l'avantage de l'opposition. Moammar Kadhafi a déclaré que des milliers de Libyens mourraient en cas d'intervention étrangère.

A plus de 240 km dans le désert au sud-ouest de Tripoli, Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir: elle est l'une de ces "*villes libérées*" de l'ouest libyen, dans la chaîne montagneuse des Nafusa, près de la frontière tunisienne. Mais à tout moment, elle craint d'être reprise par les forces fidèles au régime de Kadhafi.

Ils constituent la première ligne de défense de leur ville de 18.000 habitants, loin de tout, dans le désert du nord-ouest de la Libye, qui s'est débarrassée des autorités pro-Kadhafi. "*Nalut libérée*", peut-on lire sur des murs de la ville.

"*Les jeunes ici ont perdu tout espoir en ce pays*", lance Mustafa, un fonctionnaire de 37 ans qui refuse de donner son nom de famille, de crainte des représailles. "*Alors quand le soulèvement a commencé, nous avons pris toutes les armes que nous pouvions trouver et nous avons repris notre ville.*"

3.3- Un journaliste d'Associated Press a passé deux jours avec les "*révolutionnaires*" auto-proclamés à Nalut, une des villes "*libérées*" de la chaîne montagneuse des Nafusa, proche de la frontière tunisienne.

Le point de passage frontalier, à 68 kilomètres de Nalut, est passé brièvement sous contrôle des forces anti-Kadhafi, quelques jours. Mais les unités militaires pro-Kadhafi ont lancé une offensive lundi et l'ont repris.

Cette opération, et la présence d'une base de l'armée un peu plus au nord, fait craindre à Nalut qu'une offensive se prépare sur la ville.

Lundi, les habitants travaillaient donc avec acharnement à organiser leur défense. A l'entrée de la ville, au bulldozer, ils ont empilé de la terre et des pierres afin de dresser un barrage. D'autres ont creusé des tranchées pour que ceux qui se préparent à défendre Nalut puissent se protéger.

Epuisés, les visages marqués par la peur, les chefs de la rébellion, installés dans l'ancien bâtiment des services de renseignements -désormais un centre communautaire- ont téléphoné à d'anciens officiers acquis à leur cause, essayant de recueillir des informations sur les mouvements des unités pro-Kadhafi.

"Nous n'avons que des Kalachnikov", hurle un homme dans le téléphone. "Que crois-tu que nous pouvons faire avec ça?"

Plus à l'est dans la chaîne des Nafusa, l'armée est passée à l'offensive lundi soir, attaquant Zintan, autre "ville libérée". Les soldats, à bord d'une vingtaine de véhicules équipés d'armes lourdes, ont lancé l'assaut, mais ils ont été repoussés par des habitants armés et des militaires ralliés à l'opposition, selon deux habitants de la ville.

"Nous n'abandonnerons pas, quelle que soit la forme de terrorisme" utilisée par Kadhafi, a déclaré un homme à Zintan. " partir de maintenant, le peuple n'acceptera plus que la liberté et un Etat démocratique".

Au moins trois autres localités de ces montagnes, habitées par la minorité ethnique berbère de Libye, sont également passées aux mains de l'opposition, selon des habitants de Nalut en contact avec leurs camarades.

Aujourd'hui, Nalut, posée dans une vallée étroite et accidentée de l'ouest des Nafusa, ressemble à une ville-fantôme. Les volets en métal vert et blanc des magasins sont fermés depuis des jours. Et les femmes et les enfants ne sortent plus dans les rues.

Les bâtiments gouvernementaux et les postes de police ont été incendiés par des manifestants le 19 février, au début de l'insurrection. Certaines unités de l'armée et de la police dans la ville ont rejoint les rebelles, alors que les fidèles de Kadhafi prenaient la fuite.

"Le nombre (de manifestants) était si important", se souvient Shaaban Abou Sitta, avocat qui habite à Nalut, que les forces pro-Kadhafi "se sont enfuies. Elles ne voulaient pas tirer sur nous, mais elles ont tiré en l'air, et quand elles ont vu nos effectifs, elles se sont enfuies. Il y a eu des affrontements avec des jets de pierres", a-t-il ajouté.

"La seule façon pour l'armée de nous reprendre, c'est d'envoyer beaucoup d'unités, ce qui est impossible parce qu'actuellement, le régime n'a pas les effectifs suffisants, et ils sont tous concentrés sur Tripoli", a-t-il souligné, considérant que les montagnes protègent la localité.

Désormais, les insurgés de Nalut ont pris l'organisation de la vie quotidienne en mains, sous la direction d'un conseil communautaire rassemblant personnalités locales et habitants. Et ils attendent des nouvelles de Benghazi, le centre de l'insurrection dans l'est, pour que, ajoute Abou Sitta, "nous et les autres frères dans l'Ouest commençons à faire mouvement pour libérer Tripoli".(AP 02.03)

4- Oman

Des manifestants réclamant des emplois et des réformes démocratiques se sont rassemblés mercredi pour la cinquième journée consécutive à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, où les partisans du pouvoir ont, eux, défilé en voitures. (Reuters 02.03)

Social.

1- Les lycéens appelés à manifester ce jeudi.

La Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) appelle jeudi à des "blocus" d'établissements et à des manifestations dans plusieurs départements d'Ile-de-France pour dénoncer les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée de septembre et la politique éducative du gouvernement.

De son côté, le président de l'Union nationale lycéenne (UNL) Victor Colombani a indiqué mercredi à l'Associated Press que son organisation "soutient tous les établissements qui sont en train de se mobiliser", mais "sans faire un appel national pour le moment".

Des manifestations sont prévues dans toute la France le samedi 19 mars à l'appel d'un collectif de 25 organisations, dont l'UNL et la FIDL, les principaux syndicats d'enseignants, et la FCPE (parents d'élèves) pour dénoncer les suppressions de postes, les restrictions budgétaires et plus largement la politique du gouvernement à l'Education nationale. (AP 02.03)

2- Toujours les plus pauvres les principales victimes.

Grande distribution et industriels viennent d'achever un cycle de négociations tendues sur les prix. Résultat: ils augmenteront en moyenne de 2 à 3%, annonce la Fédération du commerce et de la distribution.

+3 à 3,5%, indique pour sa part Michel-Edouard Leclerc, patron des centres du même nom. *«Les farines sont très impactées. Il va y avoir des hausses de 15 à 28% (...), détaille-t-il à l'AFP. Les huiles augmenteront également, avec des hausses de 4 à 6% pour l'arachide et le tournesol.»*

Lait et volaille, déjà touchés par la hausse, augmenteront *«encore un peu»*, précise aussi l'entrepreneur.

Les produits les moins transformés sont les plus touchés. Pour les produits très transformés, le poids du prix des matières premières dans le prix final est moindre.

Distributeurs et industriels répercutent la flambée des prix des matières premières. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a bondi de 15% au dernier trimestre 2010. Particulièrement concernés, le sucre, le maïs, le blé et les matières grasses, souligne l'institution.

«Des hausses importantes avaient déjà été répercutées avant ces négociations», ajoute Olivier Andrault, chargé d'études alimentation à l'UFC-Que choisir. L'association de consommateurs a récemment publié une étude montrant que distributeurs et industriels ont été très prompts à cet exercice ces derniers mois, notamment sur le prix du lait et de la volaille.

«En 2007-2008, les cours ont fortement augmenté, ce qui a été répercuté sur les prix en magasins. En revanche, la chute des cours, avec la crise de 2008, n'a pas été ressentie en magasins, ou très mal», dénonce Olivier Andrault.

Quels sont les ménages les plus touchés?

«Ces hausses vont impacter les ménages les moins aisés», analyse Olivier Andrault. L'alimentation est le troisième poste de dépenses des ménages (13,5%).

«Mais pour les 10% de ménages les plus modestes, cela représente 17%, souligne Olivier Andrault. De plus, ces ménages ont davantage tendance à acheter des produits peu transformés, les plus impactés par les hausses actuelles». (Libération.fr 02.03)

Souvenir d'enfance et d'adolescence.

Une sardine et demie à l'huile en boîte au dîner ou quatre tranches de cervelas au déjeuner et pas une de plus en guise de viande. *"J'peux avoir un morceau de beurre s'il te plaît maman ?"* Réponse de ma mère : *"Non, il y en a déjà dans la soupe, si elle ne te plaît pas ajoute du sel, ça passera mieux et dépêche-toi de manger ça va être froid, tu commences à m'énervé, ton père va t'en mettre une."* Une grosse baffa dans la figure avec ses poignes de boxeur comme pratiquement tous les soirs ou plusieurs fois par jour, le bonheur quoi. Ma mère : *"Mange pas tout ton pain, tu n'en auras pas d'autre, le pain c'est fait pour pousser seulement, tu crois peut-être qu'on est riche."* On avait faim quand on se mettait à table, et comme la première chose qu'on avait à portée de la main une fois à table c'était le morceau de pain que venait de nous donner notre mère, on se jettait dessus, non sans risque...

Quand on a vécu la pauvreté, on ne peut pas penser comme quelqu'un qui ne l'a pas vécue. Et on est extrêmement choqué par les discours syndicaux ou politiques axés sur l'amélioration de la condition ouvrière quand on se souvient de n'en avoir jamais profité en réalité, on en déduit forcément que leur politique s'adresse à d'autres couches de travailleurs qui ne vivent pas comme nous, ce que les faits ont confirmé amplement. Mes parents n'avaient pas de conscience politique et ne risquait pas d'en avoir dans de telles conditions. Qu'on se comprenne bien, ceux que je vise ici, ce ne sont pas les travailleurs des couches supérieures de la classe ouvrière, mais bien ceux qui en principe sont censés représenter les intérêts de toutes les couches de travailleurs, ce qui n'était pas le cas hier et ne l'est pas non plus aujourd'hui.

Autrefois les marxistes, on a envie de préciser les vrais, ils étaient capables de se mettre dans la peau de toutes les couches de travailleurs pour avoir vécu parmi eux ou les avoir étudiées pendant des années (*La situation de la classe ouvrière en Angleterre* d'Engels - 1844), ils n'avaient pas de scrupules ou besoin de prendre des gants pour décrire les modes de vie et les mentalités des différentes couches de travailleurs, des plus misérables aux plus nantis, tout en expliquant que le capitalisme avait bien compris quel avantage politique il pourrait tirer de favoriser certaines couches pour mieux maintenir dans la pauvreté

des millions d'ouvriers et leurs familles, diviser le prolétariat.

Si lorsque j'ai repris à mon compte les discours de Marx, Engels et Lénine mon attention a été attirée par cette question, c'est peut-être parce qu'au cours de ma vie je suis passé d'une couche de travailleurs à l'autre sans jamais oublier ce que j'avais vécu auparavant, y compris lorsque je devins un jeune travailleur sans le sou jusqu'à rester trois jours sans manger, alors que je travaillais comme coursier en mobylette. Est-il possible de renouer avec le marxisme ou de s'en réclamer en demeurant étranger au sort des millions de travailleurs pauvres en France, misérables dans bien d'autres pays ?

Cette situation n'avait pas échappé aux marxistes de la moitié du XIXe et du début du XXe siècle parce qu'en se lançant dans l'étude du fonctionnement du capitalisme, j'ai cité plus haut Engels, on pourrait citer Marx avec *Le Capital* ou encore Lénine à travers son étude magistrale sur la situation économique de la Russie au tournant du XXe siècle ou plus tard en 1916 *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, ils ne pouvaient pas réaliser sérieusement cette étude sans plonger au plus profond de la classe ouvrière et découvrir dans quelles conditions épouvantables elle vivait, les frustrations et les souffrances qu'elle devait supporter au quotidien. Depuis, aucun soi-disant marxiste n'a été capable ou n'a eu suffisamment de volonté pour se livrer à une étude comparable. Ceci explique peut-être cela, pourquoi nos marxistes du XXIe siècle sont déconnectés de la classe ouvrière, et disons-le franchement pour le penser très fort, ils s'en sont délibérément détournés, par facilité sans doute ou par crainte de devoir revoir de fond en comble leur copie...

Quant à ceux qui n'ont que la grève générale ou la révolution à la bouche, le plus souvent des intellectuels totalement déconnectés de ce que vivent les ouvriers au quotidien et incapables de se le représenter un instant, je ne peux m'empêcher de penser en lisant leur littérature absconse (incompréhensible) pour le travailleur lambda, qu'ils veulent faire une grève générale ou une révolution sans eux ou plutôt ils voudraient bien qu'ils y participent mais sans trop se soucier de savoir ce que ces travailleurs pauvres en tireraient à l'arrivée ou si cela changerait radicalement leur situation. On en a confirmation en se penchant sur le traitement que leur réserve les syndicats.

Du côté des syndicats c'est encore pire, chez Airbus, où les travailleurs tous revenus (et avantages sociaux) confondus sont parmi les mieux payés de France, on pourrait prendre d'autres exemples comme Total, on a vu la semaine dernière qu'ils avaient les moyens de négocier sur une différence misérable de 0,8% d'augmentation de salaire, la direction proposait 2,2 et les syndicats exigeaient 3%, alors que des millions de travailleurs sont en droit d'exiger des augmentations de salaire allant de 30 à 100% ou rêvent d'un salaire minimum qui tournerait autour de 1500 ou 1800 euros net par mois pour sortir de leur condition précaire et insupportable, ce dont se foutent éperdument syndicats et partis dits ouvriers, un simple constat.

Aux prochaines élections, il ne faudra pas s'étonner que les mieux servis votent pour un parti du capital ou subordonné à celui-ci dans l'espoir d'en tirer encore quelque chose, et que les autres se réfugient dans l'abstention ou votent FN en désespoir de cause puisqu'on les pousse dans cette voie-là.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mars

J'ai rectifié l'article *Le Conseil pour la protection de la révolution appelle à dissoudre le gouvernement*. (02.03.11), le contenu du fichier concernait un autre article. Je suis en train d'écrire un bref article critique sur le Conseil National pour la Protection de la Révolution en Tunisie. A demain.

Le 4 au petit matin.

Je n'aurai le temps d'écrire rien du tout pendant plusieurs jours tellement je croule sous des emmerdements bureaucratiques :

- 1- Le fisc indien a rejeté les documents que je lui avais fourni parce que sur mon passeport figurent mes deux prénoms, Jean-Claude et Henry, alors qu'Henry ne figure sur aucun autre document, ces abrutis pensent que je m'appelle Jean-Claude Henry, pourquoi pas Charles-Pierre-Henry pendant qu'ils y sont. Si je ne remplis pas cette formalité je devrais payer 20% sur l'argent que me rapporte l'argent que j'ai déposé en banque sur un compte rémunéré ;
- 2- A cause de l'inflation qui frôle les 20% et le passage des taux d'intérêt de 6,5 à 10% pour les dépôts bancaires sur 5 ans, je dois aller à la banque pour annuler tous mes placements (l'équivalent du Livret A en France) et remplir de nouveaux formulaires, c'est mon principal revenu (15.000 roupies par mois, 230 euros environ), en n'y allant pas je perds bêtement des milliers de roupies par mois. Et le lendemain il faudra que j'y retourne pour récupérer mes titres de placement... s'ils sont prêts !
- 3- Je n'ai plus d'encre dans l'imprimante donc impossible de sortir un courrier, là encore je dois aller à Pondichéry ;
- 4- Je suis allé commander le remplacement de ma bouteille de gaz il y a huit jours, il faut donc que j'y retourne avant de tomber en panne de gaz !
- 5- Je dois aller payer ma facture d'électricité avant qu'ils ne me coupent le courant, c'est automatique ici ;
- 6- Je dois retourner au bureau des transports pour la cinquième fois parce que je n'ai pas reçu mon nouveau permis de

conduire depuis deux mois (renouvelé tous les 10 ans) ;

7- Mon passeport et mon visa arrivent bientôt à expiration, je dois donc m'y prendre au moins trois mois à l'avance pour réunir la tonne de paperasse à fournir ; l'an passé Magueswary avait été 10 ou 11 fois au bureau des visas avant que son dossier soit complet, j'espère ne pas battre son record !

8- Je n'ai plus de carte bleue (BNP) depuis mars 2010, impossible de contacter ma banque par téléphone pour cause de boîte vocale, j'ai envoyé une lettre et un courriel, sans réponse, je vais les renvoyer par fax, je dois donc me déplacer pour cela et avoir acheté de l'encre avant ;

9- Magueswary est logé dans une HLM vétuste et elle crève de froid, je dois intervenir d'urgence auprès de l'organisme HML, l'OPAC ;

10- J'ai déjà rendez-vous lundi au consulat, car je n'ai pas eu de réponse à la requête que j'avais adressée au consul suite au rejet de la demande de visa de mon beau-frère.

Je pense ne rien avoir oublié, c'est à devenir fou ! Comment voulez-vous que je me concentre sur une question politique ou que je n'écrive pas parfois des conneries ? Ah oui, je suis un sacré privilégié pour vivre sous les tropiques ! Une vie de dingue en réalité. Pour bien faire je devrais tout arrêter pendant une semaine et essayé de régler tous ces problèmes. Sans compter que je n'ai toujours pas trouvé le temps d'aller faire soigner mon pied qui me fait de plus en plus mal, je dois également retourner chez le dentiste et faire enfin réviser la moto. Je dois aussi me taper toutes les tâches ménagères, nettoyer et arroser le terrain tous les jours, etc. Ma seule satisfaction : j'ai maigri de 6 kilos en deux mois, depuis que Magueswary est retournée en France, il m'en reste 10 ou 15 à perdre pour retrouver un poids normal par rapport à ma taille. Voilà à quoi en est réduit le plaisir dans leur vieux monde pourri ! Heureusement que les Tunisiens sont là ! Allez, on ne se laisse pas abattre, ce n'est pas le moment, au boulot !

Je complète deux heures plus tard.

Au bureau des transports, le fonctionnaire qui s'était absenté hier était bien là, mais il m'a renvoyé vers un autre bureau où le fonctionnaire n'était pas là et ne reviendra que lundi ! Quant à ma visite au bureau d'immigration elle a été tout aussi infructueuse, pour obtenir une modification de mon visa, on m'a demandé de revenir lundi avec une demande écrite et une copie de mon visa ! J'ai juste eu le temps de faire remplir la cartouche d'encre et de m'acheter de quoi déjeuner à midi. Voilà comment on perd deux heures.

Ambiance à trois semaines des cantonales selon Lemonde.fr d'hier.

Le moment est propice pour toutes les oppositions. Les indicateurs sont presque tous au rouge pour la majorité et pour le gouvernement. Il n'y a pas un sujet autour duquel les élus ou les ministres puissent venir se reconforter. Pas une seule réussite autorisant l'exercice de communication avec les "éléments de langage" façonnés par de l'Elysée qui constituent un des grands apports publicitaires du sarkozysme. Même Xavier Bertrand, jamais avare d'autosatisfaction, n'a pas trop insisté sur l'embellie statistique, il est vrai toute relative, des chiffres du chômage.

Que ce soit en matière sociale ou sur le plan économique, c'est le désert des Tartares pour la majorité. Pas le moindre vermisseau à se mettre sous la dent. Question pouvoir d'achat, les économistes promettent encore du sang et des larmes. Sur le terrain de la fiscalité, le président de la République et son ministre du budget se contredisent au sujet de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune). Jusqu'au débat de société que l'Elysée veut lancer sur l'islam – débat recentré sur la laïcité par Maignon – qui met en évidence une forme d'aveuglement politique : le fiasco d'Eric Besson avec le débat sur l'identité nationale, promoteur des thèmes du Front national, ne semble faire l'objet d'aucune analyse. Comme si l'expérience du passé ne servait à rien.

L'impression qui domine est que Nicolas Sarkozy est paralysé politiquement et que sa cote de défiance va rejaillir, à un moment où à un autre, sur les élus de la majorité. Pendant deux mois, le pouvoir exécutif a été accablé par les dégâts collatéraux de sa politique étrangère. Et rien n'indique que le dernier réaménagement ministériel va changer quelque chose dans la perception négative de l'opinion publique. C'est du reste le contraire qui se passe. Les sondages montrent que c'est maintenant le cœur de l'électorat du chef de l'Etat qui est atteint. Et cet électorat est aussi celui des conseillers généraux sortants de la majorité qui se présentent les 20 et 27 mars.

Paradoxalement, le scrutin, qui s'annonçait à hauts risques pour la gauche ou, à tout le moins, sans grande marge de progression pour elle, risque de devenir un concours de tir au pigeon UMP.

Sans aller jusqu'à pronostiquer un raz-de-marée, il n'est pas impossible de voir se profiler une "vague rose" au soir du premier tour.

Les experts électoraux vont même jusqu'à imaginer la perte d'une dizaine de départements par la droite. Ceux dans lesquels la majorité ne tient qu'à un, deux ou trois sièges et dans lesquels beaucoup de conseillers généraux sortants renouvelables ne mettent pas trop en évidence leur étiquette UMP.

L'hypothèse selon laquelle le nouveau ministre de l'intérieur, au soir du second tour, dessinerait un tableau représentant moins Napoléon au pont d'Arcole que l'empereur à Waterloo, n'est pas à écarter.

Reste que l'inconnue de la participation – attendue faible dans les cantons urbains et légèrement meilleure dans les ruraux –

pèsera lourdement sur le résultat du scrutin.

Dans une telle configuration politique, la mobilisation des électorats les plus politisés ou les plus militants – c'est-à-dire ceux qui s'opposent le plus ouvertement à Nicolas Sarkozy – aurait pour conséquence de produire nombre de surprises désagréables pour la droite. En même temps qu'une faible proportion de triangulaires, il y aurait des duels inattendus mettant en évidence la "renaissance" du Front national, version Marine Le Pen, et la "remontée" du PS, sous la houlette de Martine Aubry. Pas de bonne augure pour l'Elysée si on considère ces cantonales comme le dernier vrai test avant 2012.

Commentaire.

Il n'y a que les militants subordonnés aux institutions qui trouveront matière à se réjouir d'une défaite de l'UMP aux élections cantonales le soir du 27 mars à défaut d'être capables de définir une véritable stratégie révolutionnaire contre le régime. A quoi pourrait conduire que les travailleurs reportent leurs votes sur d'autres formations politiques ? A rien, comme d'habitude depuis des lustres. Cela alimenterait la crise des institutions... Tu parles, pour leur permettre de se survivre à elle-même ou pour les faire crever, devinez ? Quels enseignements politiques pourraient-ils en tirer ? Aucun en dehors de toute perspective politique pour en finir avec le régime.

Dès lors, à quoi bon aller voter, non, sinon pour légitimer une fois de plus les institutions de la Ve République et ses principaux partis ? Seule une abstention massive traduirait clairement le rejet des institutions par les masses, d'où notre appel au boycott de ces élections.

Politique.

France

1- Toujours plus minoritaire et illégitime : dégagez !

La cote de confiance de Nicolas Sarkozy a baissé de deux points en un mois pour atteindre 22%, soit son plus bas niveau depuis son élection à la présidence de la République en 2007, selon un sondage TNS Sofres à paraître dans *Le Figaro Magazine*.

Le Premier ministre François Fillon perd un point à 33%, atteignant lui aussi son niveau le plus bas depuis son arrivée à Matignon. (Reuters 03.03)

2- Pas de bol pour Sarkozy, un homme, petit certes, mais un vrai !

Une écrasante majorité de Français (91%) seraient prêts à voter pour une femme à la prochaine élection présidentielle, selon une enquête réalisée par l'agence Mediaprism pour le «think-tank» féministe Le Laboratoire de l'égalité. (20minutes.fr 03.03)

3- Les inquisiteurs en deux volets, les blanchisseurs, des procureurs généraux et des élus ripoux tout aussi corrompus.

3.1- Sarkozy en croisade est tombé dans le bénitier.

Nicolas Sarkozy a célébré jeudi le "*magnifique héritage*" chrétien de la France et insisté sur la nécessité de préserver son patrimoine, dans lequel il voit les signes "*les plus tangibles*" de son identité.

Le chef de l'Etat s'exprimait au Puy-en-Velay, un des hauts lieux du catholicisme français, au moment où son parti, l'UMP, a créé la controverse en décidant de débattre avec son aval de la laïcité et de la place de l'islam en France.

"*La chrétienté nous a laissé un magnifique héritage de civilisation et de culture*", a-t-il dit après une visite de la cathédrale de la préfecture de la Haute-Loire, un joyau de l'art roman en même temps qu'un des points de départ du pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle.

Les médias ont évoqué ces derniers temps des visites en projet dans d'autres sites emblématiques de l'histoire de la France catholique - Cluny, Domrémy, Reims, voire le Mont Saint-Michel où Nicolas Sarkozy s'était rendu en janvier 2007 au tout début de sa campagne présidentielle. (Reuters 03.03)

Parmi le "*magnifique héritage*" chrétien, on trouve les inégalités et les injustices de tout ordre qui accablent la classe dominée... parce qu'elle le mérite, notez bien. La curie avance comme explication qu'il faut bien des pauvres pour contrebalancer l'existence des riches, et les plus à plaindre ne sont pas ceux que l'on croit, ce sont les nantis car s'ils trouvent le bonheur ici bas, ils ne trouveront pas le repos de l'âme dans l'au-delà les maheureux, alors que la plèbe peut se réjouir de son triste sort sur terre qui va

lui servir à racheter ses péchés et lui permettra ainsi d'accéder au paradis céleste !

Bref, on aura compris pourquoi Sarkozy vante les bienfaits du "*magnifique héritage*" chrétien, qui en réalité est synonyme de servitude humaine et d'ignorance des masses pour leur interdire de s'émanciper définitivement du règne de l'exploitation et de l'oppression, dont toutes les religions confondues ont sans cesse tiré profit depuis la nuit des temps.

On n'a pas besoin de faire référence ou de pratiquer une religion pour respecter son collègue de travail ou son voisin de palier par exemple. Dans ce domaine aussi les syndicats et partis ouvriers font preuve d'une incurie politique incroyable, ne parlons pas de la Libre Pensée qui est une autre forme de chapelle incapable de défendre des principes sans pratiquer elle-même l'excommunication envers ceux qui osent la critiquer.

3.2- Le voile des dictateurs s'envole

Luc Chatel a écrit aux parents d'élèves d'une école de Pantin (Seine-Saint-Denis), qui ont protesté contre la décision de la directrice d'interdire à une mère voilée d'accompagner son fils de CP lors d'une sortie scolaire, en novembre dernier. Le ministre donne donc raison à la directrice.

Lors d'un déplacement scolaire, les parents d'élèves se placent dans une "*situation comparable à celle des agents publics*" indique le ministre dans sa lettre, ils doivent donc accepter "*de se soumettre aux principes fondamentaux de ce service public*", qui impliquent "*la neutralité*".

Une décision en contradiction avec les positions précédentes du ministère, fondées sur une délibération de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), qui en 2007 avait jugé ce type de refus discriminatoire, souligne LeMonde.fr.

"*Il y a un principe qui doit être non négociable, c'est un principe de neutralité et de laïcité de notre système éducatif*", a expliqué Luc Chatel jeudi en marge d'une visite à Marseille pour l'inauguration du Mémorial de la Marseillaise, selon LePoint.fr.

"*Je pose aujourd'hui une règle claire sur laquelle pourront s'appuyer les directeurs d'école*", estime le ministre dans les colonnes du Parisien. (Lepost.fr 03.03)

On aurait pu titrer : Le règne de l'arbitraire, de la stigmatisation et du bouc-émissaire.

Formidable, ainsi les gosses dont les mères sont voilées et qui n'y sont pour rien, vont pouvoir être montrés du doigt par leurs petits camarades, mis en quarantaine pourquoi pas, isolés des autres élèves. Et ces mères vont se retrouver cloîtrées chez elles comme des parias au lieu de pouvoir avoir des échanges avec les autres mamans, c'est scandaleux !

Quand dans un pays les autorités en arrivent à dicter à la population quels vêtements elle peut porter ou non, cela signifie que la totalité des libertés déjà limitées dont bénéficie la population sont gravement menacées.

3.3- La blanchisserie antidémocratique du régime

Dans le cadre de l'examen d'un texte sur l'élection des députés et des sénateurs, ces derniers ont, mercredi 2 mars, refusé de rétablir une peine de prison pour les parlementaires fraudeurs. Cette peine de prison avait été supprimée lors de la première lecture du texte à l'Assemblée nationale, à l'initiative notamment du patron de l'UMP, Jean-François Copé.

Les centristes ont retiré au dernier moment leur amendement prévoyant de rétablir cette peine de prison de deux ans. Le PS a maintenu un amendement identique qui a été rejeté par 172 voix contre 152. (Lemonde.fr 03.03)

3.4- Le procureur "*ami*" de Sarkozy classe le dossier d'un ex-conseiller de Sarkozy. Chercher l'erreur.

La cour d'appel de Paris a refusé jeudi l'ouverture d'une information judiciaire pour prise illégale d'intérêt concernant la nomination de François Pérol, ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, à la tête du groupe Banque Populaire-Caisse d'épargne Natixis (BPCE).

Les syndicats à l'origine de la plainte estiment que l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée a joué un rôle clé dans la fusion des deux établissements bancaires avant d'en devenir le dirigeant en 2009, ce qui constitue selon eux le délit de prise illégale d'intérêt.

La chambre de l'instruction a rejeté les arguments des syndicats Sud et CGT ainsi que d'un particulier, qui avaient provoqué l'ouverture de cette procédure en juin 2010. (Reuters 03.03)

3.5- Le même procureur viole la loi pour défendre son "*ami*" Sarkozy.

Le quotidien *Le Monde* a déposé plainte le 24 février contre le procureur de Nanterre (Hauts-de-Seine) Philippe Courroye pour violation du secret de ses sources dans l'affaire visant l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt.

Le journal, qui rapporte la plainte lui-même dans un article de son édition de vendredi, estime que le magistrat a violé une loi de 2010 lorsqu'il a demandé à la police de se procurer les factures détaillées ("fadettes") du téléphone d'un de ses journalistes, Jacques Follorou, en septembre dernier.

Le Monde combat par cette nouvelle plainte avec constitution de partie civile un premier classement sans suite ordonné par le parquet de Paris, au motif que la loi ne prévoit pas de sanction pénale pour la violation du secret des sources.

Un juge d'instruction indépendant devra ainsi trancher sur d'éventuelles poursuites. (Reuters 03.03)

3.6- Rififi entre les élus et les dirigeants ripoux du PS

Le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, a annoncé jeudi qu'il allait déposer plainte pour "diffamation" à l'encontre d'Arnaud Montebourg, député socialiste de Saône-et-Loire chargé de la rénovation du parti, à la suite de la publication d'un rapport mettant en cause le fonctionnement et les pratiques du parti dans les Bouches-du-Rhône.

"Je m'insurge de la publication par la presse d'un rapport rédigé par Arnaud Montebourg et consacré à la situation de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Je m'inscris totalement en faux contre ce texte mensonger, calomnieux et diffamatoire", déclare le président du conseil général dans un communiqué. "Cet élu, qui se prend pour un procureur, tient des propos péremptifs sur le conseil général des Bouches-du-Rhône, sa gestion et son fonctionnement. Son attitude, digne d'un inquisiteur, est inacceptable. La rédaction de ce rapport n'est rien d'autre qu'une opération de communication d'Arnaud Montebourg qui cherche à exister par tous les moyens", insiste Jean-Noël Guérini.

Dans un courrier adressé à Martine Aubry le 8 décembre et révélé mercredi par l'hebdomadaire "Le Point", Arnaud Montebourg "suggère au premier secrétariat de saisir le bureau national d'une mise sous tutelle de la fédération PS des Bouches-du-Rhône, emportant destitution de droit des dirigeants actuels". Le député de Saône-et-Loire estime que Jean-Noël Guérini a mis en place "un système de pression féodal reposant sur l'intimidation et la peur" et qu'"il s'est autoproclamé président de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône" en "violation caractérisée des statuts", qui ne permettent pas de cumuler les deux fonctions.

Dans son rapport, Arnaud Montebourg considère que "le conseil général, machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés, est utilisé comme un instrument clientéliste" et déplore "la soumission et le culte du chef". "Ce système de domination sans limite peut conduire aux dérives les plus graves dans l'usage de l'argent public", note-t-il encore.

Le rapport fait également état du témoignage anonyme d'un élu local socialiste qui évoque des pratiques d'intimidation au sein de la fédération locale. (AP 03.03)

Mais le PS (et pas seulement, ses satellites aussi) serait-il par hasard autre chose qu'une "machine à distribuer des postes d'élus ou d'employés", il faut ajouter les postes de ministres qui ne sont pas élus ?

Social.

1- Le personnel des crèches en grève le 11 mars prochain.

Le syndicat FO a appelé jeudi à se joindre à la nouvelle journée de mobilisation organisée le 11 mars par le collectif "Pas de bébés à la consigne", contre le décret gouvernemental assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

"Le gouvernement a organisé la casse du système public et associatif à but non lucratif d'accueil de la petite enfance. Personnels moins qualifiés, sécurité abaissée, enfants entassés, telles sont les conséquences désastreuses du décret (...) publié en juin 2010", dénonce FO dans un communiqué diffusé jeudi.

Le 2 février dernier, le collectif "Pas de bébés à la consigne" a appelé à cette nouvelle journée de mobilisation pour le 11 mars.

Le collectif, qui regroupe les principaux syndicats et plusieurs dizaines d'associations, avait organisé deux journées de grève et de manifestations très fortement suivies les 11 mars et 8 avril 2010, avec des centaines de crèches fermées dans toute la France et des milliers de manifestants, notamment à Paris. (AP 03.03)

2- Les affameurs dictent leur loi.

Les cours mondiaux des produits alimentaires ont battu un nouveau record en février et pourraient encore monter en raison de la hausse des prix du pétrole, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'indice des prix alimentaires de la FAO a progressé de 2,2% en février pour atteindre son plus haut niveau depuis sa création en 1990, précise l'organisation dans un communiqué. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, huiles et graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande.

L'indice de la FAO a enregistré en février son huitième mois consécutif de hausse. En janvier, il avait déjà atteint un pic historique.

La hausse des prix alimentaires sont une des causes du vent de contestation dans le monde arabo-musulman, et fait craindre une répétition de la crise alimentaire de 2008. (AP 03.03)

Economie.

1- France. Quand la direction de Renault pète grave les plombs !

Pour la première fois, Renault laisse entendre que l'affaire d'espionnage présumé au sein du groupe pourrait être en fait une manipulation, dans un entretien accordé par son numéro deux au quotidien *Le Figaro*.

Renault a porté plainte en janvier contre trois cadres travaillant sur le projet de voiture électrique, sur le fondement d'une enquête privée menée après des lettres anonymes les mettant en cause. La société les accuse d'avoir reçu de l'argent de sociétés en lien avec la Chine.

Les cadres, Bertrand Rochette, Matthieu Tenenbaum et Michel Balthazard, visés par une procédure de licenciement, se disent innocents et ont porté plainte pour dénonciation calomnieuse ou diffamation.

L'enquête menée par la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), sous la conduite du parquet de Paris, vise à vérifier les éléments produits par Renault et provenant d'une enquête privée menée par un seul homme.

"*Un certain nombre d'éléments nous amènent à douter*", déclare Patrick Pélata, dans l'entretien publié jeudi sur le site internet du Figaro.

Si Renault est en fait victime d'une manipulation, "*si tous les doutes sont levés, nous proposerons la réintégration des trois cadres et, dans tous les cas, Renault sera très attentif à réparer toute injustice*", poursuit-il.

"*Quand l'enquête sera terminée, nous en tirerons toutes les conséquences jusqu'au niveau le plus haut de l'entreprise, c'est-à-dire jusqu'à moi. Carlos Ghosn, président de Renault et Nissan, décidera et s'exprimera lorsque l'enquête sera définitivement close et que le procureur en aura donné toutes les conclusions*", déclare encore Patrick Pélata.

Le parquet a sollicité l'aide de la Suisse et du Liechtenstein, où, selon Renault, deux des trois cadres détiendraient des comptes numérotés où aurait été versé l'argent de la supposée corruption.

La Suisse a fait savoir oralement aux enquêteurs que les cadres n'avaient pas de comptes bancaires à leurs noms, mais les recherches ne sont pas encore finalisées, Renault ayant fourni des numéros de comptes, a-t-on appris de source judiciaire.

Le Liechtenstein, traditionnellement peu coopératif en matière d'entraide judiciaire, a donné des "assurances" que l'enquête serait réalisée. Le parquet espère des résultats "*très prochainement*", a-t-on expliqué.

Philippe Clogenson, ancien directeur marketing du groupe Renault licencié il y a deux ans, a par ailleurs témoigné jeudi dans la presse pour assurer avoir été victime d'une manipulation qu'il voit comme similaire.

"*Une personne m'a annoncé qu'elle détenait la preuve que je recevais de l'argent de la part des prestataires, via des sociétés écrans sur des comptes à l'étranger, et que ça avait été vérifié par la sécurité du groupe*", a raconté l'ancien cadre sur Europe 1, confirmant un témoignage révélé par Le Parisien.

"*J'ai été abasourdi par rapport à ces accusations*", a-t-il ajouté, parlant de machination. (Reuters 03.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mars

Au lieu de débiter en boucle nos mots d'ordre ou notre programme dont tout le monde se fout ou qui n'inspirent pas confiance, on ferait peut-être mieux de combattre la propagande gouvernementale sous un autre angle. Un exemple.

Injustice et inégalité sociale. Le Figaro, fer de lance de la réaction, hier :

1- à Neuilly-sur-Seine "dans la première ville de France en terme d'administrés soumis à l'ISF, les habitants se félicitent de la remise en cause de cet impôt annoncée cette semaine par François Fillon", que les autres classes sociales paieront à leur place, pour qu'ils puissent continuer de jouer au casino de la Bourse ou se vautrer dans la luxure. Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir, c'est bien connu !

2- "Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés de la fraude. Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables", les patrons ne peuvent pas en dire autant des centaines de milliards d'euros (cumulés) qu'ils économisent en terme d'exonération de cotisations sociales puisque c'est l'Etat qui leur en fait cadeau, le "fraudeur" ou plutôt le voleur, en l'occurrence ce sont les patrons et l'Etat !

On pourrait aussi retourner son propos : Notre système de protection sociale n'a plus les moyens de supporter les milliards envolés dans les paradis fiscaux... Un changement de culture autant que de méthode sont inévitables, passer par exemple de la propriété privée à la propriété collective des moyens de production sous la direction de la classe ouvrière.

3- "Xavier Bertrand, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui s'apprête à renforcer la lutte anti-fraude. «Chaque euro injecté dans le système de protection sociale doit aller à ceux qui en ont besoin», martèle-t-il". Pourquoi les pauvres "fraudent"-ils ? Parce qu'ils estiment injuste d'être pauvres, c'est légitime, sauf pour l'Eglise qui estime au contraire que c'est une occasion bénie pour les aider à racheter leurs péchés, bref, si les pauvres n'avaient pas cet état d'esprit disons salubre, il serait alors permis de s'inquiéter de leur état mental, non ?

On pourrait parodier le bouledogue - nos amis les bêtes nous pardonneront cette identification peu flatteuse pour eux : chaque seconde de la force de travail d'un ouvrier injectée dans le système de production doit servir à satisfaire ses besoins.

Pour info, toujours tiré du Figaro.fr d'hier, il y aurait en France "88 contrôleurs à la Cnav, environ 250 à la Cnam, 630 à la Cnaf... Quant aux 2500 inspecteurs du travail et 1550 contrôleurs Urssaf, ils consacrent respectivement 12 et 14 % de leur temps à lutter contre le travail illégal."

4- La Cour des comptes suggère un alignement du régime français de TVA à taux réduit sur celui de l'Allemagne, moins favorable et appliqué à un nombre plus réduit de biens et services. Cela pourrait, selon elle, rapporter jusqu'à 15 milliards d'euros de plus par an à l'Etat français. (20minutes.fr 04.03)

Si je ne dis pas de bêtises, la TVA réduite c'est celle à 5% qui s'applique aux produits alimentaires, pas tous d'ailleurs, je crois me souvenir que l'eau minérale est considérée comme un produit de luxe au même titre que les engrais chimiques et autres pesticides qui pourrissent les nappes phréatiques, cette augmentation de la TVA serait la plus cynique et la plus injuste qui soit car elle conduirait les plus pauvres à se nourrir encore plus mal ou à les affamer davantage. Pour un peu, les prochaines émeutes de la faim n'auront pas lieu au Mali ou en Algérie, mais en France !

Un extrait du dernier numéro de *Débat révolutionnaire* de camarades du NPA :

"En 1851, Marx écrivait dans le 18 brumaire de Louis Bonaparte : « ... la révolution [la lutte des classes] va jusqu'au fond des choses ... Elle mène son affaire avec méthode Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : "Bien creusé, vieille taupe!" » . Plus d'un siècle et demi plus tard, ce qui se constatait déjà dans les pays les plus avancés s'est généralisé au monde entier. Les dictatures du monde arabe et d'ailleurs sont l'incarnation la plus pure de ce pouvoir exécutif « réduit à sa plus simple expression ». Mais les États dits démocratiques relèvent du même processus. Les progrès démocratiques, comme les progrès sociaux, ont toujours été l'oeuvre des opprimés, des travailleurs, imposés par en bas aux classes dominantes qui s'y sont adaptées pour perpétuer leur domination grâce au pouvoir économique, au pouvoir de l'argent.

La "vieille taupe" de la révolution jaillit au grand air aujourd'hui, portée par une classe ouvrière rajeunie, démultipliée par la mondialisation, et qui prend conscience de l'immense force qu'elle représente. Cette classe ouvrière n'est certes pas encore en mesure de prendre la révolution en main. Il lui faut maintenant, à travers le combat qu'elle va devoir mener pour « sauvegarder la révolution », imposer, garantir ses droits démocratiques, prendre conscience qu'elle seule est capable, en se battant pour

ses propres exigences sociales et démocratiques, de faire naître un nouveau pouvoir, émanation de l'organisation démocratique qu'elle se donne pour diriger ses luttes, combattre la réaction, organiser la vie collective. Et qu'elle devra, pour cela, pousser l'affrontement avec le capitalisme jusqu'au bout, n'hésitant pas à contester ses fondements même en expropriant l'oligarchie financière qui contrôle l'ensemble des grands moyens de production et d'échange et en établissant son propre contrôle sur le fonctionnement de la société, le socialisme."

C'est effectivement dans ces termes que les travailleurs du monde entier doivent poser la question du pouvoir pour pouvoir entrevoir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, et franchir une étape décisive sur la voie de leur émancipation du capital.

Les questions politique et sociale sont intimement liées et procèdent d'un processus dialectique, à l'opposé, les isoler ou les considérer comme des abstractions aboutirait finalement à n'en régler aucune. C'est ce à quoi se sont employés méthodiquement nos dirigeants pendant plus d'un demi siècle, avec le résultat que l'on sait. C'est la raison pour laquelle l'expropriation des capitalistes et la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie du pays doit figurer impérativement parmi les objectifs politiques des partis ouvriers et des syndicats, car c'est à la fois la condition indispensable sans laquelle il ne serait pas possible dans un premier temps de satisfaire l'ensemble de nos revendications sociales et d'entrevoir à terme la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, et sans laquelle tout soulèvement révolutionnaire serait condamné à laisser le pouvoir aux mains de la classe dominante, celle des capitalistes, et finalement il ne permettrait pas à la classe ouvrière de renverser l'ordre établi et d'exercer son pouvoir sur la classe des capitalistes, de devenir la classe dominante ou en d'autres termes, de lui imposer à son tour sa propre dictature, la dictature du prolétariat se substituant à la dictature du capital.

L'objectif de la lutte de classe du prolétariat n'est pas de prendre le pouvoir (en soi) pour satisfaire une quelconque soif du pouvoir, encore moins pour à son tour exploiter une autre classe sociale, mais bien pour réunir les conditions politiques afin d'en finir avec le système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée des moyens de production. Dès lors, c'est à partir de cet objectif que doit être définie notre stratégie, le perdre de vue ou s'en détourner un instant ne peut que conduire infailliblement à s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre, ce que sait faire le mieux et avec une certaine constance ou persévérance le mouvement ouvrier, et il doit figurer dans notre agitation et propagande quotidienne en direction des travailleurs, afin de les aider à prendre conscience des tâches politiques qu'ils devront accomplir pour avancer sur la voie de leur émancipation, du socialisme.

Parole d'internaute.

Introduction. Des Bouches-du-Rhône aux Bouches-du-Nord. Attention, on embraque sur l'étoile des vents histoire de se détendre un instant, on l'a bien mérité.

1- Marseille, a une "*mafia socialiste*" depuis la fin de la 2eme guerre mondiale. Rien de nouveau...même si le parti socialiste fait semblant de découvrir, magouilles et corruptions. Il faut remonter à G.Deferre, aux frères Guerrini (mafieux), etc...pour se faire une idée de l'ampleur de "*cette pieuvre dite socialiste à Marseille*" qui dure depuis 60 ans au moins. Cela m'étonnerait que le bureau parisien du parti, arrive à "*nettoyer au karcher*", je pense que ce serait plutôt le contraire !

2- Tous les vieux militants socialistes savent que depuis plus d'un demi-siècle, au moins, la Fédération des Bouches du Rhone est une féodalité clientéliste. Et puis nous avons quelques soupçons sur celles du Nord qui a gagné le surnom de "*Bouche du Nord*" et aussi du Pas de Calais, peut-être toutefois moins clietèlistes mais plus féodales. Il ne serait pas négatif, au contraire, de faire un peu de ménage.

Un autre internaute qui ne manquait pas d'humour a relevé qu'en inversant Rhône, cela donnait Nord ! Tout le monde ne perd pas encore le nord heureusement !

Il y a aussi une formule populaire qui dit *Etre à l'ouest*, pour dire être à côté de la plaque ou de ses pompes, je raffole des dialogues de Michel Audiard. Normal le soleil se lève à l'est ! C'est de ce côté-là qu'il faut jeter un oeil pour comprendre l'évolution du capitalisme mondial à notre époque. Quant au sud, il fait rêver, mais on en revient vite, il suffit de voir comment le colonel Chavez soutient ouvertement son "*frère*" et colonel Kadhafi ! Entre colonels, on ne perd pas le nord ! Normal, c'est le point d'ancrage du capitalisme dominant depuis plus de deux siècles.

Je me souviens avoir lu un jour qu'autrefois le pôle nord magnétique se situait à la hauteur de Jakarta en Indonésie... De quoi faire tourner la tête à ceux qui ne l'ont pas bien accrochée sur les épaules, heureusement pour nous que Marx et Engels sont passés par là depuis pour remettre celle d'Hegel à l'endroit.

Quant aux girouettes qui pointent souvent à la cime des clochers, à force de tourner comme des folles dans toutes les directions à la recherche de Dieu, ses Saints et ses anges qui seraient partout mais que personne n'a jamais approché de près, et qui, selon les caprices du vent aussi impénétrables et imprévisibles que les pulsions soudaines qui agitent le corps envouté d'une jeune femme encore vierge indiquent au passage par fantaisie la direction de la Mecque, en vérité elles connaissent tous un jour ou l'autre un bien triste destin en finissant par s'écraser quelques dizaines de mètres plus bas sur la terre ferme, rendant ainsi à Newton ce qui lui appartient.

Même les pigeons et les baleines perdent le nord, c'est pour dire à quel point tous ces systèmes de navigation ne sont pas infailibles. Une autre fois on dissertera librement sur le pif auquel eurent recours parfois les maîtres du marxisme, lorsqu'ils n'existaient pas de moyens de transport et de communication rapides.

Mon chien, Yvan, qui pourrait bouffer tout cru le bouledogue dont il fut question plus haut - il en crèverait sûrement empoisonné le pauvre animal, me souffle à l'oreille de faire quand même attention, car en vieillissant il arrive que parmi ses semblables, d'autres races s'empresse-t-il d'ajouter d'un air intéressé, certains chiens n'aient plus de pif et s'en prennent par erreur à ceux qui les ont nourris toute leur vie et que bien des humains leur ressembleraient. D'après vous, à qui pensaient-ils : aux aigris avinés dont les effluves d'alcool remplissent les narines et rendent aveugles ou fou ; à ceux qui s'empiffrent tellement qu'ils ne sont plus capables de roter par la bouche, parmi lesquels les renégats ou certains "vieux bolcheviks" devenus des bureaucrates respectables qui se goinfrent dans les plus fameuses brasseries parisiennes (en référence à un courriel reçu en 2009 par un militant les ayant surpris et qui en fut extrêmement choqué, je ne l'ai jamais publié), comment voulez-vous après cela qu'ils aient une pensée charitable pour les travailleurs pauvres, franchement cela ferait désordre et pourrait perturber leur paisible digestion, leurs odeurs en seraient encore plus incommodes ; à ceux qui ont forcément toujours raison et qui ont un cerveau tellement sclérosé qu'une légère brise aux fragrances inconnues ne pourrait y pénétrer de crainte de perturber leurs neurones à jamais ankylosés ; aux activistes qui sont obligés de respirer par le nez et dont les sinus finissent par se boucher à cause de la pollution au point de ne plus pouvoir penser sans tomber en syncope, Trotsky les avait pourtant prévenus, mais ils n'en ont fait qu'à leur tête ou celle de leurs crétiens de dirigeants, et ce qu'il leur arrive ils l'ont bien cherché, on ne les plaindra pas par conséquence ; aux chercheurs de trésors ou de recettes magiques qui rejettent les enseignements du marxisme pour se réfugier dans les miasmes du réformisme ou de l'anarcho-syndicalisme, qui une fois le pif bouché, lorsqu'ils ouvrent la bouche, dégagent une odeur irrésistible de cadavre puant pareil au stalinisme, on pourrait continuer cette liste encore longtemps...

Son conseil n'est pas tombé dans le pif, pardon, dans l'oreille d'un sourd, j'essaierai d'en faire bon usage. En attendant, mon pif me dit que cette petite fantaisie manuscrite m'a coûté quelques heures précieuses. Il faut bien se changer les idées et se faire plaisir un peu, car si on devait attendre de pouvoir changer le monde pour cela, on mourrait d'ennui ou de tristesse tellement leur monde est laid... et empeste.

Quant à la littérature des partis destinés aux travailleurs, elle est toujours à mourrir d'ennui, d'une tristesse abominable à se coller une balle dans la tête ou leur tourner le dos. Comparez-là avec les visages survoltés de ces jeunes de Bengazhi ou de Kasserine et cherchez l'erreur. Ils pissent de trouille dans leurs frocs et on ne ferait autre chose à leurs places, mais ils partent au combat en première ligne dans la bonne humeur le sourire aux lèvres, ils savent qu'ils risquent leur peau contrairement à nos dirigeants qui risquent tout au plus de se fouler un petit doigt ou de commettre une erreur, fatale évidemment compte tenu de la haute estime qu'ils ont d'eux-mêmes, une malencontreuse faute de goût pourrait les rendre ridicules à jamais, on en aurait presque pitié pour eux, mais la charité chrétienne qui est sans aucun doute un "*formidable héritage de notre culture*", dixit l'épileptique du Palais avant-hier, ne nous a pas encore gagné pour les plaindre, désolé.

Cela nous change des questions théoriques que nous abordons presque quotidiennement. Ca ne plane peut-être pas très haut, dirons certains procureurs généraux, mais nous nous ne prétendons pas péter plus haut que notre cul non plus pour les raisons invoquées plus haut, donc tout est dans l'ordre des choses.

Sur ce, bon week-end à tous.

Politique.

France

1- Rendez-vous des tiers-mondistes hypocrites à la bonne conscience.

Un collectif de plusieurs dizaines d'organisations (partis politiques de gauche, associations, syndicats) appelle à des rassemblements dans toute la France le 9 mars contre le projet de loi Besson sur l'immigration, selon un communiqué diffusé vendredi.

Le collectif "*Non à la xénophobie et à la politique du pilori*" entend s'opposer à la loi Besson "*qui traduit en actes l'orientation xénophobe du discours de Grenoble*", selon le communiqué signé par la CGT, Emmaüs, la FSU, la Ligue des droits de l'Homme, le Parti de Gauche, le Parti socialiste, ou encore le Syndicat de la magistrature. Le projet doit être discuté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale à partir de mardi soir.

"Le nouveau cas de déchéance de nationalité discriminant les Français d'origine étrangère, le déni de droit d'asile par la création de zones d'attente fictive, l'allongement de la durée de rétention et les entraves au contrôle du juge, la mesure de bannissement sous la forme d'une interdiction de retour, la chasse aux Roms et aux étrangers malades, la mise en place d'un internement administratif de très longue durée de présumés terroristes aggravent la politique de la peur et du rejet, qui fait des étrangers des boucs émissaires alors qu'ils vivent ici, travaillent ici et partagent notre vie de tous les jours", estime le collectif.

Les signataires appellent "*l'ensemble des forces démocratiques à exiger qu'au lieu de faire des étrangers les cibles d'une politique discriminatoire, les gouvernants actuels, qui n'ont que trop coopéré avec les despotes dans la chasse aux migrants, répondent enfin à l'urgence de solidarité internationale avec les peuples libérés sur l'autre rive de la Méditerranée*".

A Paris, un rassemblement est prévu mercredi soir à partir de 18h30 à proximité de l'Assemblée nationale. (AP 04.03)

Voilà des gens si prompts à se mobiliser dans l'unité pour une cause certes juste, mais qui au premier abord repose sur l'émotion créée par l'histoire, le parcours ou le sort épouvantable que subissent un grand nombre de travailleurs immigrés une fois parvenus en France, livrés en pâture à la vindicte publique par le gouvernement, désignés comme boucs émissaires de tous les maux qui accablent les travailleurs par l'extrême droite UMP-FN, histoire de se faire passer pour autre chose que ce qu'ils sont et de faire oublier qu'ils ont toujours refusé de se dresser ensemble contre le régime pour le faire chuter, notamment au moment de la mobilisation sur les retraites.

Comment ne pas voir dans cette opération une vulgaire manoeuvre pour se blanchir de toute accusation de collusion avec le régime. Cela dit, il n'est pas interdit de participer à ce rassemblement sur une ligne politique correcte dénonçant au passage le consensus UMP-PS, ainsi que celui des appareils des syndicats avec le gouvernement.

2- Elus ripoux, même là ils se partagent les rôles.

2.1- Mauvais « *timing* »... pour La Talonnette.

Mauvais « *timing* » pour Gérard Longuet. Une plainte pour prise illégale d'intérêts visant le nouveau ministre de la Défense est déposée ce vendredi par un actionnaire minoritaire de GDF Suez, Jean-Marie Kuhn, auprès du procureur de la République de Paris, rapporte lexpress.fr.

L'ancien sénateur de la Meuse, qui a reconnu avoir été payé pendant quinze mois par GDF Suez pour une mission de conseil, traitait, parallèlement, des dossiers liés à l'énergie au Sénat. Jean-Marie Kuhn reproche à Gérard Longuet ces deux emplois, qui, juge-t-il, constitue une situation de prise illégale d'intérêt.

La plainte contre X pour « *prise illégale d'intérêts, recel, blanchiment, escroquerie, abus de confiance et abus de bien sociaux* » vise également Albert Frère, premier actionnaire privé de GDF Suez, qui a fait bénéficier à Gérard Longuet de ce contrat. (20minutes.fr 04.03)

2.2- Un panier de crabes non comestibles, irrécupérables : poubelle !

Jean-Claude Boscher, est un militant PS de longue date à Marseille, un retraité, dissident, il dénonce publiquement la gestion politique de Jean-Noël Guérini, tout comme Montebourg.

Quel poids peut avoir une voix comme celle-ci, qui vient d'un dissident esseulé ? En effet, M. Boscher reste membre du PS mais a rejoint Convention citoyenne, fondé par un ancien député du Parti socialiste local, Philippe San Marco. Ce dernier est tellement opposé à Jean-Noël Guérini qu'il a accepté de conclure une alliance avec l'homme de droite Jean-Claude Gaudin, pour les municipales. Avant de démissionner avec fracas, raconte [La Provence](http://Lemonde.fr). (Lemonde.fr 04.03)

Le Monde précise que M. Boscher ne doute de rien, c'est moi qui le rajoute, il "*insiste, critiquant le "buzz" de la droite autour du rapport Montebourg : "Nous sommes un mouvement de gauche. Et même, je fais la plus grande confiance, sincèrement, à Martine Aubry*". Cela s'appelle un tour de passe-passe de psychologue à cent balles pour tromper les naïfs : puisque je te fais confiance, tu me fais confiance, dans le cas présent entre canailles, il ne risque pas d'être désavoué par la direction du PS !

Pour notre part, quel bonheur de ne pas nous situer dans ce "*mouvement de gauche*" qui vous donne le tournis ! Bref, des affairistes puants.

Economie.

Espagne. Zapatero le valet zéle des agences de notation ou Wall Street.

L'agence de notation Fitch a ramené vendredi la perspective de l'Espagne de stable à négative, tout en confirmant la note à long terme AA+ et la note à court terme F1+.

Cette perspective reflète le jugement de Fitch concernant l'ampleur et la durabilité de la reprise économique et le coût budgétaire final de la restructuration des caisses d'épargne (cajas).

Elle reflète aussi son analyse des risques concernant le respect des objectifs budgétaires, surtout de la part des gouvernements régionaux et prend en compte le risque d'une volatilité accrue des marchés financiers européens si aucune réponse concrète et crédible à la crise de la zone euro n'est apportée par le sommet européen des 24 et 25 mars.

"En bien des aspects, l'Espagne a dépassé les attentes en termes de consolidation budgétaire et de réforme structurelle, en particulier pour ce qui concerne les retraites du secteur public et le marché du travail", explique l'analyste Douglas Renwick de Fitch, dans un communiqué.

L'agence précise que la confirmation de la note AA+ témoigne des solides fondamentaux de l'Espagne, de sa stabilité politique et sociale, d'un marché des capitaux relativement développé et d'un taux d'épargne élevé. (Reuters 04.03)

Précisons, "*stabilité politique et sociale*" acquise grâce notamment au soutien des dirigeants des syndicats.

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mars

Quand les conditions objectives sont plus que mûres pour la partie de la classe ouvrière la plus frappée par les inégalités sociales, qu'une large couche de la petite-bourgeoisie ne supporte plus de voir son mode de vie se dégrader jour après jour, que ni l'un ni l'autre ne peut pas passer à l'action contre le régime parce que les partis censés représenter leurs intérêts soutiennent de fait le régime, et qu'aucun parti ouvrier révolutionnaire n'est parvenu à s'imposer comme une alternative crédible à ces partis et au parti de l'ordre, la conjonction de ces facteurs les conduit à s'en remettre à l'extrême droite en désespoir de cause.

Ceux qui ont refusé d'envisager dans la foulée de la défaite de la mobilisation sur les retraites un revirement à court terme de l'état d'esprit des masses, souvenez-vous de leurs discours, à les entendre les travailleurs restaient mobilisés et on allait voir ce qu'on allait voir dans les semaines ou mois à venir et on n'a rien vu venir évidemment puisqu'en réalité la mobilisation des masses avaient déjà commencé à refluer, ou qui passaient leur temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisaient sa popularité, ne pouvaient pas prévoir une telle évolution et encore moins l'expliquer aux travailleurs.

En revanche, nous n'avions franchement pas prévu d'intervenir sur ce terrain-là aussi tôt, celui des élections présidentielles qui n'auront lieu que dans 14 mois, mais l'actualité politique nous y oblige, sauf à se défilier lâchement et laisser le champ libre aux interprétations des opportunistes, ce qui n'est pas dans nos habitudes. N'en déplaise encore une fois à ceux qui traitent à la légère les sujets d'actualité qui alimentent les conversations dans les bistrotts ou les vestiaires des usines ou des chantiers et à travers lesquels le gouvernement relayé par les médias distille sa propagande réactionnaire.

Dans les pays où la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie sont bâillonnées et toute forme d'opposition au régime féroce réprimée, pour faire entendre leur voix elles n'ont plus d'autre solution que se soulever pour renverser le pouvoir en place dans un premier temps et le régime dans la foulée.

Dans les pays comme la France où la stabilité du régime repose essentiellement sur la collaboration de classe entre l'ensemble des partis qui participent au bon fonctionnement des institutions, il est logique qu'avant d'en arriver à se soulever la classe et les masses s'en remettent aux partis qui n'ont jamais gouverné et qui pourraient se retrouver en position d'y parvenir, or il n'en existe qu'un dans ces cas-là, le FN, étant donné que tous les autres partis qui se réclament de la classe ouvrière ou de "gauche" demeurent marginaux ou n'ont aucune existence nationale ou ne sont pas ancrés dans toutes les couches de la population ou encore apparaissent aux yeux des travailleurs comme des appendices du PS ou du PCF.

C'est la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon soutenue par le PS et ses satellites ainsi que les appareils des syndicats qui est responsable de la montée du FN, ainsi que la politique de l'UE avec laquelle se confond celle du gouvernement. Cette politique résolument antisociale et ouvertement réactionnaire est le produit de la crise que traverse le capitalisme et la concurrence féroce que se livrent les différents impérialismes ou Etats capitalistes pour conserver leur place sur le marché mondial.

Nombreux sont ceux qui mettent l'accent sur la question de l'immigration pour éviter d'aborder les véritables problèmes engendrés par la survie du capitalisme et sa nouvelle orientation depuis au moins deux décennies.

Il y a trois jours, en différé sur TV5Monde Asie, j'ai regardé un numéro de l'émission Envoyé spécial dont la première partie était consacrée aux dizaines de milliers de chauffeurs routiers qui sillonnent quotidiennement les routes de France et dont un certain nombre d'entre eux, des milliers et ce n'est qu'un début, sont originaires de pays d'Europe centrale jusqu'en Turquie incluse, possibilité qui leur a été accordée par une directive de l'UE retranscrite dans le droit français.

Au premier abord, on se dit qu'il faut bien que tout le monde travaille, quel mal y aurait-il ici. Lors d'un contrôle effectué par des douaniers dans une ville dont je n'ai pas noté le nom, le journaliste demande à un douanier combien de chauffeurs routiers il a contrôlé, il répond 120, le journaliste lui demande alors combien parmi eux étaient de nationalité française, il a répondu un seul, et de préciser que la législation actuelle est encore restrictive et qu'à partir de 2014 elle sera totalement libéralisée, ce qui ne fera qu'amplifier le mouvement actuel qui se traduit ainsi, les patrons préfèrent embaucher un chauffeur originaire de Tchéquie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Turc, etc. qu'il paie généreusement 800 euros net par mois au lieu de recourir à un chauffeur français dont le salaire net indemnité journalière incluse monte à 2500 euros. Donc si aujourd'hui sur 120 chauffeurs un seul est français, en 2014 il n'y en aura plus aucun, sans doute avant d'ailleurs.

La question n'est pas de s'en prendre à des chauffeurs originaires d'autres pays qui viendraient enlever de la bouche le pain des chauffeurs français, mais de se demander quel emploi il va rester pour les travailleurs français, qu'est-ce qui se passe dans leurs têtes face à cette situation quand ils savent ce qui les attend, pour leurs enfants ou petits-enfants aussi. Quand ils voient que le gouvernement et tous les partis institutionnels y compris leurs satellites se font les complices de l'UE, lorsque d'un côté ils constatent que ces chauffeurs routiers étrangers sont traités comme des esclaves par leurs patrons et qu'on leur réserve le même sort à terme ou le chômage, ils se disent que ce n'est plus possible, qu'il faut immédiatement un changement politique radical, or il se trouve que le FN tient un discours dans lequel il associe la question de l'immigration et de l'emploi tout en expliquant que c'est l'UE qui en est à l'origine avec la duplicité intéressée des patrons transporteurs, du coup, il est logique qu'ils finissent par se reconnaître dans ce parti sans toutefois et loin s'en faut partager son discours raciste et xénophobe.

Malheureusement, un parti comme le POI qui mène campagne depuis maintenant des décennies contre l'UE n'a pas été capable à ce jour de s'implanter dans toutes les couches de travailleurs, de trouver la bonne formule si l'on peut dire pour s'adresser aux travailleurs, à moins que ces dirigeants n'en aient jamais eu l'intention, ce qui est possible aussi, hypothèse que je défends. J'ai pris le POI comme exemple, parce que c'est le seul parti à mener sérieusement le combat sans ambiguïté contre l'UE, à quelques réserves près qui demeurent marginales soyons honnête.

La question qu'on doit se poser et qu'aucun commentateur ou journaliste ne posera à notre place, c'est pourquoi 66 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, excusez du peu, c'est un parti d'extrême droite qui incarne le mieux aux yeux d'une masse grandissante de travailleurs manuels ou intellectuels leurs intérêts, et non un parti ouvrier. Sans vouloir polémiquer, j'y vois la faillite politique complète de la direction de tous les partis qui se sont réclamés du trotskisme après-guerre. Chacun est libre de partager ou non cette appréciation évidemment.

La victoire du socialisme repose notamment sur la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une nouvelle direction politique, jusqu'à présent force est de constater qu'elle en a été incapable. Le sera-t-elle demain, rien n'est moins sûr puisque nos dirigeants s'avèrent à la fois totalement incapables de tirer le moindre enseignement de la lutte des classes, que des profondes transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus d'un demi-siècle, particulièrement lors des dernières décennies au cours desquelles nous avons assisté à une nouvelle division du travail à l'échelle mondiale et à l'émergence de nouvelles puissances économiques.

Quelle coïncidence, dans ma causerie d'hier qui se voulait plus légère que d'habitude, j'ai fait allusion au pif qui nous tenait lieu parfois de guide à défaut de certitudes, je ne pensais pas aussi bien dire, et dans la soirée je me suis mis à réfléchir à une question assez éloignée du sujet que nous venons d'aborder, avant d'en tracer au brouillon les grandes lignes à développer plus tard. Je vous les soumets ici.

On lit ou on entend, on répète parfois soi-même pendant des années une vérité relative qui au fil du temps à acquis une valeur de vérité absolue sans se donner la peine d'y réfléchir à nouveau, par exemple lorsqu'on affirme que les travailleurs voteraient par dépit pour tel ou tel parti, peu importe lequel en réalité puisqu'ils ne savent pas eux-mêmes pourquoi ils agissent de la sorte.

En psychanalyse, on caractérise les gestes répétitifs produits à notre insu qui finissent par perturber notre existence ou lui donner une direction qui ne correspond pas forcément avec notre aspiration au bien-être ou peuvent conduire à remettre en cause notre relatif équilibre mental ou psychologique, comme des actes inconscients de nature obsessionnelle, on dit alors que le patient est atteint de névrose obsessionnelle. Des gestes qui remplissent une fonction précise dans la vie du patient, dont il tire satisfaction ou du plaisir plus ou moins consciemment sans en connaître l'origine profonde, le plus souvent il manifeste un blocage affectif ou émotionnel. Toujours est-il, ils peuvent devenir envahissants ou contraignants en ne procurant qu'une satisfaction furtive, ils remplissent un rôle de substitution sans l'avouer vraiment.

Quand les travailleurs votent par dépit, savent-ils vraiment pourquoi ? Non évidemment. Cherchent-ils à le savoir ? Pas forcément, ils manifestent de la défiance envers tous les partis, ce qui rentre par une oreille ressort aussitôt par l'autre sans qu'il n'en reste quoi que ce soit le plus souvent.

Pourquoi ne progressent-ils pas au cours de leur vie ? Pourquoi terminent-ils leur vie comme ils l'ont commencée en baignant dans la même ignorance du monde qui les entoure ? On pourrait trouver un tas de raisons à cela dont des raisons politiques bien sûr.

Je me souviens qu'à l'âge de 19 ans j'étais un jeune travailleur ignare au possible, un abruti au dernier degré, à faire de la peine à

voir franchement, au point d'être quasiment incapable de lire quoi que ce soit sans l'aide d'un dictionnaire, d'ailleurs je ne lisais pas, cela aurait réclamé de ma part un effort à fournir au-dessus de mes forces. Pareil ou pire encore en écriture, 25 fautes garanties par page et encore en choisissant moi-même les mots que j'utilisais, c'était atroce. J'étais à classer parmi les couches les plus arriérées de ma classe. Pour avoir croisé depuis des gens de toutes catégories sociales, je me situais à l'époque au niveau de notre camarade de l'OCI Pierrot, éboueur de son état, en état d'ébriété avancée ou non, peu importe il était toujours égal à lui-même et moi aussi.

Pour ceux qui jusqu'à présent ignoraient d'où je viens, ils pourront ainsi mieux mesurer le chemin que j'ai parcouru pour en arriver où j'en suis aujourd'hui, très modestement et vous comprenez pourquoi.

Pour sortir de ma crasse ignorance, en tous points comparables à celles qui habitent des millions de travailleurs, j'ai certes rencontré des gens qui m'ont fourni de précieuses indications pour en sortir, dont eux-mêmes ne tiendront pas compte par la suite et ce qui causera leur perte, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, mais de toutes manières il ne pouvait pas fournir à ma place l'effort exceptionnel que je devrais accomplir pour sortir de cette condition détestable et source de tant d'humiliations, je m'en suis donc sorti tout seul à force de détermination et de persévérance. Comment ? Par la lecture, par l'étude presque de chaque mot que j'allais lire au départ dans des manuels scolaires ou de minuscules brochures de philosophie qui m'avaient été fournis au cours de mes rencontres. Ils étaient rédigés très simplement, mais encore extraordinairement compliqués pour mon cerveau sous-développé, cependant ces compilations de morceaux choisis demeuraient accessibles pour peu que j'avais lentement à mon rythme, surtout sans essayer de me leurrer sur ce que je comprenais ou non, je devais être impitoyable envers moi-même.

Je n'avais pas choisi la voie la plus simple pour progresser rapidement, surtout que j'interdisais à quiconque de me dicter quel ouvrage je devais lire une fois terminée la lecture de ces petits ouvrages ou quelle méthode de lecture me permettrait de progresser plus rapidement, je voulais me construire seul. Enfin conscient d'être un crétin fini, ce qui était déjà en soi un exploit, je ne tenais pas à ce qu'on interprète mes lectures à ma place, et pour tout vous avouer, je me rendrai compte plus tard qu'en réalité je n'avais pas retenu grand chose de toutes ces lectures pour ne pas dire rien du tout ou presque parce que j'étais passé à côté de pas mal de chose.

Cela étant, j'étais animé par une autre intention que devenir plus intelligent, ce qui aurait été un objectif relativement modeste et facile à atteindre tellement j'étais abruti et je parlais de bas. Avant même d'ouvrir mon premier livre, disons les choses ainsi, je vivais très mal ma condition d'ouvrier et la place qu'apparemment la société m'avait réservée. J'avais acquis la sourde conviction que j'étais victime d'une terrible injustice sans que j'en comprenne l'origine, il faut préciser que j'avais fréquenté les écoles des bourgeois et j'habitais dans un quartier petit-bourgeois bien que notre condition ait été misérable, cela avait dû me mettre la puce à l'oreille, bref, je me suis mis en tête qu'en la découvrant je réussirais peut-être à savoir ce qu'il fallait faire pour y remédier, autrement dit changer la société.

C'est à la lumière de cette idée que je jugerai dorénavant le contenu de toutes mes lectures, à savoir si elles m'apportaient ou non des réponses satisfaisantes pour changer le monde de façon à vivre plus heureux, car je ne l'étais pas. Ce qui est marrant et je ne m'en aperçois qu'aujourd'hui en écrivant ces lignes, à aucun moment je n'ai recherché mon petit bonheur personnel, ma démarche a toujours été associée à la volonté et la nécessité de changer le monde, je n'avais aucune conscience politique évidemment, cependant inconsciemment je sentais qu'on ne pourrait s'en sortir que collectivement et non individuellement, cela provient peut-être du fait que baignant quand même dans le milieu ouvrier, chez mes parents, en apprentissage puis dès que j'ai commencé à travailler, j'ai dû ressentir inconsciemment qu'on partageait les mêmes problèmes et souffrances.

Commencer mon apprentissage par la philosophie constituait un sacré défi à relever sans que j'en aie la moindre idée, forgé ainsi à la dure à travers ces lectures souvent absconnes, parfois impénétrables pour ne pas dire hermétiques, allez lire La phénoménologie de l'esprit de Hegel et vous comprendrez de quoi je parle, une fois parvenu à ce que Marx définira comme la fin de la philosophie, donc au concept de l'idée absolue développée justement par Hegel, n'étant évidemment pas parvenu tout au long de ces études à trouver des réponses satisfaisantes pour changer le monde, j'allais franchir l'étape suivante qui devait me conduire à découvrir et étudier Marx et Engels, et là surprise géniale, non seulement j'allais trouver les réponses à toutes mes questions, mais c'était d'une facilité déconcertante à lire, au point que je me suis demandé si ces penseurs que je ne connaissais pas étaient vraiment sérieux ou si j'étais en train de m'abuser moi-même encore une fois, puis en lisant et relisant dix fois les mêmes passages du Manifeste du parti communiste, je me convaincus moi-même que j'étais en présence des plus géniaux penseurs de tous les temps. Je me souviens encore que j'étais fortement agité, je ne pouvais plus rester en place, j'ai crié de joie à plusieurs reprises comme pris de démence, j'en avais les larmes aux yeux, je ne plaisante pas, il y a 34 ans de cela et je m'en souviens parfaitement, c'était un jour de printemps ensoleillé.

Peut-on dire que j'aurais perdu près de trois ans de ma vie à étudier la philosophie dont je ne retiendrai pas grand chose plus tard ? Je n'en sais rien, en tout cas j'ai épuisé tous les systèmes qui m'étaient proposés sans trouver mon bonheur, donc cela n'a pas été totalement inutile.

Ce qui m'a laissé vraiment pantois, c'est la simplicité avec laquelle Marx et Engels, puis Lénine et Trotsky s'exprimaient, c'était vraiment à la portée des ouvriers ou des paysans de leur époque, et en lisant récemment qu'Engels donnaient de petites conférences sur l'économie dans des réunions d'ouvriers en Prusse j'en ai eu confirmation, je me suis dit, mais si

c'était possible dans la seconde moitié du XIXe siècle, cela devrait l'être encore plus un siècle et demi plus tard puisque tous les ouvriers ont été scolarisés, pourquoi nous ne le faisons pas, pourquoi nos dirigeants sont incapables de s'adresser aux ouvriers dans des termes qui leur soient accessibles, ils manquent décidément à tous leurs devoirs. C'est là où je voulais en venir.

Quand on nous répète en boucle que les travailleurs votent par dépit pour des partis à chaque élection pendant des décennies, cela ne recouvre qu'une partie de la réalité que nos dirigeants cachent soigneusement aux militants, cela signifie surtout qu'en dehors d'avoir compris qu'ils n'avaient rien à en attendre, leur compréhension du monde dans lequel nous vivons et leur conscience politique n'ont pas progressé d'un pouce en plusieurs décennies, ce qui évidemment augure mal de l'avenir qui nous attend.

Nous n'avons jamais eu autant d'outils à notre disposition pour aider la classe à progresser (et s'organiser) et nous demeurons incapables de s'en servir, quelle incurie, c'est scandaleux ! Les outils ce n'est pas vraiment le point fort des intellectuels qui dirigent les partis, pour ne pas dire que c'est un mot dont ils ignorent jusqu'à l'existence, nous nous situons aux antipodes décidément quand je repense à mon parcours, normal qu'on ne se comprenne pas et qu'ils ne comprennent pas le monde ouvrier. Arrêtons là pour aujourd'hui, nous avons d'autres sujets à aborder.

Revenons à ce sondage et ces élections présidentielles.

Imaginons un instant qu'il se confirme et qu'au second tour Marine Le Pen soit opposé à Sarkozy, pourquoi pas Martine Aubry, tout simplement à cause de la multiplication des candidats dits de gauche, et en admettant qu'à "droite" ils aient limité le nombre de candidats, elle arriverait forcément en troisième position. Vous voyez le tableau Le Pen contre Sarkozy ? Quelle stratégie proposée dès lors aux travailleurs ?

Le boycott du second tour, c'est la première chose. Ensuite puisque les travailleurs n'auraient plus les moyens de s'exprimer lors de cette élection organisée dans le cadre des institutions de la Ve République, il faudrait se retourner contre ces institutions et la Constitution et exiger leur abolition, c'est le second point. Mais sur le moment, que pourrait-on leur opposer ? Pas la centralisation de comités révolutionnaires inexistantes et qui dont la création ne se commande pas, c'est le troisième point.

Dès lors, on ne pourrait lui opposer dans de telles circonstances je précise pour la seconde fois, que la convocation d'une Assemblée constituante, le seul processus à la portée des travailleurs sans se faire pour autant d'illusions sur son contenu, comme quoi je ne suis pas un militant borné ou un affreux dogmatique, c'est le quatrième point.

En imaginant que le taux d'absentéisme aurait été tellement important et déboucherait sur l'ouverture d'une crise politique au point que le nouveau président serait privé de toute légitimité et serait contraint de se résoudre à organiser des élections à une Assemblée constituante, ce qui semble impensable aujourd'hui je vous l'accorde, demandez à Ben Ali s'il avait entrevu un instant qu'une telle élection verrait le jour de son vivant et vous admettez qu'une fois la crise révolutionnaire ouverte tout peu se produire, y compris l'impossible, nous ne mènerions pas le combat pas pour que cette Assemblée constituante assume tous les pouvoirs sans formuler d'importantes réserves, parce qu'elle ne pourrait l'assumer qu'au profit de la classe toujours au pouvoir au regard de sa composition, la classe dominante des capitalistes, d'autant plus que son mode d'élection serait calqué sur celui de l'Assemblée nationale actuelle et qu'elle ne serait pas le produit de la mobilisation révolutionnaire organisée de la classe ouvrière, dans de telles conditions se borner à lui demander d'assumer tout le pouvoir reviendrait à lui demander de servir les intérêts des capitalistes qu'elle représente, c'est le cinquième point.

Enfin, constatant que l'Assemblée constituante ne remplirait pas la fonction pour laquelle elle a été élue, il n'y aurait plus qu'à appeler les travailleurs à s'organiser dans des comités révolutionnaires qui la renverseraient et prendraient le pouvoir, c'est le dernier point.

Un dernier sujet en trois points très rapidement.

La Libye de Kadhafi n'est évidemment pas le Venezuela de Chavez, même si Chavez maintient la majorité de la classe ouvrière dans la pauvreté et a exprimé la volonté de se maintenir au pouvoir pendant 20 ans.

Des opposants à Kadhafi font référence à la monarchie, d'autres s'en remettent aux potentats locaux et à des militaires qui ont rejoint le camp de la révolution, le peuple libyen se raccroche ainsi à ce qu'il peut face à Kadhafi pour le faire tomber, ce qui demeure la priorité sans pour autant pour notre part reprendre à notre compte ses illusions.

Il est un fait certain également que l'impérialisme dans sa condamnation de Kadhafi lorgne sur le pétrole, en contradiction avec les revendications et intérêts des travailleurs libyens qui ne veulent pas de la présence militaire étrangère sur leur sol, revendication que l'on soutient sans réserve.

Politique.

1- France. Les pyromanes crient au feu !

A plus d'un an de la présidentielle de 2012, un sondage Harris Interactive à paraître dans "Le Parisien Dimanche" donne pour la première fois Marine Le Pen en tête des intentions de vote pour le premier tour du scrutin.

Interrogés sur leurs intentions de vote si le premier tour avait lieu le dimanche suivant, 23% des sondés répondent qu'ils voteraient pour la nouvelle présidente du Front national. La fille de Jean-Marie Le Pen, qui a pris en janvier la tête du parti d'extrême droite, devancerait ainsi le président Nicolas Sarkozy et la première secrétaire du Parti socialiste Martine Aubry, crédités chacun de 21%, selon le site du "Parisien/Aujourd'hui en France".

Le président du MoDem François Bayrou serait quatrième avec 8%, devant l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, et l'eurodéputée Europe-Ecologie les Verts Eva Joly, qui récolteraient tous deux 7%. Olivier Besancenot pour le NPA et Jean-Luc Mélenchon pour le parti de gauche recueilleraient chacun 5%.

Interrogée sur Europe-1, Martine Aubry a mis en cause samedi le chef de l'Etat "Il ne veut pas changer de politique donc il fait peur. Il avait commencé avec l'identité nationale, les roms, maintenant c'est les immigrés", a-t-elle accusé. "Au lieu de se réjouir quand le peuple tunisien et le peuple égyptien se lèvent pour la démocratie, il fait peur aux Français comme si ça allait entraîner des hordes d'immigrés", a jugé la patronne du PS. "Tout ça n'a aucun sens et c'est purement une stratégie pour masquer ses turpitudes et masquer ses échecs".

Sur la même ligne, le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a dit sur I-Télé. «Cela appelle de la part de la gauche beaucoup de clarté, beaucoup d'engagement sur la question sociale, sur la question des salaires, sur ce qui préoccupe les gens».

Laurent Fabius sur RTL. «Les gens regardent les résultats, il y a un chômage record, il y a des inégalités de toutes sortes, il y a des difficultés sociales, on ferme des écoles, pourquoi voulez-vous que les gens aient confiance ?» a-t-il demandé.

«Ce sondage n'a ni queue ni tête. (...)C'est une manipulation de l'opinion à des fins mercantiles. On devrait exiger un minimum d'éthique et de transparence. Les instituts de sondage pourraient eux-mêmes s'imposer une certaine forme de retenue», a renchéri Jack Lang dans un communiqué.

Pour Jean-Louis Roumégas, porte-parole d'Europe Écologie-Les Verts, «l'échec du gouvernement sur le plan économique et social a créé un terreau très favorable à la progression du FN dans les milieux populaires.»

Jean-Luc Mélenchon a qualifié ce sondage d'«invraisemblable». «C'est aussi stupide que si le père Noël était en tête», a-t-il ajouté sur I-Télé. «Tout ça est une guignolisation de la politique, absolument invraisemblable», a lancé le président du Parti de Gauche. «Pourquoi voulez-vous que le peuple français soit le seul peuple qui ait envie d'avoir un fasciste à sa tête», s'est-il interrogé. «Tout ça est une sorte de fabrication par les instituts de sondage qui mettent des coefficients multiplicateurs et qui espèrent comme ça avoir quelque chose à vendre et créer de l'actualité», a-t-il conclu.

«Nicolas Sarkozy en courant après les idées nauséabondes de Marine Le Pen fait bouillir la marmite des sondages», selon le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Mais il s'est cependant dit «certain que les Français vont siffler la fin de la récréation sondagière».

La ministre UMP de l'apprentissage, Nadine Morano, s'est interrogée sur l'absence de Dominique Strauss-Kahn du sondage. «Le favori des sondages 14 mois avant la présidentielle a toujours été battu, donc ce serait plutôt une bonne nouvelle», a-t-elle conclu sur RTL.

Pour Dominique Paillé, président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et ex-porte parole de l'UMP, ce sondage exprime le «désarroi de la population française et une suspicion réelle envers les partis traditionnels». «J'appelle l'UMP à s'organiser car cela doit nous faire penser toujours plus au fait que dans notre camp, nous devons avoir qu'un candidat. Le risque est réel de ne pas être au second tour», a-t-il précisé dans un communiqué.

Le président du MoDem, François Bayrou, y voit le résultat «d'un climat tellement malsain, de tant de désordre, que les Français ont envie de renverser le jeu stérile actuel» qui se traduit «par l'effondrement des deux forces dominantes, l'UMP et le PS».

Le député et président de Debout la République, Nicolas Dupont-Aignan, estime lui que ce sondage montre que les Français «ont compris qu'il n'y avait plus rien à attendre» de la classe politique. «Néanmoins, souligne-t-il, Marine Le Pen et le FN doivent réaliser qu'ils restent aujourd'hui les meilleurs alliés du 'système' qu'ils prétendent vouloir changer, puisque Marine Le Pen ne peut l'emporter au second tour d'une présidentielle, ni face au candidat de l'UMP ni face à celui du PS».

Commentant ces intentions de vote la présidente du FN y voit 'les prémices d'un réveil du peuple français' : 'C'est très à la mode le réveil des peuples en ce moment. Il n'y a pas de raison que le peuple français ne se réveille pas.' 'Ce sondage me laisse penser

que Nicolas Sarkozy perdra cette élection présidentielle', a-t-elle en outre déclaré. (AP, Lefigaro.fr et Reuters 05.03)

Tous ces représentants ou agents du capital sont les seuls responsables de la montée du FN, pour avoir refusé de combattre dans l'unité pour la rupture avec l'UE en ce qui concerne ceux qui se réclament de la classe ouvrière. Le pire est encore Mélenchon qui refuse de regarder la réalité en face et qui lui aussi est incapable de rompre avec l'UE.

2- Venezuela. Le voile des illusions de la révolution "bolivarienne" tombe.

Hugo Chávez est resté plutôt discret lorsque la vague de protestations dans le monde arabe a débuté, au risque de susciter la raillerie de ses opposants, habitués à un président intarissable. «*Pourquoi tu te tais?*» titrait le 22 février en Une de son journal antichaviste TalCual, le célèbre éditorialiste Teodoro Petkoff, ex-guérillero et ex-ministre. Alors que le Commandante aurait pu s'approprier ces révolutions populaires sur le continent africain, à l'instar d'autres mouvements de gauche dans le monde, il a laissé son opposition s'en emparer.

Hugo Chavez réagit lui tardivement, le 25 février, via Twitter: «*Vive la Libye et son indépendance! Kadhafi est confronté à une guerre civile*», alors que les violences avait déjà fait entre 300 et un millier de morts. Les deux puissances pétrolières nourrissent en effet des relations étroites. Hugo Chavez a rendu visite six fois à Mouammar Kadhafi. En septembre 2009, c'est ce dernier, pourtant réticent à sortir de son pays, qui est venu au Venezuela.

Le chef de file de la gauche sud-américaine transforme une amitié gênante en une lutte contre l'impérialisme et l'«empire américain».

Il se dresse contre le recours de la force armée par les Etats-Unis et demande à la communauté internationale «*de chercher une solution pacifique au conflit*». Le retour d'une guerre irakienne est agité en épouvantail. Pour Jean-Jacques Kourliandky la proposition de la mission est une preuve des hésitations du régime vénézuélien:

«Tout le monde est à peu près d'accord pour s'opposer à une ingérence militaire et demander une mission conciliatrice ne constitue pas non plus une marque de soutien enthousiaste. Il y a un changement de ton depuis la semaine dernière.»

Dans certains médias vénézuéliens le ton est beaucoup plus dur. Sur la chaîne de télévision sud-américaine Telesur ce mercredi, un présentateur vedette expliquait à ses auditeurs que les Etats-Unis ont travaillé l'opinion par le biais des médias afin de justifier le vol du pétrole libyen. Le journal chaviste Diario VEA écrit belliqueusement dans son édito: «*Nous sommes disposés à repousser les actions de l'empire et son intention de s'emparer aussi du pétrole vénézuélien*».

Pourtant au sein même du parti socialiste d'Hugo Chavez des voix s'élèvent contre la politique étrangère du Commandante. La mouvance Marea socialista (Marée socialiste) s'est prononcée «*catégoriquement en solidarité avec le peuple libyen et avec le peuple arabe en lutte pour conquérir la liberté et la démocratie*». (Slate.fr 05.03)

3- Chine. 739.000 policiers et agents de sécurité pour protéger le Parlement. Que craint donc Wen Jiabao ?

3.1- La Chine a adressé samedi une mise en garde contre les appels à la contestation s'inspirant des mouvements d'émancipation dans les pays arabes, prévenant que toute menace portée contre la stabilité garantie par le pouvoir communiste risquerait de déboucher sur un "désastre".

"Chacun sait que la stabilité est une bénédiction et le chaos une calamité", souligne un éditorial publié par le Beijing Daily, quotidien officiel de l'administration communiste pour la capitale chinoise.

Evoquant les soulèvements populaires qui ont eu raison de Zine ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Egypte et menacent aujourd'hui Mouammar Kadhafi en Libye, cet éditorial, largement repris par de nombreux sites internet officiels, affirme que "ce trouble a conduit à un désastre massif pour les peuples de ces pays".

"Il est utile de noter qu'ici ou depuis l'étranger, certains individus nourrissant des arrière-pensées essaient de déclencher ce chaos en Chine, se servant d'internet pour fomenter des rassemblements illégaux", poursuit le texte.

Suit un appel à tous les citoyens chinois pour qu'ils "protègent consciencieusement l'harmonie et la stabilité".

Cette mise en garde des autorités chinoises, la plus directe depuis le début du "printemps arabe", coïncide avec la session inaugurale de l'assemblée annuelle du Congrès national du peuple, devant lequel le Premier ministre, Wen Jiabao, a lui aussi insisté sur la stabilité sociale.

Pour éviter tout trouble lors de la réunion du Parlement, quelque 739.000 policiers et agents de sécurité ont été mobilisés à Pékin et des habitants ont été recrutés pour former des patrouilles de quartier, d'après l'officiel China News Service. (Reuters 05.03)

3.2- Pour tenter de désamorcer la fronde, le Premier ministre promet que les prochaines orientations viseront à améliorer le niveau de vie de la population...

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a reconnu samedi devant le parlement un mécontentement populaire en Chine lié notamment à l'inflation, qu'il veut limiter autour de 4% cette année, tout en fixant un objectif de croissance de 8% à la deuxième économie mondiale.

«*Certains problèmes qui font l'objet de vives réactions parmi la population n'ont pas été résolus complètement*», a reconnu le chef du gouvernement devant les près de 3.000 délégués de l'Assemblée nationale populaire (ANP), réunis pour dix jours dans la capitale chinoise.

«*La pression de la hausse des prix s'est accentuée*» et «*nous devons considérer la stabilisation des prix comme la priorité*» de notre politique économique, a souligné Wen Jiabao.

L'objectif de hausse des prix à la consommation, qui a atteint 4,9% en janvier sur un an, a été fixé à «*environ 4%*» pour 2011, contre 3% l'an dernier, tandis que l'objectif de croissance du Produit intérieur brut (PIB) a été maintenu à 8%.

Le PIB de la Chine est devenu en 2010 le deuxième du monde derrière les Etats-Unis, dépassant celui du Japon. L'an dernier, l'inflation avait atteint 3,3% et la croissance du PIB 10,3%.

Wen Jiabao a qualifié la hausse des prix et les anticipations inflationnistes de «*problèmes dont dépendent étroitement le niveau de vie de la population, la situation générale et la stabilité du pays*».

L'inflation a par le passé provoqué des remous sociaux en Chine. La hausse des prix frappe actuellement davantage les catégories défavorisées parce qu'elle touche plus que le reste les prix alimentaires. Elle rogne aussi l'épargne des Chinois, qui est élevée mais mal rémunérée.

Pour cette année, le gouvernement chinois «*continuera à appliquer une politique de relance*», selon Wen Jiabao, mais en diminuant le déficit budgétaire qui sera contenu à «*environ 2% du PIB*».

Les dépenses prioritaires seront consacrées au «*développement du monde rural*», «*à améliorer le niveau de la population et à développer les secteurs sociaux*», d'après ce discours qui arrête les grandes orientations officielles du pays pour l'année en cours.

«*Les ressources pédagogiques et médicales de qualité manquent et leur répartition demeure inégale*», selon le Premier ministre.

«*Les contradictions sociales suscitées par la réquisition illégale de terrains et la démolition irrégulière de maisons se sont multipliées*», et «*la sécurité alimentaire laisse à désirer*» tandis que «*certains secteurs sont vulnérables à la corruption*», a encore reconnu Wen Jiabao, relevant au passage «*une augmentation excessive dans certaines villes*» des prix de l'immobilier.

Malgré tous ces problèmes, le Premier ministre a insisté sur «*la marche en avant à la fois irrésistible et ferme*» du peuple chinois qui «*a de bonnes raisons d'être orgueilleux de ses réalisations*». (20minutes.fr 05.03)

Economie.

France. Les prédateurs se goinfrent... ils en crèveront !

Pour les grandes entreprises françaises, la crise est un presque un mauvais souvenir. En 2010, les sociétés composant l'indice CAC 40 ont réalisé globalement un chiffre d'affaires de 1.262 milliards d'euros, non loin du chiffre 1.293 milliards d'euros atteint en 2008, selon les données compilées par le cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC), révélées par Le Monde, en partenariat avec France Info.

Du côté des bénéficiaires, le résultat cumulé des entreprises du CAC40 atteint 82,5 milliards d'euros, soit 85% de plus que l'année passée.

Selon les analystes interrogés par Le Monde, cette nouvelle période de croissance devait se poursuivre. Mais les révolutions dans le monde arabe pourraient bien changer la donne. (20minutes.fr 05.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mars

Entre nous, on se fiche de ce sondage dont tout le monde parle, pour être plus précis, il nous a permis d'avancer une tactique différente dans des conditions particulières, tout en conservant la même stratégie, c'est tout. Et puis quand Lefigaro.fr d'hier écrit : "*Coup de tonnerre. Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, un sondage donne l'extrême droite en tête au premier tour d'une élection présidentielle*", on ne peut pas faire comme s'il n'avait jamais existé.

Cela dit les conditions sont favorables à la montée du FN puisque les uns et les autres s'emploient à ce qu'il en soit ainsi. En revanche ce qui est intéressant, ce sont les arguments qu'ils avancent pour l'expliquer, aucun ne met en évidence le rôle de l'UE qui favorise le chômage de masse et la mise en concurrence de travailleurs au détriment de ceux qui bénéficient des conditions de rémunération et de travail les plus favorables, pour permettre aux capitalistes de réaliser le maximum de profit sur le dos de l'ensemble des travailleurs de l'UE, conformément à l'objectif qu'ils se sont fixés de tirer à la fois les salaires à la baisse et de liquider la législation du travail qui demeure favorable aux travailleurs, la politique du moins social, quoi.

C'est dans un contexte de crise économique, sociale et politique qu'il faut analyser leurs réactions, car ils prennent l'affaire très au sérieux tout en affirmant le contraire, même dans les petites choses il leur faut systématiquement employer la langue de bois, ce qui témoigne de l'ampleur de la crise du régime, même si elle ne se manifeste pas encore à un niveau comparable dans la rue.

Copé dans le rôle du manipulateur pris à son propre piège.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé a minimisé l'importance du sondage et appelé ses militants à garder leur calme.

"*C'est un sondage parmi d'autres. Personne n'est dupe du rôle qu'on essaye de donner aux sondages dans notre démocratie*", a-t-il dit sur Radio J. Un aveu qui ne manque pas de cynisme, lorsque l'on sait à quel point l'UMP en use sans modération pour soutenir la propagande du gouvernement et abuser les travailleurs sur ses réelles intentions, sans succès dorénavant sur la majorité d'entre eux, la corde est usée et risque de rompre à tout moment... pas celle pour les pendre le moment venu !

Ayrault (PS) dans le rôle périlleux du devin

"*Je pense que c'est le symptôme d'un malaise profond*", a dit le président du groupe PS à l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault sur France Info. Non mais sans blague, qui l'aurait cru ! Vous voyez camarades à quoi cela peut les conduire de penser, pitoyable !

Hollande dans le rôle du mauvais joueur.

"*Ce sondage interpelle toute la gauche. Alors que nous avons tous, non pas ce sondage en tête, mais le souvenir du 21 avril 2002, est-ce que nous pouvons continuer à nous présenter aux élections avec sept, huit et parfois davantage de candidats de gauche ? Est-ce que nous pouvons rester comme ça, séparés, dispersés, dans un premier tour ?*", a déclaré F. Hollande, lors d'un déplacement à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise) . "*Notre rôle, c'est de fédérer, c'est d'être capable de rassembler les forces de gauche.*

"*Ce n'est pas simplement de nous compter dans une élection*", a-t-il ajouté, en soulignant qu'une élection présidentielle se joue "*au premier tour*".

"*Quand on additionne tous les suffrages qui se porteraient aux candidats de gauche, nous sommes quasi majoritaires. Et nous pourrions, dans une répétition du 21 avril, même si ce n'est pas le scénario le plus probable, nous retrouver écartés du second tour? Mais qui pourrait le comprendre ?*", a lancé François Hollande. Nous, nous pourrions très bien expliquer pourquoi, par exemple parce que tous ces candidats ne seraient pas vraiment de "gauche", à commencer par celui du PS qui se situe ouvertement dans le camp du capital !

Le chercheur fou dans le rôle de l'oracle.

"*Elle bénéficie du fait que dans les autres partis politiques, personne n'est pour l'instant prêt. Le Parti socialiste cherche toujours son candidat et à droite, il y a une interrogation, est-ce que Nicolas Sarkozy parviendra à sortir de l'impasse d'impopularité où il semble enfermé ?*", a dit sur France Info Pascal Perrineau, président du Cevipof, le Centre de recherches sur la vie politique française. Parce qu'il serait encore possible que Sarkozy se refasse une santé ? Il doit être le seul en France à se poser cette question, grotesque.

La palme revient aux politologues dans le rôle de courtisans.

Selon des politologues interrogés par l'AFP, il traduit la «*mauvaise humeur*» des Français à l'égard du chef de l'Etat, et leur «*malaise profond*» face aux deux principaux partis.

«Les sondés disent leur humeur ou plutôt leur mauvaise humeur, mais on peut penser qu'ils adopteront un comportement plus responsable et choisiront (au moment du scrutin) quelqu'un d'autre que Marine Le Pen», souligne Philippe Braud. L'humeur ça va ça vient, l'essentiel c'est que les électeurs votent le moment venu pour l'un des candidats s'engageant à assurer la stabilité des institutions de la Ve République et choisi à cet effet par les faiseurs de monarques dont font partie les politologues.

Un internaute plus perspicace que les autres a écrit : "L'objectif était de vendre l'idée d'une candidature unique de Sarkozy au sein de la droite dite républicaine mais qui n'a plus rien de républicain depuis 2007." Autrement dit le résultat de ce sondage bidouillé reflète à la fois la crise qui sévit au sein de l'UMP menacé d'éclatement et l'incapacité de Sarkozy d'obtenir le soutien de la majorité de la population à sa politique antisociale et ultra réactionnaire. Il aurait eu pour seule fonction de l'aider à ressouder son camp autour de lui, ce que confirmerait la seconde visite lundi matin à l'Elysée en dix jours de Villepin. Cela étant, ils ne peuvent pas effacer la montée du FN qui est bien réelle.

Les centristes et certains dirigeants de l'UMP exhortent Sarkozy à se recentrer sur les questions sociales et de laisser tomber la question de l'immigration chère au FN, car manifestement ce n'est pas de la sorte qu'il récupèrera des voix à l'extrême droite, sauf qu'il a épuisé cette question qui a pu faire illusion en 2007 en favorisant méthodiquement les plus riches depuis son élection et en s'attaquant aux retraites notamment ou encore l'affaire Woerth-Bettencourt, dorénavant plus personne n'est dupe sur la collusion d'intérêts qui existe entre l'UMP et les actionnaires du CAC40, il est acculé, son "travailler plus pour gagner plus" a fait long feu.

Il est à court de munitions, d'où sa fuite en avant sur le thème de l'immigration et de la lutte contre le terrorisme qui finalement se retourne contre lui et que relève le politologue Jean-Yves Camus : «En mettant en avant les thèmes que le FN traite depuis plus longtemps, Nicolas Sarkozy donne aux Français l'occasion de dire qu'ils préfèrent l'original à la copie», quel aveu peu amène pour l'UMP en passant !

Même sa présidence du G20 passe au second plan, car elle est minée par la collusion d'intérêts qui est remontée à la surface entre son gouvernement et les dictateurs Ben Ali, Moubarak ou encore Kadhafi, avant de les lâcher tardivement et à regret.

Il ne manquait plus que des révolutions en Afrique du Nord et aux Moyen-Orient, pas de bol, le mauvais sort s'acharne contre lui, le mal-aimé est détesté, maudit, c'est déjà comme s'il était relégué aux fins fonds des oubliettes de l'histoire, certains un peu vulgaires diraient dans le trou des chiottes, effectivement, il ne reste plus qu'à tirer la chasse ! Mais attention à ne pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué... (source : Lepoint.fr, Lefigaro.fr, Libération.fr et Reuters 06.03)

Parole d'internaute.

1- A propos du sondage du Parisien.

1.1- Relisez vos classiques, comme par exemple "Les grenouilles qui demandent un roi" d'Ésope, "Mortifiées d'avoir un tel roi, elles se tendirent une seconde fois près de Zeus, et lui demandèrent de leur changer le monarque ; car le premier était trop nonchalant. Zeus impatienté leur envoya une hydre qui les prit et les dévora."

1.2- Aubry et Hamon accusent Sarkozy de jouer avec les peurs... On se demande si ce n'est pas le PS qui a peur aujourd'hui, peur de ne pas être au deuxième tour. On sent comme un petit vent de panique au PS comme à l'UMP. Hilarant !

2- A propos du CAC40.

- Les résultats ont augmenté avec des chiffres d'affaires qui stagnaient, voire régressaient. C'est la masse salariale qui a servi de variable d'ajustement, mais c'est très dangereux : tous ceux qui ont perdu leur emploi vont fortement réduire leur consommation et ce qu'ils n'ont pas voulu absorber en marge en 2010, ils le paieront en chiffre d'affaires en 2011. Et on ne peut pas virer du monde indéfiniment, il y a un seuil incompressible en-dessous duquel la société ne fonctionne plus correctement. Bref, c'est une vue à court terme qui a motivé les décisions de 2010 et qui vont voir le retour de bâton en 2011, qui va faire très mal à tout le monde.

Politique.

1- Croatie.

Dix mille manifestants ont défilé dimanche dans les rues de Zagreb pour demander la démission du gouvernement croate, jugé incapable de combattre le chômage et d'enrayer la baisse du niveau de vie.

Selon un sondage réalisé par l'institut Henda et la télévision publique, 70% des Croates soutiennent les manifestants et 62% veulent des élections anticipées.

Le chômage touche près de 20% de la population active, un plus haut depuis huit ans en Croatie. (Reuters 06.03)

2- Japon.

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Seiji Maehara, a démissionné dimanche en raison d'un scandale de financement politique.

Seiji Maehara, partisan d'une ligne dure en matière de sécurité et de liens étroits avec Washington, a reconnu vendredi avoir accepté un don de la part d'un Coréen résidant au Japon, sans connaître la situation de cette personne.

Le financement politique par des étrangers est interdit au Japon s'il est accepté en connaissance de cause.

Cette démission risque de fragiliser un peu plus la situation du Premier ministre Naoto Kan face à un parlement divisé. Le nom de Maehara était cité parmi les possibles successeurs du chef du gouvernement. (Reuters 06.03)

Economie.

1- Irlande. La banqueroute.

La nouvelle coalition irlandaise issue des élections législatives anticipées a déclaré dimanche que le plan de sauvetage de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) a échoué à restaurer la confiance dans l'économie irlandaise, et a prévenu que le poids de la dette menaçait d'être insoutenable. (Reuters 06.03)

2- Grande-Bretagne.

Le système bancaire britannique affiche de nouveau des déséquilibres croissants qui pourraient mener à une nouvelle crise financière, a déclaré le gouverneur de la banque d'Angleterre (BoE) Mervyn King, lors d'une interview publiée samedi par le Daily Telegraph.

Il a également critiqué la recherche du profit à court terme et les bonus attribués au sein des banques. *"On a donné des primes aux banquiers pour qu'ils se comportent comme ils l'ont fait. Cela doit changer"*, a-t-il déclaré.

"Le secteur bancaire reconnaît que certains de ses éléments ont mal agi pendant la crise. Mais depuis, le secteur s'est radicalement réformé", a rétorqué dans un communiqué Angela Knight, qui dirige l'Association des banquiers britanniques. (Reuters 06.03)

Faute avouée à moitié pardonnée, pardon, ces gens-là ne font pas dans le détail, totalement pardonnée !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mars

On est le 8 mars, tout ce que la terre compte d'hypocrites et d'opportunistes va célébrer la journée internationale des droits de la femme, cela va des esclavagistes aux féministes en passant par les braves dirigeants des partis ouvriers, sans exception je précise volontairement.

On entend dire depuis plus d'un siècle que les femmes sont moins payées que les hommes, qu'il va falloir se battre pour que cela change sans que rien ne change finalement. Et après ? Après quoi, leurs analyses ne vont pas plus loin. Mais pourtant, la généralisation du travail des femmes n'aurait-elle pas des conséquences souvent désastreuses sur les rapports à l'intérieur des familles, sur les rapports entre les jeunes et la société, sur l'éducation des jeunes ainsi livrés à eux-mêmes en l'absence de leurs parents, qui, lorsqu'ils ne sont pas pris par leur travail, sont occupés à accomplir des tâches domestiques lorsqu'ils rentrent du travail ou réservent le peu de temps libre qu'il leur reste pour se divertir ou se reposer ?

Pensez-vous, c'est une question qu'ils occultent tous, il a été décrété une fois pour toute que la femme était l'égal de l'homme et chacun s'en tient à cette définition gravée dans le marbre, la remettre en cause et vous passer systématiquement pour un affreux phalocrate ou macho. La femme acquerrait sa liberté ou s'épanouirait pleinement par le travail. Tu parles, les mêmes affirment sans davantage réfléchir apparemment qu'elle est ainsi doublement exploitée par la société, ce qui est exacte.

Personnellement, j'ai une autre approche sur cette question qui permet d'expliquer pourquoi tous ce rangent unanimement derrière ce principe inique en contradiction avec la nature.

Pour se développer le capitalisme avait besoin de plus en plus de bras au XIXe siècle. Les capitalistes n'ont pas hésité à faire travailler hommes, femmes et enfants six ou sept jours sur sept à raison de 16 heures par jour pour satisfaire leurs besoins en main d'oeuvre. La lutte de classe du prolétariat est parvenue au fil du temps à réduire le temps de travail des hommes et des femmes et interdire le travail des enfants de moins de 16 ans, redescendu à 14 récemment.

Jusqu'au début du XXe siècle, le combat du mouvement ouvrier avait pour objectif l'émancipation du capital et le socialisme, dans ce cadre-là le combat pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes était conçu pour dresser dans l'unité l'ensemble des travailleurs des deux sexes dans la perspective de leur émancipation, qui si elle avait eu lieu aurait remis à l'ordre du jour la question du travail des femmes et des enfants ainsi que celui des salaires des hommes. Comment concevoir la famille quand en réalité la maison est vide parce que tous ses membres sont occupés à travailler comme des esclaves pour assurer leur survie ? Telle est une des questions qui se seraient posées alors.

En tenant compte de l'état d'esprit qui prévalait à cette époque sur les rapports entre les hommes et les femmes dans la société, une société majoritairement rurale il faut rappeler, on pouvait très bien concevoir à cette époque que seul l'homme travaille, puisque la plupart des emplois disponibles étaient concentrés dans l'industrie lourde ou manufacturière, à condition que son salaire soit fortement augmenté et accompagné de nombreux avantages sociaux de façon à satisfaire tous les besoins de sa famille.

Parallèlement, on pouvait décréter qu'à partir de maintenant, les salaires des femmes et des hommes seraient égaux pour laisser aux femmes le choix de travailler si elles le désiraient, tandis que des hommes rempliraient leurs tâches à la maison, l'objectif étant que ni l'un ni l'autre ne soit plus exploité doublement et que l'un et l'autre puissent s'épanouir ou trouver sa place dans la société et s'en trouvent satisfaits, ce qui serait déjà un formidable progrès social, ce qui est totalement impossible lorsque les deux membres de la famille travaillent, on pourrait peut-être le concevoir dans une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme lorsque la totalité des rapports issus des rapports de production capitaliste auraient disparu, mais au début du XXe siècle nous en étions encore loin et nous devons faire dans bien des domaines avec la société que le capitalisme nous a légué en attendant de pouvoir passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Sans aller jusque là, ce qui était impensable du début à la moitié du XIXe, jusque là la plupart des femmes et des enfants travaillaient essentiellement aux champs, le deviendra davantage lorsqu'elles viendront grossir les rangs des ouvriers dans les usines, tandis que les enfants travailleront dans les mines dès l'adolescence, les femmes attendant chaque jour avec anxiété leur retour du fond, mais à cette époque le prolétariat était encore faiblement organisé, sans syndicats ni partis jusqu'à la fin du XIXe siècle, il lui était impossible d'avancer une revendication sociale aussi radicale (un salaire permettant de faire vivre toute sa famille) qui impliquait la remise en cause du capitalisme pour être satisfaite.

Lorsque les conditions sont devenues favorables pour engager le combat sur l'objectif d'un salaire ouvrier permettant de faire vivre toute sa famille, sans que la femme et l'enfant soient à leur tour envoyés à l'usine ou à la mine, le travail des femmes notamment était déjà ancré dans les habitudes et les consciences au point que personne ne pensera à mener ce combat auquel se substituera le combat pour la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires ou encore l'amélioration des conditions de travail.

On pourrait contester cette analyse parce que les femmes et les enfants ont de tout temps travaillé à la ferme ou aux champs, à ceci près que l'émergence du capitalisme a été présentée par ses représentants comme une aubaine à ces millions de travailleurs de la campagne qui allaient se ruer vers les villes en croyant y faire fortune ou tout du moins y trouver une vie meilleure, or ce n'est pas vraiment ce que les capitalistes leur avaient réservée, mais plutôt une vie de labeur dans des conditions effrayantes pour un salaire de misère, l'enfer, quoi.

Cette revendication pour un salaire unique (de l'homme ou de la femme au travail) qui aurait pu s'accompagner d'une grève générale illimitée pour renvoyer femmes et enfants dans leurs foyers n'a jamais vu le jour puisque entre temps le mouvement ouvrier avait déjà perdu de vue l'objectif de l'émancipation du capital et le socialisme. Elle aurait pu voir le jour après la seconde guerre mondiale, mais les staliniens et les réformistes étaient trop occupés à reconstruire l'Etat et le capitalisme français pour livrer un tel combat. Par la suite, le combat des droits des femmes sera totalement dévoyé ou dénaturé par le mouvement féministe orchestré par la petite-bourgeoisie qui prendra le relais des préoccupations des capitalistes, au point de parvenir à faire travailler huit ou neuf femmes sur dix de nos jours, de la même manière que gouvernement, patronat et syndicats s'activent aujourd'hui pour faire travailler davantage de vieux travailleurs, travailler et faire travailler l'ensemble des hommes et des femmes jusqu'à leur dernier souffle serait une fin en soi et le seul objectif dans la vie.

A les entendre on ne pourrait s'épanouir dans la vie qu'en travaillant pour un patron ou l'Etat des capitalistes qui nous exploite tout autant, assumer ses responsabilités et accomplir des tâches ménagères quotidiennement ou encore élever ses enfants serait rabaissant, humiliant, abêtissant, alors qu'en réalité elles sont tout aussi gratifiantes, si ce n'est plus, que d'accomplir des gestes répétitifs du matin au soir dans une usine, un chantier ou un bureau, et elle laissent suffisamment de temps libre pour se livrer à d'autres activités éducatives, culturelles, artistiques, etc.

Maintenant qu'ils sont parvenus à imposer à tous les hommes et toutes les femmes de travailler (quand ils ne sont pas livrés au chômage), on s'aperçoit que de plus en plus de familles sont malheureuses, se déchirent ou volent en éclat, que les enfants livrés à eux-mêmes - puisqu'il n'y a plus personne pour s'en occuper, ne respectent plus rien, deviennent incontrôlables, agressifs, violents, embraient connerie sur connerie, leur société a atteint un tel degré de décomposition, que les travailleurs et leurs compagnes ou l'inverse pour défendre leur dignité ou redonner un sens à leur vie, n'ont pas d'autre alternative que de prendre en main leur destin et de faire leur propre révolution pour ne pas subir plus longtemps la décadence et la barbarie capitaliste à laquelle ils sont voués sinon jusqu'à la fin de leurs jours.

A la revendication de l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, j'ajouterai donc celle du salaire unique permettant à une famille de vivre dignement, chaque couple ou famille décidant librement lequel des deux travaille, pourquoi pas en alternance... Que ce salaire soit versé en totalité ou en partie par les patrons et le complément par l'Etat ouvrier.

Cette causerie a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader)

Politique.

1- France

1.1- Une confirmation. Le Pen monte, Sarkozy chute.

A quatorze mois de la présidentielle, Marine Le Pen arriverait en tête au premier tour dans tous les cas de figure, quelque soit le candidat socialiste, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi.

La seule différence avec le précédent sondage étant que la candidature de Dominique Strauss-Kahn provoquerait l'élimination de Nicolas Sarkozy au premier tour. En outre, la dirigeante du FN gagnerait un point, à 24%, face au "*patron*" du FMI ou à l'ancien Premier secrétaire du PS, François Hollande.

Selon l'enquête diffusée lundi soir, Marine Le Pen (24%) devance Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI (23%), ainsi que Nicolas Sarkozy, en troisième position avec 21%.

Dans un second scénario, Marine Le Pen obtient également 24% des intentions de vote, devant Nicolas Sarkozy (21%) et François Hollande pour le PS (20%).

"*Je n'ai pas besoin d'un sondage par ailleurs douteux (...) pour savoir que la présidentielle de 2012 va être difficile*", a déclaré François Fillon.

Le président de Harris Interactive, Jean-Daniel Lévy, s'est défendu sur Europe 1 d'avoir voulu "*faire un coup*".

"*Sortir une donnée comme cette donnée demande une vraie responsabilité et si nous l'avons fait, c'est parce qu'en âme et conscience, nous étions persuadés que le fait d'avoir Marine Le Pen à 23% était le reflet absolu de ce qui se passe aujourd'hui dans l'opinion*", a-t-il dit. (Reuters 07.03)

1.2- Une seconde confirmation. Toujours plus bas et massivement rejeté.

Nicolas Sarkozy a chuté de 6 points pour atteindre 32% en mars, soit son plus bas niveau pour cet institut depuis son accession à l'Elysée, selon un sondage LH2 pour le NouvelObs.com diffusé lundi.

Nicolas Sarkozy perd 10 points auprès des 65 ans et plus et des catégories les plus aisés, ainsi que 7 points auprès des retraités et 3 points chez les sympathisants de l'UMP. (Reuters 07.03)

Ne cherchez pas pour qui ils vont voter : FN !

1.3- Une troisième confirmation. Un psychopathe au sommet de l'Etat.

Des journalistes de Marianne, Maurice Szafran, directeur du magazine, et Nicolas Domenach, journaliste politique, signent [Off] Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire "qui retrace vingt années d'entretiens confidentiels avec le président".

Selon les extraits publiés par Marianne, on découvre un Sarkozy qui "*a le jugement souvent expéditif*". Aux yeux du président de la République, on passerait vite pour des "*nuls*", des "*médiocres*", des "*connards*".

Les deux journalistes révèlent que Nicolas Sarkozy a longtemps considéré le nouvel homme fort du gouvernement Alain Juppé comme un "fou".

Ainsi, quand le maire de Bordeaux a appelé Nicolas Sarkozy pour le féliciter pour sa nomination au ministère de l'Intérieur et lui dire qu'il était désolé qu'il ne soit pas promu à Matignon, ce dernier a "explosé de rage".

"Tu es complètement malade. C'est toi qui m'as poignardé dans le dos, et maintenant tu viens me présenter des condoléances !", aurait-il dit à Alain Juppé.

"Juppé, c'était pour lui désormais la figure paroxystique du technocrate devant lequel il se jurait de ne plus faire de complexe. 'Il leur manque une case', nous disait-il. Ces mabouls' ont perdu le contact avec la réalité", racontent les deux journalistes de Marianne.

Autre épisode croustillant à lire dans Off : nous sommes en 1995, après l'élection de Jacques Chirac, Sarkozy (qui avait soutenu Edouard Balladur) s'estime persécuté par Alain Juppé. "Du délire, s'indignait encore Sarkozy quinze jours après (l'élection présidentielle, ndr). Ce malade avait même tourné le dos à Cécilia avant de s'enfermer dans une loge jusqu'à ce que je m'en aille'. Le maire de Neuilly n'en doutait pas : 'Il a perdu les pédales, il veut me tuer'".

"Au fond, il a peur de moi. Il veut me tuer, consciemment ou inconsciemment", aurait encore confié le chef d'Etat aux journalistes.

Dominique de Villepin n'est pas épargné non plus par Nicolas Sarkozy. D'après Maurice Szafran, Nicolas Sarkozy aurait aussi dit à une époque de Dominique de Villepin : "il est fou" car il considérerait que le CPE (contrat première embauche) était "une folie politique absolue", a expliqué l'auteur du livre sur Europe 1.

Et tout le monde a droit à son petit qualificatif cash et féroce : Chirac est "con", Fillon est "mou", Raffarin une "serpillière".

Szafran et Domenach racontent aussi une hallucinante interview d'un Sarkozy... torse nu dans les jardins du ministère de l'Intérieur. (Lepost.fr 07.03)

Et après ils oseraient nous attaquer en diffamation parce qu'on les traite de tous les noms... Ou encore qu'ils sont les seuls à pouvoir gouverner et que les travailleurs n'en seraient pas capables ? Foutaise, renvoyez-moi tout cela au musée des antiquités et plus tôt sera le mieux ! Faisons table rase du passé dit la chanson...

2- Etats-Unis. Obama donne satisfaction aux républicains.

L'administration Obama a levé lundi la suspension des nouveaux procès de détenus devant les tribunaux militaires de Guantanamo et a mis en place un processus de maintien en détention de ceux qui n'ont pas fait l'objet d'inculpations.

Le président Barack Obama a dit avoir ordonné au département de la Défense d'annuler un décret qui suspendait la présentation de nouveaux chefs d'inculpation aux tribunaux militaires du camp. Le président avait fait suspendre les nouveaux procès à la prison militaire début 2009, peu après son entrée en fonctions.

Obama a également signé lundi un décret autorisant le maintien en détention de certains prisonniers de Guantanamo qui n'ont été ni inculpés, ni jugés coupables ni désignés pour un transfert mais qui sont considérés comme une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis.

La Maison blanche a fait savoir qu'Obama restait déterminé à fermer la prison de Guantanamo à terme, sans toutefois avancer de date.

La prison de la base militaire installée sur l'île de Cuba compte encore 172 détenus dont une trentaine sont censés être traduits en cour d'assises ou en cour martiale. L'opposition républicaine a fait pression pour que les procès aient lieu à Guantanamo. (Reuters 07.03)

Ce serait intéressant de ressortir les articles parus juste avant et après son élection... L'impérialisme américain se crispe, aurait-il par hasard des raisons de s'affoler avec ce qui est en train de se passer en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ? On y reviendra plus tard.

Social.

Les généreuses intentions de la FAO (l'ONU) envers les femmes.

Quelque 925 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2010, a annoncé lundi l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, souligne que mettre fin à la discrimination contre les femmes dans l'agriculture est nécessaire pour faire reculer la faim dans le monde. "*L'égalité des sexes n'est pas simplement un idéal noble, c'est également crucial pour le développement agricole et la sécurité alimentaire*", a-t-il déclaré.

Les femmes représentent 43% en moyenne de la main d'oeuvre agricole dans les pays en développement, selon le rapport de la FAO publié à Rome à la veille de la journée internationale de la femme. (AP 07.03)

Quelle noble intention anime la FAO envers les femmes ! Voyons de plus près ce qu'il en est vraiment dans un pays en développement comme ils disent, l'Inde où je vis depuis plus de 18 ans.

Les négriers, des grands exploitants agricoles aux patrons d'entreprises en passant par les simples boutiquiers, ont bien compris le profit qu'ils pourraient tirer du travail des femmes qu'ils exploitent à la place des hommes en leur versant des salaires souvent inférieur de 50% à celui des hommes, voire davantage encore, cela va parfois du simple au double.

Ce qui explique par exemple qu'à Pondichéry ils emploient des jeunes femmes de préférence chaque fois que les postes de travail le permettent, dans la quasi totalité des commerces, dans les stations services ce sont elles qui vous servent l'essence, les hommes remplissent la fonction de caissier, idem dans l'industrie, les postes de travail pénibles sont réservés aux femmes que les hommes surveillent ou commandent.

Autre avantage à employer des femmes : elles sont jeunes, elles ne sont pas toujours majeures, main d'oeuvre sans défense taillable et corvéable à merci, payée avec un lance-pierres et traitées comme des domestiques ou des esclaves qui baissent la tête en présence de leur patron, c'est ainsi que les hommes traitent le plus souvent leurs propres épouses, disons dans 99% des cas, les patrons savent qu'elles se marieront rapidement, c'est une quasi-obligation en Inde sinon pas un homme ne voudra d'elles après 25 ans, trop vieilles, pas sûr qu'elles soient encore vierges, tout juste bonnes à la casse ou à faire le tapin, du coup le turnover est exceptionnel et pour ainsi dire naturel, automatique, sans conflits sociaux, quelle aubaine pour les patrons qui les remplaceront par de nouvelles employées payées au salaire minimum et ainsi de suite...

Quant à l'emploi de femmes plus âgées, en échange d'un aménagement de leur temps de travail qui leur est généreusement accordé pour tenir compte de leur rôle de mère de famille, elles doivent accepter des salaires inférieurs de 50% ou davantage à ceux des hommes, c'est le cas de ma belle-soeur Tamayendi qui travaille dans une usine qui fabrique des savons. Au départ c'était des entreprises coréennes ou japonaises qui s'y étaient mises, depuis une dizaine d'années les patrons indiens ont compris quel formidable profit ils pourraient tirer de la main d'oeuvre féminine. Dans de nombreuses usines, le personnel est féminin à plus de 90%, seuls les postes d'encadrement sont occupés par des hommes. Aux champs, rien de changer, ce sont toujours les femmes qui constituent l'essentiel de la main d'oeuvre.

Finalement, plus une activité nécessite de main d'oeuvre, plus les femmes seront nombreuses, non pas que le rapport entre les hommes et les femmes leur serait favorable dans la société, c'est plutôt le contraire en réalité, disons que leur rôle polyvalent dans la société d'épouse et de mères d'un côté, et de femmes travailleuses de l'autre, s'accommode assez bien de la conception de l'employée jetable qu'affectionnent les patrons qui sont de véritables esclavagistes des temps modernes, et si je généralise volontairement, c'est parce que cela correspond à la triste réalité que vivent ces femmes.

Economie.

1- France.

1.1- Racket

Jamais l'essence n'aura coûté si cher. Certains des prix du carburant ont atteint lundi leur record historique à la pompe, où le sans-plomb 95 se vend désormais à un peu plus de 1,50 euros le litre. Le litre de sans-plomb 98, lui, atteint 1,54 euros.

Reste le gazole, le carburant préféré des Français (78 % de la consommation) : il atteint 1,35 euros au litre. (20minutes.fr 07.03)

1.2- On brade... les caisses de l'Etat sont vides !

L'État, qui détient 60 % des aéroports de province, lancera au printemps l'ouverture du capital de ceux de Lyon, Toulouse, Bordeaux et Montpellier. L'opération sera finalisée en décembre.

Les aéroports de province sont détenus à 60 % par l'État, à 25 % par les chambres de commerce et à 15 % par les

collectivités territoriales. (Lefigaro.fr 07.03)

2- Grèce. Chantage.

L'agence de notation Moody's a dégradé à nouveau lundi la note de la Grèce passant de B1 à Ba1, craignant que Athènes qui a obtenu une aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) soit contrainte de restructurer sa dette déjà importante. (AP 07.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars

Pressé par le temps pour satisfaire des obligations administratives urgentes, bien que j'aie reçu un courriel d'un militant qui l'a beaucoup apprécié, je crois que j'ai un peu saboté la fin de ma causerie d'hier consacrée aux inégalités salariales entre hommes et femmes. Au choix, un complément ou un rectificatif.

Il était beaucoup plus facile de répondre de façon plus cohérente à la question que je posais hier. Quand dans un couple ou une famille l'un des deux travaille et perçoit un salaire, l'autre qui demeure au foyer devrait recevoir l'équivalent d'un salaire des allocations familiales ou de l'Etat en échange des différentes responsabilités et tâches qu'il ou elle effectue, afin de garantir l'équilibre et le bien-être de chaque membre de la famille tout en ayant les moyens de satisfaire ses aspirations. Cela tout au long de la vie, en sachant que rien n'est figé et que l'un peut prendre la place de l'autre, l'homme ou la femme, et qu'eux seuls doivent en décider librement.

La revendication d'un salaire pour la femme (ou l'homme) au foyer a été évoquée timidement à différentes époques je crois me souvenir, pour être aussitôt abandonnée et classée parmi les revendications utopiques ou impossibles à soutenir, donc à satisfaire puisque incompatible avec le capitalisme. Pourquoi ne pas la remettre sur le tapis en l'étendant aux hommes, ne correspondrait-elle pas à un besoin réel et urgent compte tenu que les rapports familiaux (notamment) sont en train de se déliter dangereusement ? Comment se fait-il que personne n'y pense (à ma connaissance) ? Où ont-ils tous la tête ? Dans le sable ou tournée vers le passé, mais certainement pas vers le futur.

Trois sujets en bref.

1- Ils parlent d'augmenter la TVA à 5% ou dite réduite qui concerne les produits alimentaires histoire d'appauvrir un peu plus les plus pauvres. Mais saviez-vous que les transactions sur les chevaux de course, les chevaux d'agrément ou encore les poneys, qui comme chacun sait concernent les couches les plus défavorisées de la population, bénéficient également de la TVA à 5%. Bruxelles veut y mettre un terme pour appliquer la TVA à taux plein, à Neuilly, Deauville ou Chantilly l'aristocratie en est toute retournée !

2- Qui exploite le pétrole ? Des multinationales cotées en bourse. Qui détient les actions de ces multinationales ? Des millionnaires ou milliardaires en dollars ou euros.

Qui spéculer sur l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes.

Qui profite de l'augmentation du cours du pétrole ? Les mêmes. Ajoutons les Etats producteurs de pétrole.

La chose est entendue, n'est-ce pas ? Les multinationales augmentent leurs marges par le biais de cette augmentation. Sauf pour le gouvernement :

Fillon " a demandé à la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, de vérifier que les entreprises pétrolières ne profitaient pas de l'envolée des cours du baril pour augmenter leurs marges." (20minutes.fr 08.03)

3- Plénel Mélenchon même combat : la tête dans le sable quand quelque chose les dérange ! Ou les enfonceurs de portes ouvertes ou encore, une affaire qui n'en est pas une, une petite dernière : quand les populistes feignent de découvrir... une pratique courante pour faire parler d'eux, leur seul moyen d'exister, le même que la classe dominante pour le reste, tirer profit de l'ignorance populaire.

LeMonde.fr d'hier précisait : "Les personnes interrogées par Harris Interactive pour ces deux sondages parus dans le Parisien ont été "payées", affirme Mediapart mardi 8 mars. L'institut rétorque qu'il s'agit d'une simple "incitation", comme en promettent la plupart des sondages en ligne."

Parole d'internaute.

- Comme c'est drôle ! Habituellement on ne remet pas en cause les sondages ; mais cette fois ci, c'est différent... Les résultats ne convenant pas à nos classes politiques classiques, on a en demandé un autre ! Résultat idem, sinon pire pour eux ! Alors maintenant, ils critiquent la méthodologie du sondage, le fait qu'il ait été rémunéré (comme tant d'autres d'ailleurs...) mais oublient que même dans ce cas les sondés n'ont pas été rémunérés sur leurs réponses pour le FN ! Ridicules, ils sont tous ridicules avec leurs réactions. Ils feraient mieux de se rendre à l'évidence et de faire leur méa culpa ; Mais au moins cette fois ci ils ne pourront pas dire "qu'ils n'ont rien vu venir"... !

Politique.

1- France

1.1- Faisons preuve de davantage de subtilité... De la persévérance bien sûr, mais de la finesse aussi... pour arriver à nos fins.

Le gouvernement français a renoncé mardi à étendre dans l'immédiat la déchéance de nationalité aux auteurs de certains crimes graves, une mesure figurant pourtant dans un projet de loi sur l'immigration.

"La majorité doit rester soudée. Si on se divise, le texte ne sera pas voté et le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, n'aura pas les moyens de lutter contre l'immigration clandestine", a mis en garde François Fillon. "Ne nous privons pas de moyens d'intervention efficaces."

Devant l'Assemblée, le nouveau ministre de l'Intérieur Claude Guéant a toutefois estimé que cette disposition pourrait être intégrée *"dans un texte plus général sur la question éminemment importante de la nationalité française"*.

Il a souhaité que la mission d'information sur la nationalité trouve *"une traduction législative appropriée dans les meilleurs délais"*. (Reuters 08.03)

1.2- Dictature en marche, la remise en question de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance (déjà très relative) de la justice.

Jean-François Copé a lancé mardi le débat sur la justice et l'application des peines à la Maison de la chimie, à Paris.

Plusieurs intervenants ont répondu à l'invitation du patron de l'UMP tels que Rachida Dati, ex-ministre de la Justice, l'avocat Philippe Bilger ou encore Christian Marquès, du syndicat FO pénitentiaire...

"Après la tragédie de Pornic et le meurtre de la petite Laetitia dans des conditions épouvantables, il faut agir", lance le député-maire de Meaux à la salle archi-comble, essentiellement composée de quinquagénaires. Pour "mieux assurer la sécurité des Français", Jean-François Copé propose une mesure-phare : "Le parquet, le procureur doit assumer l'entière responsabilité de l'exécution des peines." Cette responsabilité est actuellement assurée par le juge d'application des peines, lequel n'est pas soumis hiérarchiquement au pouvoir exécutif. Le patron de l'UMP plaide aussi pour "supprimer les réductions de peine automatiques", accélérer la construction de places de prison ou encore généraliser le port du bracelet électronique chez les délinquants récidivistes. Autant de mesures à intégrer dans le programme du candidat de la majorité afin de "restaurer la confiance" des Français dans la justice. (Lepoint.fr 08.03)

L'UMP est aux abois, alors Copé dérape et produit un faux quand il dit lors de ce "débat" nauséabond : *"Marine Le Pen propose la peine de mort pour tous les trafiquants. Qui, dans cette salle, peut dire que son enfant n'a jamais consommé de la drogue ou dealé ? Eh bien Marine Le Pen veut la peine de mort pour cet enfant"*. Et de conclure : *"Quand on vote FN, on vote pour une présidentiable. Alors, à quinze mois de la présidentielle, je vous dis qu'il faut voter pour des hommes et des femmes responsables."*

Un internaute (infréquentable) précise que *"Marine Le Pen a proposé un référendum sur la peine de mort et concernant la drogue, elle a parlé de "gros trafiquants" et de "meurtriers récidivistes"... Qui mériteraient au moins la prison à vie sans remise de peine..."* et non de petits dealers ou de consommateurs.

Il a encore fallu que le syndicat FO se fourvoie en apparaissant au côté de Copé, sans doute pour convaincre une assistance acquise aux thèses racistes, xénophobes ou anti-jeunes de l'UMP et du FN.

1.3- Jetez-les à la mer ! Faisons le boulot du FN !

"Il faut rassurer les Français sur toutes les migrations de populations qui viendraient de la Méditerranée. Après tout remettons-les dans les bateaux!" a déclaré l'ancienne porte-parole de l'UMP à la presse dans les couloirs de l'Assemblée.

"Le temps n'est plus à la parole mais aux actes et aux décisions" a ajouté Chantal Brunel. "Marine Le Pen n'a aucune solution à proposer. Nous, on doit montrer qu'on a des solutions" a-t-elle ajouté. "On doit assurer la sécurité en France et rassurer les Français" a-t-elle conclu. (Lepost.fr 08.03)

2- Libye.

Les insurgés libyens ne poursuivront pas Mouammar Kadhafi pour les crimes qu'il a commis à condition de quitter le pouvoir dans les prochaines 72 heures, a annoncé mardi le président du Conseil national libyen (CNL, rebelle).

"S'il quitte (...) la Libye dans les 72 heures et met un terme aux bombardements, nous nous abstiendrons de le poursuivre pour crimes", a déclaré à la télévision qatarie Al Djazira Moustafa Abdeldjeil, ancien ministre de la Justice passé dans le camp des insurgés.

L'ancien ministre, qui s'exprimait à la mi-journée, a souligné que cet ultimatum ne serait pas prolongé au-delà des 72 heures. (Reuters 08.03)

Les forces loyales à Moammar Kadhafi ont continué à pilonner mardi les rebelles à coups de tirs de roquettes et de frappes aériennes à Ras Lanouf, pour tenter d'empêcher leur progression vers Tripoli. Au moins 26 personnes, selon des médecins, ont été blessées, dont certaines grièvement. Un immeuble a été endommagé par un raid, le premier à toucher une habitation.

D'après un témoin qui a requis l'anonymat, chars et véhicules de combat parcouraient la localité de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) et tiraient sur des habitations tandis que l'électricité, le téléphone et Internet étaient coupés. "La ville est en ruines", a-t-il dit à l'AP après avoir réussi à quitter Zaouia et à gagner un secteur lui permettant d'utiliser son téléphone mobile. "Certains bâtiments ont été entièrement détruits", "il y a de nombreux blessés mais les hôpitaux vont se trouver à court d'approvisionnements".

Sur un autre front, l'aviation libyenne a mené au moins cinq raids aériens dans la journée près de positions rebelles dans le port pétrolier stratégique de Ras Lanouf (620km à l'est de Tripoli). Les forces pro-Kadhafi ont aussi tiré des roquettes sur les opposants. Au moins 26 blessés, dont certains gravement touchés, ont été transportés à l'hôpital de la ville, selon des médecins sur place.

Le régime Kadhafi recourt chaque jour davantage à la force aérienne, soulignant du même coup la vulnérabilité des rebelles, qui tentent d'avancer en terrain découvert vers la capitale le long de la côte méditerranéenne. (AP 08.03)

3- Yémen.

La police yéménite a ouvert le feu sur des manifestants, mardi à Sanaa, faisant une cinquantaine de blessés, dont trois graves, rapportent des témoins. (Reuters 08.03)

Une émeute a éclaté dans une prison de la capitale yéménite Sanaa, où environ 2.000 détenus se sont joints au mouvement d'opposition appelant au départ du président Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, selon une source des services de sécurité.

L'émeute a éclaté lundi soir. Les prisonniers ont incendié des matelas, occupé la cour de la prison et pris une dizaine de gardiens en otage, précisait-on de même source.

Les gardiens ont fait usage de gaz lacrymogènes et ont tiré en l'air, sans parvenir à ramener le calme. Plusieurs prisonniers ont été blessés, selon cette source. La sécurité a été renforcée autour de la prison.

Des femmes se sont jointes à une manifestation mardi dans la ville portuaire d'Aden (sud), où un jeune a été grièvement blessé par balle à la tête lors d'un rassemblement lundi.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont également descendues dans la rue dans des villes de la province méridionale d'Ibb, appelant les autorités à traduire en justice les auteurs d'une attaque contre des manifestants dimanche qui a fait un mort et 53 blessés. Des appels à manifester ont été lancés dans tout le Yémen pour soutenir les revendications des manifestants d'Ibb.

Dans la province de Dhamar (sud-est), des milliers de protestataires ont réclamé mardi le départ du président Saleh. D'importantes manifestations avaient également lieu dans la province montagneuse de Shabwa et dans les provinces d'Hadramawt

et Taz.

Par ailleurs, pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation au Yémen, des graffitis hostiles au président Saleh ont été découverts dans son village natal de Sanhan, aux portes de Sanaa. La police a annoncé avoir ouvert une enquête pour tenter de découvrir les auteurs du slogan "le peuple veut que le régime se retire", peint sur les murs de la localité. (AP 08.03)

4- Oman.

Plus de 150 manifestants se sont rassemblés mardi devant le siège de la télévision publique dans le sultanat d'Oman afin de demander plus de liberté pour la presse. Lire la suite l'article

La manifestation pacifique s'est déroulée à Mascate, la capitale de cet Etat situé au sud de la péninsule arabique. (AP 08.03)

5- Koweït.

Un millier de manifestants se sont rassemblés mardi devant le principal bâtiment gouvernemental de la capitale Koweït, pour réclamer des réformes politiques et davantage de liberté.

Aucun incident n'a été signalé lors de la manifestation sous la surveillance des forces de sécurité, qui ont bouclé la place Safat dans le centre de Koweït. Une mise en garde à l'adresse des protestataires, dont l'un des slogans est: "*Partez! Nous méritons mieux!*". "*Un nouveau pays avec un nouveau Premier ministre*", lisait-on également sur des banderoles.

Il s'agit des premiers rassemblements au Koweït depuis les soulèvements dans le monde arabe. Mais ce pays du Golfe, aux importantes ressources pétrolières, a déjà connu par le passé des manifestations.

Le Parlement le plus puissant de la région se trouve au Koweït et les députés de l'opposition ont ouvertement bataillé contre le système au pouvoir. Le Premier ministre, Cheikh Nasser Al Mohammed Al Sabah, a failli chuter par deux fois lors de motions de censure.

En février, la police koweïtienne avait fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui réclamaient l'obtention de la nationalité koweïtienne et les bénéfices qui l'accompagnent. (AP 08.03)

Social.

Espagne.

Les employés de la compagnie publique chargée de la gestion des aéroports espagnols ont appelé mardi à 22 jours de grève durant la haute saison touristique pour protester contre un projet de privatisation partielle.

Selon le préavis déposé auprès de ministère du Travail, le personnel se mettrait en grève le 20 avril jusqu'au dimanche de Pâques. D'autres jours de grève sont prévus en mai, juin, juillet et août. Le document précise qu'il reste "assez" de temps pour négocier et éviter la grève, selon Cesar Revuelta, un représentant syndical d'AENA.

M. Revuelta explique que les employés craignent notamment des réductions de salaire avec la privatisation partielle. (AP 08.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mars

Pas le temps de vous proposer la causerie que j'avais commencé à préparer ce matin, ce sera pour demain. J'ai encore eu des problèmes avec le serveur situé en Inde (Tata), j'ai dû attendre le début de l'après-midi pour accéder aux dépêches de presse. De plus j'ai passé la moitié de la matinée à des formalités administratives dans un pays réputé pour avoir l'une des pires bureaucratie du monde, mes nerfs sont mis à rude épreuve ! Et demain matin rebelote. Dernière chose, j'ai retiré de l'argent pour m'équiper d'un portable et un autre modem dans les jours qui viennent, en espérant que cela permettra de régler tous mes problèmes et de vous proposer un meilleur service.

J'ai reçu un courriel d'un camarade qui a adressé mon article sur le FN à un de ses collègues de la CGT qui lui a répondu : "*L'article sur le FN est remarquable de justesse.*". Je ne sais pas si je suis autorisé à publier le contenu de son courriel qui ne

manque pas d'intérêt et dans lequel il aborde cette question sous un autre angle. Au camarade de me répondre puisqu'il se connecte tous les jours sur le site, bien à toi en passant.

Lu dans le IO n° 139 paru hier.

Que pensez-vous de la dernière campagne dont les dirigeants du POI ont accouché "*non à la réforme constitutionnelle*" ? Personnellement je suis contre et j'expliquerai pourquoi demain. En deux mots, si nous ne préférons pas la Constitution de la Ve République au projet de Constitution européenne rejeté en mai 2005 contrairement à D. Gluckstein, nous ne préférons pas davantage la Constitution de la Ve République à ce qu'elle pourrait devenir demain une fois cette "réforme" réalisée, désolé, nous ne nous reconnaissons dans ni l'une ni l'autre. Il mérite bien la caractérisation que j'en ai donné récemment.

Mieux, le POI continue d'entraîner les travailleurs et les militants à s'adresser à la vermine qui soutient le régime "*au conseiller sortant PRG et au maire PS* de la Charente et de la Rochelle. Ils tiennent absolument à les réhabiliter ou à les légitimer.

Question : comme la Constitution ?

Mieux encore, saviez-vous qu'il existait des "*municipalité(s) communiste(s)*" en France, sans guillemets ? Ah mais où avais-je la tête, les élus du PCF sont des communistes, et nous, nous sommes quoi au juste, peut-être des arrières petits-enfants du Petit Père des Peuples qui s'ignorent ou de vulgaires gauchistes ? Question : ne tenteraient-ils pas de réhabiliter cette saloperie stalinienne ? C'est quand même marrant l'intérêt que ces dirigeants du POI portent aux staliniens et aux réformistes qui ne sont pas vraiment proches de l'avant-garde de la classe ouvrière ou qui sont carrément étrangers au mouvement ouvrier, et le mépris qu'ils témoignent envers tous les militants avec lesquels ils partagent en principe la même cause mais qui ont des désaccords avec eux, cherchez l'erreur.

A propos des droits des femmes c'est encore plus consternant, ils n'ont retenu que la remise en cause par l'UE de l'assurance automobile à un tarif préférentiel pour les femmes, sans avancer la moindre proposition évidemment, sauf rompre avec l'UE...

Pas un mot sur la question du FN dont tout le monde parle, ce n'est pas nous qui avons décidé d'en parler, on nous a imposé ce sujet et nous y avons répondu en prenant nos responsabilités, à croire qu'au POI ils ne sont pas plus à l'aise pour en parler que dans tous les autres partis. Aurait-ils quelque chose à se reprocher par hasard ? Mais non, mais non, ne changez rien, vous êtes parfaits comme vous êtes.

Politique.

1- France.

Cynisme et mépris. Du "*sang-froid*" il en faut pour faire le sale boulot.

Mardi, lors d'une visite dans le Morbihan, Nicolas Sarkozy, "*il faut du sang-froid*", a-t-il déclaré.

Selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale Fillon a déclaré "*Il faut toujours garder son sang-froid*".

Jean-François Copé, a également lancé le mot magique au Forum de Radio J, en appelant sa famille politique à "*garder son sang froid*".

"*Il faut savoir garder son sang-froid*" avait lancé le même jour le ministre du travail, Xavier Bertrand, dans Le Parisien. (Lepost.fr 09.03)

2- Turquie. Encore un Etat fréquentable.

Les incarcérations de Nedim Sener et d'Ahmet Sik sont-elles celles de trop? Connus pour avoir dénoncé les tentatives de coup d'État au sein de l'armée et leur plume antigouvernementale, ces deux journalistes ont été placés en détention dimanche pour «appartenance à une organisation terroriste». Accusés d'avoir participé à un complot pour chasser du pouvoir les islamo-conservateurs, ils rejoignent la cohorte de militaires, mafieux, hommes d'affaires ou journalistes actuellement emprisonnés dans le cadre des affaires «*Ergenekon*» et «*Masse du forgeron*». Leur arrestation suscite un tollé chez leurs confrères et les adversaires du Parti de la justice et du développement (AKP) en place, qui dénoncent la mise en place d'«*une République de la peur*». La confusion gagne également les Turcs qui, jusqu'à présent, soutenaient les procès en cours et s'alarment désormais d'une dérive de la justice.

Pris à partie, le premier ministre a réfuté toute velléité de «*bâillonner la presse*». «*Les inculpations de journalistes n'ont rien à voir avec le gouvernement*», a déclaré mardi Recep Tayyip Erdogan, répétant qu'il fallait laisser la justice faire son travail. Dans

un communiqué, le procureur qui a ordonné les mises en détention a assuré qu'elles étaient motivées par «des preuves» et non par leurs écrits. Mais les raisons de l'arrestation des deux journalistes, difficilement soupçonnables d'accointance avec les forces criminelles nichées dans l'appareil étatique, restent pour le moins obscures. Nedim Sener avait récemment publié un livre dans lequel il accuse la police de complicité dans l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, en 2007. Ahmet Sik est un des journalistes qui ont révélé les plans fomentés par les militaires en 2003-2004 pour renverser Erdogan.

Pour leur comité de soutien, les deux hommes ont en commun de critiquer la puissante confrérie musulmane de Fetullah Gülen. Selon ses détracteurs, le mouvement contrôle désormais la police et est de plus en plus influent au sein de la justice. Alors qu'il était emmené par les policiers, Ahmet Sik a désigné la communauté religieuse: «*Qui s'en approche trop s'y brûle.*» Il s'apprêtait à publier une enquête consacrée à son infiltration dans les services de sécurité.

Ce n'est pas la première fois que les adeptes de l'imam Gülen, installé aux États-Unis, sont accusés d'embastiller leurs opposants. Hanefi Avci, un ancien chef de la police, a publié l'été dernier un ouvrage dans lequel il dénonce le noyautage des forces de l'ordre par les gülenistes. Il est en prison depuis cet automne.

Même des intellectuels sympathisants de la cause de Fetullah Gülen se préoccupent de la tournure prise par les événements, tel Mustafa Akyol qui craint un «*risque de maccarthysme*». La suspicion a gagné le palais présidentiel de Cankaya. Ainsi, un proche d'Abdullah Gül, le chef de l'État, est persuadé que la confrérie a ordonné les arrestations et qu'elle est devenue incontrôlable. (Lefigaro.fr 09.03)

Social.

1- France.

1.1- Un appel qui rencontre un franc succès.

Des enseignants - 250 selon les organisateurs, 100 selon la police - se sont rassemblés mercredi en début d'après-midi devant la Sorbonne à Paris pour protester contre la suppression de postes dans les collèges et lycées d'Ile-de-France.

Trois syndicats de la FSU (première fédération de l'Education) avaient appelé les enseignants à ce rassemblement régional.

Ils entendaient protester contre les conséquences de ces suppressions de postes : "*augmentation conséquente du nombre d'élèves par classe, suppression des cours à effectifs réduits*", "*augmentation des heures supplémentaires*" pour les enseignants et, dans certains cas, suppression d'options.

Un collectif de 25 organisations, dont les principaux syndicats d'enseignants, la FCPE (parents d'élèves), l'UNL et la FIDL du côté des lycéens, appelle à des manifestations dans toute la France le 19 mars pour dénoncer les suppressions de postes. (Libération.fr et AP 09.03)

1.2- Le parquet et le Palais complices des voyous de la finance.

Les enquêtes financières "*sont en danger à Paris*", a estimé mercredi l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), précisant que les effectifs du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris ne cessent de diminuer.

Le ministère de la Justice "*réduit significativement les moyens humains et matériels des enquêtes*" financières menées à Paris, affirme l'AFMI dans un communiqué. Selon l'association, les juges d'instruction qui étaient au nombre de 23 en 2009 ne sont plus que 18 aujourd'hui. Quant aux membres du parquet, leur effectif est passé de 23 à 21 sur la même période.

Cette baisse des effectifs touche également les assistants spécialisés. De dix à l'ouverture du pôle financier en 1998, il ne sont plus que quatre, selon ce communiqué.

Depuis plusieurs années, le nombre d'informations judiciaires, c'est-à-dire des enquêtes conduites par des juges d'instruction, n'ont cessé de diminuer au profit d'enquêtes préliminaires, dirigée par le parquet. (AP 09.03)

1.3- Comment tirer profit de la crise du logement. En toute légalité bien sûr.

L'annonce est parue il y a quelques jours sur un site immobilier: propriétaire recherche locataire pour une studette meublée de 9m2 dans un quartier étudiant de la capitale avec kitchenette équipée, douche et WC sur le palier. Le tout pour 740 euros par mois, charges comprises.

«*Les micro-logements non meublés, de 12m2 ou moins, se louent 50% plus cher au m2 que les appartements de 4 ou 5 pièces.*»

Ce constat se vérifie partout, à Paris, Lille, Marseille et dans d'autres villes de France», explique à 20minutes.fr Michel Mouillart, professeur d'Economie à l'Université Paris X et auteur de l'étude.

Dans Paris intra-muros, une studette de 12m2 ou moins se louait ainsi en moyenne 32,8 euros le m2 l'année dernière, contre 24,7 euros/m2 pour un studio 1 pièce et 19 euros/m2 pour les 4 pièces. (20minutes.fr 09.03)

2- Grèce.

Le taux de chômage en Grèce a augmenté en décembre, passant à 14,8%, a annoncé mercredi l'Autorité statistique grecque. (AP 09.03)

Economie.

Guinée.

Le président guinéen Alpha Condé a annulé un contrat signé avec le groupe français Getma International pour la gestion du terminal de conteneurs du port de Conakry.

M. Condé a annoncé à la télévision publique mardi soir que son gouvernement mettait fin à ce contrat de 25 ans, qui avait été signé par son prédécesseur. Il a également dit son intention de réexaminer tous les contrats qui ne sont pas bénéfiques à son pays. (AP 09.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars

J'ai corrigé le lien vers les articles de presse de mars :

- Mars du 1er au 11 - au format pdf (54 pages)

Le courriel d'un militant de la CGT qu'un camarade m'a transmis avant-hier. Je n'ai plus le temps de le commenter.

"L'article sur le FN est remarquable de justesse.

Les luttes de 2009 et 2010 mettaient en cause de façon plus ou moins conscientes l'Union européenne, l'euro et les institutions. Seule, de tous les candidats envisagés, Marine Le Pen prend bille en tête ces questions à bras le corps. De plus, le FN est un parti utilisé par les autres (notamment pour le vote utile qui favorise la bipolarisation) mais il n'est pas ressenti comme ça. Il est ressenti comme un parti à part. Et comme tous les autres partis sont mis dans le même sac, le FN devient la solution. Après on peut évidemment dire (en raccourci comme je l'ai fait) d'aller étudier son programme sur internet qui n'a rien de social, il n'empêche que c'est un parti qui devient populaire.

On peut quand-même faire remarquer aux gens que sur les retraites, que sur les privatisations et les luttes en général, le FN s'est fait discret, on ne l'a pas entendu. Et ce serait bizarre qu'un parti qui ne reconnaissait pas les luttes serait une solution aujourd'hui pour l'aboutissement de celles-ci."

Le même camarade de la CGT a envoyé un autre courriel à mon contact à propos de la lettre de Thibault.

"Sacré Nanard !

Je viens de recevoir cette lettre de Bernard Thibault adressée aux organisations de la CGT (pièce jointe).

Sacré Nanard, voilà qu'il passe son temps à diaboliser le FN au lieu de chercher à comprendre quels facteurs favorisent sa popularité !

Décidemment, cette invention de François Mitterrand, le FN médiatisé, sert à toutes les sauces.

C'est tout bon pour le bipolarisation (le vote utile) chère aux institutions de la Ve république.

Admirez la phrase : "Cet entrisme dans les syndicats a clairement pour objectif d'en faire des marchepieds au service d'une stratégie politique". Comme si c'était nouveau. Comme si, les syndicats (et pas seulement eux) n'étaient pas l'objet d'influences politiques. La CGT, pour ce qui la concerne, ayant souvent été dénigrée pour ça.

Si la CGT (et Bernard Thibault) se préoccupaient plus des conditions sociales et ne mettait pas un voile sur les luttes de 2009 et 2010 en essayant de faire croire à un hypothétique changement en 2012 (que personne ne croit), peut-être que le FN aurait moins la cote ?

Le FN est opportuniste. Il est le seul parti qui prend bille en tête (au niveau des discours) les préoccupations de la population : UE, euro, salaire, travail, indépendance, auxquelles il ajoute la haine de l'autre pour tenir ses propres troupes. Le FN occupe un créneau que toutes les autres formations engluées dans la gestionnisme n'osent pas occuper. Elles préfèrent se positionner pour des postes gouvernementaux pourtant illégitimes puisqu'ils appliqueront un traité européen refusé majoritairement par les électeurs en 2005 et des mesures refusées par la population et ses luttes de 2009 et 2010.

A président et gouvernement illégitimes, il reste à répondre à la tunisienne. Apparemment, Bernard Thibault ne semble pas vouloir prendre le chemin. Et si nous lui forcions la main ?"

Commentaire très bref.

Nanard, que je traduirais dans le langage populaire par navet, car je n'admets pas les familiarités envers cette vermine, même ironiques, que voulez-vous je suis bourré de vieux principes.

Ce n'est pas trop que les partis ouvriers n'aborderaient pas les questions qu'aborde le FN, ce serait plutôt qu'ils n'ont plus aucune confiance dans tous ces partis ou qu'ils ignorent parfois leur existence ou encore, bien qu'ils les connaissent, leurs discours leur semblent incompréhensibles, alors que celui du FN est direct et simplet, donc plus facilement saisissables.

Cela ne vous fait-il pas penser à ce que je ne cesse de répéter, à savoir que la plupart des travailleurs sont incapables de se reconnaître dans la littérature des partis comme le POI, le NPA ou LO destinée en priorité à des militants aguerris, à une élite constituée d'intellectuels, mais pas à la classe qui finalement leur est en grande partie étrangère ?

Voyez ici comme les choses sont faciles à exposer et à comprendre. L'air de rien on aborde un tas de questions théoriques et politiques qui ne sont pas à la portée de tous les militants, mais en les traitant simplement, un peu comme les choses se présentent au quotidien dans la vie, sans rechercher des effets de style, sans la moindre citation des marxistes, on arrive à débayer le terrain tout en respectant nos principes et j'espère les enseignements du marxisme, en s'en tenant à notre programme et à notre objectif.

Vous ne trouvez pas qu'au fil du temps on parvient à y voir plus clair ? Je parle également pour moi évidemment. N'est-ce pas l'un de nos objectifs prioritaires ? Si c'était celui de nos dirigeants nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Quelques sujets de causeries à développer.

1- Pourquoi Merkel et Sarkozy avancent-ils sur cette voie, la "réforme constitutionnelle" et le "pacte de compétitivité" ? Une politique dictée par les besoins du capital, certes, mais encore ? Le pourraient-ils s'ils ne savaient pas à l'avance qu'ils peuvent compter sur le soutien des dirigeants syndicaux et des partis institutionnels dits ouvriers, sans parler de l'absence d'un parti révolutionnaire ?

2- Entendu lors de l'émission *Complément d'enquête* diffusée en différé sur TV5Monde Asie avant-hier : 10.000 professeurs quittent volontairement l'Education nationale chaque année parce qu'ils ne supportent plus des conditions de travail devenues infernales.

3- Lors de la même émission à propos de la discipline ou plutôt du manque de discipline dans les établissements scolaires : "*quand il n'y pas de règles, il y a plein de problèmes, on a besoin de règles*". C'est évident. Mais vous pourriez aussi remettre en cause votre interprétation du monde qui apparemment est erronée, or c'est justement celle-là que vous enseignez à vos élèves, et c'est bien ce monde-là qui est la cause de leur comportement agressif ou violent. Sortez de ce cercle vicieux qui ne peut mener qu'au chaos. Vous êtes semble-t-il parmi les mieux placés pour le comprendre, sauf que vous préférez vous accommoder de ce vieux monde plutôt que de le combattre, vous portez ainsi une part de responsabilité de la situation actuelle, sans vouloir vous accabler ce qui serait une erreur et une injustice, réfléchissez-y.

Il me reste encore trois sujets de causeries que je n'ai pas le temps d'aborder maintenant : tout est possible, un slogan qui correspond à une conception de la lutte de classe que je ne partage pas ; le front unique et ce qu'en pensent l'avant-garde du prolétariat en Tunisie, pas franchement pour c'est le moins qu'on puisse dire ; conserver la Constitution en l'état, la réformer, la replâtrer, pas vraiment ce que réclament les masses révolutionnaires en Tunisie, l'abroger, sûrement, pour donner naissance à

une nouvelle Constitution conforme à leurs intérêts et aspirations.

On vient d'apprendre qu'un texte de mise en garde contre le Front national doit être adopté le 14 mars par les membres de l'intersyndicale.

C'est la CGT qui prépare le document de base qui sera discuté et amendé par les quatre autres syndicats (CFDT, UNSA, Solidaires et FSU). Par courtoisie, le texte sera apporté à FO qui ne fait pas partie de l'Intersyndicale.

L'organisation de Bernard Thibault a suspendu l'un de ses syndicalistes (Fabien Engelmann, secrétaire CGT des agents territoriaux de la mairie de Nilvange, en Moselle) qui a annoncé sa candidature aux cantonales sous l'étiquette FN, rappelant que les "principes" et les "les valeurs" de la CGT sont incompatibles avec les thèses du Front national.

De son côté, Force Ouvrière a retiré son mandat (déléguée régionale pour le personnel civil des armées) à l'une de ses militantes (depuis 1980) après avoir appris sa candidature aux cantonales. Non en raison de son appartenance au FN, mais parce que le syndicat estime que *"l'indépendance de FO par rapport aux partis politiques est bafouée."*

Annie Lemahieu a déclaré: *«Je ne vois pas pourquoi ils me retirent mes mandats. On a le droit d'avoir une vie syndicale et politique. Que la CGT exclue ses délégués, je peux le comprendre, mais pas FO. De toute façon, je sais désormais où est mon choix. Ça m'attriste parce que j'ai un engagement de longue date à FO»*. L'ancienne adhérente pourrait engager des poursuites contre son syndicat." (Lexpress.fr et 20minutes.fr 10.03)

Disons en introduction, que l'adhésion de ces syndicalistes ouvriers au FN exprime de façon inconsciente la recherche d'une solution politique à la crise du capitalisme qu'ils n'ont trouvée nulle part ailleurs, elle est également la traduction inconsciente de l'exaspération de millions de travailleurs, qui face à une situation sociale et politique de plus en plus insupportable, cherchent la voie de l'affrontement avec le régime.

Cela fait désordre tous ces travailleurs militant parfois depuis des décennies dans des syndicats ouvriers et qui finissent par adhérer aux idées du Front National, n'est-ce pas ? Cela pose un certain nombre de questions, non ? Sommes-nous si nombreux que cela à nous en poser ? Pas si sûr.

Si ces travailleurs se reconnaissent à la fois dans la CGT ou FO en l'occurrence et le FN, cela n'aurait-il rien à voir avec la conception de la lutte de classe des dirigeants de ces syndicats ?

Cela n'aurait-il rien à voir avec leur subordination totale au capital et n'estimeraient-ils pas à juste titre que la politique du FN se situe dans la continuité de celle de ces syndicats ?

Comment peuvent-ils se reconnaître à la fois dans des syndicats qui reconnaissent la lutte des classes et un parti qui en est la négation ? N'y aurait-il pas quelque part une convergence entre la politique de leurs dirigeants et celle du FN qui n'a évidemment pas pour objectif de remettre en cause la domination de classe du capital ? N'est-ce pas sur ce point précis qu'ils se retrouvent ?

Leur adhésion au FN ne met-elle pas en relief la faillite politique des dirigeants de ces syndicats au point que leurs militants ne savent plus très à quel saint se vouer ? N'exprime-t-elle pas ouvertement le degré de pourriture atteint par les sommets du mouvement ouvrier depuis déjà de très nombreuses années ?

Le comportement de ces militants ne porte-t-il pas le coup de grâce à la soi-disant indépendance des syndicats, lorsque chacun sait que la quasi-totalité de leurs dirigeants sont idéologiquement liés au capital, autrement dit, qu'ils font le jeu des partis politiques liés aux institutions ou au régime sans avoir toujours besoin d'y adhérer, un pas qu'ont franchi ces militants ?

Depuis déjà quelques années je ne me contente pas de dénoncer l'incurie politique de nos dirigeants devenue légendaire depuis plus d'un demi-siècle, je la combat quotidiennement, et lorsque j'ai appelé les militants à faire l'inventaire de la politique menée par tous les partis depuis la mort de Trotsky, pas un dirigeant ou cadre n'a trouvé bon de répondre à cet appel, certains infléchissant malgré tout leur politique, l'air de rien, car ils sont incapables de reconnaître leurs erreurs ou modifiant quelque peu leur stratégie pour finalement retomber systématiquement dans les mêmes travers, du front unique et du gouvernement PS-PCF ou des partis ouvriers, les voilà qui sur leur lancée en coeur avancent l'objectif d'une Assemblée constituante qui n'est rien d'autre finalement qu'un parlement bourgeois ou le clone de l'Assemblée nationale.

Ces syndiqués qui adhèrent au FN montrent à quel point il est difficile de se situer sur un terrain de classe et de s'y tenir. Nos dirigeants étant incapables de leur montrer l'exemple, normal qu'ils soient paumés et atterrisent dans les sales pattes de nos pires ennemis de classe. C'est navrant, pitoyable, tout ce qu'on voudra, je l'interprète comme une condamnation sans appel de tous les dirigeants actuels des partis ouvriers ou dits ouvriers et de leur politique qui se sont détournés de l'objectif du combat du mouvement ouvrier : élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, afin de préparer les conditions

qui permettront au prolétariat de prendre le pouvoir.

La révolution tunisienne a vu le jour spontanément, elle a démontré que même sans parti la classe ouvrière et les masses étaient capables de se dresser contre le régime, mais à l'étape suivante, elle a démontré aussi qu'il lui serait impossible de vaincre sans le parti pour l'éclairer, d'aller plus loin dans sa révolution (démocratique bourgeoise)... Dès lors, notre combat quotidien ne devait et ne devrait pas avoir pour unique objectif des revendications transitoires, encore moins être subordonné à la grève générale ou à la révolution qui verront le jour le moment venu, mais bien de préparer le prolétariat à affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, et que parmi ces conditions subjectives figure au premier plan le parti qui sera amené à jouer un rôle décisif dès lors que la lutte pour le pouvoir sera engagée, pour renverser le régime et conserver ensuite le pouvoir...

Au lieu de vouloir faire croire aux travailleurs que l'on peut influencer sur le cours des choses sans en avoir réellement les moyens, parce que nos forces sont extrêmement limitées, ce qui revient finalement à se dépenser en pure perte et à démoraliser les militants, ce qui conduit surtout à des compromis pourris avec les représentants du régime et à abandonner nos principes ; de vouloir faire croire aux travailleurs que tout serait possible, alors qu'ils sont les mieux placés pour savoir que c'est impossible, ce qui discrédite ceux qui entonnent ce refrain, nous ferions mieux de leur dire la vérité en face et que rien n'est possible et ne sera possible avant longtemps tant que certaines conditions ne seront pas remplies, et que c'est dès maintenant qu'il faut s'y mettre pour préparer ces conditions, qu'il faut s'organiser, se rassembler, mener le combat ensemble pour construire notre parti, militant par militant, qu'il n'existe ni raccourci ni recette magique pour y parvenir et que tout repose uniquement sur notre engagement politique, notre compréhension que finalement notre activité politique doit être impérativement subordonnée à ce seul objectif dans la situation présente, construire le parti qui portera un jour la classe ouvrière au pouvoir afin d'avancer sur la voie du socialisme. Ne pas avancer dans cette voie, se détourner des enseignements de la révolution russe de 1917, du marxisme, c'est condamner la classe ouvrière au chaos et à la barbarie dans les années et les décennies à venir, c'est inéluctable. Dès lors, à chacun ses responsabilités.

J'ai reçu hier dans ma boîte aux lettres électronique "*L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 9 mars 2011*".

De quoi traitait-elle ? De sa dernière "*rencontre avec le président*". Lequel, celui de la République ou celui de l'UMP ? A notre connaissance c'est le même. Tiens donc, auraient-ils des choses à se dire ? Ce président n'aurait-il pas par hasard aucune légitimité, ne serait-il pas ultra minoritaire ou ne serait-il massivement rejeté par les travailleurs ? De qui Mailly détient-il son mandat, quel en est le contenu ? Serait-il de discuter avec ce que chacun s'accorde à décrire comme le président de la République le plus réactionnaire et antisocial depuis plus de 50 ans ? Qu'en attend-il ? Est-ce pour entretenir des illusions sur les réelles intentions de Sarkozy que monsieur Mailly a été réélu secrétaire générale de FO ? Quels intérêts et qui représente au juste Mailly ? Ceux du travail que Sarkozy s'emploie avec constance et persévérance à piétiner, ceux du travail qui honnissent littéralement le représentant du gang du Fouquet's ?

Il écrit : "*À sa demande, j'ai rencontré la semaine dernière le président de la République, qui procède actuellement à une série de rencontres bilatérales avec les responsables syndicaux et patronaux*". Qu'est-ce que cela a à voir avec le mandat d'un dirigeant syndical ? On vous sonne et en lieutenant zélé du capital vous accourez, c'est bien cela, on ne se trompe pas, n'est-ce pas ?

Non, nous ne nous trompons pas, Mailly termine son éditorial par cette phrase éloquente: "*Sur tous ces points des échanges francs ont eu lieu et sur certains d'entre eux des réponses sont attendues*", la franchise doit être une des nombreuses qualités de Sarkozy, car il faut bien alimenter votre fond de commerce pour entretenir une armée de parasites au service du capital, dont les mieux placés dans les instances de votre syndicat officient à la direction de partis politiques, ce qui ne cause pas de problèmes entre vous puisque finalement vous êtes sur la même ligne politique ou vous partagez les mêmes préoccupations.

Je crois que dans une précédente causerie j'avais pris implicitement position contre la candidature de syndicalistes à des élections sur des listes du FN (ou d'autres partis d'ailleurs), c'était une faiblesse ou une erreur politique et j'explique pourquoi.

Vous avez le droit d'être syndiqué et d'adhérer à un parti politique de votre choix, mais il est préférable que cela ne se sache pas, voilà ce que disent Mailly et Thibault notamment. Secret de polichinelle s'il en est. Vous avez le droit d'avoir une activité politique publique, par exemple participer à des diffusions sur le marché le dimanche matin ou à des réunions publiques de votre parti, dès lors dans votre commune chacun sait précisément qui vous êtes, à quel syndicat et parti vous êtes affilié, par contre vous n'avez pas le droit de vous présenter à une élection politique sous l'étiquette de votre parti, même si vous n'affichez pas officiellement votre appartenance syndicale, c'est prohibé et vous risquez l'excommunication. Donc si les instances d'un parti décidait de présenter à une élection un militant marxiste-révolutionnaire, il devrait obligatoirement abandonner ses mandats syndicaux. Cela présenterait au moins comme avantage pour son employeur de pouvoir le virer plus facilement n'étant plus un "*salarie protégé*".

Trotsky, qui se moquait de ce principe hypocrite qui cache décidément bien mal les réelles intentions de ses partisans, ne reconnaissait pour sa part aux syndicats et aux partis dont à leurs dirigeants ou militants qu'une seule forme d'indépendance, celle face à l'Etat, or en se rendant une nouvelle fois à l'invitation de Sarkozy, on ne peut pas dire que Mailly et les autres dirigeants syndicaux face preuve d'indépendance envers l'Etat au moment où justement il traverse une profonde crise...

Il faut donc voir dans cette visite, un soutien ou une nouvelle manifestation de soumission de Mailly à Sarkozy, aux institutions de la Ve République, ce qui n'a rien de politique puisqu'on vous le dit, au moment répétons-le, où l'immense majorité des travailleurs ont sur le bout des lèvres l'adresse lancée par les travailleurs tunisiens et égyptiens à leurs despotes : dégage ! Mailly et ceux qui l'ont réélu à la direction de FO, ne sont manifestement pas de cet avis, il faut donc en conclure qu'ils ne représentent pas ces travailleurs ou qu'ils ne veulent pas les entendre, du coup on comprend parfaitement dans quelle logique s'inscrit la visite de Mailly chez Sarkozy : la survie des institutions de la Ve République, la survie du capital.

Si vous vous demandiez encore comment faut-il analyser le contenu de la dernière proposition du POI ("non à la réforme constitutionnelle"), parti qui soutient inconditionnellement Mailly si l'on s'en tient (notamment) aux résultats du dernier congrès de FO, vous avez là un début de réponse. J'y reviendrai demain par manque de temps aujourd'hui.

A l'opposée, fidèles à nos principes et nos engagements, nous combattons pour la rupture des relations entre les syndicats et les partis ouvriers avec Sarkozy et l'ensemble des institutions de la Ve République, avec le patronat, ainsi que toutes les institutions internationales du capital, dont l'UE.

Si j'en trouve le temps, je rajouterai un complément après lecture de la lettre de Thibault aux secrétaires généraux des organisations de la CGT.

J'ai mis cette causerie en ligne au format pdf (Acrobate Reader).

Parole d'internaute.

(A propos des "*négociations*" en cours sur les retraites complémentaires et particulièrement sur la retraite de réversion)

- "Bravo Messieurs du patronat et bravo aux syndicats pour avoir aussi bien gérés l'argent que des millions de salariés vous ont confié: qu'avez vous fait de notre argent = "pacifier les relations sociales !!!" Vous n'avez pas mieux géré que nos politiques Si vous aviez géré vos entreposes comme cela : vous seriez poursuivis pour fautes de gestion ou banqueroute. Ou bien, il nous reste à tuer nos conjoints avant 2012 !!! Nous ne vous disons pas merci"

Vous avez raison, ce sont les fossoyeurs du syndicalisme et des droits des travailleurs. Ce sont eux qui les conduisent à adhérer au FN. Allez dire cela à Mailly, Thibault, Gluckstein, Besancenot ou Arthaud, etc., ils vont vous rire au nez ou vous envoyer proprement balader ! Vous avez raison de parler de "*pacification*", il faut que la paix sociale, l'ordre établi règne, ce sont en réalité leur seule préoccupation.

Politique.

1- France.

1.1- Au nom de la "***nécessité de sauvegarder l'ordre public***".

Le Conseil constitutionnel a censuré jeudi treize dispositions de la loi sur la sécurité intérieure (Loppsi 2) votée début février à l'initiative du gouvernement afin de renforcer l'arsenal répressif contre la délinquance et la criminalité.

Parmi les principaux passages retoqués figure la possibilité d'étendre aux mineurs les peines planchers, jusqu'ici réservées aux seuls récidivistes, une disposition jugée «contraire aux exigences constitutionnelles en matière de justice pénale des mineurs», écrit l'institution dans un communiqué.

Pour les mêmes raisons, les Sages ont rejeté la possibilité pour un procureur de convoquer directement un mineur devant le tribunal des enfants sans passer par le juge des enfants.

Toujours concernant les mineurs, le Conseil constitutionnel a validé la possibilité de prendre une décision de «couvre-feu», collective ou individuelle (pouvant être prise par un préfet ou un tribunal des enfants), mais censuré la possibilité de punir pénalement un parent dont l'enfant n'aurait pas respecté la mesure.

Autre disposition invalidée: la possibilité pour un préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement, sans demander l'avis du propriétaire des terrains.

Cette mesure prise «*sans considération de la situation personnelle ou familiale, de personnes défavorisées et ne disposant pas d'un logement décent*» «*opérait une conciliation manifestement déséquilibrée entre la nécessité de sauvegarder l'ordre public et les autres droits et libertés*», écrit le Conseil constitutionnel.

Concernant le droit des étrangers, les Sages ont aussi rejeté la possibilité, prévue par la Loppsi 2, d'aménager des salles d'audience au sein des centres de rétention administrative.

Ils ont également invalidé l'extension aux agents de police municipaux du droit de procéder à des contrôles d'identité.

Sur le plan de la vidéosurveillance sur la voie publique, le Conseil constitutionnel a accepté l'extension des dispositifs prévue dans la loi. Il a en revanche censuré la possibilité de les exploiter par des personnes de droit privé.

Plusieurs mesures importantes prévues par le texte ont en revanche été validées par le Conseil constitutionnel.

Il a notamment jugé conforme à la Constitution l'extension des peines planchers pour les auteurs de certains délits de violences volontaires avec circonstances aggravantes. Les Sages ont aussi validé l'article 4 de la loi, qui permet à l'autorité administrative d'interdire l'accès aux sites internet diffusant des images pédopornographiques. (Libération.fr 10.03)

1.2- Quelle "**connerie**" ! L'UMP le clone du FN ou l'inverse ? Ne cherchez pas, cela fonctionne dans les deux sens.

Ce jeudi midi à l'Élysée, où Nicolas Sarkozy avait convié à déjeuner la direction de l'UMP, après avoir qualifié les propos de la députée de Seine-et-Marne de "**connerie**" (à propos des Tunisiens débarquant sur la cote - nldr) , Nicolas Sarkozy a surtout insisté sur l'interdiction de tout accord avec le Front national à l'occasion des cantonales. "*Le président a été très clair: tous ceux qui appelleraient à voter FN seraient exclus de l'UMP*", explique Bernard Deflesselles, directeur général adjoint aux élections. "*On verra ceux qui appellent à voter FN!*", a-t-il lancé, selon Le Parisien.

Selon les estimations, le FN pourrait se maintenir au second tour dans au moins 150 cantons.

En revanche, pas question d'évoquer la possibilité d'un front républicain en cas de duel FN/PS au second tour. Comme Jean-François Copé ou Xavier Bertrand avant lui, Nicolas Sarkozy a renvoyé la question au soir du premier tour. "*On ne va pas commencer à appeler à voter pour la gauche!*", a dit le président, selon un participant. Tant pis pour Nathalie Kosciusko-Morizet ou Gérard Larcher, le président du Sénat: leurs appels à voter PS en cas de duel avec le FN ont été qualifiés d'"*initiatives personnelles*" et jugées inopportunes.

Nicolas Sarkozy ne semble pas sur la même ligne, que son Premier ministre. François Fillon a déclaré samedi dernier dans Le Figaro, au sujet de l'attitude de l'UMP en cas de seconds tours PS/FN : "*Pour ma part, mon attitude sera sans ambiguïté, comme elle l'a toujours été: nous n'avons pas à faciliter l'ascension du Front national.*" (Lexpress.fr et Lepost.fr 10.03)

2- Burkina Faso.

L'association nationale des étudiants a appelé à une grande manifestation vendredi prochain, après plusieurs jours de troubles dans tout le pays, au cours desquels des étudiants ont brûlé des bâtiments du gouvernement et libéré des prisonniers d'un commissariat, pour protester contre la mort d'un jeune homme.

Les manifestations ont débuté fin février après la mort d'un étudiant en prison. Les autorités affirment qu'il a succombé à une méningite, mais des rumeurs de mauvais traitements ont provoqué des protestations, qui se sont soldées par six autres morts.

Mercredi, le gouvernement a annoncé mercredi la fermeture des écoles jusqu'à nouvel ordre, alors que les étudiants de Ouahigouya, dans le nord du pays, ont incendié le quartier général de la police, la mairie, et le siège du parti au pouvoir.

Ils réclament le limogeage des ministres de la Santé, de la Sécurité et de la justice après la mort le 20 février du jeune homme. Un responsable de la police et un gouverneur ont été renvoyés. (AP 10.03)

Social.

La direction de la Poste a confirmé jeudi la disparition de 11.700 emplois au sein du groupe l'année dernière.

Au cours de l'exercice 2010, le courrier a enregistré un chiffre d'affaires en diminution de 1,2%, à 11,5 milliards d'euros, avec un volume en baisse de 3,5%.

«*Nous avons poursuivi la politique de non remplacement, dans un premier temps de un sur deux et au fur à mesure que la décroissance des volumes s'accélérait (...) des remplacements de un sur quatre, ou un sur cinq*», a ajouté Jean-Paul Bailly.

Selon les données issues du rapport de gestion dévoilées par SUD, la Poste comptait 248.287 agents dépendant de la maison mère en 2009. Ils n'étaient plus que 236.593 en 2010, soit une baisse de 4,7% sur un an.

Au total, depuis 2006, le groupe a perdu 12,9% de ses effectifs (les agents étaient 271.887 en 2006, 264.781 en 2007 et 257.120 en 2008), selon la même source.

La direction de la Poste a annoncé mi-février qu'elle comptait recruter 4.000 personnes en 2011, dont 2.500 en alternance, un chiffre en hausse par rapport à 2010, année au cours de laquelle 2.900 personnes avaient été recrutées, ce qui n'avait pas compensé les nombreux départs non-remplacés. (20minutes.fr et AFP 10.03)

Economie.

1- Espagne.

L'agence de notation Moody's a dégradé la note de l'Espagne, qui passe Aa1 à Aa2, menaçant d'une possible dégradation dans le futur. (AP 10.03)

2- Grèce. Hypocrisie. Pris à son propre piège.

Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, a demandé une action «urgente» contre les agences de notation, dans un courrier adressé aux dirigeants économiques européens et rendu public jeudi, après une nouvelle dégradation de la note grecque par l'agence Moody's. (Libération.fr 10.03)

Comment continuer de vouloir se faire passer pour socialiste quand on est totalement subordonné au capitalisme, c'était plus facile il y a encore 30 ans qu'aujourd'hui, maintenant les masques tombent, c'est la quadrature du cercle.

3- Etats-Unis.

Le déficit du budget fédéral américain a affiché un record mensuel de 222,5 milliards de dollars (161 milliards d'euros) en février, selon les chiffres publiés jeudi par le Trésor.

Le déficit cumulé sur les cinq premiers mois de l'exercice 2011 s'établit à 641,26 milliards de dollars. (Reuters 10.03)

4- Argentine. Barbie persona non grata. Nous nous l'avons en chaire et en os... mais plus pour très longtemps !

Barbie, c'est fini en Argentine. Le pays a fermé mercredi ses portes à tous les produits du fabricant de jouets américain Mattel, dont la poupée Barbie ou les voitures Hot Wheels et Cars, dans le cadre d'une nouvelle série de mesures protectionnistes.

«Le gouvernement a deux objectifs: l'un avoué, l'autre implicite», explique à l'AFP Dante Sica, directeur de l'institut d'analyses Abeceb: «Le premier vise à protéger les industries locales. Le deuxième cherche à préserver l'équilibre de la balance commerciale en pleine année électorale». L'industrie argentine des jouets est l'une des plus protégées par le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner.

L'élection présidentielle doit avoir lieu en octobre. Mme Kirchner n'a pas encore annoncé si elle comptait se représenter. Les jouets fabriqués en Argentine représentent plus de 30% du total, contre environ 5% en 2003 au début du mandat de Nestor Kirchner (2003-2007), le mari et prédécesseur de l'actuelle présidente, décédé en octobre 2010. Le gouvernement a annoncé toute une série de mesures protectionnistes pour tenter de freiner la baisse de l'excédent commercial, qui a chuté de 58% pendant le seul mois de janvier 2011. Le solde, positif, était de 16,9 milliards de dollars (12,1 mds d'euros) en 2009 contre 12,5 milliards de dollars (9 mds d'euros) seulement en 2010.

«L'excédent commercial étant la seule source de devises étrangères, il s'agit non seulement de protéger les industries locales, mais aussi de diminuer la pression sur la taux de change dans une année électorale», a dit pour sa part à l'AFP Diego Giacomini, de l'institut Economie et Régions. La Banque centrale argentine mène une politique visant à garder le dollar à 4 pesos. Il s'agit d'une arme dans la lutte contre une inflation annuelle de près de 30% selon les économistes indépendants et de 10% selon les statistiques officielles soupçonnées d'être manipulées.

Les nouvelles mesures protectionnistes concernent 45.000 produits, selon Abeceb, dont des textiles chinois et des voitures Chery assemblées en Uruguay.

Mme Kirchner a dévoilé le 24 février une "stratégie industrielle pour 2020" se fixant pour objectif une baisse de 45% du niveau

des importations. (20minutes.fr 10.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mars

Commentaire d'un camarade de la CGT qui vient de découvrir l'existence du site grâce à un de mes contacts : "*Ce Jean Claude Tardieu, c'est un bon.*". On fait ce qu'on peut ! Vous aussi faites connaître le site, son contenu, on se fout de savoir qui l'anime, l'essentiel c'est que nos idées progressent.

Bon week-end à tous.

Parole d'internaute.

1- A propos du "**débat**" sur la laïcité et l'islam voulu par l'excité du Palais

- "Comment ne pas penser à l'idéologie de l'extrême droite des années 1930 : un bouc émissaire (les juifs à l'époque) afin de drainer les mécontentement populaires. Rien ne change et l'avènement d'un nouvel Hitler (en Europe) ou en France d'un nouveau Pétain (voir Marine) est loin d'être exclu, et l'UMP ouvre la voie. Citoyens réveillés vous! Revenez aux valeurs fondamentales de notre démocratie et chassez ces démagogues dangereux."

Si vous vous demandiez quelle est la nature de classe de cette démocratie, vous comprendriez qu'elle peut engendrer le fascisme dans certaines circonstances. Cela vous obligerait à remettre en cause une idée reçue et à reconnaître que la forme qu'a pris le régime à la fin du XVIIIe siècle n'était pas vraiment une démocratie en réaction à l'absolutisme, sans rompre totalement avec l'Ancien régime, puisque ce régime a accouché du bonapartisme : du Consul ou empereur au président de la République sous la III et la Ve République en passant par le président du Conseil sous la IVe.

En réalité, nous vivons toujours sous un régime semi-monarchique ou un seul homme concentre l'essentiel du pouvoir, et la démocratie dont on nous rebat sans cesse les oreilles ne sert finalement qu'à asseoir ou légitimer son pouvoir...

2- A propos de Bernard Henri-Levy, l'envoyé spécial de Sarkozy et TF1 (la chaîne du monarque) en Libye. Juste pour se détendre un peu.

- "Ce qui est dangereux, c'est d'accorder un entretien en anglais lorsqu'on maîtrise la langue de Shakespeare à peu près aussi bien que Sarkozy. Sais-t-il seulement de ce qu'il dit ou est-il vulgaire, ignorant et crétin à ce point ?

Petit lexique indispensable pour mieux comprendre le discours du vieux beau de la place des Vosges :

Blow en anglais = souffler

Job = métier, occupation

Blow job = fellation, faire une pipe

BHL : « It is time when European head of states made blow jobs to dictators is over ».

Autrement dit: « le temps ou les chefs d'états faisaient des pipes aux dictateurs est révolu. »

Bravo B.H.L., Angela Merkel appréciera et on comprend mieux le gout amer resté dans la bouche de notre président. Ce dernier une fois de plus, en bon élève et sans prévenir ses partenaires européens, retourne allégrement sa veste sans aucun gène apparent.

Monsieur Levy ferait mieux de continuer à faire des « blow jobs » à Moshe Katsav, l'ancien président de l'Etat d'Israël, reconnu coupable de deux viols, d'harcèlement sexuel, d'actes indécents, de subordination de témoins et d'entrave à la justice."

Domage pour sa Barbie ou Dati la gourmande !

Politique.

1 France

1.1- Sarkozy, chef de file de la droite extrême de l'UMP.

L'aile droite de l'UMP multiplie les discours musclés sur l'immigration ou la sécurité, défendant des thèses souvent proches de celles du Front national, au risque de semer la zizanie au sein de la majorité.

Le Collectif de la Droite populaire, lancé symboliquement le 14 juillet dernier, regroupe désormais 44 des 314 membres que compte le groupe UMP de l'Assemblée nationale.

Dans leur charte, ces élus, qui se réclament "*du bon sens populaire*", proposent "*de revenir aux fondamentaux, aux propositions de campagne de Nicolas Sarkozy en 2007*".

Mais leurs prises de position gênent une bonne partie de la majorité, qui craint que les électeurs ne puissent plus faire la distinction entre l'UMP et un Front national en pleine explosion selon les derniers sondages d'opinion.

"*Le groupe UMP est déstabilisé par la Droite populaire*", estime un membre éminent de la majorité. "*Avec leurs positions, les centristes se sentent mal à l'aide*."

"*Ils sont très actifs et sèment la zizanie*" au sein du groupe majoritaire, ajoute cet élu qui requiert l'anonymat.

Les députés de la Droite populaire, dont beaucoup sont rompus aux joutes parlementaires, ont effectivement décidé de passer à l'offensive pour montrer un image "*décomplexée*", comme le dit l'un d'eux, sur toute une série de sujets. (Reuters 11.03)

1.2- Le beurre et l'argent du beurre

Les musulmans ont été appelés jeudi soir lors d'une rencontre à la mosquée de Paris à quitter l'UMP ou au moins à suspendre leur adhésion au parti pour protester contre le débat qu'il compte lancer le 5 avril sur la laïcité et l'islam. Le recteur de la grande mosquée, Dalil Boubakeur, a appelé le président de la République à annuler ce débat "*qui n'a pas lieu d'être*". "*Les citoyens musulmans de France ne doivent pas être les boucs émissaires d'une situation de crise*", a-t-il martelé. "*Ne touchez pas au sacré de notre religion*", a-t-il par ailleurs mis en garde dans une allusion au souhait de exprimé par M. Copé d'inclure dans le débat la question du prêche en français.

Un militant du Gard, Abdallah Zekri, responsable à la grande mosquée de Paris, chargé de mission au Conseil français du culte musulman (CFCM) et aumônier musulman des hôpitaux, a déchiré sa carte et appelé "tous les musulmans de l'UMP" à l'imiter. "*L'UMP de [Jean-François] Copé c'est la peste pour les musulmans*", a lancé Abderahmane Dahmane, conseiller technique chargé de la diversité à l'Elysée et ancien secrétaire national chargé de l'immigration à l'UMP. Intervenant en tant que président du Conseil des démocrates musulmans de France (CDMF), il a appelé ses coreligionnaires à "*ne pas renouveler leur adhésion*" à l'UMP tant qu'il n'aura pas annulé le débat envisagé par son secrétaire général.

Après avoir comparé la situation des musulmans en France aujourd'hui à celle des juifs pendant la seconde guerre mondiale, il a dénoncé une "poignée de néo-nazis" qui a décidé de lancer le débat et demandé aux musulmans de l'UMP de "ne pas l'accepter dans les sections s'ils ont une dignité et une fierté". "*Ce débat, voulu par Nicolas Sarkozy pour la défense des musulmans a été dévié parce qu'à l'UMP il y a des gens très proches du Front national*", a déploré M. Dahmane. "*Quel mépris a-t-on des musulmans pour croire qu'on va tomber dans le piège des règlements de comptes l'UMP*", a dénoncé Mme Chafia Mentalechta qui s'exprimait au nom d'une association de Franco-Algériens. (Lemonde.fr 11.03)

Vous aurez noté qu'ils ne s'en prennent pas directement à Sarkozy, mais "*a des gens très proches du Front national*" au sein de l'UMP, on ne sait jamais Sarkozy peut peut-être encore servir. Qu'on ne s'y trompe pas, ils avaient leur place dans une démocratie étriquée compatible avec le bonapartisme qui domine la Ve République, désormais ce sont les oripeaux de la démocratie qui sont sacrifiés sur l'autel du bonapartisme par le parti de l'ordre pour tenter de conserver le pouvoir en 2012, et qui par la même occasion s'engage ou fraierait bien la voie à la dictature ou au fascisme...

1.3- Jupé ridiculisé, Sarkozy le complexé caractériel en plein délire ou la risée du monde.

Critiqué pour ses attermolements face aux révoltes en Tunisie et en Egypte, Paris a décidé d'être très réactif sur la Libye. La France est ainsi devenue jeudi le premier pays à reconnaître l'organe de l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

L'initiative "*jouée par l'Elysée en solo*", a "*manifestement sidéré Alain Juppé*" et "*nos partenaires européens*", relève Nicolas Demorand dans Libération.

Le 20H de France 2 a en effet montré la surprise d'Alain Juppé lorsqu'il a découvert que Nicolas Sarkozy voulait des "*frappes aériennes ciblées*"

France 2 raconte que le chef de la diplomatie française a appris cette décision de l'Elysée... en lisant une dépêche, jeudi après-midi, à Bruxelles.

Quand Juppé assurait : "*Sarkozy prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions*"

"*L'omniprésident*" Nicolas Sarkozy ne laisse donc pas celui que la presse a surnommé le "*vice-président*" avoir le contrôle total de la politique étrangère française.

"*Je me disais que j'aurais du mal à travailler avec Nicolas Sarkozy. Je me suis aperçu au bout de trois mois [quand Juppé était au ministère de la Défense, ndr] que je n'avais pas de mal à travailler avec lui car on s'écoute, car on se parle et parce qu'il écoute globalement beaucoup plus qu'on ne le pense. Il prend des avis autour de lui avant de prendre des décisions.*" (Lepost.fr 11.03)

Syndicalisme et politique.

Le secrétaire général de Force ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, a justifié vendredi, sur RTL, la décision de son syndicat de retirer ses mandats à une responsable FO, candidate FN aux cantonales. '*C'est l'application simplement des statuts de Force ouvrière. Quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique, on a interdiction de se présenter aux élections*', a déclaré M. Mailly. '*Il faut bien faire la distinction entre quelqu'un qui est adhérent et quelqu'un qui a un mandat syndical*', a poursuivi M. Mailly.

'*Je n'en savais rien*', a dit M. Mailly, précisant avoir découvert sa candidature FN fortuitement, en lisant la Voix du Nord. 'Il n'y a pas deux poids deux mesures' s'est défendu le responsable FO, citant pour preuve le cas d'Arlette Laguiller, qui '*chaque fois qu'elle se présentait (...) venait rendre tous les mandats syndicaux qu'elle avait*'. M. Mailly a précisé qu'à sa connaissance, il n'y avait pas d'autre cas au sein du syndicat. '*Pour le moment, je n'en ai pas entendu d'autres*', a dit le responsable. Deux semaines avant la décision de FO de retirer à la candidate Annie Lemahieu son mandat de déléguée régionale, un responsable CGT avait été suspendu en Moselle pour le même motif.

La candidate, qui exerce des fonctions de déléguée régionale dans le Nord-Pas-de-Calais, a affirmé dans la presse qu'elle s'était présentée aux municipales de 2008 sous l'étiquette du Parti socialiste sans susciter cette fois de réaction de la part de FO. (Lemonde.fr 11.03)

La candidate FN à l'Élysée est convaincue qu'une partie des syndicalistes de terrain s'estiment «trahis» par les états-majors des confédérations et sont sensibles à son discours. L'élue du Nord-Pas-de-Calais associe dans un même discours de rejet les chefs des partis de gouvernement, les dirigeants du Medef et ceux de FO ou de la CGT, tous membres, à ses yeux, d'une «caste» qui oublierait les intérêts de ses mandants. «*À force de fréquenter les cocktails mondains, les allées du pouvoir et de succomber à ses tentations, Bernard Thibault a perdu tout contact avec la réalité des travailleurs*», affirmait ainsi le FN mercredi.

Marine Le Pen ajoute que les états-majors des confédérations syndicales sont «*complices*» du libre-échange et du «mondialisme» qu'elle critique. «*Nous sommes les seuls à défendre la nation comme structure protectrice*», soutient-elle. Son souci de paraître le porte-parole des «*petits*» contre les «*gros*» l'a conduite à condamner la réforme des retraites.

Marine Le Pen renoue avec la stratégie qui avait valu au FN ses premiers succès. Aux cantonales de mars 1982, alors que ce parti n'était encore qu'un groupuscule, il a atteint son premier score à deux chiffres - 13,3 % - dans la banlieue ouvrière de Dunkerque. La déception envers François Mitterrand et l'Union de la gauche, qui ne parvenaient pas à enrayer la désindustrialisation et le chômage, ainsi que l'inquiétude d'une partie des couches populaires envers l'immigration et la délinquance ont conduit en quelques années des pans entiers de l'électorat communiste à abandonner le PCF pour le FN. (Lefigaro.fr 11.03)

Analyse.

En introduction. Un camarade de la CGT se demandait dans un courriel comment combattre les thèses du FN. Je lui réponds : en nous situant strictement sur notre propre terrain de classe, en dénonçant et en combattant tous les opportunistes qui parlent au nom de la classe ouvrière, mais qui en réalité sont incapables de rompre avec le capital, les institutions de la Ve République ou encore avec les appareils pourris du PS et leurs satellites. En faisant toujours la distinction entre les appareils pourris des syndicats et les militants de base, c'est valable également pour les partis POI, NPA, LO, déjà moins lorsqu'il s'agit du PCF et du PG, et plus du tout ou presque concernant le PS, disons que pour le PCF et le PS, c'est au cas par cas, suivant que leurs adhérents connaissent ou non l'histoire épouvantable de ces partis, qu'ils en tiennent compte ou non, si leur réponse est négative, c'est par là qu'il faut commencer la discussion avec eux histoire de s'assurer que l'on parle bien de la même chose, sinon vous perdrez votre temps neuf fois sur dix.

Selon Mailly "*quand on a des mandats, on a interdiction d'appartenir aux organes dirigeants d'un parti politique*", un

grossier mensonge, pendant des décennies des dirigeants de l'OCI devenue PCI, puis MPPT, puis PT puis POI ont occupé des mandats dans les instances de FO (Roger Sandri par exemple, alias Angelo Geddo, n°2 de FO du temps de Bergeron, ou encore A. Hébert), mieux ils en étaient permanents et étaient donc rémunérés par FO, donc par l'Etat puisque ce syndicat est subventionné par l'Etat. Pourquoi cet énorme mensonge monsieur Mailly, que vous cachez-vous encore, qui protégez-vous de la sorte, quelles questions ne devraient-ils surtout pas se poser ?

En passant, ne dites pas qu'ils sont tous aussi corrompus par l'Etat qu'ils prétendent combattre et dont ils prétendent être indépendants, on vous accuserait de leur faire un procès d'intention ou de les calomnier. Comme ils disent si bien pour vous mettre en confiance et ainsi mieux vous berner : les faits, rien que les faits. Questions qui viendront immédiatement à l'esprit des militants disposant encore d'un minimum d'esprit critique : mais alors quelles sont leurs réelles intentions ? Pour qui roulent-ils en réalité ? Sont-ils vraiment à la hauteur de leurs responsabilités ou ne seraient-ce que des aventuriers, des carriéristes, des imposteurs ou tout simplement des renégats, des nuls ? Je vous laisse en juger au regard des faits.

Je suis déjà intervenu à deux reprises sur la question de la montée du FN et l'appartenance de syndicalistes à ce parti d'extrême droite. Je me suis aperçu seulement hier soir que je n'avais pas pris partie sur la question de savoir si un syndicaliste pouvait ou non se présenter à des élections politiques sous l'étiquette du parti auquel il a adhéré, donc je vais combler maintenant cette lacune tout à fait involontaire.

Quand vous militez dans l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du syndicat auquel vous avez adhéré, vous représentez ce syndicat et rien d'autre, bien que votre appartenance à un parti politique soit un secret de polichinelle pour personne puisque vous n'avez pas à vous en cacher ou que vous n'en faites pas un mystère.

Quand vous militez à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise qui vous emploie sous l'étiquette du parti auquel vous avez adhéré, vous représentez ce parti, sans que votre appartenance à un syndicat ne soit un mystère dans l'enceinte de l'entreprise où vous travaillez puisque vous vous présentez aux élections professionnelles sous l'étiquette de votre syndicat.

Donc les deux fonctions ne sont pas incompatibles puisqu'elles sont distinctes l'une de l'autre, que vous ayez des responsabilités ou non des mandats dans votre syndicat ou votre parti. Si maintenant vous êtes appelé à vous présenter à des élections politiques, c'est sous l'étiquette de votre parti ou du parti que vous soutenez et non sous l'étiquette de votre syndicat, les choses sont bien claires et ne posent aucun problème, sauf pour des philistins comme Mailly ou Thibault lorsque l'un de leur militant se présente sous l'étiquette du FN.

Pourquoi, qu'est-ce qui les gêne tant ? Que leur faillite politique ou leur trahison soit ainsi mis en évidence, lorsque des syndicalistes estiment compatibles la politique de leur syndicat avec celle nauséabonde du FN ?

On aurait envie de leur dire en sachant pertinemment que cela leur est totalement impossible, donc on s'en abstiendra pour ne pas faire naître des illusions dans la tête des militants : messieurs Mailly, Thibault et consorts, rompez vos relations avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, avec le patronat et le Medef, avec l'Union européenne et toutes les institutions issues de l'ONU (l'OIT, l'Unesco, etc.), refusez le milliard d'euros que vous accorde généreusement l'Etat des capitalistes, sortez de tous les organismes tripartites auxquels vous collaborez depuis 1945, refusez le dialogue social, rompez avec le capitalisme, ainsi vous démontrerez à la classe ouvrière que vous vous situez bien résolument au côté des travailleurs, car voyez-vous jusqu'à preuve du contraire ils ont plutôt tendance à penser le contraire, à juste titre, d'où l'intérêt qu'ils portent au FN pour un nombre grandissant d'entre eux.

C'est vous et vous seuls qui portez la responsabilité de cette situation en tant que dirigeants du mouvement ouvrier. C'est parce que vous êtes incapables de représenter les intérêts des travailleurs qu'ils lognent du côté du FN. C'est vous qui frayez la voie à la dictature ou au fascisme tout comme vos prédécesseurs à une autre époque.

Si les capitalistes crient victoire en affirmant que la crise est passée, en revanche ils n'ont résolu aucun des problèmes qui en étaient à l'origine... Les gigantesques profits qu'ils ont encaissé, ils les doivent essentiellement à la collaboration permanente des Thibault, Mailly, Chérèque et Cie. avec le capital et ses institutions politiques.

Maintenant pour pouvoir continuer d'assumer leur rôle de lieutenants du capital et assurer du coup la survie du capitalisme et ses institutions tout en se faisant passer pour des dirigeants ouvriers, on comprend parfaitement quel danger représente la candidature de quelques-uns de leurs syndiqués sous l'étiquette du FN, car elle peut conduire les militants à se poser des questions sur la nature sociale des dirigeants des syndicats, sur leurs réelles intentions et au-delà à découvrir le pot aux roses, c'est-à-dire qu'ils ont été associés inconsciemment ou qu'ils sont les victimes d'une formidable escroquerie politique qui dure depuis des lustres et qu'ils osent réclamer des comptes à leurs dirigeants, les critiquer ouvertement ou s'en détourner.

Du coup tout devient clair, Mailly et Thibault ne voient aucun inconvénient à ce que des syndicalistes occupant des responsabilités dans leurs syndicats participent à la direction de parti comme le POI ou ses ancêtres ou encore le PS, le PCF, le NPA ou LO, puisque ces partis sont complices et profitent de l'escroquerie évoquée plus haut, la compatibilité entre leurs appareils est parfaite, ils partagent les mêmes intérêts et finalement les mêmes objectifs, alors qu'avec le FN, c'est directement la

subordination au capital des syndicats et des partis qui les soutiennent qui est mise en lumière.

Conclusion.

Mailly et Thibault dénoncent ces militants qui se présentent sur des listes FN, non pas pour remettre le mouvement ouvrier dans la voie du combat classe contre classe, mais uniquement pour protéger les intérêts du capital qui a absolument besoin que cette supercherie dure indéfiniment.

J'ai mis en ligne cette causerie au format pdf (Acrobat Reader).

Vous trouverez aussi dans cette page dans la rubrique Documents quatre articles de presse sur le syndicalisme.

Un petit complément de novembre 2009. (<http://www.agoravox.fr>)

Le chauffeur de M. Marc Blondel, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière de 1989 à 2004, aurait été longtemps salarié par la mairie de Paris sous M. Chirac et, selon Le Monde.fr (2) citant la juge Xavière Siméoni...

1- Le premier objectif est, à travers le chauffeur qu'on rémunère, d'avoir barre sur le syndicaliste : on ne mord pas la main qui vous nourrit. Il est difficile à un obligé de refuser à son bienfaiteur les menus services qu'il lui demande. Or, quels services un responsable syndical peut-il rendre à un homme politique puissant ? D'abord il est attendu de lui qu'il ne lui nuise pas, modère ses revendications, fasse taire ses « camarades » qui en formulent, et, en cas de conflits sociaux, qu'il se prêle à des compromis qui soient favorables à son bienfaiteur, ne serait-ce qu'en étant le maillon faible d'un éventuel front syndical. Simultanément, il peut lui être demandé de favoriser la diffusion des idées de son bienfaiteur et le soutien de ses partisans.

2- Le second objectif est, en outre, d'accueillir et de maintenir le chef syndical dans le groupe social supérieur : ceux qui ont un chauffeur à leur service, forment une aristocratie. Par temps de syndicalisme pauvre, faute de cotisations suffisantes, ce signe extérieur de richesse n'est pas anodin : elle permet d'éloigner le chef des préoccupations de sa base, d'autant que sa reconduction sans cesse à la tête du syndicat et le tête-à-tête permanent avec les hommes de pouvoir l'ont définitivement détaché de ses origines modestes. Non, rien ne vaut que de l'habituer au mode de vie luxueux de la classe dirigeante pour s'en faire un allié fidèle. Tout compte fait, ce n'est pas cher payé pour s'attacher de si bons et loyaux services d'un responsable syndical influent, surtout si c'est avec l'argent du contribuable.

Mais il n'y a de corrupteur que parce qu'il existe des gens qui se laissent corrompre.

(...) il semble que les syndicats aient fait l'objet d'une entreprise assidue de corruption comparable, facilitée par la longévité à leur poste de dirigeants peu enclins à retourner à la base dans les entreprises ou les administrations d'où ils viennent. Un tête-à-tête prolongé avec les hommes de pouvoir est à lui seul corrupteur. Le dirigeant syndical cesse très vite d'être le porte-parole des salariés pour devenir celui du patron. Celui-ci, en échange, n'est pas ingrat : il offre quelques avantages. Pour M. Chirac, ce serait un chauffeur personnel. Le président Mitterrand, lui, a offert aux syndicalistes des postes de ministres, de conseillers ministériels ou de diplomates. Les décorations viennent en plus.

Faut-il s'étonner que les syndicats aient déserté le terrain de la défense des droits de la personne, quand, la déréglementation ultra-libérale aidant, administration et patronat ont décidé de se moquer de la loi et d'écraser toute résistance ? On pleure aujourd'hui, on gémit devant les suicides provoqués par les conditions de travail. Mais à qui la faute ? Qui a laissé faire depuis 25 ans, sinon des syndicats corrompus par le clientélisme, à la fois celui auquel en amont ils appartenaient et celui en aval qu'ils s'étaient constitué ?

Mais il faut dire qu'ils n'ont pas rencontré beaucoup de résistance dans leur besogne : les malheureux qui osaient s'opposer à leurs compromissions et prévoyaient déjà le pire qui ne manquerait pas d'arriver, n'ont rencontré aucune solidarité parmi leurs collègues. Ceux-ci, au contraire, étaient les premiers à leur jeter la pierre et à faire bloc avec le pouvoir ! Et on ose venir se plaindre aujourd'hui de la cruauté de ses dirigeants ! Quelle amnésie ou quelle indécence !

Commentaires d'internautes.

1- "L'histoire d'amour entre Chirac et Blondel s'est terminée avec l'arrivée de Juppé au pouvoir. Primo pas de ministère pour Blondel, secundo une idylle Juppé-Notat qui offrit le rôle traditionnel de syndicat-collabo à la CFDT en lieu et place de FO. Et FO pris le rôle qui est celui d'un syndicat défendant l'intérêt des classes laborieuses. Nicole Notat, ancienne institutrice militant traditionnellement pour les droits des enseignants et autres fonctionnaires s'arrogea le droit de "défendre" ou plutôt "livrer" les salariés du privé."

2 - "Parmi les images que je conserve de Blondel, c'est ce monsieur, assis, en train de lire son journal ou de prendre son café, et son chauffeur, debout à côté de lui, tenant un grand parapluie à bout de bras, pour lui faire de l'ombre.

Typiquement l'image du colon, en Afrique, et qui a pris un "serviteur" (pour ne pas dire esclave) pour satisfaire son confort et ses moindres manies.

Très, très choquant, d'autant plus de la part d'un "leader syndical".

Et pour commenter le texte ci-dessus, il est depuis longtemps évident pour moi, que les syndicats font partie du "système" en place. On l'a d'ailleurs vu lorsque B. Thibaut a incité à voter pour le traité européen et on en a la démonstration actuellement, alors qu'ils ne font rien pour représenter le mécontentement qui grandit.

Leur principale action est de faire défiler entre Bastille et Nation, avec des revendications minimalistes et qui, jamais, ne remettent le système en cause. Et c'est pour eux une grande "victoire" lorsqu'ils ont pu négocier et obtenir 20€ d'augmentation.

Autrement dit, maintenir et organiser les revendications, justement pour qu'elles restent acceptables au système.

Tragique..."

3- "S'agissait-il du détachement d'un chauffeur de la ville de Paris, ou de la prise en charge des salaires d'un employé de F.O, ce qui est sûr, c'est que le C.A et le Bureau de F.O ne pouvaient ignorer avoir un employé qu'ils ne payaient pas sur leur trésorerie.

J'imagine mal, les membres dirigeants de F.O succomber à la corruption, moyennant l'usage d'un chauffeur à l'usage du seul Blondel. (c'est bien mal les connaître ! - note du site)

En ce qui concerne les objectifs 1 et 2, il y a une erreur grossière, puisque au moment des faits, Jacques Chirac, candidat à la présidence de la République, n'a pas d'autre ambition que de pêcher des voix, et il sème à tout vent, pour en récolter le plus grand nombre, avec d'autant plus de facilité, que le nerf de la guerre ne sort pas de sa poche."

Social.

Mouvement social pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles.

Quelques milliers de personnes (1.200 selon la police, 2.500 selon les organisateurs) ont manifesté vendredi à Paris pour réclamer un "*plan d'urgence*" pour l'accueil des enfants en crèches et dans les écoles maternelles, et le retrait du décret paru en juin 2010 assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches.

Le collectif avait appelé à une journée de mobilisation avec des actions "*diversifiées*". A part le défilé parisien, ce sont essentiellement des rassemblements devant les mairies et les préfectures dans une quinzaine de villes en province qui étaient attendus, dont certains ce vendredi en fin d'après-midi.

Les syndicats avaient déposé des préavis de grève. A Paris, le mouvement a entraîné la fermeture de 144 crèches et l'ouverture partielle de 89 autres, selon l'Hôtel de Ville, sur un total de quelque 440 établissements.

A Lyon, selon la mairie, la fermeture de 18 établissements avait été prévue, tandis que dix autres ne devaient être ouverts que partiellement, sur un total de 48. (AP 11.03)

Mouvement social chez les marins-pêcheurs.

Le dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) est bloqué depuis vendredi matin par les pêcheurs de Méditerranée, a-t-on appris auprès de la préfecture. Ils protestent contre la hausse des prix du gazole et réclament des compensations forfaitaires de la part du gouvernement.

Une centaine d'entre eux ont pris position, dès 5h, devant le dépôt. Seuls les accès terrestres sont entravés. Les accès maritimes du port pétrolier de Fos restent libres, précise-t-on de même source. (AP 11.03)

Ils créent la misère de masse et ils sont obligés de la subventionner pour éviter une explosion sociale. Jusqu'à quand ?

La crise économique a fait croître de plus de 200.000 personnes les bénéficiaires des minima sociaux. Ils étaient ainsi 3,5 millions de personnes fin 2009, selon des statistiques officielles publiées vendredi.

«En 2009 le nombre d'allocataires des minima sociaux connaît une hausse exceptionnelle de 6,2% qui efface pratiquement la décade des trois années précédentes», indique la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) qui dépend des ministères du Travail, du Budget et des Solidarités.

Cette hausse du nombre des allocataires s'est poursuivie au premier semestre 2010 puis s'est stabilisée, selon la Drees. En France métropolitaine la hausse des bénéficiaires de minima sociaux a été, en 2009, nettement plus forte (+6,7%) que dans les départements d'outre mer (+1,1%).

Le système français de minima sociaux comptait onze allocations différentes au cours de la période sur laquelle porte l'étude. La hausse des allocataires est imputable en premier lieu à ceux touchant le RSA socle (revenu de solidarité active) qui s'est substitué -- en métropole, en juin 2009 -- au RMI (revenu minimum d'insertion) et à l'allocation de parent isolé (API).

Ces allocataires, qui représentent 42% de l'ensemble étaient au nombre de 1,48 million fin 2009, en hausse de 10,5%.

Egalement en forte progression, le nombre de bénéficiaires d'allocations liées au chômage, versées par l'Etat, à ceux qui ont épuisé leurs allocations chômage traditionnelles ou n'y ont pas droit, qui a augmenté de 6,3% avec près de 443.000 personnes.

Enfin le nombre de bénéficiaires d'allocations pour atteindre le minimum vieillesse est reparti à la hausse, progressant de 1,4% pour atteindre plus de 583.000 personnes (soit 4% des 60 ans et plus). (20minutes.fr 11.03)

Economie.

1- UE.

Les dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord, vendredi soir, sur le principe d'un "pacte pour l'euro" afin d'améliorer leur compétitivité, via notamment une maîtrise de la dépense publique et une modération salariale, dans le but d'éviter de nouvelles crises de la dette. "Nous avons un accord sur le pacte pour l'euro", a annoncé le président de l'UE, Herman Van Rompuy, sur son compte Twitter, alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire étaient réunis sur le sujet à Bruxelles. Il a toutefois modéré son annonce quelques minutes plus tard, rappelant que les discussions étaient toujours en cours.

Il ne s'agit "que d'un accord de principe" qui ne sera finalisé que lorsque toutes les mesures actuellement en discussion au sein de l'Union monétaire pour mettre en place un dispositif anti-crise auront été approuvées, a souligné un diplomate européen. Cette décision finale est attendue les 24 et 25 mars lors du prochain sommet de l'Union européenne à Bruxelles.

Le pacte a pour objectif de renforcer la compétitivité et la convergence des économies européennes en poussant les gouvernements à les réformer, sur une base volontaire toutefois. Il reposera sur des engagements en matière de modération salariale dans le secteur public et de mécanismes de limitation de la dette publique en particulier. (Lepoint.fr 11.03)

Pour les militants qui savent encore lire, ce sont bien "les chefs d'État et de gouvernement de l'Union monétaire (qui) étaient réunis sur le sujet à Bruxelles", ce sont donc bien eux qui sont les maîtres d'oeuvre et qui seront les signataires de ce "pacte pour l'euro" appelé aussi "pacte de compétitivité" qui a pour objectif de saigner à blanc la classe ouvrière et éventuellement de la faire marcher au pas, mais là c'est une toute autre question. C'est donc bien contre eux, les chefs d'Etat, qu'il faut engager le combat dans nos pays respectifs et non contre l'UE ou le FMI ou je ne sais quelle institution internationale. Ne pas engager ce combat contre Sarkozy et son gouvernement reviendrait à capituler.

A bas le président et le gouvernement de la Bourse, du CAC40, du gang du Fouquet's, des milliardaires, des riches ou des privilégiés ! Au choix.

2- Portugal.

Le Portugal a annoncé vendredi des mesures d'économies supplémentaires afin de se donner une plus grande marge de manoeuvre pour atteindre son objectif de ramener cette année son déficit budgétaire à 4,6% du produit intérieur brut (PIB).

Le ministre des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a énuméré une série de mesures comprenant notamment une réduction des dépenses de santé et d'aide sociale et le report de projets d'infrastructures.

Le ministre a ajouté que le gouvernement portugais chercherait à renforcer les réformes structurelles, notamment celle du marché du travail pour lequel il a l'intention de diminuer les indemnités de licenciement.

La pression du marché obligataire s'est accentuée cette semaine sur le Portugal pour que ce pays se résolve à être le troisième de la zone euro à recourir à une aide internationale, après l'Irlande et la Grèce. Le rendement du papier à 10 ans a été porté à un

record depuis la création de l'euro, au-dessus de 7,5%, un niveau que Lisbonne considère insoutenable. (Reuters 11.03)

Le 13 mars

Vous trouverez plus loin la causerie et les infos en bref d'hier, car je n'ai pas pu actualiser le site en raison d'un problème informatique dû apparemment à la société OVH, j'en serai plus lundi, en attendant j'ai réussi à m'en sortir. J'ai l'impression qu'ils ont modifié certains paramètres dans leur serveur afin d'obliger leurs clients à utiliser un logiciel spécifique (FTP - net2ftp) pour actualiser leur site. Sauf qu'il est beaucoup moins pratique que celui que j'utilisais quotidiennement, je perds encore plus de temps... et d'argent !

J'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* 4 articles récents ou anciens sur le syndicalisme.

Une causerie encore à propos du FN.

Un camarade m'a adressé un extrait du programme du FN qu'un militant de la CGT a commenté. Hier j'ai donné mon point de vue, à savoir que c'est en nous situant résolument sur le terrain de classe du prolétariat que l'on peut et doit répondre aux questions que se posent les travailleurs. Est-ce que le FN est capable de se situer sur ce terrain-là, chacun sait que la réponse est non, dès lors il me semble inutile d'aller chercher plus loin ou ailleurs des arguments pour convaincre les travailleurs attirés par le FN de s'en tenir à l'écart. Sur le plan social le FN n'a rien d'autre à proposer aux travailleurs que le programme de l'UMP ou du PS, et puis il y a fort à parier qu'un adhérent sur mille du FN a lu son programme, donc c'est faire fausse route d'aborder la discussion sous cet angle.

On peut leur dire que c'est un parti fasciste ou d'extrême droite, ce dont ils se foutent éperdument, ils ont dépassé ce stade, ils ne vous écouteront pas, parce qu'ils sont dans une situation où ils n'écoutent plus personne et s'en remettent uniquement au parti qui donnent le plus de la voix et qui n'a jamais gouverné, le PS et ses satellites sont disqualifiés d'avance, de même que le NPA et LO, quant au POI, la plupart ne le connaissent pas, et compte tenu de l'incapacité de ses militants ou dirigeants d'aborder ces travailleurs avec une approche psychologique adaptée à leur situation particulière, il y a là fort à parier également qu'ils auraient vite fait de tirer les mêmes conclusions qu'avec le NPA et LO. Ces travailleurs rejettent en bloc tous les partis liés de près ou de loin aux partis institutionnels dits de droite ou de gauche, ils disent : pouabelle, est-ce que vous comprenez cela ?

Rien n'est jamais acquis dit-on à propos des convictions que les travailleurs se sont plus ou moins forgées, ils sont capables du meilleur comme du pire en politique à défaut d'une conscience de classe bien aiguisée, certains militants aussi. Quand les conditions objectives deviennent insupportables et que les partis qui sont censés représenter leurs intérêts, louvoient, hésitent et se contentent d'explications embrouillées ou de promesses face à l'urgence dans laquelle se trouvent ces travailleurs de trouver des solutions à leurs problèmes, pour finalement capituler devant le capital, après avoir été attirés par ces partis ils s'en détournent et ils se tournent vers le parti qui dénonce bruyamment et violemment les méfaits du capitalisme, sans chercher à savoir quelle est réellement la nature sociale de ce parti. Ce fut le cas dans les années 30 en Allemagne, c'est le cas dans une moindre mesure pour le moment en France.

Le même processus se produit après chaque bataille perdue. Au départ les travailleurs se mobilisent, par peur de perdre mais pour vaincre, le gouvernement avec la complicité des appareils font traîner les choses en longueur de sorte que la mobilisation s'essouffle, et lorsqu'elle finit enfin par refluer, si les travailleurs sont incapables d'en tirer des enseignements pour reprendre le combat plus tard sur des bases plus solides, c'est une période de réaction qui s'ensuit et ils se font matraquer dans tous les sens du terme.

Pratiquement dans le sillage de la mobilisation sur les retraites qui a été conduite volontairement dans une impasse par les appareils pour permettre au projet du gouvernement d'aboutir, il y a eu avant et après les congrès de la CGT et de la CFDT qui ont conforté la ligne proposée par leur direction respective d'accompagnement de la crise du capitalisme au lieu de le combattre, ainsi Sarkozy se trouvait encouragé à poursuivre l'application de son programme antisocial, sans que la classe ouvrière qui venait d'enregistrer une nouvelle défaite ne se mobilise. Les partis dits ouvriers, le PS et ses satellites notamment, n'ayant pas été à l'écoute des travailleurs et ayant refusé d'engager le combat contre le gouvernement à leur côté parce qu'ils sont dans le même camp que l'UMP, il n'est pas étonnant ensuite, la campagne électorale de 2012 ayant apparemment déjà démarré, qu'un certain nombre de travailleurs se tournent vers le FN qui s'est déclaré l'ennemi juré de l'UMP.

Quand on nous explique que le comportement de ces travailleurs serait le produit de la capitulation devant le capital des partis ouvriers ou se prétendant tels institutionnels, on oublie, volontairement généralement parce qu'on n'a pas les capacités ou la volonté de reconnaître ou de préciser qu'en amont c'est leur ignorance qui les conduit à adopter ce comportement, vis-à-vis du FN mais aussi de ces partis pourris qui ne doivent leur existence qu'à la survie du régime. Pourquoi, pardi pour épargner ces partis, sinon comment pourrait-on ensuite appeler au front unique avec eux !

On nous explique encore que les travailleurs seraient en mesure de faire la part des choses pour justifier le recours au front unique, manifestement les faits s'emploient à démontrer exactement le contraire avec une constance redoutable pour les

opportunistes qui sont totalement incapables d'avancer une autre tactique pour combattre le capitalisme et les institutions.

Il n'y a que les militants pour le penser, ils ne sont qu'une poignée au regard des quelque 40 ou 45 millions de travailleurs, jeunes ou retraités qui constituent les masses laborieuses. Ils ne cessent de répéter que c'est une infime minorité de capitalistes qui dictent leur loi à la majorité de la population constituée de travailleurs, mais ils ne se rendent pas compte qu'ils agissent de la même manière envers les travailleurs qui ne sont ni syndiqués ni adhérents d'aucun parti ouvrier et qui ne pensent pas forcément comme eux, ils pensent à leur place au lieu d'essayer de comprendre de quelle manière ils pensent et interprète la situation ou les rapports entre les classes. Parce que pour la plupart ce sont des intellectuels qui déterminent la politique des différentes formations politiques, ils s'en tiennent à des schémas préétablis qu'ils ont appris par coeur, et quand on leur propose une autre tactique ou stratégie, ils les rejettent sans même se donner la peine de les analyser, cela ne les intéresse pas, ils s'en tiennent à leur propre vérité et aucune discussion n'est possible, c'est ce dont le site témoigne avec tout autant de constance depuis des années. Et si vous examinez leur littérature ou discours c'est encore plus frappant, pour ainsi dire vous pouvez superposer leurs tracts ou articles, vous retrouverez exactement la même terminologie, la même syntaxe destinée à des militants aguerris ou des intellectuels mais pas à des travailleurs lambda, comme si ce n'était pas à eux qu'ils s'adressaient. Et bien entendu, tous feront l'impasse sur de nombreuses questions que nous abordons dans le site et que n'hésitaient pas à aborder les marxistes autrefois, parce qu'en plus ils sont bourrés de complexes ou de tabous, ils sont foncièrement en majorité dogmatiques, certains complètement sclérosés, ils ont cessé un jour d'évoluer politiquement et ne cessent depuis de répéter à l'infini le même refrain qui n'intéresse finalement personne. Les travailleurs n'ont rien à perdre, voilà ce que je partage avec eux, ce qui n'est pas le cas de ces formations politiques.

Bien entendu que le meilleur moyen de combattre les appareils des syndicats ainsi que le PS et ses satellites c'est encore de combattre sur la base de notre programme, mais cela ne suffit pas pour les travailleurs, pour finalement comprendre qu'on n'a rien à voir avec cette pourriture comme aurait dit Lénine, ils ont besoin de constater qu'on les attaque violemment, qu'on n'est pas prêt de rouler pour cette vermine qui a fait amplement ses preuves, que tout nous distingue de ces partis qui combattent au côté du parti de l'ordre. Puisqu'aucun parti ne veut leur fournir cette assurance ou garantie, car voyez-vous c'est ce dont réclament des millions de travailleurs, c'est ainsi, on doit faire avec ou s'y faire, ils se tournent vers le FN qui lui ne se gratte pas pour démolir l'UMP, le PS et ses satellites.

Cela ne pourra choquer que le petit-bourgeois habitué au confort et aux bonnes manières, au langage châtié, aux circonvolutions cérébrales de ses semblables, qui ne peut prononcer la moindre parole ou lâcher un rot sans reprendre son souffle et d'un air assuré vous assénez une vérité biblique qui tombe évidemment à côté de la plaque ou à laquelle vous ne comprenez rien, il s'en fout notez bien, il se parle à lui-même.

Mais l'ouvrier, le gueux, la plèbe, il aime bien le langage franc et direct, qu'on aille droit au but sans tourner autour du pot, il est prag-ma-tique, il déteste les formules, les citations, les grands discours, il y voit un moyen de l'embobiner, soit il ne retient qu'un mot qui a attiré son attention ou le dernier en se disant : ouf il a enfin terminé de réciter sa leçon ! tout le reste il n'y a prêté qu'une attention distraite ou polie par respect pour son interlocuteur ou pas du tout sans en avoir l'air, lui ce qu'il veut, c'est du concret, du palpable, quelque chose qu'il peut toucher, sentir, bref se saisir.

Pourquoi les travailleurs ne se tournent-ils pas alors vers le PG ou le Front de gauche au lieu de se tourner vers le FN ? Le PG s'adresse aux petits-bourgeois qui s'estiment lésés par le capitalisme qu'ils supportent, il a été ingrat à leur égard, ils en espèrent davantage et c'est ce que Mélenchon leur promet s'ils le soutiennent, les autres ne lui font pas confiance et préfèrent déjà s'en remettre au FN. Quant aux ouvriers, ils peuvent être tentés par le discours virulent de Mélenchon, mais voilà, ils ont une mémoire, ils savent d'où il vient, et à juste raison ils estiment qu'il n'a pas vraiment rompu avec le PS, ce que le FN martèle de son côté évidemment. Alors entre un ancien ministre PS et une candidate FN qui n'a jamais participé à aucun gouvernement, ils sont tentés d'essayer cette dernière, pour voir comme au poker, par goût de la provocation ou pour faire bouger les choses comme ils disent parfois, en désespoir de cause.

Donc en conclusion nous serions totalement désarmés face à ces travailleurs qui adhèrent au FN ? Pour ainsi dire, et il est à craindre que cela sera le cas aussi longtemps qu'on s'avèrera incapable de s'adresser aux travailleurs dans un langage à leur portée, ajoutons, d'autant plus que le FN ne risque pas de parvenir au pouvoir demain, reste à savoir s'il aura la capacité d'organiser ces travailleurs, de leur proposer des actions auquel cas ils resteraient dans le giron du FN, dans le cas contraire ils seraient tentés de prendre leur distance avec ce parti pour se rabattre vers un parti ouvrier qui saura trouver la bonne formule pour s'adresser à eux et les organiser. Ce n'est pas gagné d'avance, car il faudrait que ce parti se tourne résolument vers la classe ouvrière et qu'il développe une politique dans leur direction, au lieu de toujours lorgner vers ou de s'adresser aux militants des autres partis, il faudrait surtout que son journal s'adresse aux ouvriers et pas seulement à des syndicalistes ou des fonctionnaires à l'état d'esprit corporatiste, pour parodier Trotsky qu'il soit réalisé par des ouvriers pour les ouvriers, là non plus c'est loin d'être acquis.

Cette causerie est mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Parole d'internaute.

- "Le constat malheureusement est bien connu et juste depuis très longtemps : le politique (et donc aujourd'hui la démocratie) est dépossédé de son pouvoir par le marché mondialisé.

C'était le même constat dans les années 20 et il a entraîné la montée des fascismes. Car le populisme d'extrême-droite fait l'amalgame entre plusieurs haines viscérales que cette situation fait grandir dans l'opinion : les haines de l'étranger et du marché se renforcent l'une l'autre sans distinction. L'extrême droite est donc la réponse naturelle et facile là où l'absence de culture politique nourrit ces amalgames."

Politique.

1- France.

Plus de sept Français sur dix (71%) se disent mécontents de l'action de Nicolas Sarkozy, selon le baromètre mensuel Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 12.03)

C'est tout, bon il ne manque plus que 29% pour que nos dirigeants déclarent enfin, peut-être, qui sait : Sarkozy dégage ! Pas seulement, qu'il engage le combat pour qu'il dégage vraiment, tout de suite ! Peu importe que cela soit ou non réalisable dans l'immédiat, mais c'est la seule orientation politique correcte, qui correspond en tout cas aux aspirations de millions de travailleurs de ce pays.

2- Libye.

La Ligue arabe a affirmé samedi que le régime libyen avait «perdu sa légitimité» du fait des «violations dangereuses» commises contre son peuple, et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en

Les ministres des Affaires étrangères et représentants des membres de la Ligue arabe, réunis au Caire, ont également jugé nécessaire de coopérer avec le Conseil national de transition regroupant l'opposition libyenne, et d'assurer la protection du peuple libyen, dans un communiqué au terme de leur rencontre.

Sur le terrain, les pro-Kadhafi ont mené une vaste offensive et repris du terrain face aux rebelles dans l'est du pays.

Des soldats gouvernementaux libyens engagés dans des opérations pour reconquérir la grande ville de Misrata ont déserté samedi et sont passés dans le camp des insurgés, a annoncé un porte-parole des rebelles.

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont tenté de reprendre Misrata, la troisième ville de Libye, dans la journée de samedi, mais ont échoué pour le moment, ont déclaré les insurgés.

Selon le porte-parole, Gemal, qui s'exprimait par téléphone de Misrata, la redoutée 32e brigade, commandée par Khamis, l'un des fils du colonel Kadhafi, s'est rapprochée de la ville mais sa progression a été perturbée par une mutinerie.

"Dans la matinée, les forces de Kadhafi se sont massées avec, apparemment, l'objectif d'attaquer la ville, mais Dieu l'a protégée. Il y a eu des dissensions au sein de la brigade Khamis", a-t-il expliqué.

"Nous savons tout cela par des soldats qui ont déserté après ces disputes. Ils ont rejoint les insurgés et ont dit que des dizaines d'éléments du bataillon ont manifesté leur refus de tuer des civils innocents", a continué Gemal.

"Certains se sont enfuis. D'autres nous auraient rejoints mais les pro-Kadhafi leur ont tiré dessus", a-t-il dit.

Ces événements n'ont pas pu être confirmés de source indépendante. (Reuters 12.03)

3- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a refusé samedi de légaliser cinq partis, dont trois islamistes, jugeant que ces formations ne sont pas fondées sur des principes démocratiques.

Les trois partis islamistes sont le "Hizb Et-Tahrir" (parti de la libération), "As-Salam" (La paix) et le parti sunnite tunisien. Les deux autres formations sont le "Parti libre populaire démocratique" et le "Parti démocratique libéral tunisien".

Les demandes ont été rejetées pour "infraction aux dispositions de la loi organique relative à l'organisation des partis

politiques", explique le ministère de l'Intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Selon la Constitution tunisienne, un parti politique ne peut asseoir ses principes ou son programme sur des considérations religieuses, linguistiques, raciales, sexuelles ou régionales. Il doit en outre s'engager à bannir toute forme de violence, de fanatisme et de discrimination.

Si cinq partis ont vu leur demande rejetée samedi, trois autres ont été légalisés: le Parti de la justice et de la liberté, le Parti de l'avenir pour le développement et la démocratie et le Mouvement des patriotes démocrates. Cela porte à 34 le nombre de formations légales en Tunisie, contre neuf sous le régime de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali. (AP 12.03)

Donc un parti qui prône la révolution socialisme et la destruction de l'Etat des capitalistes est interdit !

4- Au Yémen

Cinq manifestants, dont un écolier de 12 ans, ont été tués et des centaines blessés samedi au Yémen.

A Sanaa, la police a lancé un assaut à l'aube contre les manifestants qui campaient depuis le 21 février sur la place de l'Université. Un manifestant a été tué et près de 300 blessés, dont 30 par balles, les autres ayant été intoxiqués par les gaz, selon le comité médical formé par les manifestants, qui a accusé les forces de sécurité d'employer des gaz toxiques.

Dans l'après-midi, un autre manifestant a été tué par les tirs d'un sniper non identifié alors qu'il tentait, avec d'autres, de se joindre au sit-in de l'Université de Sanaa, selon des sources de l'opposition.

A Aden, ville à la pointe de la contestation, cinq personnes ont été touchées par les tirs de la police lors de manifestations nocturnes et deux d'entre elles ont succombé à leurs blessures, selon une source hospitalière. La ville a connu en soirée de nombreuses marches demandant la chute du régime.

A Moukalla, dans le sud-est, un écolier de 12 ans qui participait à une manifestation similaire a été tué par des tirs de la police, a-t-on appris de sources médicales et auprès de témoins.

5- En Algérie

Une quarantaine de manifestants tentent à nouveau, à l'appel d'une faction de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), une marche dans Alger mais sont bloqués par un important dispositif policier. En Tunisie

Trois proches collaborateurs du président tunisien déchu Ben Ali, dont Abdel Aziz Ben Dhia et Abdel Wahab Abdallah, déjà en résidence surveillée, ont été placés en détention sur une base militaire près de Tunis. Ils sont poursuivis pour différentes affaires de corruption.

6- En Arabie Saoudite

La «*journée de colère*» n'a pas eu lieu dans le royaume. Aucune manifestation n'a eu lieu à Riyad, la capitale, où les forces de sécurité étaient massivement déployées. De petits rassemblements ont eu lieu dans l'est du pays, où se concentre la minorité chiite.

Une mobilisation qualifiée de «tempête dans un verre d'eau» par le prince saoudien Al-Walid ben Talal. «*On devrait plutôt la nommer la journée de l'allégeance au roi Abdallah, la journée de l'amour pour le roi Abdallah*», a poursuivi ce neveu du monarque, un magnat de l'investissement dont la fortune est évaluée à 20 milliards de dollars.

Il a assuré que le roi réfléchissait actuellement à la manière de répondre à certains problèmes exprimés par sa population mais n'a pas évoqué de réforme de la monarchie absolue aujourd'hui en vigueur. (Libération.fr 12.03)

Economie.

Japon. Cynisme. A vomir.

Les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent encore difficile à évaluer. Néanmoins, pour de nombreux économistes, qui dressent un parallèle avec le séisme de Kobé de 1995, l'impact de la catastrophe sur la croissance économique japonaise sera, à moyen terme, positif plutôt que négatif.

Certes, le coût du séisme pourrait s'élever à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

A moyen terme en revanche, l'économie japonaise pourrait rebondir fortement. Dressant un parallèle avec le séisme de Kobé, en 1995, Takuji Okubo, économiste à la Société Générale, souligne que la reconstruction devrait générer un surcroît d'activité, et le besoin de la population de renouveler ses biens endommagés doper la consommation. Les secteurs du BTP, de la sidérurgie et des télécommunications devraient bénéficier à plein du regain de l'activité post séisme.

Après le tremblement de terre de 1995, le PIB japonais a crû de 1,9% en 1995, puis de 2,6% en 1996, alors que la croissance moyenne de l'économie nipponne sur cette période était de 1,5%.

La banque japonaise Nomura, qui anticipe également une forte croissance de l'économie nipponne à moyen terme, souligne de son côté que le stimulus étatique a joué un rôle capital en 1995 pour relancer l'économie. "*Immédiatement après le séisme, le gouvernement a voté un budget d'urgence qui a contribué pour 0,3 point à la croissance du PIB au deuxième trimestre 1995 et pour 0,5 point au troisième trimestre. Nous anticipons une réponse similaire de la part des autorités*", note Peter Westaway, économiste chez Nomura.

Une situation qui ne devrait cependant pas contribuer à améliorer la santé financière du Japon, dont la dette ressort à 200% du PIB.

Mais l'agence Moody's jugeait de son côté vendredi que le séisme ne devrait pas engendrer une prochaine dégradation de la note qu'elle attribue à la dette nipponne. (Lefigaro.fr 12.03)

On comprend, les travailleurs japonais n'ont apparemment pas les mêmes avantages sociaux à perdre que leurs collègues irlandais, grecs, portugais, espagnols... ou français !

Le Figaro est dans son élément naturel ! Le titre de cet article dont ne figure ici qu'un extrait : Japon : l'économie devrait rebondir après le séisme. C'est la seule chose qui les intéresse au Figaro : le profit.

Le 14 mars

Je suis malade et je dois consulter un médecin (lequel ?), fièvre et une grosse infection au niveau des amygdales, le corps recouvert de boutons qui me démangent, donc service minimum aujourd'hui.

Parole d'internaute.

1- Le hic, c'est que nos partis dits gouvernementaux n'ont que du vent à opposer. c'est plutôt ça qui fait la place au FN. Cela dit ils sont bien arrangés par la montée de MLP, ça leur permet de parler de vote utile sans avoir à proposer le moindre début de programme sérieux. (Slate.fr 13.03)

2- En ce qui concerne la "montée" du FN (qui s'annonce depuis trente ans) les médias n'ont jamais cessé de dénoncer, avec la classe politique qui se prétend honorable, l'amalgame qui était fait entre la montée du chômage et de l'insécurité avec l'augmentation de l'immigration.

Il faudrait d'ailleurs s'interroger sur cette affirmation qui voudrait que la population soit assez bête pour associer chômage et immigration. Le vivant au quotidien, elle sait parfaitement qu'une grande partie des emplois occupés par cette immigration ne sont pas les plus attractifs.

Manœuvres, tâches les plus dures que personne ne souhaite à ses enfants. Est-elle si déconnectée des réalités pour ne pas voir que ce à quoi elle est confrontée au quotidien, ce sont les enfants désœuvrés de ces immigrés. Pas leurs parents avec lesquels elle a le plus souvent entretenu d'assez bons rapports. C'est la deuxième génération qui pose un problème de sécurité en raison de ce que Chevènement qualifiait d'incivilité. Je ne crois donc pas que les électeurs du FN (et non pas les militants) soient dupes de cet amalgame grossier auquel tout le monde fait mine de croire.

Le problème des partis prétendument fréquentables est qu'ils se contentent de dénoncer cet amalgame. Sans pour autant admettre la réalité du chômage. Comme un fait immanent si ce n'est secondaire. En alléguant que ce fléau n'est pas dû aux immigrés, ils dénie l'axiome. Ce qui leur permet au passage d'en nier les deux termes. Et ce faisant ils en profitent pour ne pas traiter le problème du chômage. C'est précisément ce déni qui finit par profiter au FN. Car faisant apparaître par opposition l'axiome comme vrai. Parce que le peuple est directement confronté à cette réalité; Si le chômage était vraiment une priorité absolue des partis, le principal argument du FN s'effondrerait et ce parti retournerait à l'oubli.

Derrière cela, il existe un autre enjeu autrement plus grave. Notre économie moderne a besoin du chômage. Elle est construite sur cette réalité et les gouvernements sont sommés de le maintenir à un niveau le plus élevé possible. Sa dénonciation n'étant qu'une comédie. A charge aux élus de faire passer cette infamie par diverses mesures, quelque en soit le coût. Quelle

importance puisque les aides vont aux employeurs et les charges aux contribuables ? Il existe un indice qui prend en compte cela : le NAIRU (Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment).

Ceci explique pourquoi les partis de gouvernement sont sans réponse face aux slogans du FN.

C'est le nœud de l'affaire. Que ce soit l'OCDE (inventeur de l'indice), l'OMC, l'ensemble des acteurs de la globalisation heureuse et évidemment l'Europe qui en est le plus pur produit, tous instituent le chômage comme étant l'un des moteurs de l'économie. Pour eux, il a bien plus d'avantages que d'inconvénients.

1- L'économie, si elle dépend des consommateurs, n'a besoin que d'un nombre plus limité qu'on ne croit. Juste ce qui lui est nécessaire pour récupérer les liquidités destinées à alimenter la spéculation. Sachant que c'est avec cette spéculation qu'elle s'enrichit. Et non avec les consommateurs. Renault gagne plus d'argent avec ses outils financiers qu'avec ses voitures. L'important étant que l'entreprise ne soit pas amenée à un déséquilibre trop important entre production et ventes.

2- Pour l'essentiel, le chômage est financé par les salariés eux-mêmes.

3- Toutes les mesures d'aides sont autant de profits pour les entrepreneurs.

4- Les conséquences sociales (insécurité en particulier) sont gérées par la police et ne gênent en rien ceux qui habitent loin des quartiers concernés.

5- le délitement des sociétés ne concerne pas les habitants du village global qui on su se ménager des îlots de tranquillité et se foutent des coutumes et des pratiques locales qui construisaient le lien social (d'où leur désintérêt absolu pour le nationalisme ou le patriotisme en dehors des enjeux de conflits).

6- Et surtout, le chômage permet de bénéficier d'une réserve de main d'œuvre prête à accepter tous les reculs du droit du travail. Laquelle exerce la pression indispensable pour obtenir les salaires les plus bas.

Autrement dit, c'est le peuple qui souffre de ce cancer. Pas ses élus. Encore moins les financiers. C'est cette réalité qui a permis au FN de tenir près de trente ans. Jusqu'à ce que la population se lasse des mensonges à répétition. Il a montré à quel point il n'était plus dupe en se prononçant contre le TCE. (Slate.fr 13.03)

Politique.

1- Portugal.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi contre la précarité à Lisbonne et dans une dizaine d'autres villes portugaises, selon les organisateurs de cette initiative lancée par un groupe de jeunes via une page Facebook.

«Pas de liberté dans la précarité», scandaient les manifestants qui ont défilé sur la principale avenue de Lisbonne dans une ambiance festive, a constaté l'AFP.

«*Le pays est aux abois*», proclamait une banderole, faisant écho à la page Facebook intitulée «*Protestation d'une génération aux abois*», à l'origine de ce mouvement qui a recueilli plus de 65.000 signatures.

Selon les estimations des organisateurs du mouvement citées par l'agence Lusa, environ 200.000 personnes se seraient mobilisées à Lisbonne et 80.000 à Porto. Aucun chiffre n'a été fourni concernant les manifestations qui ont eu lieu au même moment dans d'autres villes du pays.

«*La moitié de la population active portugaise est au chômage ou précaire, ce qui montre bien que la situation est intenable*», a affirmé à l'AFP Joao Labrincha, chômeur de 27 ans et l'un des quatre initiateurs du mouvement, qui se dit «*sans parti, laïc et pacifique*».

Avec un taux de chômage record de 10,8% l'an dernier, le Portugal compte 620.000 chômeurs, dont près de la moitié sont âgés de moins de 35 ans et plus de 10% ont un diplôme.

Le pays affiche un niveau de précarité élevé, avec 720.000 personnes sous contrat à durée déterminée fin 2010. A ceux-là s'ajoutent un peu plus d'un million de travailleurs indépendants, dont l'immense majorité serait en réalité des employés illégalement privés d'un contrat de travail, selon les organisations de précaires.

Dans le défilé de la capitale, les pancartes se succédaient pour dire la frustration de nombreux jeunes Portugais: «*il y a trop de mois pour mon salaire*», «*je ne suis pas en solde*», «*révolution précaire*»...

Peu habitué à manifester, Nuno Fortunato, diplômé en technologies audiovisuelles, a abandonné son rêve de travailler dans le monde du cinéma et enchaîne depuis deux ans et demi les contrats à durée déterminée dans un centre d'appels.

«*J'en ai assez du chantage des employeurs et des politiciens qui ne font rien*», a lancé le jeune homme de 26 ans.

Bien qu'en majorité, les jeunes n'étaient pas les seuls à manifester: «*J'ai 40 ans mais je m'inclue dans cette génération aux abois car, comme mon fils de 22 ans, moi aussi je n'ai qu'un contrat à durée déterminée*», a confié à la télévision une femme de Porto.

Les retraites supérieures à 1500 euros se verront notamment imposer une nouvelle taxe. (Libération.fr et Lefigaro.fr 13.03)

2- Etats-Unis.

Près de 100.000 personnes ont manifesté samedi à Madison, capitale du Wisconsin, contre la loi réduisant les droits des syndicats de fonctionnaires dans cet Etat du Nord des Etats-Unis.

Un porte-parole de la police locale, Joel DeSpain, a indiqué que les protestataires étaient entre 85.000 et 100.000 ce qui équivaldrait à la plus grande manifestation dans cette ville paisible du Wisconsin depuis la guerre du Vietnam.

Cette manifestation fait suite à trois semaines de revendications publiques après que le gouverneur républicain, Scott Walker, a promulgué une loi abrogeant une grande partie des pouvoirs de négociations des employés de l'Etat.

La situation du Wisconsin est relativement symbolique car elle a provoqué de nombreux autres débats dans des Etats américains qui tentent de maîtriser leurs dépenses de fonctionnement.

Selon les républicains, ces mesures sont indispensables pour récupérer la maîtrise des déficits budgétaires. Les démocrates font valoir que leurs adversaires cherchent en priorité à étouffer les revendications salariales. (Reuters 13.03)

3- Libye.

Les insurgés libyens affirment avoir repris le contrôle de la ville pétrolière de Brega, sur le golfe de Syrte, rapporte dimanche la chaîne de télévision qatarie Al Djazira.

L'information n'a toutefois pas pu être vérifiée de source indépendante.

"*Nous avons fait prisonniers 20 membres des forces de Mouammar Kadhafi et en avons tué 25 autres. Ils ont du battre retraite à 20 km de la localité*", a déclaré à Al Djazira un certain colonel Hamed al Hassi, qui s'est présenté comme le porte-parole des insurgés à Brega.

Les troupes du n°1 libyen, d'après des témoins, s'étaient emparés dimanche matin de Brega, important verrou sur la route de Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et des rebelles.

Plus à l'ouest, l'attaque des troupes kadhafistes lancée la veille contre Misrata, troisième ville de Libye à 200 km à l'est de Tripoli, semblait marquer le pas à la suite de mutineries au sein de l'armée, ont déclaré les rebelles.

Les insurgés affirment qu'une trentaine de gouvernementaux, dont un général, les ont rejoints et que des affrontements opposaient dimanche devant la ville assiégée loyalistes et soldats mutinés. (Reuters 13.03)

4- Yémen.

Deux personnes ont été tuées et des dizaines d'autres ont été blessées dimanche au Yémen lorsque la police yéménite a tiré à balles réelles et recouru aux gaz lacrymogènes contre des manifestants réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris de source médicale.

Dans la ville portuaire d'Aden, dans le Sud, une personne a été tuée par balles lors d'affrontements entre protestataires et policiers, selon un médecin.

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées aux abords de l'université, dimanche, et ont érigé des barricades afin de mieux

se défendre face aux policiers anti-émeutes qui ont eu recours à des canons à eau.

Ils brandissaient des banderoles sur lesquelles Saleh était appelé "*Ali le chimique*", allusion au recours par la police à un gaz lacrymogène qui attaque le système nerveux. Le ministère de l'Intérieur a démenti l'utilisation d'une telle substance.

En signe de protestation contre la perte d'indépendance de la justice et la corruption endémique, un juge à la Cour suprême, Abdoul Malek al-Marwani, a présenté sa démission et a adressé son soutien aux protestataires, selon des sites internet d'information.

Sept manifestants ont été blessés par ailleurs lors de manifestations à Al Maafir, dans la province de Taez, et un manifestant est mort sous les balles de la police lors d'émeutes samedi à Aden.

Abdelbari Dougheich, député du parti de Saleh qui représente Aden au parlement, a annoncé qu'il soutenait dorénavant l'opposition. "*Les forces de sécurité sont responsables des morts. Ils tirent à l'aveuglette et font un usage excessif de la violence*", a-t-il dit. Plusieurs autres députés du parti au pouvoir sont déjà passés à l'opposition ou ont démissionné ces dernières semaines.

Quatre personnes au total, dont un garçon de 12 ans, ont été tuées dans les manifestations de samedi, ce qui porte à plus de 30 le nombre de tués en deux mois de troubles. (Reuters 13.03)

5- Bahreïn.

Les manifestants antigouvernementaux ont bloqué ce dimanche l'accès routier au quartier des affaires de Bahreïn, causant les plus grosses perturbations qu'ait connues l'activité économique du royaume depuis le début de la contestation il y a un mois.

En ce premier jour de la semaine, des milliers de contestataires ont bloqué avant l'aube la quatre-voies qui mène au quartier financier de Manama, la capitale, provoquant d'énormes embouteillages et empêchant les automobilistes de se rendre à leur travail.

A environ 3km de là, la police a tenté d'investir la célèbre place de la Perle, occupée depuis un mois par les manifestants. La majorité chiite réclame une égalité des droits, se disant victime de discriminations de la part de la minorité sunnite au pouvoir.

D'après des témoins, les forces de l'ordre ont entouré le camp de tentes des contestataires, faisant usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour les déloger. Au lieu de se disperser, la foule n'a fait que grossir, accueillant de nouveaux protestataires. Ils se comptaient par milieu lorsque, en début d'après-midi, la police s'est retirée de la place de la Perle, selon des témoins.

A l'université de Bahreïn, où étaient rassemblés d'autres opposants, des partisans du gouvernement ont organisé une contre-manifestation. Des heurts ont éclaté. Selon des responsables hospitaliers, deux manifestants ont été grièvement blessés à la tête et des centaines d'autres ont demandé des soins. (AP 13.03)

6- Oman.

Le sultan d'Oman, Qabous bin Saïd, a décidé de céder à un conseil partiellement élu certains pouvoirs législatifs qui lui étaient dévolus, rapporte dimanche l'agence omanaise de presse ONA.

Le sultan, au pouvoir depuis 1970, a décidé en outre de doubler certaines allocations sociales et d'augmenter les retraites, ajoute l'agence. Il est le premier dirigeant d'un pays du Golfe à faire de telles concessions face à la vague de manifestations en cours dans la région.

Jusqu'à présent, seuls le sultan et son gouvernement étaient habilités à légiférer.

Le Conseil d'Oman, qui n'était jusqu'à présent que consultatif, est constitué du Conseil de la Choura et du Conseil d'Etat, composé de membres nommés par le sultan en personne.

Par ailleurs, le personnel de la banque Oman International et de la société d'investissement Oman Invest and Finance (OIFC) s'est mis en grève dans la matinée.

"*Nos revendications sont très simples, nous voulons des hausses de salaires et des heures supplémentaires*", a dit un employé d'OIFC.

Bank Muscat, la plus importante institution financière du pays, a accepté dimanche d'augmenter les salaires, à la suite d'une grève de ses employés samedi. La compagnie aérienne Oman Air a elle aussi fait des concessions ces dernières, afin d'éviter un arrêt

de travail. (Reuters 13.03)

7- Maroc.

Des dizaines de personnes ont été blessées, certaines grièvement, dimanche à Casablanca après que la police marocaine eut tenté de pénétrer au siège d'un parti de gauche où s'étaient réfugiés des manifestants, ont rapporté un journaliste de l'AFP et d'autres témoins. Après la dispersion par la force d'un rassemblement pacifique pour revendiquer des réformes politiques, des dizaines de manifestants se sont réfugiés à l'intérieur du siège du Parti socialiste unifié (PSU), d'opposition de gauche.

Vers 14h00 GMT, les forces de l'ordre ont tenté d'y donner l'assaut mais n'y sont pas parvenues face, notamment, à la résistance des manifestants. Des témoins, parmi lesquels plusieurs journalistes dont un correspondant de l'AFP, ont vu que des dizaines de personnes avaient été blessées, certaines grièvement.

«J'ai vu une femme enceinte et des jeunes filles sauvagement tabassées par la police. C'était d'une rare violence», a dit Hassan Hamdani, de l'hebdomadaire indépendant Tel Quel, présent lors de l'assaut. «*On était en réunion au sein du bureau politique et on s'apprêtait à publier un communiqué très favorable au discours royal de mercredi quand les forces de l'ordre ont tenté de forcer le siège*», a déclaré à l'AFP Mohamed Bouaziz, historien et l'un des dirigeants du PSU.

«*C'est le préfet de Casablanca qui a donné l'ordre. Je considère cet acte comme une faute politique grave et un acte dirigé d'abord contre Sa Majesté (le roi Mohammed VI), qui a promis un renforcement des libertés individuelles*», a ajouté Mohamed Bouaziz. Des islamistes de Justice et Bienfaisance dispersés

Une centaine de personnes, pour la plupart des islamistes du mouvement Justice et bienfaisance, avaient été dispersées dimanche matin à Casablanca par les forces de l'ordre qui les ont empêché de tenir un rassemblement pour des réformes politiques.

Interdit mais toléré par les autorités, le mouvement Justice et bienfaisance est l'un des plus importants au Maroc.

La place Mohammed V, où la plupart des manifestations ont lieu, avait été entièrement bouclée par les forces de l'ordre qui empêchaient systématiquement les manifestants et les piétons d'y accéder. (20minutes.fr 13.03)

Le 15 mars

Je suis allé me faire soigner hier dans une clinique. Je ne dors pas suffisamment et je suis complètement crevé, toujours sur les nerfs, je fume trop, mes défenses immunitaires faiblissent, la punition était prévisible. Heureusement que j'ai une alimentation équilibrée et que je ne picole pas ! J'ai dû attraper cette saloperie en nettoyant le terrain car on est envahi par les moustiques et les corneilles depuis un moment, je manipule le sable tous les après-midi sans précaution, en grattant un bouton il s'est infecté au point d'atteindre la taille d'un oeuf dans le cou, c'est impressionnant et douloureux.

Au début des années 90 sur la plage je m'étais chopé une sacrée infection dans le dos, un trou de 2 cms de profondeur de la taille d'un pouce, il avait fallu plus d'un mois pour qu'elle disparaisse.

J'interviendrai plus tard sur la lettre de Thibault et sur la "réforme" constitutionnelle. Je voudrais dire un mot ici sur la question de la Libye.

Sur cette dernière question, je n'ai pas retrouvé le passage où Marx avait évoqué la question de la guerre des années 70 (je crois ?) entre l'Allemagne et la France, je me souviens seulement qu'il avait soutenu Bismarck contre la France au nom de la "défense de l'unité de l'Allemagne" (c'étaient ses termes exacts, je m'en souviens parfaitement) fraîchement réalisée (ou sur le point d'être réalisée ?), puis l'avait lâché lorsqu'il avait franchi la frontière française pour se lancer dans une guerre offensive (à l'étape précédente elle était défensive), contre la République, on se souvient qu'ensuite il s'était allié avec les Versaillais pour combattre la Commune de Paris... Je suis absolument certain de ce que j'avance ici, seule la référence à laquelle je fais allusion ici demande à être vérifiée et précisée.

M'inspirant de cet enseignement de Marx, dont les positions politiques évoluaient et reposaient sur les faits et non sur des données théoriques ou des principes figés, je suis favorable à un bombardement des bases militaires restées fidèles à Kadhafi (aviation, flotte, artillerie lourde) par n'importe quelle force étrangère, du moment qu'il n'est pas accompagné d'interventions militaires au sol, conformément à ce qu'exige les forces militaires de la révolution. Si le sort du soulèvement révolutionnaire pour chasser le dictateur Kadhafi du pouvoir en dépend, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation à avoir, une tout autre position relève du dogmatisme ou témoigne de l'incompréhension de la situation en Libye. Nous y reviendrons plus tard. En attendant nous condamnons l'intervention militaire saoudienne sur injonction de Washington en Bahreïn : troupes d'occupation dehors !

J'ai acheté ce matin un portable (Dell Inspiron 15R) et un micro-modem. Cela fonctionne, j'ai donc maintenant une connexion rapide, illimitée. Avec deux modems et deux ordinateurs, je ne serai plus en panne. Reste à domestiquer la bête, car tout est en anglais, le système est différent, Window 7, je ne suis pas informaticien et mon anglais laisse à désirer, c'est un euphémisme ! Il me reste à le connecter à l'autre ordinateur et le tour est joué. N'oubliez pas de contribuer financièrement au fonctionnement du site, je n'ai pas acheté ce jouet pour me faire plaisir, mais uniquement pour le site, c'est un réel sacrifice pour moi et Magueswary, pensez-y.

Sinon, ici il fait 35°C à l'ombre cet après-midi et la mer est à moins de 50 mètres du bureau où je vous écris, je pourrais tout aussi bien aller m'allonger sous un cocotier dans le jardin et profiter du temps qui passe et qui ne revient plus comme dit la chanson. Vous savez comment je me rends compte que l'hiver est terminé ? Quand je ne peux plus laver la salade à 15h sans me brûler les mains et la salade avec !

Parole d'internaute.

(à propos de la situation au Japon)

- "Comment peut-on spéculer et gagner de l'argent sur un pays qui vient d'être touché de la sorte ? C'est inimaginable et terrifiant !"

En voilà un, un lecteur du Figaro, qui découvre dans quel monde pourri nous vivons !

- "Le monde marche sur la tête. Alors que tous les moyens devraient être mobilisés pour venir en aide aux populations, on mobilise des milliards de yens pour "rassurer les marchés". Ces mêmes marchés qui sont responsables de la crise mondiale, de la destruction de la planète et de bien d'autres fléaux et qui, sans la moindre considération pour les victimes sont déjà en train de chercher comment se faire un maximum d'argent sur les cadavres encore chauds. Ces gens n'ont vraiment pas une once d'humanité ni de dignité. Faudra-t-il en venir à des actions violentes pour éliminer ces barbares dégénérés ?"

Une révolution par exemple ! Rassurez-vous, nous leur infligeront un traitement exemplaire à la hauteur de leurs méfaits, la sentence et son exécution seront radicales, sans appel et immédiate : coupables, fusillés !

Politique.

1- France.

A la fin de leur mandat, les ex-présidents de la République ne redeviennent pas des citoyens comme les autres. Alors que France Soir a estimé à 1 million d'euros le coût annuel du traitement réservé à Jacques Chirac pour les contribuables français, le site MyEurop a montré que ce traitement ne représentait pourtant pas une exception en Europe.

Retraite, château, pension annuelle, personnel (19 fonctionnaires sont affectés à son service), Jacques Chirac conserve encore de nombreux privilèges depuis qu'il a quitté l'Élysée, le 16 mai 2007. En effet, notre ancien président de la République cumule les avantages réservés à ses anciens mandats (président de la République, maire de Paris, conseiller à la Cour des comptes et député de Corrèze) et sa pension actuelle en tant que membre de droit du Conseil constitutionnel.

Selon le quotidien France Soir:

« Ces privilèges avantages ont été légalisés en catimini par un statut mis en place, en 1983, par le président François Mitterrand en accord avec Valéry Giscard d'Estaing. Curieusement, ces dispositions n'ont jamais fait l'objet de la moindre publicité au Journal officiel et le Parlement n'a pas été consulté à ce sujet. »

Seule une lettre discrétionnaire de quatre pages du Premier ministre Laurent Fabius datant de 1985, adressée à l'ancien président Giscard d'Estaing, a permis de lever le voile sur ces avantages en nature. (Slate.fr 14.03)

Lire dans cette page l'article d'où sont extraites ces infos. (<http://fr.myeurop.info>) La "légalisation" de ces privilèges par Mitterrand correspond sans doute à l'interprétation que l'on devait faire avant 1981 de l'expropriation des capitalistes inscrite dans le programme du candidat à la présidentielle.

2- Grèce. Strauss-Kahn aux travailleurs grecs : Vous avez bien mérité d'être dans la "**merde**"

Les images du documentaire sur Dominique Strauss-Kahn diffusé dimanche sur -Canal + passent en boucle depuis 24 heures sur les télévisions grecques. On y voit le directeur général du FMI voulant jouer la compréhension face aux invectives des manifestants grecs à Athènes. Devant la caméra, «DSK» se lâche: «*La réalité, c'est que ces gens-là, ils sont dans la merde.*»

Et gravement Mais, eux-mêmes, ils ont un peu bricolé, ils n'ont pas payé d'impôts, c'est un peu le sport national ici : ça truande un maximum », affirme le directeur du FMI. Dans un pays en récession, humilié et à fleur de peau, il n'en fallait pas plus pour déchaîner l'opinion publique.

Depuis dimanche, presse écrite, journaux télévisés, émissions politiques, éditorialistes et politiciens se relaient pour réagir, parfois violemment au propos de «DSK». *« Venant d'un socialiste, qui en plus, veut être président de la République française, c'est trop !, estime Notis Papadopoulos, directeur de la rédaction de Ta Nea. Il dénigre les sacrifices du peuple grec face à la sévérité du plan de rigueur imposé par le FMI »,* critique-t-il. Si la polémique continue, la prochaine visite du directeur général du FMI, à Athènes, s'annonce très mouvementée. (Lefigaro.fr 14.03)

Et les dirigeants du PS en France d'expliquer à qui veut bien encore les entendre, des illuminés ou des crétins ou encore des gens qui y trouveraient leurs comptes, suivez mon regard : ne faites pas d'amalgame entre la politique du FMI et son directeur général qui est de gauche... Ben voyons, continuez de nous prendre pour des abrutis, Marine Le Pen s'en régale !

Economie.

Japon

Alors que le pays reste en alerte ce matin, après une deuxième explosion dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, la Banque centrale japonaise (BoJ) prend des mesures exceptionnelles pour contrer les effets de la catastrophe dans les circuits économiques et financiers. La BoJ a en effet procédé ce matin à trois injections massives de liquidités pour un montant total de 15.000 milliards de yens, soit 131,2 milliards d'euros.

Par ailleurs, Market Watch qui cite l'agence de presse japonaise Kyodo, indique que 3000 milliards de yens supplémentaires seront injectés mercredi. En outre, la banque centrale envisage de racheter pour 10 milliards de yens (870 millions d'euros) d'actifs et d'obligations d'entreprises. L'établissement espère ainsi soutenir les marchés.

De leur côté, les agences de notation accordent un certain répit aux autorités. Moody's a dit ne pas percevoir les signes d'une crise budgétaire au Japon. La veille, l'agence avait jugé «temporaire» l'impact de la catastrophe sur les finances nippones et n'y voyait pas un facteur d'abaissement de la note souveraine du pays.

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance sur un repli de 6,18%. Le volume des transactions a atteint un niveau historique lundi à la Bourse de Tokyo, avec plus de 4,88 milliards de titres échangés sur le premier marché, soit plus de 2,5 fois la quantité moyenne habituelle.

L'action de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), qui exploite des centrales nucléaires en difficultés, a été particulièrement affectée, elle a perdu 23,57%, tous les détenteurs de titres se précipitant pour vendre. Les valeurs automobiles figurent également parmi les titres les plus pénalisés: Mitsubishi Motors a plongé de 10,9% et Toyota de 8,1%. En effet, de nombreuses entreprises japonaises doivent faire face à d'importants dégâts sur leurs sites de production. Honda, Nissan, Toyota, Sony, Mitsubishi Motors, Suzuki Panasonic ou encore Toshiba ont suspendu leur activité dans une ou plusieurs de leurs usines.

Autre secteur touché par la catastrophe japonaise, le luxe. L'ensemble des valeurs du luxe en Europe sont mises sous pression en Bourse ce lundi. Bien qu'en repli ces dernières années, le marché japonais compte encore parmi les grands marchés mondiaux du luxe, derrière l'Europe et les Etats-Unis. Il semble aujourd'hui être au coude à coude avec la Chine. L'Archipel représente, selon les estimations des analystes, 11% à 15% des ventes mondiales du secteur, évaluées à 180 milliards d'euros.

La réduction des capacités de production est accentuée par les pénuries d'électricité ou encore la fermeture des ports. Et le fonctionnement au ralenti du pays accroît encore la facture de la catastrophe. Même si les destructions résultant du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon vendredi restent difficile à évaluer, AIR Worldwide, spécialiste de l'évaluation du risque, a avancé un coût de 34,6 milliards de dollars pour les compagnies d'assurances. Et la note totale pourrait être supérieure aux 100 milliards de dollars du séisme de Kobé en 1995, affirme Valérie Plagnol, directeur de la recherche chez Credit Suisse France, au micro de BFM. (Lefigaro.fr 14.03)

Le 16 mars

L'actualisation du site sera minimum pendant quelques jours.

Je dois aller deux fois par jour dans une clinique de Pondichéry pour des injections intraveineuses d'un antibiotique et je perds

deux heures à chaque fois. Je tape au clavier avec deux aiguilles plantées au-dessus du poignet et un gros bandage, pas très pratique. Ils m'on injecté également un sédatif ou je ne sais quoi, j'ai la tête comme du coton et j'ai une terrible envie de dormir en vous écrivant. Il y en a pour quelques jours. Mon infection dans le cou a la taille d'un oeuf. Bon, il y a pire ! Pour tout arranger, il n'y a pas de courant toute la journée, génial on approche des 40°C ! Je n'utilise pas le ventilateur pour économiser la batterie.

Bien que je ne partage pas la position des camarades qui refusent toute intervention étrangère en Libye, même de simples frappes aériennes sur les installations militaires du dictateur, je suis minoritaire mais j'applique le centralisme démocratique et je me plie à la majorité, vous trouverez donc en ligne une déclaration du groupe Bolchevik qui explique pourquoi ils sont contre une telle intervention.

Pas le temps et la force d'aborder d'autres sujets comme le Japon...

Politique.

1- France.

1.1- Imaginez qu'ils ne s'en servent pas, on n'en vendrait plus, une idée insupportable !

Interrogé sur la vente d'armes françaises au général Kadhafi, le sénateur UMP Serge Dassault invité du 19h de Public Sénat, dont le groupe a fourni du matériel à la Libye, a répondu " *Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent.*"

« *Pourquoi est-ce qu'on essaye pas de faire une union nationale avec tous les gens qui sont compétents et qui pourraient peut-être résoudre tous les problèmes? Car il y a des socialistes qui ont des bonnes idées et des gens à droite qui ont des mauvaises idées* », a-t-il ajouté.

Invité à donner son sentiment sur Dominique Strauss-Kahn, favori dans les sondages pour porter les couleurs du PS à la présidentielle, Serge Dassault a répondu: « *Je le connais. Quand il était ministre des Finances, j'ai travaillé avec lui. C'est un des moins mauvais* ». (Publicsenat 15.03)

S'il le dit, croyons-le sur parole pour une fois !

1.2- Loin de la plèbe... Une « **République exemplaire** »... bananière !

Les vacances de François Fillon, suite... En vacances en Toscane en 2009, le Premier ministre s'est fait gracieusement prêter une Ferrari par le patron de la marque italienne, Luca di Montezemolo : c'est Charlie Hebdo qui révèle l'info dans son numéro à paraître mercredi.

Ajouté aux vacances en Egypte dans l'avion du président Moubarak, ce cadeau vient saper un peu plus l'image de Père La Rigueur que s'est construite François Fillon, par opposition au bling-bling de Nicolas Sarkozy. Matignon n'a pas voulu commenter les informations de l'hebdomadaire satirique, qui a obtenu confirmation du service de presse de Ferrari :

« *Le président de Ferrari, M. Luca di Montezemolo, est un cher ami de M. François Fillon et de son frère, M. Pierre Fillon [qui est vice-président de l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), organisateur des Vingt-Quatre Heures du Mans, ndr].*»

L'hebdomadaire n'a pas pu savoir quel modèle a été prêté au Premier ministre, que l'on sait grand amateur de voitures de sport. Mais Charlie Hebdo a trouvé que sur le site Just4VIP.com que la location d'une Ferrari va de 748 euros à 12 451 euros par jour, selon les modèles. Un beau cadeau de Ferrari, donc, en 2009, l'année de la pire récession depuis des décennies avec ses centaines de milliers de chômeurs supplémentaires.

Une affaire privée ? C'était déjà l'argument employé pour les vacances de Noël passées par le Premier ministre et sa famille en Egypte, avec la généreuse contribution d'Hosni Moubarak chassé du pouvoir par son peuple deux mois plus tard ; c'était aussi l'argument de Michèle Alliot-Marie et de ses vacances en Tunisie alors que Ben Ali réprimait les manifestations avant d'être contraint au départ.

Dans tous ces cas, rien d'illégal. Mais quel contraste par rapport à l'image lisse et rigoureuse « *vendue* » par François Fillon dans les pages papier glacé de Paris Match ! Et par rapport à l'exemplarité qu'exigerait la direction des affaires publiques, surtout en période de grave crise sociale dans le pays.

Et que dire du projet de loi sur la « *déontologie dans la vie publique* » que Nicolas Sarkozy a demandé à François Fillon de préparer, afin, disait l'Elysée au lendemain du scandale MAM, de « *promouvoir une véritable culture de la déontologie dans la vie publique française* » ? On attend le texte avec trépidation.

La Ferrari bleue (la couleur de l'UMP ?) de François Fillon restera, à côté du bling-bling présidentiel et des vacances tunisiennes de MAM, et de quelques autres extravagances éthiques, un symbole de la faillite de ce beau slogan de campagne sans lendemain que fut pour Sarkozy la « République exemplaire ». (Rue89 15.03)

2- Territoires palestiniens.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a approuvé «la revendication des manifestants en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui appellent à la fin de la division, en tenant des élections présidentielle, législatives et au Conseil national dès que possible».

Le chef du gouvernement Hamas à Gaza, Ismaïl Haniyeh, a appelé le président Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) et le Fatah à une «réunion immédiate ici dans la bande de Gaza ou dans n'importe quel endroit dont nous conviendrons, pour entamer un dialogue national global direct en vue de parvenir à la réconciliation», dans une déclaration télévisée.

A Gaza, des dizaines de milliers de manifestants ont convergé sur la principale place, selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab al-Ghoussein. «Non à la division!», scandait la foule.

Hassan, qui n'a voulu donner que son prénom, a affirmé que de jeunes hommes, «peut-être des éléments des services de sécurité en civil, ont empêché des participants de brandir la bannière jeune du Fatah», parti de M. Abbas.

«Ni le Hamas ni le Fatah ne tiennent à mettre fin à la division, chacun poursuit ses propres intérêts et le peuple va continuer à se mobiliser», a prédit Fawzane al-Chawa, employé de l'Université Al-Azhar.

En Cisjordanie, 3.000 personnes ont défilé sur la place centrale de Ramallah, siège de l'Autorité, 2.000 à Naplouse (nord), et autant à Hébron (sud), selon des journalistes de l'AFP.

«Nous voulons l'unité, nous sommes un seul peuple à Gaza comme en Cisjordanie. Le Fatah et le Hamas doivent écouter le peuple», a déclaré Mohammad Saleh, de Tulkarem (nord), étudiant à l'Université de Bir Zeit près de Ramallah.

«Nous les jeunes devons participer à cet événement pour obtenir le changement mais nous ne pouvons pas arrêter la division si les politiques ne changent pas d'attitude», souligne une manifestante, Sama Moussa.

«Je ne suis ni du Fatah ni du Hamas, je suis venu ici avec mes amis pour dire que la division, ça suffit», a expliqué à Naplouse Saëd, étudiant de 24 ans.

Les militants des différents mouvements ont détourné les consignes unitaires, ceux du Fatah arborant des keffieh blanc et noir, ceux de la gauche des keffieh rouges et des sympathisantes du Hamas des voiles verts.

«Nous sommes heureux que les jeunes aient participé à cette manifestation, aujourd'hui bien que les membres des différentes factions leur aient montré quelle catastrophe est la division», a déclaré à l'AFP une des organisatrices, Rand Khdaïr, à Ramallah, où une douzaine de jeunes ont commencé dimanche une grève de la faim, selon leur entourage. (Libération et AFP 15.03)

3- Libye.

Pour Mouammar Kadhafi, qui a entrepris une sanglante opération de reconquête, la cause est entendue, il a gagné. Les rebelles «n'ont plus d'espoir, désormais c'est une cause perdue pour eux», a-t-il assuré dans un entretien à Il Giornale. Pour les insurgés, il n'y a que «deux possibilités: se rendre ou fuir», a poursuivi le dirigeant libyen, en affirmant que «ces terroristes utilisent les civils comme boucliers humains y compris les femmes». Le leader libyen a également déclaré qu'il s'est senti «choqué et trahi» par ses anciens amis européens, qu'il menace de mesures de rétorsion.

Sur le terrain, où l'armée fidèle à Kadhafi progresse vers l'est, la réalité semble tout autre. Mardi soir, l'armée a marché sur Benghazi en «mission humanitaire». Le port pétrolier de Brega, dans le golfe de Syrte, cible de nombreux combats ce mardi matin, a fini par tomber. Même scénario à Ajdabiah, désormais sous le «contrôle total» des forces fidèles à Mouammar Kadhafi, ont rapporté la télévision libyenne et des témoins.

Un journaliste de Reuters a constaté que des rebelles, dont il n'a pas précisé le nombre, s'étaient retiré de cette localité située à 160 km à l'ouest de Benghazi, fief du soulèvement déclenché il y a un mois contre le régime de Tripoli. Depuis la semaine dernière, les forces de Kadhafi se sont emparées de plusieurs villes qui étaient aux mains des insurgés, comme le port pétrolier de Ras Lanouf, aux prix de raids meurtriers.

A l'autre bout du pays, près de la frontière tunisienne, les kadhafistes ont repris lundi Zouara, une des dernières localités que

les rebelles tenaient dans l'ouest du pays. Depuis une semaine, les fidèles du leader libyen ont gagné 160km sur les insurgés. Les troupes gouvernementales appliquent la même tactique pour reprendre les villes tenues par les rebelles.

Parallèlement, la communauté internationale hésite sur des sanctions à prendre concernant le régime du dirigeant libyen. Lors de la réunion du G8, ce mardi à Paris, les ministres des Affaires étrangères ont appelé à de nouvelles mesures à l'ONU pour «accroître les pressions» sur Mouammar Kadhafi, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Mais aucune zone d'exclusion aérienne a été mentionnée.(20minutes.fr 15.03)

4- Bahreïn.

Le roi du Bahreïn, Hamad Ben Issa Al-Khalifa, a proclamé mardi 15 mars l'état d'urgence pour trois mois, au lendemain de l'arrivée de troupes du Golfe venues l'aider à contenir la contestation chiite.

Selon un communiqué retransmis par la télévision officielle, le roi a chargé le commandant des forces armées de rétablir l'ordre en faisant appel à l'armée, aux forces de police, aux unités de la garde nationale et à *"toute autre force, si cela s'avère nécessaire"*. Cette dernière mention semble faire référence aux unités envoyées au Bahreïn par ses partenaires de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis qui ont décidé l'envoi de 500 policiers, pour aider la dynastie sunnite à faire face à la contestation populaire.

Des milliers de manifestants se dirigeaient, mardi après-midi, vers l'ambassade saoudienne à Manama pour dénoncer l'arrivée de troupes de la force commune du Conseil de coopération du Golfe, appelée *"Bouclier de la péninsule"*. Certains, revêtus de linéuls blancs, brandissaient le drapeau bahreïni, rouge et blanc, et répétaient des slogans hostiles à la monarchie. *"Sunnites et chiïtes, nous sommes unis"*, scandaient également les manifestants partis de la place de la Perle, épice de la contestation populaire.

Par ailleurs, dans le village chiite bahreïni de Sitra, plus de 200 personnes ont été blessées par balle lors d'affrontements opposant des manifestants à des *"bandes armées"* soutenues par la police, selon une source médicale locale. *"Plus de 200 personnes reçues ici avaient été blessées par des tirs de chevrotine"*, a déclaré à l'AFP un médecin, joint par téléphone. Il a affirmé que l'hôpital était assiégé par "des gangs armés" et des forces de sécurité visant les villageois chiïtes. Un manifestant a également été tué lors de heurts avec les forces de sécurité dans le secteur de Sitra, situé au sud de Manama, selon des sources médicales et des opposants chiïtes.

D'après le ministère de l'intérieur, un membre des forces de sécurité a été tué après avoir été renversé intentionnellement par un automobiliste faisant partie des *"fauteurs de trouble"*. (Lemonde.fr 15.03)

5- Egypte.

Les nouvelles autorités égyptiennes ont invité mardi les manifestants qui protestent au Bahreïn pour plus de démocratie dans ce royaume chiite gouverné par une dynastie sunnite à suivre l'exemple des Egyptiens de la place Tahrir, au Caire, qui ont renversé le régime du président Hosni Mubarak.

"En ce qui concerne Bahreïn, cet Etat est un pays ami. L'Egypte soutient entièrement toute nation qui se bat pour plus de liberté", a dit le nouveau chef de la diplomatie égyptienne, Nabil Alaraby, lors de sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"Tout ce que nous demandons, c'est que cela se déroule de manière pacifique comme l'ont fait les jeunes de la place Tahrir", a expliqué le ministre égyptien des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse commune avec son homologue américaine, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

Ouvrant la conférence de presse, Alaraby a déclaré: *"Nous espérons que notre relation de grande proximité avec les Etats-Unis se poursuivra en se développant à l'avenir."* (Reuters 15.03)

Pas de problème, c'est l'armée qui est toujours aux commandes !

6- Syrie.

Une quarantaine de personnes ont manifesté brièvement mardi à Damas, qui avait jusqu'ici échappé au vent de révolte soufflant dans le monde arabe.

Les contestataires ont défilé dans le souk Al Hamidiy de la vieille ville avant de se disperser des rues adjacentes pour échapper à la police secrète, dont la présence a été renforcée depuis les événements de Tunisie et d'Egypte, rapportent des témoins.

Selon le président Bachar al Assad, qui a succédé à son père Hafez en 2000, il n'y a aucune chance que la révolte gagne la Syrie. L'opposition n'y est pas tolérée et l'état d'urgence reste en vigueur. Le parti Baas, dirigé par le chef de l'Etat, est au pouvoir depuis 1963.

Dans un bref document vidéo visible sur YouTube, on peut voir quelques dizaines de personnes défiler après la prière de midi aux abords de la mosquée des Omeyyades en scandant "*Dieu! Syrie! Liberté! ça suffit !*", détournant un slogan pro-gouvernemental. (Reuters 15.03)

Social.

1- France.

1.1- Contre la «flichiatricie» !

Lancé après un faits-divers impliquant un patient à Grenoble, le chantier de l'hospitalisation et des soins psychiatriques arrive à un tournant crucial. Les députés débute ce mardi l'examen du projet de loi, jugé sécuritaire par le monde de la psychiatrie.

«*Le point de départ, on le sait, est une interrogation présidentielle par rapport à la sécurité de l'entourage des malades psychiatriques*», indique dans Libération le rapporteur UMP du texte, Guy Lefrand, qui parle d'une loi «très technique». Mais le collectif des 39 contre la nuit sécuritaire dénonce une «déraison d'Etat» et refuse la «flichiatricie» proposé, selon lui, par le projet de loi.

Le texte modifie les modalités d'hospitalisation en psychiatrie sans le consentement du patient, supprimant par exemple les sorties d'essai. Il introduit par ailleurs la notion de soins sans consentement en ambulatoire, c'est à dire sans hospitalisation. Après l'intervention du Conseil constitutionnel, un disposition prévoit désormais l'intervention d'un juge des libertés et de la détention pour maintenir un patient hospitalisé sans son consentement.

Après le succès de leur pétition, qui a dépassé les 21.000 signataires, le collectif a organisé une manifestation ce mardi à 16h devant l'Assemblée nationale. Les syndicats de psychiatres publiques, eux, appellent à la grève pour protester contre le projet de loi, jugé sécuritaire et inapplicable. (20minutes.fr 15.03)

1.2- Etat de guerre civile.

Un couvre-feu sera instauré dès mercredi soir pour les mineurs de Gennevilliers et Asnières, après la mort d'un adolescent ce week-end et une série de violences entre bandes rivales de ces communes des Hauts-de-Seine, a annoncé mardi à l'AFP la mairie d'Asnières.

«*Un arrêté de couvre-feu pour les mineurs va être pris à partir de demain (ndlr: mercredi) dans certains quartiers d'Asnières et de Gennevilliers. Les zones et les horaires précis seront déterminés par les maires des deux villes*», Sébastien Pietrasanta (PS) et Jacques Bourgoin (PCF), a indiqué Audrey Emery, porte-parole de la municipalité d'Asnières-sur-Seine.

Cette décision a été prise après de nouvelles violences mardi soir: un adolescent a été poignardé dans le bas du dos avec un tournevis, deux jours après la mort d'un autre jeune de 15 ans. Blessé, ce jeune qui serait originaire d'Asnières pourrait toutefois sortir dès mercredi de l'hôpital Bichat où il a été admis, selon la mairie d'Asnières.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Samy est mort après avoir été poignardé au thorax lors d'une rixe entre deux bandes rivales de la cité du Luth à Gennevilliers et du quartier des Courtilles à Asnières.

Après la mort de Samy, sa mère a lancé un appel au calme et à un arrêt des affrontements dans une lettre lue lors d'une conférence de presse et diffusée sur Facebook.

La sécurité a été renforcée avec le déploiement d'une centaine de policiers épaulés de CRS, le survol du quartier par un hélicoptère et une série d'interpellations.

«Les forces de police sont là pour empêcher les groupes de jeunes, qui sont extrêmement mobiles, de s'affronter», avait expliqué le préfet des Hauts-de-Seine, Patrick Strzoda.

Le préfet avait également «*demandé au recteur de faire en sorte que les élèves de Gennevilliers scolarisés à Asnières et ceux d'Asnières scolarisés à Gennevilliers n'aillent pas dans leurs établissements (lundi) pour éviter les tensions*».

Mais cela n'a pas enrayé la spirale de la violence. Dimanche, un homme de 22 ans a été passé à tabac et frappé à l'arme

blanche dans le quartier des Courtilles. Lundi, une marche d'hommage à Samy lundi, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, s'est déroulée sous haute tension.

Et mardi, après une bagarre près de la station de métro qui a nécessité l'intervention de la police, un autre adolescent a été poignardé.

Après ce nouvel incident, un attroupement de jeunes s'est formé, sans qu'aucun autre incident notable n'ait toutefois été relevé, a indiqué la mairie d'Asnières. (Libération.fr et AFP 15.03)

2- Irlande. La dictature des banquiers.

Le taux de chômage irlandais a touché son plus haut niveau en 17 ans au quatrième trimestre. Ajusté des variations saisonnières, le taux de chômage a atteint 14,7% entre octobre et décembre.

Par ailleurs, plus de 50% des chômeurs sont sans emploi depuis plus d'un an. "*Le chemin sera long et malheureusement cela dépendra toujours du secteur bancaire. Le problème du chômage ne peut être résolu tant que le système bancaire n'est pas en bonne santé.*" (Reuters 15.03)

Economie.

1- Portugal.

Moody's a abaissé mardi la note de la dette souveraine du Portugal de deux crans pour la porter à A3 et déclaré qu'il pourrait l'abaisser une fois de plus en raison de l'impact de la hausse des coûts de financement et des difficultés de Lisbonne à atteindre ses objectifs budgétaires.

L'agence dit son inquiétude de voir Lisbonne et l'économie portugaise dans son ensemble contraintes de se financer à des coûts élevés. (Reuters 15.03)

Alors que ce sont les agences de notation en abaissant la note de la dette souveraine de certains pays qui font grimper les coûts de financement !

2- Japon.

Sur les deux séances de lundi et mardi, le Nikkei 225 a plongé de 16%, soit sa baisse la plus marquée sur deux jours depuis 1987.

Le principal indice boursier australien a clôturé à un plus bas de plus de six mois, affichant un recul de 2,1%.

A la clôture, la Bourse de Séoul cédait 2,4% et celle de Taiwan abandonnait 3,5%.

La Bourse de Singapour affichait un recul de 3% à la mi-journée, celle de Hong Kong abandonnait 4% et l'indice principal de la Bourse de Shanghai reculait de 2,1%.

En fin de matinée, le marché indien était également orienté à la baisse (-1,3%).

A Paris, le CAC 40 a fini en baisse de 2,51%. (Reuters 15.02)

En réalité, toutes les Bourses plongent...

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars

Parole d'internaute

- "Comment peut-on se prononcer sans connaître le programme de chacun ! les sondés se prononcent pour la trombine des supposés candidats ! ce qui est extraordinaire c'est qu'ils se prononcent pour quelqu'un qui ne s'est pas encore déclaré candidat ! C'est fort de café quand même ! ou carrément c.."

Cela vous étonne ? Cela correspond sans doute à quelque chose, grattez-vous un peu les neurones, avouons que ce n'est pas facile pour un lecteur du Figaro... Je vous suggère une hypothèse : Peut-être que cela correspond au niveau de conscience politique de la majorité de la population ? Quelque chose me dit que je suis sur la bonne piste, non ? Ah ! je serais l'un des seuls à l'affirmer aussi ouvertement et à en tenir compte. C'est possible. Mais vous savez que cela ne date pas d'hier ? Vous ne vous êtes pas fait cette remarque, ce n'est pas bien grave, rassurez-vous vous êtes loin d'être le seul et partis comme nous le sommes, ce n'est pas près de changer ! Je veux dire par là que nous nous sommes mal barrés...

Je ne suis pas encore très en forme, je suis sous sédatif, mais je ne peux pas rester plus longtemps sans rien écrire sur la situation.

Et comme quoi je ne viens pas de commencer à réfléchir à la situation, il y a déjà 6 ans j'affirmais que l'Afrique serait la dernière cartouche du capitalisme mondiale, un continent surexploité et pillé littéralement par les multinationales, un continent contrôlé par des dictateurs à la solde de l'impérialisme, j'y voyais la dernière source de plus-values gigantesques à la source avant que les esclaves ne réclament leur dû et se révoltent. En réalité, en 2005 pour ne pas avoir été capable d'aller au bout de mon analyse je ne pouvais pas prévoir les soulèvements révolutionnaires et les révolutions auxquelles nous assistons aujourd'hui, à cette époque ce n'est pas que j'aurais négligé le facteur économique, disons que je ne disposais pas des outils nécessaires pour l'aborder de manière satisfaisante, nous avons tous nos faiblesses. Malgré tout, j'indiquais que c'était de ce côté-là qu'il faudrait avoir les yeux rivés assez rapidement, plus rapidement que je ne le pensais alors.

C'est également en 2005 que j'ai mis en relief le facteur démographique qui n'est pas étranger au développement des forces productives en Chine notamment et à la dernière division internationale du travail en date. J'indiquais que les pays les plus peuplés deviendraient logiquement les pays les plus puissants sur le plan économique, ajoutons sur le plan politique, même si le PIB par habitant reste à la traîne par rapport aux vieux pays capitalistes.

Le soulèvement révolutionnaire en Libye et le tsunami qui vient de frapper le Japon ont fait voler en éclat l'Union pour la Méditerranée et le G20, décidément c'est la guigne pour le capitalisme mondial. Ce n'est pas pour autant qu'ils entendent mettre un frein à leur offensive contre le prolétariat mondial, au contraire aux Etats-Unis comme dans l'Union européenne ils entendent le faire marcher au pas, c'est assurément le meilleur moyen pour qu'il se rebiffe ou que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases plus solides, notamment aux Etats-Unis, bref les scènes d'affrontements qui se déroulent quotidiennement au Yémen ou en Bahreïn ne font que précéder les crises révolutionnaires qui vont éclater dans l'Union européenne et dans d'autres régions du monde, car les contradictions du capitalisme sont tendues à l'extrême et la patience des peuples a ses limites.

Tandis que l'offensive de l'armée de Kadhafi pour écraser le soulèvement révolutionnaire en cours marquait des points, les uns se sont prononcés contre toute intervention militaire étrangère, même limitée à des frappes aériennes contre les bases militaires fidèles au despote, les autres préconisaient toutes sortes d'actions allant de l'interdiction du survol de la Libye jusqu'à une opération militaire de grande envergure pour renverser le tyran. Face à ces deux positions extrêmes, j'ai proposé une solution médiane qui consisterait à accepter le bombardement de ses bases navales et aériennes pour permettre de stopper son offensive contre les révolutionnaires. Je ne sais pas si dans le mouvement ouvrier quelqu'un a repris cette proposition, par contre j'ai constaté qu'il y en avait qui n'hésitaient pas pour défendre leur position à faire un amalgame avec l'entrée des troupes saoudiennes en Bahreïn, expliquant que toute intervention militaire en Libye se terminerai fatalement comme en Irak ou en Afghanistan, alors que rien ne permet d'étayer cette hypothèse, les forces révolutionnaires libyennes réaffirmant jour après jour refuser ce genre d'interventions au sol.

Il y a quatre jours aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie, ils ont montré Kadhafi sous sa tente de réception en présence des ambassadeurs de Chine, de Russie et d'Inde, le dictateur leur a proposé d'exploiter son pétrole à la place des multinationales américaines et européennes pour les remercier du soutien de leur pays. Trois jour plus tard, donc hier, cela n'a pas empêché Jupé de déclarer qu'une résolution sur la Libye était en bonne voie au Conseil de sécurité des Nations Unis, à croire qu'il ne suit pas l'activité politique internationale ou qu'il n'y comprend rien.

Pendant ce temps-là, l'Union européenne avançait vers la résolution d'un nouveau "pacte de stabilité" encore plus draconien que le précédent, tandis qu'en France Sarkozy mettait la dernière touche à son projet de "réforme constitutionnelle" qui a pour objectif de subordonner un peu plus l'Etat aux besoins insatiables de l'industrie financière. Aux Etats-Unis la même tentative pour museler les syndicats s'est traduite par des manifestations dans les grandes villes du pays, dont la plus importante manifestation dans le Winconsin depuis la fin de guerre du Vietnam (ou Viêt-nam). En France, le POI a lancé une campagne pour dire non au projet de "réforme constitutionnelle". Au premier abord nous n'avions pas envie de dénoncer cette initiative, puis nous nous sommes dits qu'en se situant dans le cadre d'une bataille de type front unique, soit elle échouerait et nous n'en parlerons plus, soit elle aboutirait et la vie continuerait comme avant, dans les deux cas ce n'est pas vraiment l'objectif que nous poursuivons et nous ne voyons pas quel bénéfice ou enseignement les travailleurs pourraient en tirer. Le non à de Gaulle en 1969 avait-il changé quoi que ce soit fondamentalement ? Rien en l'occurrence, les syndicats au lieu de collaborer avec l'Etat à l'intérieur des institutions continueront à collaborer de l'extérieur, et répétons-le la vie continuera tranquillement comme avant, pas pour tout le monde en réalité, puisque déjà à cette époque des millions de travailleurs et leurs familles continueront de survivre dans des conditions de précarité insupportables dans l'indifférence générale.

On voudrait nous faire croire qu'il suffirait que l'Etat décrète que les revendications salariales seraient désormais illégales pour qu'il

n'y ait plus moyen de faire grève dans le pays, de la même manière il suffirait de décréter interdits les partis qui prouvent la violence pour renverser l'Etat qu'ils disparaîtraient, or l'histoire de la lutte des classes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle nous enseigne exactement le contraire, avec en prime l'émergence de partis sans concession avec le capitalisme et les régimes en place, ce qui n'est pas franchement le cas des partis et des syndicats actuels. Les dynasties des Romanov en Russie ou des Hohenzollern en Allemagne au XIXe et au début du XXe siècle ont tout tenté pour museler le mouvement ouvrier sans jamais y parvenir tout à fait, en réponse à la répression dont elle fut victime, son avant-garde s'est renforcée et a attiré toujours plus de travailleurs, de nouveaux droits furent arrachés... Cela n'a pas été le cas sous Franco en Espagne pendant presque 40 ans, parce que l'avant-garde fut totalement décimée au cours de la guerre d'Espagne avec le soutien du stalinisme. A ce qu'on sache, aujourd'hui il n'existe pas en France une dictature similaire à celle de Franco et le stalinisme n'a plus les moyens d'empêcher une avant-garde révolutionnaire de se constituer et d'attirer vers elle des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs.

Dans leurs discours et dans leur politique les dirigeants du courant (CCI) qui dirigent le POI et avant lui le PT, le PCI et l'OCI, s'emploient systématiquement à déformer la réalité en pratiquant l'outrance, à les écouter depuis 30 ans au moins la Sécurité sociale devait disparaître du jour au lendemain, pareil pour les retraites, l'école publique, etc. quand tous les quatre matins ils ne nous annoncent pas que tout a basculé et qu'on aurait changé de régime, ou encore que les institutions sont à l'agonie, ils le répètent depuis 1958, ils remettent cela avec cette "réforme constitutionnelle", qui, si l'on se réfère au projet de "réforme du Pacte de stabilité" adopté mardi par les Etats membres de l'UE (lire l'article dans cette page), ne mentionne pas les syndicats, il sous-entend que les Etats devront procéder à de nouvelles contre-réformes des retraites pour ne pas dépasser la dette publique autorisée ou limiter la masse salariale de la fonction publique, exactement comme vient de le faire Sarkozy. On aurait tendance à dire qu'ils peuvent bien proclamer ou écrire ce qu'ils veulent dans leurs traités ou Constitutions, ils ne pourront pas empêcher les travailleurs de s'organiser et de passer à l'action quand ils l'auront décidé et éventuellement de se soulever. Doit-on penser que les dirigeants du POI seraient légalistes au point qu'un tel pacte ou une telle réforme leur ferait faire des cauchemars parce qu'ils les empêcheraient de continuer le combat par crainte de représailles de la part du régime actuel ? On cherche à comprendre ce qui les chagrine tant.

Tenez, un exemple tout frais d'hier. Page 2 du numéro 140 d'*Informations ouvrières*, on peut lire : "*Décider d'inscrire dans la Constitution le respect de l'équilibre budgétaire au prétexte de la réduction des déficits publics exigée par l'Union européenne, c'est, en un mot, rendre illégale et illégitime toute revendication.*". On baigne ici en plein délire, cela tient de la schizophrénie, comme quoi je n'ai rien exagéré plus haut. Qui va croire pareille baliverne ? Ils tiennent exactement le même discours depuis parfois 40 ou 50 ans pour les plus vieux d'entre eux, c'est vraiment grave docteur Freud ! Comment un tel discours pourrait-il être crédible ? Je n'ai pas encore eu le temps de lire ce numéro d'IO.

Et alors, si cette réforme est adoptée, qu'est-ce qu'on fait demain, on ne combat plus pour aucune revendication parce quelle serait déclarée illégale et illégitime ? Quelle affaire ! Ils feraient mieux de dire qu'ils n'ont pas trouvé un autre os à donner à ronger aux militants du CCI-POI ce serait plus honnête. Que l'Etat reconnaisse la légalité ou non d'une revendication, c'est une chose, de manière générale tout dépend s'il reconnaît ou non la lutte des classes, et encore, si par exemple vous revendiquez l'expropriation des capitalistes, je ne suis pas certain que cette revendication se verra attribuer le sceau de la légalité tant convoité, mais la légitimité d'une revendication, en aucun cas on ne peut demander à un Etat capitaliste quel que soit le régime en place de reconnaître la légitimité d'une revendication, elle est uniquement du ressort de la classe qui la pose, elle correspond aux intérêts d'une classe déterminée qui en l'occurrence ne détient pas le pouvoir, la classe ouvrière, donc avec ou sans réforme jamais l'Etat bourgeois ne reconnaîtra la légitimité d'une revendication posée par des ouvriers. Quand vous demandez à un patron de partager avec vous son profit, qu'est-ce qu'il vous répond ? Qu'il est le patron et qu'il en fait ce qu'il veut, c'est légitime de son point de vue de classe, comme il est légitime du votre de lui réclamer votre dû puisque c'est vous qui produisez les richesses. Vous n'allez pas demander à votre patron s'il trouve ou non légitime votre revendication, c'est absurde, pour lui elle ne l'est pas évidemment, comme pour vous il n'est pas légitime qu'il empoche la plus-value que vous avez produite, tandis que dans un geste d'une extrême bonté, il vous verse quelques miettes pour épaissir votre soupe et caler votre estomac. Donc sachez-le camarades, vous voilà prévenus : dès que cette réforme sera adoptée, si elle l'est un jour, c'est un autre sujet, toutes vos revendications seront déclarées illégales et illégitimes, mettez votre mouchoir dessus et bonne nuit ! Ou au trou ! Eux-aussi ils tiennent à voir monter la Le Pen ?

De plus, si l'on observe ce qui se passe en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays où viennent de se produire des soulèvements révolutionnaires, on constatera que les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière ne réclament pas une modification de la Constitution, ils ne se battent pas pour en extraire les articles les plus ouvertement opposés à leurs aspirations, ils exigent tout simplement une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions, la fin des régimes en place et une Assemblée constituante ou un nouvel Etat bâti sur la base de leur mobilisation révolutionnaire. Ils ne disent pas non à une réforme de la Constitution en vigueur, ils exigent son abolition et l'adoption d'une nouvelle Constitution, la leur ! On y reviendra plus tard.

Politique

1- France. Kadhafi fera-t-il tomber Sarkozy ?

Le régime libyen va révéler prochainement les détails des versements faits à Nicolas Sarkozy pour financer sa campagne

électorale de 2007, déclare Saïf al Islam, l'un des fils de Mouammar Kadhafi.

Interrogé par Reuters, l'Elysée a démenti que le chef de l'Etat ait bénéficié de fonds libyens.

Prié de dire ce que lui inspire le fait que la France ait été le premier pays à reconnaître le CNT installé à Benghazi, Saïf al Islam répond: "*Tout d'abord, il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale.*"

"C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve. Nous sommes prêts à tout révéler. La première chose que l'on demande à ce clown, c'est de rendre l'argent au peuple libyen", ajoute-t-il.

Saïf al Islam affirme que cette aide a été accordée à Nicolas Sarkozy "*afin qu'il oeuvre pour le peuple libyen*".

"Mais il nous a déçus. Rendez-nous notre argent. Nous avons tous les détails, les comptes bancaires, les documents, et les opérations de transfert. Nous révélerons tout prochainement", ajoute-t-il. (Reuters 16.03)

2- Libye

L'armée libyenne a donné mercredi jusqu'à 22h00 GMT aux habitants de Benghazi pour s'éloigner des positions tenues par les insurgés et des dépôts d'armes. Un texte est apparu à la télévision libyenne pour annoncer aux habitants du bastion de la rébellion que l'armée arrivait "*pour vous soutenir et pour nettoyer votre ville des bandes armées*".

Désormais, il est en position de force. Dans un entretien au Figaro, le colonel Kadhafi a donc répété qu'il excluait tout changement politique en Libye et qu'il entendait rester le "*guide de la révolution*" dans son pays. (20minutes.fr 16.03)

Les forces de Moammar Kadhafi pilonnaient mercredi celles de l'opposition, tant dans l'est que dans l'ouest du pays, le maître de Tripoli intensifiant son offensive pour reprendre le contrôle de la Libye.

En Libye, les bombardements se poursuivaient sans répit sur Ajdabiya, ville de 140.000 habitants, noeud routier et point d'approvisionnement stratégique pour la rébellion, et verrou de l'est. La chute d'Ajdabiya, totalement encerclée, ouvrirait en effet le chemin de Benghazi, bastion de l'opposition, et risquerait de sonner le glas de l'insurrection.

Misrata, dernière ville tenue par l'opposition dans l'ouest, était elle aussi la cible des tirs des forces gouvernementales depuis mercredi matin, selon le porte-parole de l'opposition à Misrata, Saadoun al-Misrati. Les communications y ont également été coupées. "*Les gens sont furieux. Ils attendent avec impatience une action internationale*", déplorait-il. "*Ce que Kadhafi fait, c'est d'exploiter le fait que la communauté internationale traîne les pieds*", a-t-il ajouté. (AP 16.03)

3- Bahreïn

Les autorités ont décrété mercredi 16 mars un couvre-feu de 16 heures (14 heures à Paris) à 4 heures (2 heures à Paris). L'annonce a été faite par un porte-parole de l'armée sur la télévision officielle, qui a précisé que la mesure serait appliquée à partir de mercredi et jusqu'à nouvel ordre. Il a ajouté que les rassemblements, marches et sit-in étaient interdits à travers le pays. Bravant ces prescriptions, un groupe de jeunes activistes a appelé au nom de la '*coalition du 14 février*' à une manifestation dans l'après-midi aux abords de la capitale, mais ils y ont apparemment renoncé, le Wefaq ayant invité ses partisans à '*éviter toute confrontation avec les forces de sécurité*'.

Selon des images de la télévision officielle, la police quadrillait la place de la Perle, épice de la contestation contre la famille royale des Al-Khalifa, et des bulldozers ont dégagé le quartier financier, dont les accès avaient été barrés par des blocs de béton placés par les manifestants.

La place portait encore la trace de la violence de l'intervention: tentes déchirées, restes de foyers d'incendie et débris éparpillés.

L'assaut est intervenu après la proclamation de l'état d'urgence par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, fort de l'appui des monarchies voisines du Golfe qui ont envoyé des forces pour l'aider à contenir la contestation.

Des centaines de policiers, arrivés à bord de chars, de transports de troupes et de bus, ont pris le contrôle de la place de La Perle après avoir dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes.

"Nous avons maintenant trois morts et un grand nombre de blessés", a déclaré un député de l'opposition. "*La situation est catastrophique. Les forces ont tiré à balles réelles*", a ajouté Khalil Marzouk, du mouvement chiite Wefaq.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué de son côté que deux policiers avaient été tués lors de l'assaut, renversés par des véhicules de manifestants, ce qui porte à quatre le nombre de policiers tués de cette manière en deux jours.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé que les manifestants avaient mis le feu pendant l'assaut à des tentes et fait exploser des bouteilles de gaz pour retarder la progression des policiers. Il a ajouté avoir repris le contrôle du complexe hospitalier de Soulaymania, le plus grand de la capitale, où étaient retranchés des protestataires.

"*Il n'y avait aucun moyen de résister*", a déclaré l'un des manifestants de la place de La Perle.

Le chef du Wefaq, cheikh Ali Salmane, a dénoncé sur la télévision Al-Jazira, l'assaut et affirmé que "*la solution ne viendra pas des canons*".

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a pour sa part affirmé que l'intervention lundi de forces des pays du Golfe pour mettre un terme à la révolte populaire était "*un acte hideux voué à l'échec*".

De l'Iran au Koweït, les chiites du Moyen-Orient ont condamné mercredi la violente répression menée par la dynastie sunnite au pouvoir contre les manifestants chiites de Bahreïn.

A Bagdad, des manifestants ont défilé mercredi dans les rues pour afficher leur soutien aux Bahreïniens.

En Irak, les rues de Bagdad ont même été le théâtre de manifestations de soutien aux protestataires. A Najaf, centre spirituel du chiisme à 110 km au sud de Bagdad, un des plus hauts dignitaires chiites basés en Irak, l'ayatollah Bachir al-Najafi, a demandé "*l'arrêt immédiat de cette injustice*". (Libération.fr et AFP 16.03)

Le ministre de la santé du royaume, Nizar Baharna, un chiite, a annoncé sa démission, après l'entrée de la police dans un hôpital de Manama où étaient retranchés des manifestants chiites. Selon des témoins, les forces de sécurité ont démantelé un sit-in devant l'hôpital Salmaniyah et pénétré dans l'établissement, harcelant le personnel et les blessés.

Par ailleurs, douze juges chiites ont annoncé leur démission pour protester contre la dispersion violente du sit-in de la place de la Perle, dans le centre de la capitale, qui a fait cinq morts, trois manifestants et deux policiers. Dans un communiqué, ces juges ont indiqué vouloir ainsi protester contre "*l'usage de la force excessive*" contre les manifestants. Ces juges appartenaient à la section en charge des affaires de la communauté chiite au sein du ministère des Affaires religieuses qui a compétence en matière de statut personnel (divorce, mariage, héritage) pour les chiites, majoritaires dans le pays. (Lemonde.fr 16.03)

4- Yémen

Devant l'Université de Saana, les opposants continuent de manifester ce mercredi 16 mars. Le sit-in en cours depuis le 21 février place de l'Université s'est transformé en un immense camp de toile qui déborde sur les rues environnantes.

Dans la ville de Jouf, au nord-est de Sanaa, la capitale, les combats se sont poursuivis pour la troisième journée consécutive entre des partisans du parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG) et des sympathisants de l'opposition, selon un responsable local. Trois partisans du CPG ont été blessés, selon cette même source.

Les partisans du régime tentaient de déloger ces opposants retranchés depuis lundi dans les bureaux du siège du gouverneur de la province. Un opposant a déjà été tué, et une vingtaine de personnes blessées, mardi dans cette ville, située à la frontière avec l'Arabie saoudite.

Dans la région de Saada, dans le nord du Yémen, des milliers de manifestants ont défilé dans la localité de Dhahyane pour demander le départ du président Ali Abdallah Saleh.

Cette zone, contrôlée par les rebelles zaïdites qui combattent épisodiquement depuis 2004 les forces armées yéménites, connaît de nombreuses manifestations hostiles au régime.

D'après les observateurs, ces affrontements prennent un caractère tribal. Ils ont constaté que des centaines de membres de tribus se sont joints ces deux derniers jours aux manifestants, installant des tentes marquées au nom de leurs provinces. En face, les partisans du régime qui se sont affrontés aux manifestants font partie des tribus d'Al-Hamad et Al-Hadra, alors que les opposants appartiennent à d'autres tribus.

Cheikh Amine al-Akaimi, chef du congrès des tribus de Bakil, a assuré que cette puissante confédération tribale était "*avec la révolution des jeunes et prêts à les protéger*". "*Nous demandons au président de partir*", a-t-il ajouté. Des chefs de la confédération tribale des Hached, la plus importante du pays à la structure clanique, s'étaient par ailleurs déjà ralliés à

la contestation.

Du côté des autorités, le ministère de l'Intérieur a limogé le chef de la sécurité de la ville d'Aden, le brigadier Abdallah Qiran, après une vague de démissions de responsables locaux en protestation contre la répression des manifestations anti-gouvernementales. (Reuters 16.03)

Des partisans du gouvernement, armés de bâtons, de couteaux et d'armes à feu, s'en sont pris aux manifestants de l'opposition installés en campement sur une place d'Al-Hodeïda, ville portuaire dans le sud du Yémen, les affrontements faisant des centaines de blessés, selon des témoins.

D'après les témoins, les partisans du président Ali Abdallah Saleh étaient au moins 10.000. Il s'en sont pris à environ 4.000 manifestants de l'opposition dans ce port situé sur la Mer rouge. La police est intervenue pour séparer les deux camps à coups de gaz lacrymogènes, la plupart des blessés souffrant d'intoxication après avoir inhalé ces gaz.

Selon des témoins s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, ces assaillants étaient des membres de la police secrète et des "voyous à la solde du gouvernement".

Mardi, les pro-gouvernementaux à Al-Hodeïda ont mis le feu au siège local du parti Al-Islah, un des principaux partis d'opposition. Une attaque qui a fait cinq blessés, selon le parti.

Toujours mercredi, mais dans la province de Taïz, huit jeunes femmes ont été blessées lors de la dispersion d'une manifestation étudiante contre Saleh. (AP 16.03)

5- Syrie

Les forces de l'ordre syriennes ont dispersé mercredi 16 mars des dizaines de parents de prisonniers politiques manifestant dans le centre de Damas. Encadrés par un grand nombre de policiers et d'agents des forces de sécurité en civil, ils s'étaient rassemblés sur la place Marjé, jouxtant le ministère de l'intérieur. Au moins cinq manifestants ont été arrêtés puis conduits à bord d'un véhicule.

Une contre-manifestation de soutien au président Bachar al-Assad a réuni des dizaines d'autres manifestants, rassemblés sur la même place. Ils portaient des drapeaux syriens et scandaient des slogans en faveur du président : *'Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifierons pour Bachar.'*

Selon des témoins, plusieurs intellectuels qui étaient venus soutenir les familles des détenus ont été interpellés, parmi lesquels l'écrivain Tayeb Tizini, le militant et blogueur kurde Kamal Cheikho, qui avait été libéré dimanche de prison, ainsi que les militants Mazen Darouiche et Nahed Badaouia. A été également interpellé Omar Labouani, fils d'une importante figure de l'opposition, Kamal Labouani, qui purge une peine de douze ans de prison.

Les familles de 21 militants des droits de l'homme avaient annoncé samedi dans un communiqué qu'ils comptaient se rendre au ministère de l'intérieur pour remettre un message réclamant la libération de leurs proches. *'Après une longue attente et des rumeurs sur une proche libération des détenus de conscience en Syrie, nos espoirs se sont envolés. Nous avons décidé de remettre mercredi à midi une lettre au ministre de l'intérieur qui contiendra nos plaintes et souffrances'*, souligne le message de familles publié par l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH). Parmi les détenus figurent les avocat des droits de l'homme Anouar Bounni et Mouhannad al-Hassni, ainsi que des médecins, ingénieurs et écrivains. (Libération.fr 16.03)

6- Algérie

La police a fait usage mercredi de grenades lacrymogènes pour disperser à Alger de jeunes manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov, a constaté un journaliste de l'agence Reuters.

Les protestataires, qui avaient bloqué une artère de l'est de la capitale, ont affirmé ne pas avoir de revendications politiques. Ils souhaitent obtenir des pouvoirs publics de meilleures conditions de logement.

"On vit comme des chiens. Nous vivons avec toute la famille dans un même appartement et ce depuis les années 1960", a expliqué à Reuters un jeune homme.

Les manifestants - une soixantaine au départ pour atteindre ensuite 150 environ - venaient pour la plupart de la cité ouvrière de Diar el Mahsoul et demandaient à être reçus par des responsables pour faire part de leurs doléances. (Reuters 16.03)

Social

1- Etat de guerre civile, suite.

Le couvre-feu instauré ce mercredi soir pour les mineurs à Asnières et Gennevilliers, dans les quartiers des Hauts d'Asnières et du Luth, durera jusqu'au 24 mars, a indiqué ce mercredi matin la préfecture du département des Hauts-de-Seine.

Le préfet Patrick Strzoda a précisé le dispositif du couvre-feu: les mineurs qui seraient à l'extérieur entre 20h et 6h du matin, non accompagnés, peuvent être contrôlés et placés en garde à vue s'ils sont armés. Sinon, ils seront remis aux parents et ceux-ci risquent une amende de 38 euros.

Les auteurs des agressions au tournevis et au couteau n'ont pas été arrêtés, a précisé le procureur ce mercredi matin, mais quatre jeunes majeurs doivent passer en comparution immédiate et quatre mineurs doivent être présentés au juge des enfants ce mercredi après-midi. Au total, 39 personnes, dont 22 mineurs, ont été interpellées depuis samedi.

Le parquet a par ailleurs annoncé la constitution d'un groupe local de traitement de la délinquance à Asnières et Gennevilliers. (20minutes.fr 16.03)

2- Apprentis sorciers

Le nombre d'incidents et d'anomalies sur des centrales nucléaires en France a doublé en dix ans et on en a recensé plus de 1.000 en 2010, selon un rapport de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) cité mercredi par Europe 1.

L'échelle internationale des risques nucléaires compte sept niveaux. Selon l'ASN, l'accident en cours dans la centrale japonaise de Fukushima a atteint le niveau 6.

"En France, plus de 1.000 incidents ont été recensés l'année dernière, pour la majeure partie sans importance. Seuls trois incidents de niveau 2 ont été recensés, mettant en cause des défaillances importantes des systèmes de sécurité", peut-on lire sur le site internet d'Europe 1.

Ce niveau de gravité "peut s'apparenter à une contamination importante ou encore à une surexposition d'un travailleur", ajoute la radio. (Reuters 16.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie

La Bourse de Paris et les autres places européennes ont accentué leurs pertes mercredi après-midi pour finir en net repli, affectées par un regain d'inquiétude des investisseurs sur la situation nucléaire au Japon après des déclarations alarmistes de l'AIEA et du commissaire européen de l'Energie.

L'indice CAC 40 a perdu 2,23%. Londres et Francfort ont respectivement abandonné 1,70% et 2,01%. Du côté des indices paneuropéens, l'EuroStoxx 50 a reculé de 2,26% et l'EuroFirst 300 de 1,61%. Wall Street a chuté de près de 2% mercredi. (Reuters 13.03)

2- Grande-Bretagne

Malgré la mauvaise nouvelle du jour et l'annonce que le chômage en Grande-Bretagne avait atteint 8% de la population active soit 2,53 millions, son plus haut niveau depuis 17 ans, le ministre des Finances George Osborne avait un grand sourire. Il faut dire que son invité Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, a félicité les Britanniques pour leur plan de réduction des déficits publics, avec un plan d'austérité de 95 milliards d'euros sur 4 ans. «*Quand vous avez un budget qui atteint les deux chiffres, il faut agir très vite, frapper très fort pour retrouver l'équilibre*», a répondu Angel Gurría à un journaliste qui lui demandait si les coupes budgétaires engagées par la coalition des Conservateurs et des libdems n'était pas trop brutales.

Mais les louanges de l'OCDE s'accompagnent tout de même d'un important bémol: pour l'organisation le redémarrage de la croissance britannique sera moins fort que ce qu'annonçaient les chiffres officiels du gouvernement.

La croissance du PIB en 2011 ne serait que de 1,5% avant d'atteindre 2% en 2012. Ces chiffres sont malgré tout optimistes sachant que le PIB s'est contracté de 0,6% sur le dernier trimestre de l'année 2010. «*Une reprise générale s'est amorcée à la fin de l'année 2009, mais l'économie devra affronter de puissants vents contraires en 2011*» met en garde le rapport. Les principaux freins pour l'économie seront les coupes faites dès cette année dans un grand nombre d'allocations sociales et la réduction brutales des dépenses publiques dans tous les secteurs. (Lefigaro.fr 16.03)

3- Italie. L'argent n'a pas d'odeur.

L'Italien Eni a appelé mercredi l'Europe à lever les sanctions imposées à la Libye, alors que l'armée libyenne reprend le terrain conquis précédemment par l'opposition au régime de Mouammar Kadhafi.

Le groupe pétrolier italien, très implanté en Libye, est la première société occidentale à demander que les liens soient renoués avec Tripoli, qui pourrait prochainement rouvrir les vannes d'or noir.

Selon Paolo Scaroni, les relations d'Eni avec la Libye ne sont pas remises en cause.

"Je ne considère pas qu'elles aient été compromises. Nous avons maintenu des relations avec la National Oil Corporation (NOC), qui est notre principal interlocuteur" en Libye, a-t-il déclaré.

Mercredi, le directeur de la NOC, Shokri Ghanem, a assuré à Reuters que les contrats existants avec les groupes pétroliers occidentaux seraient honorés.

Eni a investi des milliards de dollars en Libye, et l'Italie importait avant le début des violences 500.000 barils de pétrole libyen par jour, soit 22% de sa consommation.

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, était considéré comme le plus proche partenaire de Mouammar Kadhafi en Europe, mais l'a récemment appelé à quitter le pouvoir.

Le guide libyen a depuis déclaré se sentir trahi par ses anciens alliés européens.

"Il me semble que l'on a trop vite misé sur le mauvais cheval et qu'il sera difficile d'en changer", a déclaré un des conseillers d'une firme d'analyse du risque travaillant sur la Libye.

"D'un point de vue pratique, je ne vois pas comment des grandes entreprises comme Eni peuvent revenir au milieu des sanctions, même si Kadhafi appelle Berlusconi pour lui envoyer sa bénédiction", a ajouté cette source, qui ne souhaitait pas être nommée. (Reuters 16.03)

4- Guinée

La société française NCT Necotrans a déposé plainte pour corruption mercredi au parquet de Paris après avoir perdu au début de l'année la concession du port de Conakry, en Guinée, au profit du groupe Bolloré, ont annoncé ses avocats. Lire la suite l'article

Bolloré a signé vendredi dernier un contrat d'une valeur de 500 millions d'euros pour la gestion du port de conteneurs de la capitale guinéenne. Il se refuse à tout commentaire sur la plainte.

Necotrans dit avoir perdu 40 millions d'euros quand le pouvoir guinéen du président Alpha Condé a dénoncé un précédent accord datant de 2008 et a envoyé l'armée réquisitionner les installations.

La société relate dans sa plainte, remise au procureur Jean-Claude Marin, que le groupe Bolloré, via sa filiale Euro RSCG, a financé la campagne électorale d'Alpha Condé.

Il remarque que le chef d'Etat guinéen sera reçu à Paris la semaine prochaine par Nicolas Sarkozy, ami de Vincent Bolloré. Ce dernier avait prêté son yacht au président français élu après son élection en 2007 et il avait prêté son avion au couple Sarkozy-Bruni pour des vacances en Egypte.

Necotrans admet cependant ne pas présenter de preuves matérielles d'une opération de corruption.

La société avait obtenu en 2007 la concession pour 25 ans du port, confiée à sa filiale Getma et entrée en vigueur en 2008.

Le site est stratégique pour les exportations minières. La concession a été renouvelée en janvier dernier, affirme Necotrans, avant, selon elle, un brusque revirement consécutif à un déplacement de Vincent Bolloré à Conakry en février.

"Le Groupe NCT Necotrans, par ses avocats Cédric Fischer et Pierre-Olivier Sur, dépose plainte entre les mains de Monsieur Jean-Claude Marin procureur de la République de Paris et demande l'ouverture d'une enquête préliminaire pour corruption internationale", annonce NCT Necotrans dans un communiqué.

Interrogé mardi soir sur les conditions de l'attribution du nouveau contrat, Vincent Bolloré a répondu, en marge de la présentation des résultats 2010 de son groupe, que la procédure avait été régulière.

"On était deuxième de l'appel d'offres, le numéro un a été déclaré défaillant, on passe donc en tête, c'est assez courant, ce n'est pas un gré à gré, c'est simplement une défaillance", a-t-il expliqué.

"Il n'y a pas le moindre document qui établirait la moindre défaillance, au contraire", a déclaré de son côté à Reuters Pierre-Olivier Sur, avocat de NCT Necotrans.

"Même s'il y avait eu défaillance, il faut dans ce cas-là respecter la procédure. Il a des moyens de sortir d'un contrat et rien ne justifie la réquisition ou qu'on envoie l'armée", a-t-il ajouté.

Bolloré et NCT Necotrans possèdent respectivement les premier et deuxième réseaux logistiques intégrés en Afrique. S'il sont en conflit à Conakry, tous deux sont partenaires dans la gestion d'autres ports africains, notamment au Gabon et au Bénin. (Reuters 16.03)

5- Japon

Pour la troisième journée consécutive, la banque centrale japonaise est intervenue mercredi pour mettre des liquidités sur les marchés financiers, portant le total des fonds injectés en urgence à 55.600 milliards de yens (494 milliards d'euros).

La dernière offre de financement proposée par la Banque du Japon est intervenue alors que la bourse de Tokyo se reprenait après une chute vertigineuse de l'indice Nikkei, après le tsunami et le séisme dévastateur, qui avait perdu 20% en deux jours, pour atteindre son plus bas niveau en près de deux ans. L'indice a finalement terminé mercredi en hausse de 5,7%. (AP 16.03)

Combien va coûter le séisme? Telle est maintenant la grande question que se pose le Japon. Entre 10.000 milliards et 16.000 milliards de yens (140 milliards d'euros), calculent les banques qui ne prennent pas en compte les investissements nécessaires pour la reconstruction du pays. Or, ceux-ci devraient dépasser les 4000 à 5000 milliards de yens, selon les estimations de Credit Suisse. Les Japonais, pour y faire face, vont être tentés de puiser dans leurs réserves à l'étranger qui sont considérables en actions et en obligations. Elles représentent 59% du PIB japonais (3925,9 milliards d'euros), si l'on en croit l'agence de notation Moody's. Un mouvement qui poussera le yen à la hausse risque, souligne Fitch Ratings, d'être «plus préjudiciable» aux industriels que la catastrophe elle-même. (Lefigaro.fr 16.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mars

Bien que la déclaration de l'intersyndicale jaune ne présente aucun intérêt, je l'ai quand même mise en ligne dans le site. Si la situation sociale est "grave", c'est bien parce que vous êtes les fossoyeurs du syndicalisme et de nos droits au profit des capitalistes dont vous êtes les valets.

Comme quoi nous nous faisons des illusions sur le compte du PS ou nous n'y comprenons rien.

Lu dans un article de G. Hoffmann (courant socialiste du POI) intitulé *Où se trouve la solution à la crise économique, politique et sociale ?* (IO n°140 page 7) :

"Nous sommes, bien entendu, comme socialistes maintenus, hostiles à une alliance de la gauche avec le centre et la droite modérée. C'est toute la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste à l'époque, en rupture avec les errements à droite de la SFIO, qui serait ouvertement reniée.". Passons sur "les errements à droite de la SFIO", son passage avec armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière le 4 août 1914, sans doute un "détail" qui en vaut bien d'autres... Où est le tour de passe-passe demanderez-vous ? Fastoche : ceux qui ont reproclamé le Parti socialiste en 1971 n'avait pas besoin d'une alliance avec "le centre et la droite modérée" puisqu'ils le représentaient ! Le grand bourgeois Mitterrand décoré de la francisque et qui donna l'ordre de bombarder Sétif (Algérie) le 8 mai 1945, qui comptait parmi ses amis un certain Bousquet, n'était-il pas un homme de gauche ?

Mais pourquoi s'emploient-ils ainsi à manipuler l'histoire du PS ? Pardi, pour vous faire croire que ce parti serait un parti ouvrier. Depuis le 4 août 1914, avant en réalité, la SFIO et le PS ont toujours soutenu les institutions et le régime en place, le capitalisme. Le PC n'a jamais agit autrement. Mais ces gens-là s'en foutent, ce n'est pas un problème pour eux parce qu'ils ne situent pas leur combat politique dans la perspective du socialisme, ils n'ont jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise et

s'en trouvent bien ainsi, et les "trotskystes" du POI s'en accommodent.

C'était quoi la *"la politique qui a permis la reconstitution du Parti socialiste"* ? Un programme bidon pour affaiblir le PCF, des paroles aussi vite envolées une fois au pouvoir, voilà sur quoi reposent uniquement leurs convictions pour peu qu'ils en aient. A lire monsieur Hoffmann en 1971 les dirigeants du PS étaient sincères, c'est seulement plus tard qu'ils se sont reniés. Remplacez-les par des dirigeants plus honnêtes et le tour est joué, vous voilà avec un PS tout neuf tout propre prêt à reprendre du service pour la bonne cause, CQFD. Hoffmann est un illusionniste et rien de plus.

Il enfonce le clou en ajoutant *"La solution, pour unifier et gagner, ne peut exister que sur la base des valeurs fondamentales du socialisme."* auxquelles certains dirigeants du PS tiendraient tant, c'est bien connu ! Des noms, vite ! Tout cela, ne rigolez pas, pour *"battre la droite"* comme en 81, c'est lui qui le précise, attention c'est que l'affaire est sérieuse, car *"c'est en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme, qui seule a fait tous les succès du mouvement ouvrier, que se trouve la solution"*, traduisons ou rétablissons les faits, il devait vouloir dire qu'en parole *"en restant fidèles à la politique de rupture avec le capitalisme"*... le PS peut "gagner" le jackpot comme en 81, quant à la rupture avec le capitalisme, on sait ce qu'il en a été, Hoffmann le sait pertinemment et les dirigeants du POI aussi, mais ils s'en foutent tous aussi bien les uns que les autres. Après cela on nous accusera de leur faire des procès d'intention ou de les calomnier, franchement, un peu de sérieux. Notez bien que cet article est paru dans la rubrique Tribune libre d'*Informations ouvrières* dans laquelle s'expriment en réalité des adhérents du POI, à croire que les instances de leur parti ne servent pas à grand chose ou qu'elles ne leur permettent pas de s'exprimer librement. Donc cet article ne nous était pas destiné, il concernait uniquement les militants du POI, désolé.

Dans un autre registre mais tout aussi insupportable, le social-patriotisme ou le produisons français, on peut lire en page 16 : *"on apprend, selon une statistique officielle, qu'entre 1980 et 2007, l'industrie française a supprimé 1 910 000 emplois, soit le tiers des effectifs industriels"*, quelle horreur mon Dieu ! l'évolution du capitalisme mondiale a suivi son cours à défaut de passer au socialisme, voilà tout. Ce sont des nostalgiques d'un passé révolu pour ne pas avoir été capables d'entrevoir l'avenir, ils vivent dans le passé, ils ont les yeux braqués vers le passé, comment voulez-vous qu'ils saisissent le présent et ses tendances et qu'ils entrevoient l'évolution futur de la société et du monde, difficile, voire impossible de revendiquer (un jour indéterminé et forcément lointain) la direction du mouvement ouvrier, non ? On ne vit décidément pas dans le même monde et on ne peut pas se comprendre.

Page 16 toujours, Michel Sérac écrit *"Les gouvernements s'avouent esclaves de ces « marchés »"*, les marchés financiers qui spéculent sur les matières premières dont celles destinées à l'alimentation. Mais c'est leur faire la part belle, c'est encore les épargner, car en réalité ils ne sont pas plus "esclaves" que pris dans un "piège", tous les gouvernements savent pertinemment qu'ils ont un sale boulot à faire et ils le font consciencieusement. Si nous n'avions pas notre conscience politique nous nous adresserions aux dirigeants de l'UMP en les appelant à ne plus être les "esclaves" des marchés, lâchez-vous un peu bordel, un peu d'audace ! Au POI ils en sont arrivés à prendre à la lettre ce que disent d'eux-mêmes les gouvernements en guise d'analyses. Ils doivent être bien fatigués... Tous les gouvernements sont les représentants des marchés et mettent en oeuvre une politique qui correspond à leurs intérêts, point barre, c'est net, précis et plus clair, non ? Voilà ce qui doit être le point de départ de notre analyse de la situation politique.

Politique

1- France. Guéant reconnu par ses pairs, un **"adhérent d'honneur du FN"**.

"Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux, ou bien ils ont le sentiment de voir des pratiques (...) qui s'imposent à eux et qui ne correspondent pas aux règles de notre vie sociale", a déclaré M. Guéant jeudi sur Europe-1. *"Nos compatriotes veulent choisir leur mode de vie, ils ne veulent pas qu'on leur impose un mode de vie"*.

Pour la présidente du FN, le ministre de l'Intérieur *"pourrait être adhérent d'honneur du FN puisqu'il est touché par la grâce, sauf que cela n'annonce que les prochaines élections"*. (AP et Lepost.fr 17.03)

2- Libye.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté jeudi 17 mars au soir en faveur d'un recours à la force contre les troupes du colonel Mouammar Kadhafi, ouvrant la voie à des frappes aériennes en Libye. La résolution de l'ONU a été adoptée avec dix voix pour sur les 15 membres du Conseil de sécurité, et cinq abstentions. La Chine et la Russie se sont abstenues mais n'ont pas utilisé leur veto pour bloquer le texte. Alors que Mouammar Kadhafi a annoncé un assaut contre la ville de Benghazi, fief des rebelles, la résolution adoptée par le Conseil autorise *"toutes les mesures nécessaires"* pour protéger les civils et imposer un cessez-le-feu à l'armée libyenne.

A Benghazi, une foule en liesse s'est rassemblée pour saluer le vote. Des coups de feu ont été tirés en l'air en guise de célébration tandis que de nombreux pétards étaient allumés dans la ville. Plusieurs centaines de jeunes étaient rassemblés devant le siège du Conseil national de transition, l'instance dirigeante mise en place par les insurgés, et brandissaient les drapeaux de la monarchie en vigueur avant la prise du pouvoir par le colonel Mouammar Kadhafi en 1969. *"J'ai vu l'annonce du vote sur Al*

Jazira, c'est le plus beau jour de ma vie, tous les citoyens sont heureux", a déclaré un habitant à l'AFP.

La France avait auparavant annoncé des frappes aériennes dès l'adoption de la résolution. *"Il n'est pas question de faire quelque chose au sol. C'est très clair. L'alternative, elle coule de source : c'est effectivement l'utilisation de la force aérienne"*, a précisé avant la réunion du Conseil de sécurité Alain Juppé.

"C'est une opération en coalition, nous sommes avec d'autres, nous ne sommes pas seuls. Ce n'est pas une opération française, c'est une opération internationale", a-t-il souligné.

Le pouvoir libyen a de son côté dénoncé la décision du Conseil par la voix du vice-ministre des affaires étrangères Khaled Kaaïm. *"Cette résolution traduit une attitude agressive de la communauté internationale, qui menace l'unité de la Libye et sa stabilité"*, a déclaré M. Kaaïm peu après le vote. Le responsable libyen a dénoncé un *"complot"* de la communauté internationale et *"une volonté de pays comme la France, la Grande-Bretagne et les Etats-unis, de diviser le pays"*. Selon lui, la résolution est un *"appel aux Libyens à s'entretuer"*. (Lemonde.fr 17.03)

3- Yémen

Des partisans du gouvernement yéménite, soutenus par les forces de sécurité, ont attaqué jeudi des manifestants dans la capitale Sanaa et la province de Taz (sud), faisant au total quelque 90 blessés, selon des sources médicales.

Dans la province de Taz, la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs milliers de manifestants, et des partisans du gouvernement ont attaqué les protestataires avec des barres en fer, des bâtons et des couteaux, selon des témoins.

"Des voyous -des membres des forces de sécurité en civil- nous ont attaqués", a déclaré un manifestant. Quelques heures plus tard, les manifestants de la province ont subi un nouvel assaut. Selon des sources médicales, quelque 80 d'entre eux ont été blessés, dont quatre par balles. (AP 17.03)

4- Bahreïn

Six personnalités de l'aile dure de l'opposition à Bahreïn ont été arrêtées dans la nuit de mercredi à jeudi, au lendemain d'une répression sanglante de manifestations à Manama, a annoncé l'opposition. Il s'agit de cinq figures chiites et d'un opposant de gauche sunnite. *"Ils ont tous été arrêtés dans la nuit"*, déclare Khalil Marzouk, député du mouvement chiite Al-Wefaq .

Selon un communiqué officiel lu à la télévision d'Etat, les six opposants arrêtés étaient *"en contact avec des Etats étrangers"* et avaient appelé *"à la chute du régime"*. Le texte précise que *"des mesures judiciaires" seront prises à l'encontre de ces six hommes "qui ont incité à tuer des citoyens et détruire des biens publics"*.

L'opposition bahreïnie a assuré, jeudi soir, qu'elle va poursuivre ses manifestations *"pacifiques"* pour la démocratie, affirmant qu'elle ne laisserait pas les forces armées étouffer le mouvement de protestation lancé mi-février.

La police bahreïnie a ouvert le feu, jeudi 17 mars, sur des manifestants du village chiite de Deih, à l'ouest de Manama. Selon Nabil Rajab, directeur du centre de Bahreïn pour les droits de l'homme et proche de l'opposition, qui se trouvait sur place, les forces de l'ordre ont tiré au fusil de chasse et lancé des grenades lacrymogènes sur quelques centaines de personnes descendues dans la rue pour une manifestation spontanée.(Lemonde.fr 17.03)

5- Togo

A Lomé, la capitale togolaise, un rassemblement organisé ce jeudi par l'opposition pour dénoncer un projet de loi réglementant les manifestations publiques a été rapidement dispersé par les forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes.

6- Sénégal

L'opposition sénégalaise veut manifester samedi sur la place de l'Indépendance, à Dakar.

La date du 19 mars marque le onzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Abdoulaye Wade, qui avait battu Abdou Diouf à l'élection présidentielle de 2000.

L'opposition, qui dénonce les difficultés économiques et les atteintes portées selon elle par le pouvoir aux libertés individuelles, soupçonne Wade, 84 ans, de vouloir briguer un troisième mandat en février 2012.

Les autorités n'ont pas dit si elles autoriseraient la manifestation de samedi. (Reuters 17.03)

Social

France

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, ont débrayé jeudi et bloqué les entrées et sorties de camions pour réclamer un projet industriel assurant l'avenir du site.

"On bloque les trois accès pour les camions, ce qui fait que l'usine tourne au ralenti. Nous avons décidé de passer à une action dure pour que la direction comprenne bien qu'on ne veut plus être pris pour des imbéciles", a dit à Reuters le secrétaire du comité d'entreprise Gilles Penel (CGT).

Le blocage devait durer toute la journée.

Mardi, 500 salariés avaient débrayé durant 90 minutes à l'appel de l'intersyndicale.

L'usine avait été cédée en février 2009 au groupe allemand HZ Holding dont le plan de fabrication de pièces d'éoliennes a finalement été abandonné.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée en janvier dernier sous le contrôle du constructeur américain.

Ford a mis en place un plan social basé sur 368 départs volontaires pour ramener les effectifs autour de 1 000 salariés.

Stéphane Césaréo, porte-parole de Ford-France, a dit qu'un projet qu'il a qualifié de majeur était envisagé par le constructeur mais n'en a pas précisé le contenu.

"Ce projet est dans sa dernière phase d'étude", a-t-il dit à Reuters. *"Des ingénieurs de Ford vont venir la semaine prochaine sur place dans ce cadre. Une réponse devrait être donnée d'ici l'été".*

Les syndicats demandent des engagements écrits de la part de la direction et s'opposent à la signature d'un plan social tant que le projet industriel promis n'est pas connu. (Reuters 17.03)

Economie

France

Malgré le début de reprise économique, le ministère de l'Economie a multiplié en 2010 ses interventions dans des restructurations industrielles, jouant un rôle d'intermédiaire dans des dossiers de *"sortie de crise"*.

Au total, 79 entreprises ont été suivies par le Ciri (Comité interministériel de restructuration industrielle), soit 122.000 emplois, dit son rapport d'activité annuel présenté jeudi. Elles n'étaient que 69 pour 97.500 emplois en 2009.

Sur ces 79 dossiers, l'organisme revendique 45 issues positives, soit 62.000 emplois préservés.

Le Ciri, qui se concentre sur les entreprises de plus de 400 salariés, cherche donc à faciliter les discussions avec les banques, les fournisseurs et les actionnaires. Et d'éventuels nouveaux investisseurs, financiers ou industriels, lorsque le besoin s'en fait sentir.

L'industrie, de l'automobile au meuble en passant par l'agroalimentaire, a représenté deux tiers des dossiers traités en 2010 et 70% des emplois concernés. (Reuters 17.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mars

Me voilà rétablis, mon infection dans le cou est résorbée. Je subirai une petite intervention au pied gauche la semaine prochaine, il

ne restera plus que l'oeil droit à traiter... plus tard. J'ai un autre souci d'un autre ordre à régler, informatique.

Me voilà avec deux ordinateurs ne fonctionnant pas avec le même système (XP pro et Window 7 basic) et je voudrais les connecter ensemble pour gagner du temps. Pour le moment je me connecte à Internet avec le modem qui ne fonctionne qu'avec le portable, je charge les dépêches ou articles dans cet ordinateur, je les recopie sur un CR-ROM, ensuite j'insère le CD-ROM dans l'autre ordinateur et j'actualise le site. Une fois que le boulot est terminé, je copie sur le CD-ROM les fichiers que j'ai modifiés, j'insère le CD-ROM dans le lecteur du portable, je me connecte au serveur du site et je peux enfin l'actualiser, cela fait beaucoup de manipulations avec autant de sources d'erreurs.

Je pourrais passer de XP à Window 7 mais je perdrais tous mes logiciels dont je n'ai pas de copie, et je ne sais pas s'il serait possible de faire fonctionner le portable sous XP. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry pour aller travailler à Chennai, donc j'hésite à faire intervenir un informaticien que je ne connais pas. L'autre jour un des mes ex-étudiants m'en a présenté un qui revenait de Singapour, il m'a copié des logiciels depuis inutilisables et que j'ai jetés, il devait aussi régler un problème de mémoire qui persiste toujours, il s'agissait d'un "professionnel" avec une longue expérience, vous comprenez ma méfiance. Passons aux choses sérieuses.

Cinq sujets de causeries.

1- Les hésitations et la volte-face des dirigeants du vieux monde face au soulèvement révolutionnaire en Libye, leur empressement à préciser qu'ils n'enverraient pas de troupes au sol pour combattre l'armée de Kadhafi, le refus de Sarkozy d'envisager une intervention militaire contre les positions stratégiques du dictateur sous commandement de l'OTAN, témoignent de leur embarras à aborder et traiter la question de la remise en cause par tous les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient des monarchies et des régimes dictatoriaux qu'ils soutenaient encore la veille et qu'ils ont armés aveuglément pendant des décennies pour la plupart d'entre eux. Pour ne rien arranger, voilà que des manifestations éclatent au coeur de l'Afrique, au Togo et au Sénégal notamment, et que la situation est en train de dégénérer en Côte-d'Ivoire, après que leur impuissance à faire plier Gbagbo se soit étalée à la face du monde. On pourrait ajouter la hausse vertigineuse des prix des matières premières dont les produits alimentaires de base, qui à terme pourrait se solder par de nouvelles émeutes de la faim en Afrique et en Asie et déstabiliser encore davantage des régimes déjà instables ou fragiles.

Pour les différents impérialistes, après la révolution prolétarienne en Tunisie et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui a eu raison de Moubarak et qui sont loin d'être terminés, il y a urgence à ce que la situation se normalise pour que les affaires reprennent ou continuent comme avant, il y a urgence à ce que les revendications sociales et politiques des peuples de cette région soient étouffées ou satisfaites à minima, afin que l'ordre mondial qui repose sur leur domination ne soit pas à son tour remis en cause, ils sont prêts pour y parvenir à lâcher certains régimes et à soutenir leurs opposants, sachant qu'ils n'ont pas l'intention de remettre en cause les fondements du capitalisme, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que d'accepter de voir fondre leurs profits et de voir ainsi les contradictions de leur système économique se tendre davantage à court terme, ce qui dans l'immédiat est pour eux un moindre mal du moment qu'ils conservent l'essentiel, surtout qu'est venue se greffer sur cette situation déjà dangereuse la dévastation de l'économie japonaise par un tsunami dont ils n'ont pas encore mesuré toutes les conséquences sur l'économie mondiale.

Dans les pays dominants, c'est le capitalisme et ses institutions (UE, FMI) qui sont remis en cause par les travailleurs, dans les pays dominés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ce sont tous les régimes autocratiques qui sont remis en cause par les travailleurs, pour que le tableau soit un peu plus noir et préoccupant pour eux, aux Etats-Unis les travailleurs sont de plus en plus nombreux à refuser la dictature de l'aristocratie financières et se mobilisent pour faire respecter ou valoir leurs droits, et au Japon c'est la gestion du nucléaire par l'Etat (confié au secteur privé) qui pourrait aboutir à la remise en cause de la quasi-militarisation des esprits depuis la fin de la seconde guerre mondiale qui a permis à ce pays de se hisser parmi les pays les plus puissants du monde, le prolétariat japonais particulièrement docile ou discipliné à outrance ayant voué jusqu'à présent sa vie au travail et accepté de sacrifier littéralement toute son existence sur l'autel du capitalisme.

Quant à la dette insoutenable des Etats et leur situation d'insolvabilité à terme pour certains d'entre eux, leur volonté de la faire systématiquement endosser à leur prolétariat respectif et à la petite-bourgeoisie sans avoir les moyens de les affronter directement, la paupérisation grandissante à travers le monde et la détermination des peuples à refuser de nouveaux sacrifices, à obtenir la satisfaction de leurs besoins ou aspirations croissantes face à l'enrichissement colossale d'une infime minorité d'exploiteurs, cela ajouter au tableau qui vient d'être brossé rapidement, on peut affirmer que toutes les conditions d'une crise économique, sociale et politique mondiale sont en train d'être réunies, elles vont alimenter le combat des peuples pour leur émancipation du joug du capitalisme et favoriser la recherche d'une solution politique pour s'en débarrasser définitivement, c'est une nouvelle étape de la révolution socialiste internationale qui est à l'ordre du jour, qui nécessite pour vaincre la recomposition du mouvement ouvrier mondial sur de nouvelles bases conformes aux besoins de l'immense masse des exploités, l'heure de l'affrontement général entre les classes et d'en finir avec le capitalisme mondial approche.

Certains facteurs importants n'ont pas été cités ici parce qu'ils sont sous-jacents à ceux qui ont été évoqués plus haut, l'inflation en hausse dans la plupart des pays, elle frôle les 20% en Inde, le développement économique à marche forcée dans certains pays comme la Chine ou l'Inde a bouleversé le mode de vie de leurs habitants ; les prix et les salaires ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années au point qu'il faille intégrer de nouveaux besoins dans le coût de la force de travail

et son renouvellement, par exemple, hier en Inde un travailleur pouvait se satisfaire d'un salaire quotidien entre 50 et 100 roupies (1 euro = 60 roupies environ), il se déplaçait en vélo ou en bus bon marché, il ne possédait aucun article électrique en dehors d'un ventilateur, un mixeur et un téléviseur, dorénavant il se déplace en moto et doit acheter de l'essence, de l'huile, leur prix n'ont cessé d'augmenter, il doit régler l'assurance, sa facture d'électricité a été multipliée par 3, 5 ou 10, elle ne dépassait pas quelques dizaines de roupies au début des années 2000, dorénavant il doit régler des centaines de roupies, il possède un réfrigérateur, plusieurs ventilateurs, parfois un climatiseur, il a remplacé le bois qui était gratuit (dans les villages) ou le kérosène par le gaz en bouteille, il n'avait pas le téléphone, dorénavant il ne peut plus s'en passer et dépense des centaines de roupies par mois, etc. ses besoins se sont tellement développés qu'il ne peut plus se satisfaire d'un salaire de misère, il lui est impossible de revenir en arrière, il le refuse, du coup c'est le coût de la main d'oeuvre à bon marché qui ont permis aux multinationales de s'enrichir qui est remis en cause...

Pour revenir aux tergiversations des dirigeants du vieux monde face à l'attitude à avoir envers Kadhafi, hormis la crainte d'un embrasement de la région qui est déjà pour ainsi dire un fait accompli, je me demande s'ils ne craignent pas que les images et les reportages quotidiens rendant compte des soulèvements de ces peuples ne donnent pas des idées au prolétariat des pays dominants ou n'alimentent dangereusement leur opposition à la politique antisociale de leur gouvernement au point de rendre la situation totalement incontrôlable, car il leur serait impossible d'intervenir à la fois pour mater leur propre peuple et soutenir les régimes vacillants à travers le monde, les peuples condamnant majoritairement l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, toute intervention au-delà des frontières ne ferait qu'alimenter la crise politique à l'intérieur de chaque pays.

J'ai mis cette analyse sous forme d'article au format pdf (Acrobat Reader). Je précise que par manque de temps ou comme j'en ai pris l'habitude, je n'ai lu aucun journal, aucune déclaration ou tract (depuis 8 jours) avant de la rédiger, sauf en diagonal très rapidement, les titres me suffisent généralement pour en connaître les contenus. Je me suis contenté des informations délivrées par les agences de presse et les médias nationaux. En lisant 10 articles d'agences de presse sur la situation en Libye, j'en apprendrais davantage qu'en lisant n'importe quel journal ou tract et c'est ce dont j'ai besoin pour me forger ma propre idée, avec un peu d'expérience cela donne des résultats satisfaisants neuf fois sur dix, en cas d'erreur, on corrige plus tard dans le site, ce n'est pas un problème.

2- Si les dirigeants syndicaux signent le texte sur les retraites complémentaires qui leur est proposé par le gouvernement et le patronat qui prend en compte la contre-réforme de l'automne dernier, c'est comme s'ils la légitimaient... une nouvelle fois !

3- A Bahreïn, le monarque ne peut pas dissoudre le peuple, alors il ordonne de détruire ce qui est devenu le symbole de son soulèvement. Cela pour dire à quel degré d'impuissance ils en sont rendus face à leur peuple.

4- Ce matin j'ai lu ici ou là "*Non à l'agression impérialiste en Libye !*", n'est-ce pas un peu prématuré de crier au loup ?

Sur le plan de la stratégie militaire, les forces révolutionnaires ont semble-t-il commis une erreur en se retranchant dans leurs bastions, une fois pris dans leur propre piège, il ne restait plus aux forces de Kadhafi d'en faire le siège, de les encercler et de les bombarder, une proie facile, au lieu de regrouper leurs forces et d'aller affronter l'armée du dictateur en terrain découvert en essayant de la prendre en tenaille, c'est plus difficile de pilonner une cible en mouvement qu'une cible fixe, au cas où elle essuierait de lourdes pertes, l'armée de Kadhafi pourrait se disloquer... Reste à savoir si les révolutionnaires libyens étaient suffisamment nombreux et bien armés pour mener à bien ce genre d'opérations sans se faire exterminer. Il leur manque le "*Général*", pas de Gaulle évidemment, F. Engels, c'était aussi le surnom de ce fin stratège !

5- Le saviez-vous ? J'ai regardé hier soir sur TV5Monde Asie l'émission *Envoyé spécial* diffusé avant-hier sur France 2. Ils ont affirmé (les physiciens du Crirad) que si la dalle du réacteur de Tchernobyl avait fondu en 1986, c'est la totalité de l'Europe qui aurait été contaminée dans des proportions extraordinaires, pratiquement au point de devoir vider le continent de ses habitants.

Nous sommes toujours dans la préhistoire, l'homme n'a manifestement pas encore commencé à écrire consciemment sa propre histoire. Personnellement, je suis pour la fermeture de toutes les centrales nucléaires, une telle monstruosité n'aurait jamais dû voir le jour.

Politique

1- France. Le CRIF des musulmans !

Alors que le débat sur l'islam et la laïcité n'en finit plus de susciter des polémiques, l'UMP lance, vendredi 18 mars, une "*Union des français musulmans*" (UFM). D'après le communiqué annonçant sa création, ce groupe est né de la volonté de clarifier ce fameux débat. "*Certains adversaires politiques ont essayé de faire croire à nos compatriotes français musulmans que ce débat [sur la laïcité] stigmatisait l'islam*", annonce d'emblée le texte.

Réfutant toute tentative "*d'isoler le monde musulman de la communauté nationale*", l'UFM veut lancer un appel affirmant "*la compatibilité entre islam et laïcité*", tout en demandant "*à nos compatriotes musulmans de renouveler leur confiance au président de la République*". Il promet de rédiger prochainement "*un mémorandum résumant ses préoccupations*".

L'UFM évoque déjà certaines d'entre elles : "*promouvoir l'intégration*", "*veiller au respect de notre religion musulmane dans l'esprit de la laïcité*", mais aussi "*défendre l'émancipation de nos jeunes générations*" ou encore "*promouvoir l'épanouissement des femmes françaises musulmanes*".

Le texte n'échappe pas à certaines maladresses. Outre le terme de "*monde musulman*" pour décrire les Français de confession musulmane, qui est opposé à la "*communauté nationale*", on peut également relever l'emploi de "*personnalités franco-musulmanes*", terme sémantiquement douteux : l'usage de "*franco-*" est généralement employé pour définir une double nationalité, pas une religion. Parle-t-on en effet de "*franco-catholiques*" ou de "*franco-juifs*" ?

Mais l'UMP ne semble pas au clair : quelques minutes à peine après sa publication sur son site, la page annonçant la création de cette union, qui reprenait les termes du communiqué envoyé à la presse, a été supprimée. A l'UMP, on explique qu'il s'agissait d'une erreur : "*ce n'est pas une initiative de l'UMP, même si M. Stirn la parraine*". (Lemonde.fr 18.03)

Il ne fait pas bon être jeune, vieux, malade, d'origine arabe ou maghrébine, noir, asiatique, lycéen, étudiant, travailleur, retraité, étranger en France, quoi. Voilà qui ne me donne pas très envie de rentrer à la maison, la mauvaise odeur vient d'en haut et elle empeste !

2- Libye

L'armée de Kadhafi n'entrera pas dans Benghazi pour se conformer aux termes du cessez-le-feu, annonce le numéro 2 de la diplomatie libyenne. Selon un membre du conseil de sécurité américain, les forces de sécurité de Kadhafi continuent pourtant de marcher sur la ville, malgré l'annonce du cessez-le-feu. Pour Kadhafi, la résolution adoptée par l'ONU est «*du colonialisme flagrant*»

Le ministre libyen des Affaires étrangères, Moussa Koussa, a déclaré que la Libye entendait se conformer à la résolution 1973 adoptée jeudi soir par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Auparavant, les forces libyennes ont en effet à nouveau pilonné Misrata, principale ville tenue par les rebelles dans l'Ouest libyen, faisant au moins 25 morts, dont des enfants, selon un médecin sur place. Dans l'est du pays, où la rapide contre-attaque des forces de Mouammar Kadhafi les a amenées jusqu'aux abords de Benghazi, fief de l'insurrection lancée il y a un mois, des habitants ont ainsi qualifié l'annonce d'un cessez-le-feu de ruse.

L'intervention militaire consisterait notamment à clouer au sol l'aviation libyenne, détruire ses systèmes de défense anti-aérienne, couper les communications des forces de Kadhafi et entraver leurs déplacements, dit-on de sources diplomatiques.

Avant cela, la France accueillera samedi un sommet tripartite Union européenne-Ligue arabe-Union africaine pour évoquer d'éventuelles actions en Libye. L'Otan, au sein de laquelle la Turquie s'oppose à une intervention militaire en Libye, est pour sa part en train de se préparer à une éventuelle action. (20minutes.fr 18.03)

Plusieurs heures après l'annonce d'un cessez-le-feu unilatéral en réponse au vote, la veille au soir, du Conseil de sécurité de l'Onu, les forces loyales à Mouammar Kadhafi ont continué vendredi à pilonner la troisième ville de Libye, Misrata, aux mains des insurgés.

"*Il y a toujours des combats en cours*", a rapporté Tariq, un médecin vivant en Grande-Bretagne qui est en contact étroit avec des confrères à Misrata, à 215 km à l'est de Tripoli. "*J'ai parlé à mes contacts à Misrata (...) ils peuvent entendre des bombardements*".

Le Dr Tariq a parlé à ses contacts aux environs de 16h40 GMT, soit quatre heures après l'annonce par le chef de la diplomatie libyenne, Moussa Koussa, d'une cessation de toutes les opérations militaires pour protéger les civils et respecter les termes de la résolution de l'Onu.

Le n°2 de la diplomatie libyenne, Khaled Kaïm, a opposé vendredi un démenti formel à ces accusations.

Interrogé à Tripoli par des journalistes sur ces témoignages de résidents faisant état de la poursuite de bombardements de l'armée à Misrata et ailleurs, le ministre a répondu : "*Nous n'avons procédé à aucun bombardement de quelque type que ce soit depuis l'annonce du cessez-le-feu*".

Auparavant, un médecin présent à Misrata, dernier bastion rebelle dans l'ouest de la Libye, avait affirmé que 38 personnes avaient trouvé la mort lors d'un assaut lancé vendredi matin, soit quelques heures après le vote à New York. (Reuters 18.03)

3- Bahreïn

Les chiïtes enterraient leurs morts vendredi à Bahreïn, théâtre d'une violente répression de l'opposition, et où l'armée a détruit le monument situé place de la Perle à Manama, qui était devenu le symbole du mouvement de contestation.

Le monument blanc haut de 90 mètres, représentant une perle géante posée sur un socle de six pieds, comme des voiles blanches de boutre stylisées, au pied duquel se tenaient les manifestations depuis un mois, était devenu le symbole de l'insurrection des chiïtes contre la monarchie sunnite.

Sa destruction vendredi, après le démantèlement par la force, mercredi, du campement de l'opposition, vient souligner la détermination du régime à réprimer toute contestation.

Vendredi, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées pour assister aux obsèques d'un manifestant de 29 ans tué mardi à Sitra, plateforme de l'industrie pétrolière, au sud-ouest de Manama, quelques heures après l'instauration de la loi martiale et de l'état d'urgence. Elles brandissaient des photos du défunt, Ahmed Farhan et scandaient des slogans contre la monarchie, allié-clé des Etats-Unis, qui accueille sur son territoire la 5e Flotte américaine.

D'autres funérailles étaient organisées à Karranah, un village à l'ouest de la capitale.

En Irak aussi, des milliers de chiïtes se sont rassemblés dans plusieurs villes, dont Bagdad, Bassorah et Nadjaf, pour les plus importantes manifestations dans le pays depuis le début des soulèvements dans le monde arabe.

Le grand ayatollah Ali al-Sistani, le dignitaire chiïte le plus vénéré et influent au Moyen-Orient, a suspendu les enseignements dans des écoles religieuses en Irak vendredi, en signe de solidarité avec les Bahreïn.

Selon un de ses représentants dans la ville sainte de Kerbala, les images des violences en provenance de Bahreïn risquent d'enflammer les passions et de conduire à des troubles intercommunautaires dans la région. *"Des forces militaires ont été envoyées à Bahreïn et cette étape a des conséquences mauvaises et dangereuses"*, a déclaré Cheikh Abdul-Mahdi al-Karbalaie.

S'il n'existe pas de liens apparents entre l'Iran et l'opposition chiïte de Bahreïn, les Etats-Unis et des dirigeants sunnites se sont inquiétés de l'utilisation que Téhéran pourrait faire du mouvement dans le petit royaume pour étendre son influence dans la région. (AP 18.03)

4- Yémen

De nouveaux affrontements ont éclaté dans la capitale du Yémen, Sanaa, lors d'une manifestation antigouvernementale organisée à l'issue de la prière du vendredi, faisant 25 morts selon le ministère de l'Intérieur, une quarantaine selon des médecins.

Selon des sources médicales et des témoins, les forces de sécurité et des tireurs non identifiés ont ouvert le feu sur la foule et l'on déplore 42 morts et au moins 200 blessés.

"La police n'était pas présente et n'a pas ouvert le feu. Les affrontements ont opposé des citoyens à des manifestants. Il est clair qu'il y a des éléments armés parmi les manifestants", a déclaré le président Ali Abdallah Saleh lors d'une conférence de presse.

A New York, le Comité pour la protection des journalistes (CPI) a annoncé qu'un photjournaliste avait été tué par balles vendredi dans les manifestations de Sanaa.

Djamal al Charaabi travaillait pour l'hebdomadaire indépendant Al Masdar, précise le CPI en citant des médias locaux et le syndicat des journalistes yéménites. Un autre photjournaliste, employé par le service arabe de la BBC et non identifié, a été blessé à l'épaule, ajoute le CPI.

Selon des témoins, les forces de sécurité ont d'abord tiré en l'air pour empêcher des manifestants antigouvernementaux de quitter un campement érigé devant l'université de Sanaa, devenu le point de ralliement du mouvement contestataire.

Après les premiers coups de feu, les tirs se sont poursuivis et le bilan s'est alourdi. Des témoins ont signalé des tirs venant de plusieurs directions, ce qui rend difficile d'en identifier les auteurs.

Des manifestants et des dizaines de milliers de Yéménites réunis à Sanaa pour des prières ont accusé des tireurs en civil juchés sur des toits d'avoir tiré sur la foule.

Des jeunes gens se sont précipités sur l'un des bâtiments et ont appréhendé sept tireurs qui avaient ouvert le feu sur des manifestants, a rapporté un militant, Mohamed al Charaby.

"Nous condamnons avec fermeté les attaques meurtrières perpétrées aujourd'hui contre des manifestants à l'université de Sanaa", a dit le ministère français des Affaires étrangères.

"Il est maintenant impératif que cessent les attaques des forces de sécurité et de groupes armés pro-gouvernementaux contre des personnes exerçant leur droit d'expression et de manifestation", ajoute-t-il.

Le président Barack Obama a condamné les tirs et a exhorté les autorités à protéger les manifestants pacifiques.

"Il est plus important que jamais que toutes les parties participent à un processus ouvert et transparent afin de répondre aux préoccupations légitimes du peuple yéménite", dit-il dans un communiqué.

L'opposition yéménite a estimé ne plus pouvoir négocier avec le gouvernement Saleh après ces effusions de sang.

"Nous condamnons ces crimes", a dit Yassine Norman, qui assure la présidence tournante d'un groupe d'opposition. "Il n'y a plus aucune possibilité d'entente avec ce régime et il n'a d'autre choix que de rendre le pouvoir au peuple." (Reuters 18.03)

5- Arabie Saoudite. La panique.

Le montant est colossal. 70 milliards de dollars d'aides sociales ont été annoncés par le roi Abdallah en direct à la télévision saoudienne ce vendredi. Un chiffre conséquent pour les 28 millions d'habitants du pays, dont le tiers de chômeurs sont des jeunes de 21 à 29 ans.

Le souverain a promis l'augmentation de salaires minimaux jusqu'à 800 dollars, l'augmentation des primes de chômage jusqu'à 250 dollars, une prime de deux mois de salaire pour chaque fonctionnaire et une prime de deux mois pour les bourses des étudiants. Cependant près de 67 milliards de dollars du plan d'aide - presque la totalité des aides - seront consacrées à l'allocation de fonds pour la construction de 500.000 unités de logement dans tout le pays, et une enveloppe pour le secteur de la santé. Le roi Abdallah a proposé d'injecter plus de fonds dans les crédits immobiliers en les augmentant jusqu'à 128.000 dollars.

Ces injections de fonds publics sans précédent interviennent après l'annonce par le roi le 23 février d'un premier plan de mesures de 36 milliards de dollars. Elles sont devaient aider à diversifier l'économie saoudienne, largement dépendante des revenus pétroliers.

Dans son discours télévisé de trois minutes, le souverain a également annoncé la création d'un comité de lutte contre la corruption, qui sera mis sous sa supervision et pourrait contrôler tous les secteurs gouvernementaux. Il a aussi évoqué la création de 60.000 nouveaux postes de sécurité en assurant que les forces de sécurité seront prêtes à faire face à «tous ceux qui envisagent de porter atteinte» au royaume. (Lefigaro.fr 18.03)

6- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont dispersé des manifestants dans deux villes du pays vendredi, selon les médias d'Etat.

Des vidéos amateurs publiées sur les sites de partage YouTube et Twitter montrent d'importants groupes de manifestants dans plusieurs villes de Syrie mais l'authenticité de ces documents n'a pas encore pu être déterminée.

La télévision d'Etat a déclaré que des "infiltrateurs" avaient causé "le chaos et des émeutes", cassé des voitures et endommagé des propriétés dans la ville de Deraa (sud) avant d'être chassés par la police. Une manifestation similaire aurait été dispersée sans incident dans la ville côtière de Baniyas (nord-ouest).

Deux des vidéos amateurs montrent plusieurs milliers d'hommes qui seraient réunis à Homs (ouest) et Baniyas.

A Damas, des officiers de sécurité en civil ont forcé à se disperser une dizaine de manifestants qui exigeaient davantage de libertés, selon des militants des droits de l'Homme. Au moins deux personnes auraient été arrêtées. Ce serait la troisième fois en une semaine qu'une manifestation de faible ampleur est dispersée dans la capitale.

Huit organisations syriennes des droits de l'Homme ont affirmé qu'un procureur avait interrogé et accusé d'atteinte à l'image de l'Etat 32 manifestants arrêtés mercredi alors qu'ils demandaient la libération de prisonniers politiques. Ils ont nié.

Les opposants sont régulièrement jetés en prison en Syrie, un pays à majorité sunnite dirigé par une minorité alaouite. (AP 18.03)

Le fondateur et porte-parole du Réseau Voltaire s'est vu récemment décerné un prix des droits de l'homme par le régime iranien que l'on qualifiera d'inféquentable pour ce qui nous concerne, et Thierry Meyssan vit la plupart du temps en Syrie auprès du

dictateur au pouvoir avec lequel il est en excellent terme apparemment, tout comme avec son homologue iranien, vénézuélien ou russe.

J'apprécie les articles diffusés par ce réseau de journalistes pour le contenu des données qu'ils renferment plus que pour les analyses qu'ils contiennent et qui sont sujets à caution ou à rejeter carrément. J'en profite donc pour modifier leur présentation dans le site, dorénavant les articles du Réseau Voltaire figureront dans la rubrique *Documents* au même titre que des articles ou textes provenant de sources très diverses.

La personnalité de Thierry Meyssan m'est particulièrement antipathique évidemment et cela depuis que je connais le Réseau Voltaire, mais cela ne doit pas nous aveugler et nous priver d'informations qui peuvent nous aider à comprendre le monde dans lequel nous vivons. Il nous arrive parfois d'être amené à réfléchir à des questions posées par des gens totalement infréquentables, cela n'engage à rien, surtout pas à partager leurs idées.

Social

France

Le dernier accord sur les retraites complémentaires Arrco (tous salariés du privé) et Agirc (cadres) avait été signé par tous les syndicats, CGT exceptée, en 2009. Une certitude, à l'issue de la dernière négociation qui, hier, a duré une douzaine d'heures : les nouvelles règles du jeu proposées par le patronat ne recueilleront pas le même consensus. Les conditions pour qu'elles entrent en vigueur (au moins une signature syndicale et pas plus de trois opposants) ont néanmoins de bonnes chances d'être réunies. In extremis.

La CFDT - même si elle s'est gardée d'annoncer une décision avant de soumettre le texte à ses instances internes - se montre plutôt partante mais préférerait éviter de signer seule. Elle apprécie notamment, comme FO, que le projet d'accord assure la reconduction des régimes complémentaires jusque fin 2018 - les renouvellements ne dépassent pas deux ans d'habitude. En outre, les nouveautés intégrées hier au texte effacent une dizaine de milliards d'économies sur vingt ans, envisagées il y a une semaine encore ! Le déficit de l'Agirc-Arrco, cumulé de 2011 à 2030, aurait dû atteindre 117 milliards d'euros sans la réforme des retraites. Avec le recul de l'âge légal à 62 ans et du taux plein à 67 ans, le « trou » est réduit à 43,6 milliards. L'application du projet élaboré hier aboutirait sensiblement au même résultat.

Conséquence, les réserves seront consommées vers 2030. D'où l'exigence de la plupart des syndicats de relever les cotisations. « *C'était notre seul préalable* », a souligné la CFTC, tout en reconnaissant avoir obtenu en partie satisfaction sur les majorations pour enfants. Le patronat ne voulait pas en entendre parler, il a tenu bon, acceptant tout juste dans la dernière ligne droite d'examiner « *d'éventuelles ressources* » supplémentaires en... 2015, en cas de comptes très dégradés. « *Laurence Parisot passe son temps à demander au gouvernement de ne pas augmenter les cotisations, elle ne peut pas signer elle-même une hausse, décrypte un négociateur syndical. Le Medef sait que, du coup les comptes ne seront pas équilibrés, sauf si l'âge légal est à nouveau relevé en 2018, à l'issue de la réforme actuelle. C'est son pari* ». Un cadre de l'organisation patronale tenait effectivement ce raisonnement à demi-mot, il y a quelques jours...

La CFE-CGC figure parmi les syndicats plus virulents. Le syndicat des cadres reproche au patronat... et à la CFDT leur « *égalité obsessionnelle* », au sujet de l'alignement des rendements entre cadres et non-cadres (lire ci-dessous). La CFDT rétorque qu'il ne s'agit pas « *de défendre un syndicat ou une institution* » (sous-entendu la CFE-CGC et l'Agirc) « *mais les salariés* ». Elle retient plutôt l'arrêt, pour quatre ans, de l'érosion des rendements.

Sans surprise, la CGT ne signera « *probablement pas* ». « *Des engagements pas financés, ce sont des promesses qui ne seront pas tenues* », avertit le syndicat, dont le chef de file n'exclut pas de faire jouer son droit d'opposition. (Lefigaro.fr 18.03)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

La Bourse de Tokyo a fini sur un rebond de plus de 2% vendredi après l'accord au sein du G7 sur une intervention conjointe pour freiner l'envolée du yen.

Sur la semaine, le Nikkei a perdu 10,2%, soit sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la crise financière en 2008, tandis que le Topix a cédé 9,3%.

Les pays du G7 se sont mis d'accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur une intervention concertée pour freiner une flambée de la devise nipponne qui complique les efforts de Tokyo pour gérer la crise nucléaire et les conséquences du séisme et du tsunami qui ont dévasté une partie du pays.

Cette décision est intervenue après que le yen a touché mercredi un plus haut historique à 76,25 yens pour un dollar dans un marché très agité.

"C'est la première intervention coordonnée depuis 2000, donc ça aura un effet de résonance énorme sur le marché", juge Kathy Lien, de GFT à New York. (Reuters 18.03)

2- Etats-Unis.

2.1- Goldman Sachs va racheter les cinq milliards de dollars d'actions préférentielles de la banque d'investissement que Warren Buffett avait achetées en pleine crise financière pour signifier au marché qu'il fallait continuer à faire confiance à l'établissement.

La banque d'affaires versait 500 millions de dollars de dividendes annuels, soit plus de 15 dollars par seconde, à Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement de Warren Buffett.

Goldman Sachs paiera une prime de 10% pour racheter les titres ainsi qu'un dividende exceptionnel de 1,64 milliard de dollars, ces termes du rachat des actions préférentielles ayant été convenus lors de l'investissement de Berkshire Hathaway.

"L'investissement de Berkshire Hathaway en 2008 dans Goldman Sachs a été un gage de confiance placé en notre entreprise et nous en sommes très reconnaissants", a dit Goldman Sachs dans un communiqué.

Berkshire continuera à détenir des certificats ("warrants"), achetés en même temps que les actions préférentielles, lui permettant de porter acquéreur de près de 43,5 millions d'actions Goldman à un prix de 115 dollars jusqu'en 2013.

Goldman Sachs a précisé avoir eu le feu vert de la Fed pour le rachat des actions préférentielles détenues par Berkshire Hathaway. (Reuters 18.03)

2.2- L'établissement supervisant la liquidation des activités de courtage de Lehman Brothers a porté plainte contre Citibank pour récupérer plus de 1,3 milliard de dollars en numéraire et autres actifs.

L'action en justice porte notamment sur un dépôt d'un milliard de dollars exigée par Citigroup pour continuer à fournir des services relatifs à des positions sur le marché des changes de Lehman Brothers Inc (LBI) après que sa maison mère a fait faillite à la fin de l'été 2008.

Citibank, qui fait partie de Citigroup, a également plus de 300 millions d'autres dépôts, selon le plaignant.

Citigroup a estimé que les demandes du "trustee" s'occupant de la liquidation de Lehman étaient "injustifiées et sans fondement". (Reuters 18.03)

3- Production. Secteur électronique.

Etant donné l'importance du Japon dans la chaîne de fabrication électronique, les problèmes d'approvisionnement en provenance du Japon commencent déjà à avoir un impact au-delà des frontières de l'archipel.

Selon Mirae Asset Securities, la troisième économie mondiale a exporté pour 7.200 milliards de yens (63 milliards d'euros) de composants et pièces électroniques l'an dernier.

Renault a ainsi annoncé qu'il allait réduire de 15% à 20% la production de son usine de Busan, en Corée du Sud.

Opel, filiale européenne de General Motors, a décidé de suspendre sa production pendant huit heures ce vendredi et pendant 24 heures lundi dans son usine de Saragosse, en Espagne.

La filière électronique est concernée au premier chef par ces problèmes.

Plusieurs composants clés de la nouvelle version de l'iPad d'Apple commercialisé depuis la semaine dernière aux Etats-Unis, dont la batterie et la mémoire flash utilisée pour stocker de la musique et des vidéos sur l'appareil, sont fabriqués au Japon, selon le cabinet de recherche IHS iSupply, qui évoque un risque de pénurie pour la firme à la pomme.

Goldman Sachs a de son côté souligné le risque de goulet d'étranglement dans la production de "wafers", les plaques de semi-conducteurs dans lesquelles sont gravées les puces destinées aux appareils électroniques, notamment produites par le

groupe japonais Shin Etsu, ainsi que par des filiales de Sony, Hitachi et Mitsubishi.

"Si la crise au Japon se prolonge, je m'attends à une pénurie de composants électroniques au deuxième trimestre", a déclaré James Song, analyste de Daewoo Securities, en précisant que ce pays concentre 57% de la production mondiale de wafers.

Le japonais Jamco, qui fabrique des placards pour le future 787 Dreamliner de Boeing, n'a pas exclu des retards de livraison. (Reuters 18.03)

Haut de page ↗

Le 20 mars

Chacun y va de son pronostic après la déclaration de guerre de la coalition impérialiste au dictateur Khadafi. Il y en a qui prédisent déjà la partition du pays, d'autres que cette intervention militaire n'est que le premier pas pour reprendre pied ou plutôt intensifier leur présence dans cette région du monde afin de mieux protéger les intérêts de leurs multinationales, d'autres encore y voit une opération pour mettre la main sur le pétrole libyen convoité par tous les impérialistes de la planète, enfin certains affirment qu'il s'agit pour eux de mieux encadrer des régimes qui leur sont soumis, mais qui ont été fragilisés par la révolution prolétarienne tunisienne et le soulèvement révolutionnaire en Egypte qui font déjà des émules jusqu'au Yémen ou au Togo, les impérialistes américains et européens craindraient de perdre la main sur les richesses de cette région au produit des impérialistes chinois, russes ou indiens dont les besoins en pétrole et gaz ne cessent d'augmenter...

Nul n'est dupe des arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient militairement en Libye sous de faux prétextes humanitaires.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi soit dirigé par d'anciens fidèles lieutenants de Khadafi n'est un secret pour personne non plus, tout comme le fait que les travailleurs libyens n'ont rien à en attendre de bon. On pourrait affirmer la même chose à propos du gouvernement militaire en Egypte ou du gouvernement provisoire en Tunisie. Dès le début des soulèvements révolutionnaires dans ces pays on savait pertinemment qu'ils parviendraient peut-être à chasser les dictateurs en place depuis des décennies, comme on savait que le prolétariat et la paysannerie pauvre de ces pays ne pourraient mener leur révolution jusqu'au bout en l'absence d'un parti révolutionnaire pour les éclairer et leur montrer la voie à suivre pour renverser réellement les régimes en place et avancer vers le socialisme.

Si à aucun moment nous ne nous sommes faits des illusions sur l'objectif final auquel pouvaient prétendre ces soulèvements, il nous était difficile de prévoir à quelle étape de leur développement les partisans du maintien en place du capitalisme et des liens avec les différents impérialistes réussiraient à imposer leur politique au prolétariat et à stopper ces processus révolutionnaires, qui pour autant continuent de s'approfondir.

Que le "gouvernement provisoire" installé à Benghazi et leurs homologues en Tunisie et en Egypte soient vendus à l'impérialisme est une donnée de la situation qui est le produit du manque de maturité politique du prolétariat, qu'ils ne représentent pas vraiment les intérêts des travailleurs ou qu'ils y soient totalement étrangers en est la conséquence directe et inévitable en quelque sorte, est-ce que pour autant il faudrait regretter que ces peuples se soient soulevés sachant pertinemment qu'ils ne pourraient mener à son terme leur révolution, c'est ce que certains suggèrent en Libye notamment en n'hésitant pas à faire un amalgame entre le prolétariat révolutionnaire qui s'est soulevé spontanément pour en finir avec le régime de Khadafi et les valets de l'impérialisme qui ont pris le commandement des opérations à Benghazi pour leur propre compte et celui de leurs maîtres à penser. Maintenant rien ne dit qu'ils pourront manoeuvrer le prolétariat révolutionnaire aussi facilement qu'ils le souhaiteraient, on voit ce qu'il en est en Tunisie par exemple.

Si la première étape du combat du prolétariat en Tunisie et en Egypte vers son émancipation consistait à se libérer du joug des dictateurs en place depuis de longues années, il en est de même en Libye et dans les monarchies du Golfe, sachant que pour franchir l'étape suivante il faudra au préalable que le prolétariat des pays dominants se lance à son tour dans la lutte pour le pouvoir et parvienne à abattre le capitalisme qui au stade suprême de l'impérialisme exploite et opprime tous les autres peuples.

En principe nous condamnons toute intervention impérialiste dans le monde. Certains affirment que le peuple libyen n'a que le choix entre la peste et le choléra, entre continuer de vivre sous la dictature du colonel Khadafi ou vivre sous un régime soumis à l'impérialisme américain, français, britannique, etc... A une autre époque en France nous avions le choix entre continuer de vivre sous une monarchie ou une république démocratique bourgeoise qui ne représente pas les intérêts des masses laborieuses, là aussi le prolétariat et la paysannerie pauvre n'avaient pas d'autre choix que la peste ou le choléra, sauf à vouloir refaire l'histoire et nous faire croire que les conditions d'exploitation des enfants dans les usines et les mines à la fin du XIXe siècle en France et en Grande-Bretagne ne relevaient pas des pires conditions de travail et de vie qu'on ait pu imaginer, à ce moment-là on a estimé que la république valait mieux que la monarchie, qu'elle permettait de libérer les forces qui permettraient de renverser à leur tour le nouveau régime...

Fort de cette expérience qui s'inscrit dans un processus dialectique qui peut s'étaler sur des années, voire des siècles, puisque nous ne sommes toujours pas parvenus à en finir avec le capitalisme plus de deux siècles plus tard, nous nous abstenons pour le moment de condamner ou de soutenir l'intervention de la coalition impérialiste en Libye contre les forces de Khadafi, considérant que l'essentiel à l'heure qu'il est, demeure de chasser le dictateur du pouvoir, la suite dépendra de la mobilisation du prolétariat libyen et des objectifs politiques et sociaux qu'il sera capable de se fixer, de sa capacité à construire son parti révolutionnaire pour avancer sur la voie de son émancipation, du socialisme.

Sarkozy et Obama ont martelé devant les travailleurs du monde entier hier, qu'ils laisseraient les Libyens décidés de leur propre sort et qu'ils n'envoieraient aucune troupe au sol et qu'ils se contenteraient de bombarder les positions militaires de Khadafi. Si maintenant ils agissaient différemment, nous serions sans doute amenés à réviser notre position. On a envie de dire, une fois la chute de Khadafi consommée, place à la lutte des classes en Libye, place à l'organisation indépendante de la classe ouvrière pour défendre ses droits sociaux et politiques, ce qui a été impossible sous la dictature de fer du tyran pendant 42 ans.

Politique

1- Portugal

Des dizaines de milliers de Portugais ont manifesté contre les mesures d'austérité gouvernementales samedi à Lisbonne, à l'appel de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP).

Le syndicat, qui revendique environ 600.000 adhérents, avait appelé à la manifestation contre les hausses des taxes, baisses des salaires et réductions des prestations sociales décidées par le gouvernement pour alléger la dette. (AP 19.03)

2- Libye

Une coalition de cinq armées occidentales a commencé samedi à pilonner des objectifs ciblés du régime de Mouammar Kadhafi en Libye, frappant depuis les airs et la mer Méditerranée.

La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie et le Canada participent pour l'heure à l'opération baptisée "*Aube de l'odyssée*", la plus grosse intervention militaire dans le monde arabe depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Son objectif est, en application de la résolution 1973 adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu, de faire respecter une zone d'exclusion aérienne et un cessez-le-feu en Libye.

Le colonel Mouammar Kadhafi, qui a réprimé dans le sang l'insurrection partie de l'est du pays il y a un mois, l'a qualifiée d'agression "coloniale" et a déclaré que la Méditerranée et l'Afrique du Nord étaient désormais un "*champ de bataille*".

"Il est désormais nécessaire d'ouvrir les dépôts et d'armer toutes les masses, avec tout type d'armes, pour défendre l'indépendance, l'unité et l'honneur de la Libye", a-t-il dit dans une allocution télévisée.

L'aviation française a frappé la première dans la foulée du sommet de Paris, qui a réuni samedi à l'Elysée les dirigeants de 22 pays et organisations, dont l'Onu, l'Union européenne et la Ligue arabe;

Une vingtaine d'avions français ont participé à l'opération sur une large zone autour de Benghazi, détruisant plusieurs chars et véhicules blindés des forces loyalistes, a annoncé le ministère de la Défense.

À partir de 19h00 GMT, des navires de guerre et des sous-marins britanniques et américains ont tiré plus de 110 missiles Tomahawk contre plus de 20 sites libyens, afin notamment de mettre hors d'état les défenses antiaériennes de Kadhafi.

Dans l'Ouest, des frappes aériennes ont visé la base aérienne de Mitiga près de Tripoli, rapporte la chaîne Al Djazira, et une base aérienne à sept kilomètres de Misrata, selon des habitants.

Dans la banlieue sud de Tripoli, des milliers de partisans du colonel ont convergé vers le camp militaire de Bab al Azizia, formant un bouclier humain dans la base de Kadhafi.

Quelques heures avant le déclenchement de l'opération alliée, les forces de Mouammar Kadhafi étaient entrées samedi matin dans les faubourgs de Benghazi, deuxième ville de Libye avec 670.000 habitants et "*capitale*" des insurgés.

Les insurgés ont dit avoir repoussé cette attaque terrestre et aérienne contre Benghazi, désertée par de nombreux habitants.

L'opération internationale a suscité les réprobations de la Russie et du Venezuela et les réserves de l'Allemagne - qui ne participe pas à l'opération mais réclame l'application de la résolution 1973 - et de plusieurs analystes militaires, qui craignent une guerre civile prolongée.

L'opération "Aube de l'odyssée" est jusqu'à présent sous commandement américain.

"Nous sommes à la pointe de l'opération militaire de la coalition", a dit Bill Gortney, directeur de l'état major interarmes américain. "Ce n'est que la première phase d'une opération qui en comportera plusieurs", a-t-il ajouté. (Reuters 19.03)

Dans une brève allocution retransmise par la télévision libyenne, le colonel Kadhafi menace d'attaquer des objectifs « civils et militaires » en Méditerranée, appelle les Libyens à s'armer pour la « révolution » et annonce que « les dépôts d'armes sont ouverts pour défendre la Libye ». L'opération militaire est une « agression croisée injustifiée », estime-t-il, et la Méditerranée est devenue « un vrai champ de bataille ».

Les attaques aériennes des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, sont « coordonnées » à partir d'un quartier-général américain basé à Stuttgart, en Allemagne, indique un responsable français sous couvert d'anonymat.

Selon le Monde, les rebelles ont admis avoir abattu « par erreur » ce matin leur propre avion de chasse au-dessus de Benghazi. Selon Al Jazeera, le pilote n'aurait pas survécu.

Outre Benghazi, des combats ont lieu à Misurata. La ville a été la cible de tirs d'artillerie, mais l'armée n'y est pas encore entrée.

Voici les principaux points de la résolution 1973 de l'ONU, adoptée à New York dans la nuit de jeudi à vendredi, autorisant le recours à la force contre le régime de Kadhafi.

Exigence d'un « cessez-le-feu immédiat et la cessation totale des violences et de toutes les attaques et exactions contre la population civile ».

Autorisation des Etats membres « à prendre toutes mesures nécessaires (...) pour protéger les populations et les zones civiles menacées d'attaque en Jamahiriya arabe libyenne, y compris Benghazi, tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère ». Interdiction de « tous vols dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne afin d'aider à protéger les civils ».

Autorisation des Etats membres « à prendre au besoin toutes mesures nécessaires pour faire respecter l'interdiction de vol ». (Rue89 19.03)

3- Egypte

Les Egyptiens se sont massivement rendus aux urnes samedi pour le référendum sur les amendements constitutionnels proposés par les autorités militaires du pays, qui assument le pouvoir depuis la démission du président Hosni Moubarak.

Les observateurs ont déclaré qu'il semblait y avoir eu une participation sans précédent pour ce scrutin, le premier depuis fort longtemps en Egypte dont l'issue ne soit pas connue d'avance.

"Il est trop tôt pour dire quel a été le taux de participation, mais il est clair que c'est sans précédent", a déclaré à Reuters Ahmed Samih Farag, militant des droits de l'homme et observateur pour ce scrutin.

"J'ai 53 ans et je n'avais jamais voté avant, parce que toutes les élections étaient truquées", a déclaré Ahmed al Hami, qui attendait son tour pour glisser son bulletin dans l'urne dans un bureau de vote d'une banlieue du Caire. "Maintenant, je vote en toute liberté", a-t-il ajouté.

Si le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé dans le calme, un incident s'est cependant produit quand l'ex-directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradeï a voulu voter.

Les militaires du Conseil suprême des forces armées, au pouvoir depuis le départ de Moubarak, le 11 février, avaient mobilisé près de 40.000 soldats pour assurer la sécurité.

Au total, 45 millions d'électeurs étaient appelés à participer à ce référendum, une première depuis des générations en Egypte.

La réforme constitutionnelle est un préalable à l'organisation d'élections législatives et présidentielle censées permettre

l'instauration d'un gouvernement civil et élu en Egypte. Mais le vote a divisé la société égyptienne.

Des organisations de la société civile comme la Coalition du 25-Janvier, le mouvement du 6-Avril ou le collectif Kefaya, en pointe lors des journées révolutionnaires, de même que plusieurs candidats à la présidence comme ElBaradeï et Amr Moussa, ainsi que plusieurs partis politiques, avaient appelé à rejeter le projet qui ne répond pas selon eux aux revendications de la révolution.

"Les révolutions renversent les Constitutions. Cette insistance à organiser un référendum sur un document obsolète revient à vouloir effectuer une greffe d'organe sur un cadavre", estimait cette semaine Zakaria Abdelaziz, ancien président d'un influent club de juges.

En revanche, les Frères musulmans et les héritiers du Parti national démocratique (PND) de Moubarak, dont les militants sont habitués à rallier le soutien populaire, sont favorables aux amendements, estimant qu'un remaniement complet de la loi fondamentale prendrait trop de temps.

Pour la plupart des Egyptiens, qui n'ont peut-être jamais lu la Constitution auparavant, les implications des amendements peuvent paraître complexes. Elaborées en dix jours par une commission spéciale, ces propositions n'ont été soumises à discussions publiques que pendant trois semaines.

Si elles limitent les mandats présidentiels à deux fois quatre ans et assurent une supervision des élections, elles ne réduisent pas les pouvoirs étendus du chef de l'Etat sur lesquels s'est appuyé pendant trois décennies le pouvoir autocratique de Moubarak, estiment les détracteurs du texte.

Aussi, ajoutent-ils, accepter ce qu'ils considèrent comme des modifications mineures donnerait une légitimité à la Constitution de 1971, trahissant les idéaux de la Révolution du Nil.

Le projet prévoit que le prochain Parlement constituera une commission chargée de réécrire complètement la loi fondamentale.

Les militaires, auxquels Hosni Moubarak a remis le pouvoir en démissionnant, ont établi un calendrier serré de six mois au cours desquels doivent se tenir le référendum, des élections législatives et un scrutin présidentiel suivi d'un nouveau référendum constitutionnel.

Des militants démocrates estiment que ce programme accéléré pourrait permettre à ceux qui ont manipulé l'ancien système de récidiver ou favorise, par sa précipitation, les Frères musulmans et le PND.

En cas d'adoption des amendements, des élections législatives se tiendront fin septembre.

En cas de rejet, le Conseil militaire publiera immédiatement un décret constitutionnel tenant lieu de loi fondamentale provisoire jusqu'aux élections législatives et présidentielle. Les élections seraient alors repoussées à décembre et début 2012 et l'armée resterait au pouvoir jusqu'à la tenue de ces scrutins, disent des sources proches des services de sécurité. (Reuters 19.03)

4- Syrie

La police a interdit les entrées dans la ville de Deraa samedi, dans le sud de la Syrie, après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité la veille, selon Mazen Darouiche, un influent militant des droits de l'Homme dans ce pays qui est l'un des plus répressifs du Moyen-Orient.

Le bilan a été fourni par des activistes ayant requis l'anonymat de peur de représailles.

Le président Bachar el-Assad, qui s'est vanté de ce que la Syrie n'était pas touchée par le vent de révolte qui a déjà fait tomber les dirigeants tunisien et égyptien, a dépêché une délégation à Deraa pour présenter ses condoléances aux familles des victimes, selon un responsable syrien.

Un responsable syrien ayant requis l'anonymat a reconnu la mort de deux manifestants et affirmé à l'Associated Press que les responsables seraient jugés "*quel que soit leur rang*".

Un autre responsable gouvernemental a déclaré que les plus hauts responsables syriens avaient décidé samedi de créer une commission d'enquête pour sanctionner les responsables des décès à Deraa. "*Le président syrien est catégoriquement opposé à ce qu'on répande le sang syrien*", a-t-il assuré.

Un député syrien à Deraa, Khaled Abboud, a imputé les violences à "*un groupe d'extrémistes islamistes qui travaillent pour eux ou pour l'étranger*", a-t-il estimé, sans en dire plus.

Un activiste à Damas en contact avec des habitants de Deraa a pour sa part affirmé que les forces de sécurité avaient tiré des gaz lacrymogènes sur des participants aux funérailles qui scandaient "*Seulement Dieu, la Syrie et la liberté*" samedi. Plusieurs personnes auraient été arrêtées.

L'AP n'a pas pu vérifier ces allégations ni joindre des habitants de Deraa au téléphone. La Syrie limite beaucoup les mouvements des journalistes quand il s'agit de questions de sécurité.

Par ailleurs, dix femmes arrêtées mercredi pour avoir manifesté devant le ministère de l'Intérieur à Damas ont entamé une grève de la faim, selon Abdul-Karim al-Rihaoui, qui dirige la Ligue arabe des droits de l'Homme. Un total de 33 personnes ont été arrêtées pour "*atteinte à l'image*" de la Syrie.

Le gouvernement syrien a annoncé samedi qu'il réduisait le service militaire obligatoire de trois mois, le ramenant à 15 mois pour les hommes ayant fait des études secondaires et 18 mois pour les autres. La mesure entrera en vigueur en juin, a précisé l'agence de presse d'Etat. (AP 19.03)

5- Algérie

Le président Abdelaziz Bouteflika a promis samedi une «*nouvelle page sur la voie des réformes globales*», y compris politiques, a rapporté l'agence APS.

Après avoir évoqué la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 19 ans, qu'il avait promise et mise en oeuvre le 25 février, le président, dans un discours lu en son absence à Mostaganem, à 350 kilomètres à l'ouest d'Alger, a déclaré qu'il fallait passer à la vitesse supérieure.

«*Ce sera une nouvelle page ouverte sur la voie des réformes globales (...) qui ne sauront être fructueuses en l'absence de réformes politiques*», a dit le président Bouteflika, dans ce texte lu par un de ses conseillers.

La police algérienne s'est positionnée en force dans la matinée dans le centre d'Alger autour de la Grande Poste, lieu de rendez-vous fixé par de jeunes Algériens sur le réseau Facebook pour marcher vers la présidence de la République. (Libération.fr 19.03)

6- Yémen

Des manifestants samedi à Sanaa ont juré de poursuivre leur lutte contre le président yéménite Ali Abdallah Saleh, traité de «*bocher*» après la répression sanglante de vendredi qui a fait au moins 52 morts à Sanaa.

Pour protester contre ce «*massacre*», l'ambassadeur du Yémen à Beyrouth, Feyçal Amine Abourrass, et le rédacteur en chef de l'agence officielle Saba, Nasser Taha Moustafa, ont présenté leur démission.

Sur la place de l'Université, les manifestants ont reçu le renfort de milliers d'enseignants venus les rejoindre en dépit de l'interdiction de se rassembler. La police était déployée en force dans ce secteur, mais aucun incident n'a été signalé.

Les manifestants ont également accusé les fils du président Saleh, qui dirigeant l'essentiel de l'appareil de sécurité du régime, pour les violences de vendredi.

Les tirs attribués par les manifestants à des partisans du régime ont aussi fait plus de 120 blessés, selon un dernier bilan de source médicale. Ces incidents ont été les plus sanglants depuis le début fin janvier de la contestation du président Saleh. (Libération.fr 19.03)

7- A Bahreïn, le souverain se dit «prêt au dialogue»

Le souverain de Bahreïn a répété samedi qu'il était prêt au dialogue face à une opposition sceptique: «*La porte reste ouverte pour discuter de tous les sujets qui sont dans l'intérêt de tous les citoyens*», a assuré le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa, après plus d'un mois de contestation.

L'opposition dominée par des chiites demande l'instauration d'une monarchie constitutionnelle avec la mise en place d'un gouvernement choisi par les élus, dans ce pays où règne la dynastie sunnite des Al-Khalifa depuis 230 ans.

Les autorités de Bahreïn ont annoncé samedi une interdiction de naviguer la nuit dans les eaux territoriales le long de la côte de l'archipel qui fait face à l'Iran, un pays dont Washington et l'Arabie saoudite redoutent l'influence. (Libération.fr 19.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars

A propos du site.

Des militants étudient le marxisme, la preuve avec les statistiques du site (du 12 au 18 mars) :

- textes/RP2010plusinternet.pdf = 91
- marxisme/vletat.pdf = 64 (L'Etat et la révolution)
- marxisme/trotsky marxisme.pdf = 60
- marxisme/revolutionrosalux.pdf = 43
- causeries0111.pdf = 32
- press_03_2011.pdf = 29
- IO140_2.pdf = 29
- TC-ContribRevoArabes.pdf = 26
- causeries1210.pdf = 26
- kmfe.pdf = 25

Vous avez ouvert ou téléchargé 500 fichiers au format pdf (Acrobat Reader) en une semaine, pour une moyenne de 95 visites par jour.

Au fait, vous ne pourrez pas dire qu'on manque de courage et d'audace parfois pour analyser la situation. Ce serait sympa de m'indiquer en retour les sites Internet de formations politiques qui procèdent de même. Qui m'aime me suive, trop peu pour nous !

[Dans la rubrique chercher le lézard.](#)

A propos de l'intervention militaire impérialiste en Libye, lu le 20 mars sur quelques sites Internet.

LO. Coucou, c'est La Palice !

"lorsque l'impérialisme intervient militairement, ce n'est jamais dans l'intérêt des peuples", pardi, sauf que l'impérialisme ne maîtrise pas totalement la situation, dans le cas contraire Ben Ali et Moubarak seraient toujours au pouvoir ! Ils ont l'art d'enfoncer les portes ouvertes en guise d'analyse à LO.

A propos de l'épileptique du Palais *"son soutien au « Conseil de transition » libyen, composé en partie d'anciens ministres de Kadhafi qui ne valent pas mieux que lui, est une sinistre farce"*, même remarque qu'au paragraphe précédent, à ceci près que Kadhafi bâillonnait le peuple libyen, ce qui sera peut-être plus difficile à faire pour ce « Conseil de transition » sur lequel par ailleurs nous n'avons rien de plus à attendre que les travailleurs libyens eux-mêmes.

Toujours à propos de La Talonnette *"Il cherche simplement à placer un remplaçant à Kadhafi plus malléable"*, il manque ici une précision importante, pour le compte de qui sachant que seules pratiquement des multinationales européennes exploitaient le pétrole libyen, les multinationales en étaient exclues ou avaient jeté l'éponge : réponse pour ces dernières pardi. A LO ils sont mal informés apparemment (lire les articles du Réseau Voltaire qui fournissent les noms des compagnies et des pays qui exploitent le pétrole libyen)

Le PG. Esprit es-tu là ? Et l'ONU de répondre présent aux médiums du PG !

"Le Parti de gauche (...) approuve l'application de la résolution 1973 dans le cadre strict de son périmètre", jusque là rien à dire attendons de lire la suite *"Cette résolution exclue toute forme d'occupation du territoire libyen par des forces étrangères et la participation de l'Otan aux opérations, ce qui serait une escalade contraire à l'esprit de l'ONU"* qui comme chacun sait serait tout à fait respectable et conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Principe que respecte l'ONU méticuleusement en soutenant l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par exemple, sous la forme bien connue qui suit *"... ne pas légitimer l'application du droit international et considérer qu'il ne faudrait pas intervenir reviendrait à nous positionner comme beaucoup de pays européens le firent au moment de la guerre d'Espagne"*, le PG reconnaissant ainsi à l'ONU le droit de s'immiscer dans les affaires des peuples. A l'UMP ils ont Raffarin comme *"serpillière"*, dixit Sarkozy 1er, chez ses alliés situés à sa gauche, ils se bousculent pour jouer le même rôle peu enviable, on a le talent qu'on peut !

Ces gens-là sont des légalistes jusqu'au bout des ongles, alors comment peut-on leur prêter l'intention de remettre en cause

le capitalisme et les institutions de la Ve République, même lorsque rien ne les y oblige, il faut qu'ils témoignent leur soumission à notre ennemi de classe. Gageons qu'il leur en sera tenu rigueur et qu'ils en seront récompensés.

PCF. palme de la mauvaise foi dans la plus pure tradition stalinienne.

Il apporte "son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil National de Transition", organisme réactionnaire constitué pour empêcher la révolution de se structurer autour des comités que les travailleurs avaient commencé à constituer dans le pays, reconnu par les représentants des différents impérialistes et qui ne cachent pas son intention de ne pas remettre en cause les liens du régime avec les multinationales implantées en Libye.

Le PCF pose une question non pas déplacée, totalement insupportable quand on a à l'esprit la répression qui s'abat sur tous les peuples qui tentent à leur tour de se soulever en Afrique du Nord ou au Proche-Orient : "Toutes les possibilités d'aide directe ou par les États arabes à la rébellion ont-elles vraiment été étudiées?". Face à des avions, des tanks ou des orgues de Staline qui vous bombardent jour et nuit, à part leur destruction, quelle autre "aide" le prolétariat révolutionnaire serait-il en droit d'attendre ?

Et comme on n'a pas à faire à des demi crétins qui le revendiquent, ils précisent que "des experts, des journalistes expliquent déjà qu'il faudra envoyer des forces spéciales au sol et que l'objectif est de faire tomber le régime de Kadhaï", s'ils le disent, alors... Peut-être que cela les chagrine au PCF que le "Petit Père du Peuple" libyen doive quitter le pouvoir si précipitamment après un règne aussi court et une aussi brillante carrière...

Pour finir, ils leur fallait faire l'amalgame avec l'Irak et l'Afghanistan ! Nous y reviendrons plus loin.

NPA. Impossible de décerner un prix de bonne conduite au gouvernement français ? Non, qui l'aurait cru !

Au peuple libyen "il faudrait donner les moyens de se défendre, les armes dont il a besoin pour chasser le dictateur, conquérir la liberté et la démocratie. Là n'est pas l'objectif des décisions de l'ONU et de la coalition militaire dirigée par la France et l'Angleterre qui s'apprête à intervenir en Libye", mais entre les réelles intentions des impérialistes que l'on connaît parfaitement et que nous condamnons évidemment, et la manière dont le prolétariat libyen pourrait se saisir de cette opportunité pour aller plus loin dans son soulèvement révolutionnaire au lieu de se conformer au scénario qu'on a concocté dans son dos, il y a peut-être loin de la coupe aux lèvres. Question : quand on est soumis à une terrible dictature depuis 42 ans, qu'avons-nous réellement à perdre ?

Reconnaissons que nous demeurons fort mal informé sur la situation réelle dans l'ensemble du pays, car on ne nous parle que de quelques grandes villes dans un pays d'1,7 million de km² (plus de trois fois la superficie de la France) qui comporte 6 millions d'habitants.

Ensuite ils s'interrogent à voix haute "Comment donner un quelconque brevet de sincérité humanitaire au gouvernement français", parce que vous y tenez vraiment à lui décerner ce brevet ? Serait-ce le sujet à traiter ? On a l'impression qu'ils auraient bien voulu soutenir ou peut-être ne pas condamner cette intervention militaire, mais ils sont tellement maladroits qu'ils en sont incapables. Il n'est pas question de soutenir cette opération militaire ni de la condamner, j'opterais prudemment pour l'heure pour la position wait and see, la suite va dépendre de la réaction du prolétariat libyen, laissons-lui au moins le droit de s'exprimer. C'est quand même extraordinaire de ne pas commencer par là.

Le peuple libyen peut déjà avancer une revendication contre toute nouvelle entreprise impérialiste pour mettre la main sur ses richesses naturelles dont le pétrole et le gaz dans la perspective de la satisfaction de ses revendications sociales : nationalisation ou socialisation du gaz et du pétrole. !

POI. Une position fondée sur une analyse tronquée de la situation en Libye.

Dans sa déclaration du 18 mars il cite les termes du communiqué du 5 mars 2011 de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qui affirmait notamment "Une telle intervention serait non seulement tournée contre le peuple libyen mais aussi contre les révolutions en Tunisie et en Egypte. Elle serait tournée contre la souveraineté de toutes les nations de la région, faisant un pas supplémentaire après l'instauration du dispositif Africom (commandement unifié destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur ce continent)", et quand on lit l'intégralité de cette déclaration du 18 mars on s'aperçoit qu'ils occultent totalement qu'une fraction du prolétariat libyen s'est soulevé depuis plus d'un mois pour chasser Khadafi, traitant le peuple libyen comme s'il ne faisait qu'un avec son dictateur, ce qui est pour le moins curieux.

Comme à leur fâcheuse habitude devenue légendaire, ils s'érigent en procureurs généraux du mouvement ouvrier, cela nous manquait franchement depuis la décomposition du stalinisme "Toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui donnerait - sous quelque prétexte que ce soit - sa caution à l'intervention accepterait ainsi de se ranger sous le drapeau des gouvernements américain, britannique et français et se disqualifierait au regard des principes qu'elle prétend incarner", autrement dit, une fois précisé "sous quelque prétexte que ce soit", il serait inconcevable qu'il puisse exister une autre position que celle du POI, même avec une légère variante, alors que l'on

vient de voir que l'analyse du POI comportait de graves lacunes. Nous ne nous sentons en aucune manière concernée par ce diktat adressé aux organisations ouvrières compte tenu que nous ne cautionnons ni désapprouvons pour le moment cette intervention militaire, mais des militants pourraient penser autrement, d'où cette précision.

Par curiosité, je suis allé sur le site Internet national du PS, ils se contentent de s'aligner à la lettre sur le discours de Sarkozy.

Autres aspects de ces déclarations.

1- Tous à des degrés divers rappellent le rôle cynique de l'impérialisme en Irak, en Afghanistan, en Bosni, etc.

A ceci près qu'en Afghanistan et en Irak aucun soulèvement de la population ne s'était produit avant que l'impérialisme intervienne militairement dans ces pays. Certains considéreront peut-être qu'il ne s'agit là que d'un détail, un détail qui peut faire toute la différence dans l'appréciation que l'on peut porter sur la situation ou nous amener à modifier légèrement notre position, à moins qu'il faille considérer toutes situations égales entre elles sans tenir compte de la réalité des faits qui s'inscrivent en contradiction avec cette exigence.

2- La plupart précisent que les participants à cette coalition n'ont pas manifesté le même empressement pour soutenir les soulèvements révolutionnaires en Bahreïn ou au Yémen très violemment réprimés depuis le début du mois de mars.

Certes, mais serait-ce une raison suffisante pour se passer de l'opportunité de liquider Khadafi ? Je ne suis pas du tout sûr que le peuple libyen vous suive quand vous voulez (lui) appliquer un principe (figé) à une situation inédite sans vous être donnés la peine de l'examiner en détail ou sur une analyse tronquée de la situation, j'ai envie de dire que pour lui l'essentiel c'est de se débarrasser du dictateur et adienne que pourra ensuite. C'est peut-être léger comme raisonnement de la part des travailleurs libyens, je vous l'accorde volontiers, mais c'est son état d'esprit présent avec sa part d'illusions ou d'inconscience. Vous pouvez rétorquer que je fais ainsi la part belle à ses illusions, de votre côté vous oubliez que leur priorité c'est de chasser Khadafi et sa clique du pouvoir pour y gagner en liberté et engager ensuite le combat sur le terrain social. Le peuple révolutionnaire libyen n'est pas parfait, il faut donc faire avec au lieu de penser à sa place.

3- Ils rappellent que ce sont aux peuples eux-mêmes à oeuvrer à leur autodétermination.

Mais en Libye il s'y active, il a même repris la route pour reconquérir Ajdabiah et toutes les grandes villes du pays.

Il est quand même curieux que ceux qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne veulent pas tenir compte de la position adoptée par l'avant-garde du prolétariat libyen et pas seulement par le « *Conseil de transition* » qui siège à Benghazi, qui consiste à réclamer et soutenir des frappes aériennes d'où qu'elles viennent, pour leur permettre de continuer leur combat afin d'en finir avec le règne de la terreur qu'infligeait Khadafi au peuple libyen.

4- Ils sont unanimes à mettre en lumière les arrière-pensées qui animent les différents impérialistes impliqués dans cette aventure guerrière. Certains ajoutent que cette intervention militaire s'inscrit dans un projet codifié de longue date.

Parce que les travailleurs libyens seraient assez niais pour ne pas le comprendre également ? Ils n'auraient pas entendu parler de l'agression et de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan par cette coalition impérialiste ? D'après vous pourquoi se méfient-ils comme de la peste du gouvernement provisoire installé à Benghazi soutenu par les impérialismes américain et français notamment ?

Et puis, il y a deux éléments à considérer dans la situation actuelle, d'un côté effectivement il y a les réelles intentions de la coalition impérialisme, de l'autre le fait qu'elle se contente pour l'heure de frappes aériennes qui permettent aux masses révolutionnaires de reprendre l'offensive contre Khadafi. Ajoutons que le rapport de forces sur place se compose de trois éléments : ceux qui restent fidèles au dictateur, ceux qui se sont soulevés et organisés pour le renverser, et enfin ceux qui parmi ceux qui se sont soulevés remettent leur sort entre les mains du gouvernement provisoire constitué à Benghazi par d'anciens membres du régime et de l'armée, tandis que d'autres le rejettent. Le tout en ayant à l'esprit les révolutions ou soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu dans la région depuis trois mois.

C'est donc uniquement en prenant en compte l'ensemble de ces éléments que l'on peut analyser sérieusement la situation, j'ai envie d'ajouter autant que possible, car nous manquons d'informations sur les rapports entre les classes en Libye, sur la situation politique et sociale à l'intérieur du pays avant le déclenchement de l'insurrection, il faut donc accepter le fait qu'il y aura forcément une part d'approximation dans notre analyse et inévitablement des erreurs, mais au moins elle a le mérite d'exister, contrairement à ceux qui se précipitent pour rédiger des déclarations enflammées en s'en remettant uniquement à une théorie gravée dans le marbre pour l'éternité qu'ils agitent comme un hochet.

En complément ce que j'avais rédigé rapidement hier soir.

Tout cela est exact et personne ne peut le nier, nous en tenons compte dans notre analyse. Mais maintenant il y a la situation sur place en Libye et qui est loin d'être uniforme comme certains voudraient nous le faire croire sous prétexte non avouée que le gouvernement provisoire installé à Benghazi serait pourri jusqu'à l'os, ce qu'on n'ignore pas non plus, à notre connaissance, ceux qui se sont imposés aux commandes des opérations lors des soulèvements en Tunisie et en Egypte ne valaient guère mieux non plus. Qu'on se souvienne, c'est la détermination des prolétariats de ces pays et leur degré de mobilisation qui ont conduit à la chute des deux premiers gouvernements provisoires installés à la hâte en Tunisie et précipité le remplacement du Premier ministre égyptien fraîchement nommé...

Tous semblent tabler sur le soutien indéfectible de la majorité du peuple libyen à son bourreau, ce qui s'inscrit à contre-courant des expériences tunisienne et égyptienne, on pourrait encore citer le Yémen ou Bahreïn où le pouvoir est de plus en plus isolé, au point que ce dernier a dû faire appel à l'armée et la police saoudienne (sans doute sous la pression américaine) pour réprimer les manifestations sans parvenir à rétablir un ordre chancelant. Seraient-ils en possession d'informations qui nous font défaut ? Je ne le pense pas.

Il ne viendra à l'esprit de personne que les événements auraient pu prendre une autre tournure en Tunisie et en Egypte, que les soulèvements révolutionnaires auraient pu être retardés ou remis à bien plus tard si les dictateurs en place s'y étaient pris autrement, autrement dit, que rien n'est inscrit d'avance dans un sens ou dans l'autre, que l'histoire ne suit pas un cour linéaire et qu'il suffit parfois ou souvent d'un fait isolé et en apparence bénin pour qu'il bascule. Je trouve cela stupéfiant.

On nous dit encore que l'impérialisme voudrait reprendre la main dans cette région du monde et particulièrement en Libye, à croire donc que ce ne serait pas des multinationales des pays dominants qui exploiteraient le pétrole libyen. Pour en avoir le coeur net, voici un extrait d'un article signé Manlio Dinucci pour le Réseau Voltaire :

"La Libye possède des réserves de pétrole estimées à environ 60 milliards de barils, les plus grandes d'Afrique, le double des réserves étasuniennes. Les coûts d'extraction sont parmi les plus bas du monde : à peine plus d'un dollar le baril vendu à plus de 100 dollars sur les marchés internationaux. La Libye possède en outre des réserves de gaz naturel estimées à environ 1 500 milliards de m3. Les compagnies qui ont eu les contrats les plus avantageux auprès de la National Oil Corporation libyenne sont européennes, dont l'Eni (Ente nazionale idrocarburi, Société nationale des hydrocarbures, NdT), chinoises et russes. Les étatsuniennes sont restées par contre à la marge ou ont perdu du terrain. Chevron et Occidental Petroleum, qui s'occupaient de la prospection des gisements de pétrole et de gaz, ont décidé en octobre 2010 de ne pas renouveler leurs contrats. Dont s'est accaparée un mois plus tard la compagnie allemande R.W. Dia."

Il a oublié Total et d'autres multinationales, peu importe. Le coût d'extraction du pétrole libyen qui est indiqué ici est fantaisiste, il doit être plus élevé. Un jour à la télé dans une émission sur l'environnement, je me souviens qu'au Canada une compagnie pétrolière se plaignait du coût faramineux d'extraction du schiste bitumineux, à l'entendre aux alentours de 100 dollars le baril, autrement dit cette compagnie aurait toujours travaillé à perte dans le passé puisque le baril de pétrole a rarement atteint ou dépassé la barre des 100 dollars sur le marché, sans pour autant faire faillite...

La guerre que l'impérialisme américain mène désormais contre Khadafi n'est qu'un prétexte pour rafler la mise en Libye. Nous assistons simplement à une guerre entre impérialistes interposés qui ne veut pas dire son nom. Le dindon de cette mauvaise farce ne sera pas forcément celui auquel on pense spontanément, le peuple libyen dont les multinationales continueront de piller les richesses, mais Sarkozy, Merkel, Berlusconi et leurs multinationales qui seront évincées si l'impérialisme américain parvient à faire chasser Khadafi du pouvoir par le peuple libyen.

Pourquoi l'Etat israélien s'inquiète-t-il de la démocratisation des régimes au Proche et au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord ? Par crainte d'apparaître comme un régime aussi infrequentable que ceux de Ben Ali, Moubarak ou Khadafi ? Sa raison d'être disparaîtrait comme bras armé de l'impérialisme américain dans la région, comme la présence de la Ve Flotte américaine en Bahreïn, les bases américaines présentes en Arabie Saoudite et d'autres pays de la région n'auraient plus aucune raison d'être, or l'économie d'armement et de guerre demeure l'un des volants d'entraînement de l'économie capitaliste mondiale, souvenez-vous du "bon" mot de Dassault ces derniers jours, si l'on vent des armes, c'est bien pour qu'elles servent un jour à quelque chose... et ainsi de suite.

Que craignent également les pays de la Ligue arabe ainsi que les gouvernements tunisien et égyptien inféodés à l'impérialisme américain, qui s'élèvent contre le bombardement des positions des troupes encore fidèles à Khadafi, que cela encourage d'autres peuples à se soulever contre leurs propres tyrans au pouvoir et que la situation dans la région et au-delà dans d'autres pays en Afrique s'en trouve chaque jour un peu plus déstabilisée ou ne deviennent incontrôlable ? Craignent-ils que leur subordination aux Etats capitalistes dominants ne soit mise en évidence par les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste qui intervient en Libye, si elle décidait d'aller plus loin que des frappes aériennes, entraînant dans le même élan des soulèvements contre ceux qui pillent les richesses de leurs pays, qu'un front anti-impérialiste finisse par ne se cristalliser et remette en cause leur propre pouvoir ? N'interprètent-ils pas à la suite de nombreux peuples de la région (non sans réserves) cette intervention militaire en Libye comme un soutien aux soulèvements révolutionnaires en cours, ne craignent-ils pas qu'elle les alimente, qu'ils s'approfondissent encore, qu'ils deviennent de véritables révolutions prolétariennes et socialistes ? Surtout, l'intervention militaire des pays capitalistes dominants en Libye met en lumière la passivité ou l'impuissance des dirigeants arabes, du gouvernement tunisien (issu du sérail du régime de Ben Ali) et égyptien (entre les mains de l'armée) face

à Khadafi, leur dénonciation feutrée et tardive du dictateur, leur véritable nature sociale et politique.

Un dernier mot.

Je n'ai pas trouvé trace ce matin de la manifestation qui a eu lieu hier à Tokyo contre le gouvernement pour sa gestion de la crise après le tsunami, vu hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie.

Notre prochaine analyse pourrait porter le titre suivant : le prolétariat mondial est en train de prendre conscience de sa gigantesque et irrésistible force.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France. Premier tour des élections cantonales (selon deux sources).

1.1- Pour ce premier tour des cantonales, l'abstention reste «le premier parti de France», et de loin, avec un score estimé autour de 55%. Une participation très faible qui relativise le score de chaque parti. Si le PS vire en tête à l'issue du premier tour, avec environ 25% des voix (1) selon les derniers décomptes du ministère de l'Intérieur, ce n'est pas un triomphe absolu. En 2004, il avait obtenu 26,25% des voix, mais il est vrai qu'il n'avait pas la concurrence d'Europe Ecologie-Les Verts. Le parti écolo, qui souhaitait se positionner comme la deuxième force à gauche, n'a pas réussi son pari. Avec un peu plus de 8,3% des voix, les ex-Verts sont doublés, d'un cheveu, par le Front de gauche, qui obtient autour de 9% des voix. Mais le fait marquant de la soirée, c'est à la fois le tassement de l'UMP, qui tourne autour des 17,13% et la percée du FN, qui talonne le parti majoritaire, à presque 15,26% des voix.

Note 1- Les scores sont ceux donnés par Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur. Il a donné Europe Ecologie-Les Verts autour de 8%. Sur la graphique, il est noté 8,6% parce que cela prend en compte le résultat de candidats écologistes non-affiliés à EELV. De même les communistes, sur notre graphique sont crédités de 8%, mais cela ne prend pas en compte l'apport des candidats du Parti de gauche, autour de 1%, le tout constituant le Front de gauche. (20minutes.fr 20.03)

1.2- Selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur (à 21h30), le PS (Parti Socialiste) a obtenu 25% pour ce premier tour des élections cantonales, l'UMP du président de la république Nicolas Sarkozy seulement moins de 16% et le FN (Front National) 15%, les écologistes 6,96%, les communistes 7,87%, le Parti de gauche 0,96%.

A Hénin-Beaumont, terre adoptive de Marine Le Pen, le FN obtient 65% et Eric Ciotti, le très droitier élu UMP dans les Alpes-Maritimes 76,84%.

Lors des élections cantonales de 2004, l'abstention avait été de 36,09% au premier tour, et de 33,51% au second tour, et pour celles de 2008, de respectivement 35,12% et 44,53% au second. Le record d'abstention pour des cantonales reste celui de 1988 : 50,8% au premier tour, 52,9% au second. Les élections européennes de 2009 avaient connu enore pire 59,37% (et 57,24% en 2004).

Sachant que le FN n'était présent que dans 75 % des cantons, cela représente entre 21 et 23 % des voix au niveau national. (précision d'un internaute) (La Tribune 20.03)

A 9h du matin en Inde, 4h30 chez vous, les agences de presse n'avaient pas encore donné de résultats définitifs et détaillés. Il semblerait selon ce que j'ai lu dans une dépêche qu'il faille augmenter le score de l'UMP du fait que certains de ses candidats n'ont pas osé se présenter sous l'étiquette de leur parti par crainte d'être évincé dès le premier tour, ce qui expliquerait les 16% annoncés par La Tribune.

2- Libye

2.1- Il est très clair que les Américains sont aux commandes. Lors d'un briefing organisé samedi au Pentagone, le vice-amiral William E. Gortney a précisé que l'opération a été baptisée Odyssey Dawn (Aube de l'odyssée) et qu'elle est placée sous le commandement du général Carter F. Ham, chef du U.S. Africa Command (Africom), basé à Stuttgart (Allemagne). Une force navale portant la dénomination Task Force Odyssey Dawn est commandée à la mer par l'amiral américain Samuel J. Locklear III, dont l'état-major est embarqué à bord du navire de commandement USS Mount Whitney. À ce stade, les conditions précises de l'organisation de l'opération Odyssey Dawn ne sont pas entièrement définies. Les autorités politiques françaises présenteront sans doute une version les plaçant en tête de gondole, mais la réalité est plus prosaïque : les Américains sont aux manettes et assurent le contrôle opérationnel de l'ensemble du dispositif (OPCON, pour Operational Control) en assurant la coordination de l'ensemble des missions et des moyens qui leur sont attribués. La raison en est simple : alors que la coalition pourrait compter jusqu'à une vingtaine de pays dans les jours qui viennent, seuls les Américains sont en mesure de gérer un tel dispositif.

Les Français sont donc des "fournisseurs de moyens" à la coalition qui leur a accordé le "privilège" (ou vécu comme tel par Nicolas Sarkozy) de prendre l'air les premiers. (Lepoint.fr 20.03)

2.2- Conséquences des frappes aériennes françaises dans l'Est de la Libye, les bataillons fidèles à Mouammar Kadhafi ont fui les abords de Benghazi, bastion de la rébellion. Les insurgés ont progressé en direction d'Ajdabiah, dont ils ne seraient plus qu'à une dizaine de kilomètres.

«*Nous sommes sortis aujourd'hui et nous avons vu la route ouverte*», a déclaré l'un des combattants, Tahir Sassi, surveillant la zone jonchée de véhicules calcinés et de poteaux électriques tordus ou coupés en deux.

Quatorze chars, 20 véhicules blindés de transport de troupes, deux camions équipés de lance-roquettes et des dizaines de pick-ups étaient éparpillés le long de la bande de bitume témoignant de la puissance de feu déployée. L'un des chars était réduit à un amas de tôle noircie et avait perdu sa tourelle. Un peu plus loin, à une centaine de mètres, des munitions continuaient d'exploser et des flammes léchaient les véhicules et les matériels détruits.

«Kadhafi est comme poulet et la coalition est en train de lui arracher toutes ses plumes, de sorte qu'il ne puisse plus voler. Les révolutionnaires vont lui trancher la tête», dit Fathi Bin Saud, un rebelle de 52 ans armé d'un lance-roquettes. «*C'est fini de battre en retraite. A partir de maintenant, nous allons aller de l'avant*», affirme-t-il. «*La coalition n'a pas tout fait. Nous avons aussi contribué. Ils nous encouragent. Nous combattions avant qu'ils n'arrivent. Ils nous remontent le moral*», ajoute-t-il.

«*Dites aux Occidentaux de détruire Kadhafi doucement, par petits morceaux, comme il nous l'a fait pendant 40 ans*», dit Djamel al Madjbouri, propriétaire d'une ferme voisine.

Mais les blindés de l'armée régulière sont entrés dans le centre de Misrata, la plus grande ville tenue par les insurgés à l'ouest du golfe de Syrte. Le contrôle de la ville faisait l'objet d'une violente bataille ce dimanche. Selon un porte-parole des insurgés, Abdelbasset, Mouammar Kadhafi «recourt à la stratégie de la terre brûlée, incendiant et détruisant tout ce qui se trouve sur son chemin».

Abdelbasset, porte-parole des insurgés de Misrata, a déclaré à Reuters: "*Il y a des affrontements entre les insurgés et les forces de Kadhafi. Leurs chars sont dans le centre de Misrata (...) Il y a tant de victimes que nous ne pouvons les compter*". (20minutes.fr et Reuters 20.03)

3- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a limogé dimanche son gouvernement, 48 heures après la brutale répression d'une manifestation contre son régime qui a fait, selon des sources médicales, une cinquantaine de morts.

Cette violence avait continué à provoquer une hémorragie dans les rangs du régime, en butte depuis des semaines à une révolte populaire croissante visant au départ immédiat de Saleh.

Abdallah Alsaïdi, représentant permanent du Yémen aux Nations unies, avait annoncé dimanche sa démission, de même que la ministre des Droits de l'homme, Houda al Ban, seconde membre du gouvernement à quitter le gouvernement depuis vendredi.

"*Cette situation critique nous empêche de poursuivre notre travail sous un régime qui ne respecte pas les droits de l'homme et les libertés*", a déclaré Ban, disant parler également au nom de son adjoint Ali Tayssir.

Deux autres membres en vue du parti, dont le directeur de l'agence de presse officielle, Nasser Taha Moustafa, avaient, eux aussi, depuis, annoncé leurs démissions.

Dimanche les policiers, auxquels les manifestants imputent le carnage de vendredi, avaient disparu des rues de Sanaa, remplacés par des soldats en treillis, armés seulement de bâtons en signe d'apaisement.

"*C'est le signe de l'échec de la sécurité dans la répression de la révolution et les foules qui étaient présentes aujourd'hui montrent qu'elles sont prêtes à de nouveaux sacrifices*", a déclaré un porte-parole de l'opposition, Mohamed al Sabri.

Des chars et blindés étaient en position autour du palais présidentiel et devant les principaux points névralgiques de la capitale. Mais la tension dans la capitale semblait avoir baissé d'un cran. (Reuters 20.03)

4- Bahreïn

Les principaux mouvements d'opposition à Bahreïn ont assoupli leurs conditions pour un dialogue avec les autorités du royaume

après la répression des manifestations en faveur de changements politiques et sociaux.

Emmenés par le Wefaq, principale force chiite du pays, ces mouvements d'opposition réclament désormais la libération de tous les prisonniers arrêtés depuis mercredi, la fin de la répression engagée ce même jour et le départ des troupes envoyées lundi par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis en soutien à la famille régnante sunnite.

"Favorisez l'instauration d'un climat sain pour permettre d'engager un dialogue politique entre l'opposition et le gouvernement susceptible de placer notre pays sur la voie d'une véritable démocratie l'éloignant de l'abîme", écrivent-ils dans un communiqué diffusé samedi soir.

Les opposants demandent aussi aux autorités de ne plus attiser les divisions confessionnelles et de retirer les forces qui encerclent depuis plusieurs jours l'un des principaux hôpitaux du pays.

Les autorités de Bahreïn ont tenté de donner le sentiment d'un retour au cours normal des choses ce dimanche, premier jour ouvré après une semaine de vives tensions.

Le couvre-feu a été allégé, les fonctionnaires ont été priés de reprendre le travail et les écoles et universités ont été invitées à rouvrir leurs portes après plusieurs jours de fermeture.

La télévision publique a été mise à contribution pour donner aux habitants le sentiment que la vie avait repris son cours normal. Elle a diffusé des feuilletons, des documentaires et des reportages au sujet d'expatriés manifestant leur soulagement de se sentir à nouveau en sécurité.

Certains centres commerciaux ont rouvert et le nombre de barrages a été allégé dans les rues, même si des hélicoptères continuaient à survoler la capitale, notamment les quartiers chiites.

L'enterrement ce dimanche de Khalil Radhi, l'un des quatre manifestants décédés cette semaine, a toutefois été la source de nouvelles tensions.

Plus de 2.000 personnes ont manifesté à Sitra, le village chiite dont il était originaire, et réclamé la chute du régime en même temps qu'elles lui rendaient un dernier hommage.

Peu après l'enterrement, le Wefaq a annoncé la mort d'un homme arrêté deux jours plus tôt par les forces de sécurité. La police a appelé sa famille pour lui demander de récupérer son corps, a dit le parti d'opposition.

Par ailleurs, Nadii Radjab, responsable d'une organisation de défense des droits de l'homme qui critiquait la répression dans les médias, a dit avoir été brièvement placé en détention dans la nuit de dimanche à lundi. (Reuters 20.03)

5- Syrie

Une foule de manifestants a mis le feu dimanche au siège du Parti Baas à Deraa dans le sud de la Syrie, ainsi qu'aux tribunaux de la ville, ont rapporté des habitants.

Au troisième jour de la contestation dans cette ville proche de la frontière jordanienne, les manifestants ont également incendié les filiales locales de deux entreprises de téléphonie, dont l'une, Syriatel, appartient à Rami Makhoul, un cousin du président Bachar el Assad.

Deraa, qui compte dans les 75.000 habitants, est située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Damas.

"Ils ont incendié les symboles de l'oppression et de la corruption", a expliqué un militant. *"Les banques, aux alentours, n'ont pas été touchées"*, a-t-il ajouté.

Makhoul, qui dirige plusieurs grandes entreprises, est sous le coup de sanctions américaines en raison de ce que Washington considère comme des actes de corruption et les manifestants, dimanche, l'ont traité de "bandit".

A la tombée de la nuit, les manifestants contrôlaient les vieux quartiers de Deraa, et dans le reste de la ville, on signalait une importante présence policière.

Le président Assad, qui est confronté à la première grande vague de contestation depuis son arrivée au pouvoir, a dépêché des représentants du gouvernement à Deraa pour apaiser la situation, mais des milliers de personnes sont descendues de

nouveau dans les rues, dimanche, pour réclamer la levée de l'état d'urgence, qui est en vigueur depuis 1963 dans le pays.

Selon des habitants, un manifestant a été tué dimanche à Deraa par les forces de sécurité. Vendredi, on avait déjà déploré quatre tués et des dizaines de blessés parmi les protestataires.

"*Non! Non à l'état d'urgence! Nous sommes un peuple épris de liberté*", ont repris les manifestants.

Les forces de sécurité ont tiré dimanche des grenades lacrymogènes et une quarantaine de personnes, intoxiquées, ont dû recevoir des soins à la grande mosquée d'Omari, dans la vieille ville, ont rapporté des habitants.

"*La mosquée est désormais transformée en hôpital de campagne. Les forces de sécurité savent qu'elles ne peuvent pas pénétrer dans la vieille ville sans que le sang coule à nouveau*", a expliqué un habitant.

La Syrie vit à l'heure de l'état d'urgence depuis que le parti Baas, aujourd'hui dirigé par le président Assad, a pris le pouvoir à la faveur d'un putsch en 1963 et interdit toute forme d'opposition.

Des dizaines de personnes arrêtées vendredi ont été relâchées, mais des dizaines d'autres sont encore derrière les barreaux, selon des militants.

Samedi, des milliers de personnes venues pleurer les victimes de la veille avaient appelé à une "*révolution*". Des représentants du pouvoir ont rencontré par la suite des notables de Deraa, qui leur ont remis une liste de doléances, parmi lesquelles la libération des prisonniers politiques.

La liste comprend également le démantèlement du siège de la police secrète à Deraa, le renvoi du gouverneur, un procès public pour les responsables de la tuerie de vendredi et l'abrogation de règles stipulant qu'il faut demander une autorisation à la police secrète pour vendre et acheter des propriétés.

Des petites manifestations ont été signalées ces jours-ci à Homs, dans le centre du pays, ainsi que dans la ville côtière de Baniyas, où se trouvent deux raffineries de pétrole. (Reuters 20.03)

6- Maroc

Ils devaient être 5000 ou 6000 aujourd'hui à Rabat- et des milliers d'autres à Casablanca, Marrakech, Agadir ou Tanger- à manifester pour le changement et la démocratie.

La manifestation avait été maintenue par ses organisateurs en dépit de l'annonce d'une réforme constitutionnelle faite le 9 mars dernier par le roi. Certains manifestants avaient choisi de descendre dans la rue essentiellement pour exprimer leur vigilance, d'autres pour dire leur méfiance, et les plus jusqu'aboutistes pour crier leur rejet d'une constitution "*octroyée*". Pendant plus de cinq heures, sous un chaud soleil, les manifestants ont brandi leurs pancartes et entonné leurs slogans dans une atmosphère bon enfant, en l'absence de tout déploiement des forces de l'ordre.

Beaucoup de slogans pointaient la corruption et la mainmise de certains proches du roi - à commencer par son secrétaire particulier Mounir Majidi- sur l'économie. D'autres avaient directement trait au projet de réforme de la constitution. Pour réclamer une "*monarchie parlementaire*", un "*roi qui règne mais ne gouverne pas*" et une "*démocratie véritable*". Sur plusieurs pancartes on pouvait lire une allusion très directe aux pouvoirs spirituels du roi: "*Article 19 dégage!*", en référence à l'article 19 de la constitution qui fonde la "*commanderie des croyants*". (L'express.fr 20.03)

7- Egypte

La réforme constitutionnelle proposée par le pouvoir militaire égyptien en vue d'organiser rapidement des élections présidentielle et législatives libres et pluralistes a été approuvée dimanche à une majorité de 77% des votants.

Mais le taux de participation au référendum n'a atteint que 41,2% des 45 millions d'électeurs inscrits, reflétant la crainte de nombre d'Egyptiens que seuls l'ex-parti au pouvoir, le Parti national démocrate (PND) et les Frères musulmans, principal mouvement d'opposition structuré, ne profitent d'élections précipitées.

Durant ses trente ans de pouvoir, l'ancien président Hosni Moubarak avait fait le vide politique autour de lui et les groupes d'opposition laïques à l'origine de la révolution qui l'a chassé le 11 février estiment qu'il leur faudra du temps pour s'organiser et se mettre en ordre de bataille. (Reuters 20.03)

France.

1- Pour un salaire de misère...

Jean-Paul Agon, qui cumule depuis vendredi les postes de directeur général et de président du groupe de cosmétique L'Oréal, conservera un salaire inchangé de 2,1 millions d'euros en 2011.

Il s'est vu attribuer pour 6,9 millions d'euros de stocks-options l'année dernière. (Lefigaro.fr 20.03)

2- De quoi vous couper la faim !

Déjà, on avait été alerté par le prix du réveillon à l'Espadon du Ritz: 2.011 euros, beaux vins compris. Au Ritz Club, 750 euros orchestre et DJ compris. Pour la nuit de la Saint-Sylvestre, il y avait des clients radieux, des noceurs partout: recette totale du 31 décembre: 600.000 euros, au bas mot. Oui, le Ritz est unique et le brunch dominical est affiché à 120 euros, jus d'orange, sushis et bar en croûte au menu, sans le vin. Dimanche dernier, le chef Girardin, MOF, a servi 180 mangeurs jusqu'à l'heure du thé.

Les complets se succèdent pour le dîner dans tous les monuments de la bonne chère et l'autre soir, au Cinq du George V, Éric Beaumard, Meilleur Sommelier d'Europe, a vendu deux bouteilles de Pétrus 1982 à 15.000 euros l'unité.

A l'Hôtel Balzac, on frôle les sommets: le damier de Saint-Jacques dans un consommé de poule aux truffes coûte 207 euros, la tourtière d'oignons, châtaignes, lard fumé et truffes à 215 euros, la poularde de Bresse en vessie aux légumes et truffes à 232 euros par personne (il faut être deux), la blanquette de veau fermière traditionnelle au jambon et truffes à 220 euros, un record à Paris tout comme le dessert Richerenches aux truffes, un biscuit soufflé à la vanille, sorbet et sablé à... 116 euros.

Autre trois étoiles pour gourmets très fortunés près du Mans ou dans le Val-de-Loire des tarifs cinglants pour des végétaux, les ravioles potagères en consommé à 62 euros, la betterave de longue cuisson à 50 euros, le gratin d'oignons doux à 60 euros, les légumes en arlequin à 67 euros, la tarte aux pommes brevetée, une gâterie à 40 euros.

Si le déjeuner est à 120 euros, le dîner de huit plats est à 340 euros –comptez 1.000 euros pour deux avec les vins, en étant «raisonnable». Huit jours de délai pour le vendredi soir.

Chez Ducasse au Plaza Athénée (à Monaco), le pâté chaud de pintade truffée est facturé à 95 euros –c'est une entrée– les langoustines rafraîchies dans une nage au caviar sont à 175 euros, et l'on peut les avoir en demi, ainsi que le menu à 360 euros, au déjeuner et au dîner. (Slate.fr 20.03)

Avec ce qu'ils dépensent en moyenne pour un repas, j'ai calculé que je tiendrais pratiquement pendant deux ans, un Indien le double !

Economie

Etats-Unis

AT&T a annoncé dimanche le rachat de T-Mobile USA auprès de Deutsche Telekom pour environ 39 milliards de dollars (27,5 milliards d'euros) dans le cadre d'une transaction en numéraire et en actions.

AT&T a dit que, sur une base pro forma, le rachat de T-Mobile faisait passer le chiffre d'affaires des activités mobiles d'AT&T de 58,5 milliards de dollars à près de 80 milliards de dollars.

Deutsche Telekom a déclaré de son côté que le produit de la cession de T-Mobile USA réduirait son endettement de quelque 13 milliards d'euros, soit une baisse de 13%. (La Tribune et Reuters 20.03)

Le 22 mars

A situation exceptionnelle, une causerie ou analyse plus longue que d'habitude (sur la Libye) que vous retrouverez au format pdf (Acrobat Reader). La page d'accueil en est alourdie, mais vous devez tous avoir une connexion rapide à Internet.

A propos des résultats (partielles) du premier tour des cantonales.

L'UMP au bord de l'implosion. Le coup de la tenaille.

Sarkozy et Copé refusent d'appeler à voter PS contre les candidats du FN, sans doute en espérant que le FN s'en souviendra en 2012 au cas où Sarkozy serait au deuxième tour face à un candidat du PS. Fillon et les centristes ne sont pas de cet avis, sans doute estiment-ils que l'amalgame UMP-PS dans la tête des électeurs ne ferait que renforcer le FN donc conduire à l'élimination de leur candidat au premier tour en 2012.

Du côté de l'opposition institutionnelle, sans surprise ou presque ils appellent à se rassembler pour "battre la droite", alors qu'ils appliquent sa politique dans les conseils généraux. Il n'y a que le PG qui renâcle, alors que sans son alliance avec le PCF au sein du Front de gauche, il ne dépasserait pas 1%, sans doute estime-t-il que le contenu de la gamelle n'est pas assez substantiel à son goût !

A propos de la situation en Libye.

Je n'ai pas eu le temps de lire tous les documents qui me sont parvenus ou ceux que j'ai été glanés sur Internet. La presque quasi-totalité condamnent sans appel l'intervention impérialiste en Libye, position pour laquelle nous penchons spontanément évidemment, mais pour le moment j'ai préféré m'en tenir à une position intermédiaire entre ni condamnation ni soutien en l'étayant avec forces arguments, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'ont suscité aucun débat jusqu'à présent, comme s'il fallait s'en tenir à un principe et s'interdire de réfléchir, comportement facile ou pratique que je rejette.

Je continue de m'interroger sur la situation chaque heure qui passe, il me reste encore au moins deux éléments à analyser plus en détail avant de reformuler ma position si nécessaire, de la maintenir ou d'en changer pour rejoindre l'ensemble des camarades qui se sont déjà exprimés sur cette question.

Le premier élément concerne le développement du processus révolutionnaire en Libye avant le début de cette intervention militaire, la question étant de savoir s'il s'est développé dans l'ensemble ou une grande partie de la Libye ou seulement dans le fief de "tribus" historiquement opposées à celle de Kadhafi. Apparemment la réponse à cette question est positive, reste à le confirmer.

Le second élément concerne la place du soulèvement révolutionnaire des travailleurs libyens dans ce processus révolutionnaire par rapport au gouvernement provisoire installé à Benghazi et soutenu par l'impérialisme français et américain, la question étant également de savoir si ce soulèvement des travailleurs a été spontané à l'origine ou s'il a été orchestré en sous main par ceux qui détiennent le pouvoir à Benghazi, c'est une question déterminante, on pourrait ajouter une autre question : quels sont les rapports entre les deux forces qui s'opposent à Kadhafi, les travailleurs qui ont constitué leurs propres comités et ce gouvernement constitué autour de l'ex-ministre de la Justice de Kadhafi et des militaires qui l'on lâché, comment les travailleurs libyens engagés dans la révolution perçoivent-ils ce gouvernement provisoire, le reconnaissent-ils ou ils le rejettent ?

Tout le monde a parlé d'une révolution ou d'un soulèvement révolutionnaire en Libye depuis un mois sans jamais évoquer de manipulations à ma connaissance, et tout d'un coup voilà que les travailleurs libyens seraient manipulés depuis le début, certains l'affirment, d'autres le sous-entendent, plutôt curieux comme argument et comportement, non ?

Et puis, encore hier qui parlait de la Libye, qui s'y était intéressé au point de savoir ce qui s'y passait réellement ? Apparemment personne, mais là encore tout le monde fait comme s'il maîtrisait parfaitement son sujet, décidément on ignorait que nos dirigeants possédaient des connaissances encyclopédiques, à se demander à quoi elles leur ont servi jusqu'à présent.

Un troisième élément me vient à l'esprit, il concerne la répercussion de cette intervention militaire sur les soulèvements révolutionnaires en cours et ceux qui pourraient couvrir comme en Syrie ou dans d'autres pays en Afrique ou au Moyen-Orient. Un journaliste hier soir aux infos de 20h30 sur TV5Monde Asie a expliqué que les yéménites étaient galvanisés par l'attaque contre les forces de Kadhafi, ils y voyaient une légitimité à continuer leur combat jusqu'à la chute de leur propre dictateur, que le même phénomène totalement impensable encore la veille était en train de se produire en Syrie.

Donc si l'on comprend bien, cette décision d'intervenir en Libye pourrait avoir des conséquences tout à fait imprévisibles sur l'interprétation qu'en feraient les peuples ou plutôt sur la manière dont ils l'exploiteraient pour passer eux-mêmes à l'assaut des régimes tyranniques qui les bâillonnent.

Cela n'aurait rien de surprenant, pour qui est habitué à prendre en compte les contradictions et les paradoxes qui découlent à la fois de l'évolution et de la survie du capitalisme mondiale et de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction politique, et analyse les conséquences sociales et politiques de sa survie sur tous les continents pour tous les peuples.

Pour terminer cette analyse, voyons quelques arguments avancés par des camarades.

1- Les différents impérialistes engagés dans cette guerre, ils "n'ont pas soutenu l'insurrection libyenne pendant des semaines, au moment où elle était la plus forte", pardi, vous ne voudriez pas non plus qu'ils prennent la direction de la révolution pour abattre

le capitalisme, grotesque !

2- "*Leur vrai but est de contenir les révolutions arabes et de les mener dans l'impasse de la prétendue « transition démocratique »*", mais ne sont-elles pas condamnées à finir dans une "impasse" ? A moins qu'on puisse se passer du parti... Peut-être faudrait-il s'attendre à voir une révolution socialiste en Tunisie et en Egypte ?

3- "*Ils veulent contrôler la Libye car sa position géo-stratégique est centrale dans la région*", hier ils disaient tous la même chose de l'Egypte, à croire que le tremblement de terre au Japon à modifier la carte du monde !

4- "*ils préfèrent quelqu'un de plus malléable et veulent briser les acquis de l'indépendance*", qui comme chacun sait profitaient de préférence aux travailleurs en Libye ! Vous lirez avec intérêt peut-être dans un article que j'ai mis en ligne, que Kadhafi employait essentiellement des dizaines de milliers de travailleurs immigrés sous-payés dans l'industrie du pétrole et du gaz, et quant aux recettes de la vente du pétrole et du gaz il tombait dans l'escarcelle de l'Etat, donc dans les poches du clan Kadhafi et des multinationales italiennes, françaises, allemandes, etc.

5- "*Sarkozy et les autres impérialistes ont fini par soutenir l'insurrection après avoir trouvé de prétendus « dirigeants » auto-proclamés qui leur prêtent allégeance*", il n'a pas dû chercher longtemps pour les trouver !

J'ai l'impression que Sarkozy a commis une grave erreur en surestimant la volonté et la capacité des travailleurs libyens à se débarrasser de Kadhafi, il aurait soutenu les "*« dirigeants » auto-proclamés*" par crainte que le prolétariat libyen prenne le pouvoir et remette en cause les accords passés avec les Etats impérialistes et les multinationales (dont Total), il voulait donc assurer ses arrières d'une certaine manière, après avoir soutenu Kadhafi le plus longtemps possible. Je pense que c'est là l'un des éléments essentiels qui permet de comprendre la situation. Il aurait décidé de soutenir le gouvernement provisoire de Benghazi par crainte qu'il ne soit débordé par le prolétariat révolutionnaire ou que le processus révolutionnaire n'aille plus loin qu'il ne faudrait pour protéger les intérêts de l'impérialisme français.

Qu'il s'y soit pris trop tard brouille la compréhension que l'on peut avoir de la situation aujourd'hui, cela est dû à l'absence d'indépendance de la politique étrangère du gouvernement français, il a besoin de l'aval de l'impérialisme américain pour passer à l'action, ainsi que l'accord de l'ONU qui est une machinerie extrêmement lourde et complexe à mettre en oeuvre avant de parvenir à une décision, et souvent quand elle est mise en application, la situation sur le terrain a évolué, elle s'inscrit en contradiction avec le rapport de forces sur le terrain, c'est ainsi qu'ils commencent à bombarder les forces de Kadhafi non pas au moment où il se trouvait en difficulté, ce qui aurait pu précipiter sa chute et l'affaire était réglée en 48h, mais l'inverse, au moment où l'opposition armée vient de subir défaite sur défaite et s'est repliée sur Benghazi.

Il y aurait bien une autre explication, mais elle ne tient pas un instant. Sarkozy, Cameron et Obama auraient planifié les choses de telle sorte qu'en passant à l'action trop tard, au moment où Kadhafi avait repris le dessus sur la révolution, celui-ci n'aurait pas d'autre stratégie pour rester au pouvoir que de replier le gros de ses forces à l'intérieur des grandes villes du pays pour qu'il soit impossible de le déloger autrement que par une intervention militaire au sol. Mais dans ce cas-là, ce serait une guerre du même type qu'en Irak et en Afghanistan, or tous les peuples les condamnent aujourd'hui, d'autre part ce n'est pas sûr qu'ils en auraient les moyens politiques, ni que l'ensemble des impérialistes (indien, russe et chinois notamment) soutiendraient une telle initiative, ne parlons pas des risques de déstabilisation d'autres régimes déjà fragiles en Afrique, sans parler de la crise économique qui pourrait en résulter avec ses conséquences sociales et politiques cette fois dans tous les pays sur tous les continents.

6- "*Kadhafi était en train de reconquérir le pays, ce qui aurait comme conséquence l'arrêt de l'ouverture aux principaux impérialistes, notamment à la France : il avait menacé de les remplacer par la Russie et la Chine*", voilà encore un argument plus qu'approximatif pour ne pas dire erroné, d'une part "*l'ouverture aux principaux impérialistes*" étaient déjà réalisées et ne date pas d'hier, ensuite il a menacé de remplacer les multinationales européennes par les russes, les indiennes et les chinoises une fois seulement que la menace se précisait sur lui, pas avant.

7- "*C'est aussi une question de crédibilité si les impérialistes veulent que les peuples arabes croient à leurs promesses démocratiques*", comme s'ils ne savaient pas quoi en penser depuis belle lurette, ils n'ont pas en tête leur soutien (et leur armement) à l'Etat sioniste israélien contre le peuple palestinien !

8- "*Si la victoire contre Kadhafi était due aux impérialistes, les insurgés en seraient dépossédés et devraient subir le néo-colonialisme direct comme en Irak et en Afghanistan*", encore un argument plus qu'approximatif puisqu'il n'y avait pas d'insurrection en Irak ou en Afghanistan lorsque la coalition impérialiste a décidé d'attaquer ces Etats. Vous est-il venu un instant à l'esprit qu'ils en seraient dépossédés de toutes manières, car dans le cas contraire il aurait pris la direction de leur révolution au lieu de la laisser aux mains d'anciens dignitaires du régime ou de militaires, si les choses se passent de cette manière, c'est justement parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Et puis, comment pouvez-vous savoir à l'avance comment le prolétariat interpréterait cette "*victoire*" sur Kadhafi ? Entre nous, voilà un argument qui pourrait faire évoluer ma position dans votre sens, mais il est encore insuffisant.

Les Irakiens et les Afghans n'ont pas remporté de "victoire" sur Saddam Hussein ou sur les talibans pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais trouver les moyens de se mobiliser pour les renverser, de ce fait ils se sont peut-être faits des illusions sur l'issue de ces guerres impérialistes, mais ce n'était que des illusions, ils ne devaient guère en espérer davantage. C'est à se demander qui avaient le plus d'illusions dans l'impérialisme !

9- "Pour gagner, il leur faut s'organiser politiquement", quelle bonne blague, il faut, il faut, il faut aller dire cela aux combattants révolutionnaires libyens qui ne doivent pas avoir un niveau théorique ou politique plus élevé que le prolétariat français, s'ils ne le font pas, pourquoi d'après vous ?

Politique

1- France. Elections cantonales

1.1- Avec 55,63%, l'abstention a atteint un niveau record. Alors que plus de 21 millions de personnes étaient amenées à se prononcer, moins de 10 millions d'électeurs seulement se sont rendus aux urnes selon le ministère de l'Intérieur. Le taux d'abstention le plus fort de France a été relevé dans le département de Seine-Saint-Denis avec 67,30%.

Le Parti socialiste est en tête du premier tour avec 25,04% des voix, devançant l'UMP (17,07%) et le FN (15,18%). Le Front de Gauche et Europe Écologie Les Verts ayant obtenu respectivement, 9 et 8% des voix.

14,8% pour les candidats divers droite, c'est le score masqué de ce scrutin, bon nombre de candidats n'ayant pas voulu porter l'étiquette UMP.

Il y aura 394 duels au second tour. Selon l'Expansion, ils seront en «majorité face au PS (204), mais aussi face à l'UMP (89), au PCF (37) ou d'autres candidats, de gauche ou de droite (37)».

5 triangulaires, c'est le nombre de triangulaires entre l'UMP, le FN et le PS. Comme le rapporte le Nouvel Obs, «dans plus de la moitié des cas (204 cantons), le parti d'extrême-droite sera opposé à un candidat du Parti socialiste. Il sera opposé à l'UMP dans 89 cantons. Il y aura 37 duels contre un communiste et aussi 37 confrontations entre le FN et des candidats divers-droite (DVD, majorité présidentielle ou Nouveau centre)». (Slate.fr 21.03)

1.2- Pas d'«*inflexion*» de la ligne de l'UMP vis-à-vis du Front national pour le second tour des cantonales, dans la perspective des quelque 200 duels qui opposeront PS et FN: ainsi en a décidé Nicolas Sarkozy, lundi matin, lors de la réunion de l'état-major de son parti à l'Élysée. Ce sera donc le «*ni-ni*» - «*ni Front national ni front républicain*» - du moins nationalement. «*Au niveau local, on pourra faire du cas par cas*», a concédé le chef de l'État. Traduction, par Jean-François Copé: «*Il ne sera pas interdit de voter pour un candidat de gauche, ni de s'abstenir.*»

Cette stratégie à double détente a donné lieu lundi à des déclarations plus ou moins contradictoires au sein de la majorité. Hier soir, au bureau politique de l'UMP, le premier ministre a franchi un pas sémantique en appelant clairement à voter «*contre le Front national*» : «*Je le redis, aucune voix de la droite et du centre ne doit se porter sur l'extrême droite, a-t-il martelé. Là où il y a un duel entre le PS et le FN, nous devons rappeler nos valeurs (qui) ne sont pas celles du FN. Nous devons appeler nos électeurs à faire le choix de la responsabilité dans la gestion des affaires locales. Tout cela conduit à voter contre le FN.*»

Mais François Fillon a ajouté que «*cela ne permettait pas de contraindre (les) électeurs (de droite) à mêler leurs voix à celles de l'extrême gauche*», laissant la porte ouverte à l'abstention. «*Il n'est pas favorable au front républicain, mal ressenti par nos électeurs, explique-t-on à Matignon. Mais il ne met pas sur le même plan le "ni FN" et le "ni front républicain". Le FN, c'est non!*» De son côté, le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «*voter blanc*» en cas de duel FN-PS.

Ces derniers jours, les centristes, mais aussi plusieurs ténors de l'UMP - dont des ministres -, avaient déjà dit qu'«*à titre personnel*», ils voteraient PS en cas de duel avec le FN. «*Copé nous a laissés libres, chacun fait donc son choix en conscience*», justifie un ministre, qui prédit une multiplication de «*positions personnelles*» d'ici au deuxième tour. Sur le terrain, tout n'est pas clair non plus: Alain Schmitz, président UMP sortant du conseil général des Yvelines, a par exemple appelé à soutenir dimanche tous les adversaires du FN, «*sans exception*». Parmi eux, se trouve... un communiste. Lundi matin, Nicolas Sarkozy a estimé que les prises de position de ceux qui appellent à voter pour le PS n'étaient «*rien d'autre que la volonté de se construire une personnalité sur le dos de sa famille politique*». Le président a également ironisé sur la position des socialistes qui, «*il y a huit jours, disaient pas de front républicain*», avant de changer d'avis en découvrant que le PS devra affronter le FN dans 200 cantons.

De son côté, François Fillon s'est inquiété à l'Élysée de l'abstention record: «*Ce sont nos candidats qui en ont souffert le plus. Il s'agit d'une marque de défiance à l'égard du gouvernement et de la majorité.*» (Lefigaro.fr 21.03)

1.3- Le calcul de Nicolas Sarkozy était simple: préserver la possibilité de bons reports de voix entre Marine Le Pen et lui en 2012 et retenir les très nombreux électeurs UMP de plus en plus tentés par un vote FN. Le président voulait ainsi envoyer un message

fort. Le résultat est illisible. (Lexpress.fr 21.03)

Jean-Louis Borloo a souhaité lundi lors d'une déclaration solennelle que toute "ambiguïté" soit levée, jugeant que "faire barrage au Front national est évidemment indispensable".

Jean-Christophe Lagarde, président exécutif du Nouveau Centre, exhorte les électeurs à voter pour "le candidat démocrate restant en lice" et le MoDem déplore une tactique "irresponsable".

Malgré les consignes présidentielles, les ministres Valérie Pécresse (Enseignement supérieur) et Nathalie Kosciusko-Morizet (Ecologie) maintiennent leur décision de voter pour le candidat de gauche en cas de duel au second tour avec le FN. (Reuters 21.03)

1.4- Après la photo de famille de dimanche soir sur une péniche parisienne, la gauche s'est rassemblée, lundi après-midi, au siège du PS et a abouti à un texte commun. «*Nous appelons toutes les forces de gauche (...) à s'unir pour battre la droite et l'extrême droite au deuxième tour des élections cantonales, derrière les candidats de gauche et écologistes arrivés en tête au premier tour*», lancent les cosignataires que sont le PS, Europe Ecologie-Les Verts (EELV), le PCF, le PRG et le MRC.

Sus à la droite et tous derrière le candidat de gauche, quelle que soit sa famille. Sauf que cette belle unité se fissure dans les cantons où deux candidats de gauche se retrouvent face-à-face au second tour. «*Cela concerne une quarantaine de cas, détaille François Lamy, conseiller politique de Martine Aubry. Au PS, nous nous désisterons si notre candidat est arrivé deuxième.*» Une position qui n'est pas partagée par les écologistes, qui ont prévu de se maintenir dans la plupart de ces cas de figure.

Et cette position irrite beaucoup le Front de Gauche, notamment Jean-Luc Mélenchon, qui a snobé la réunion de la péniche dimanche, ainsi que celle rue de Solférino, lundi.

Mais Mélenchon connaît surtout les enjeux locaux de ce scrutin. En se maintenant dans certains cantons de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, deux des derniers bastions du PCF, les écologistes gênent les candidats du Front de gauche. «*Un petit nombre de cas mais dans des endroits très importants*», avoue Pierre Laurent, secrétaire national du PCF qui s'est rendu, «*optimiste*» selon ses propres mots, aux premières réunions de dimanche soir et semble avoir depuis changé d'avis.

«*Il y a des partenaires qui n'ont pas été loyaux à son égard. A peine a-t-il tourné les talons qu'Europe Ecologie décidait de se maintenir partout. (...) La règle est celle du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé. Peut-être qu'Europe Ecologie procède d'une autre tradition politique et ne le sait pas*», tance Jean-Luc Mélenchon, presque moins offensif que d'autres, qui voient en sous-main des manœuvres socialistes. (20minutes.fr 21.03)

Voilà donc Benoît Hamon contraint d'appeler les électeurs de gauche à glisser dans l'urne "le bulletin adéquat" dimanche prochain dans les cantons où le FN affronte l'UMP : "celui de l'UMP". "Oui, comme en mai 2002", avait-il admis un peu plus tôt au micro de France Inter. (Lepoint.fr 21.03)

2- Libye

2.1 - Les frappes aériennes menées par la puissance occidentales sous mandat de l'ONU commencent à faire l'objet de critiques et l'UE montre ses premiers signes de divisions. Le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, a critiqué la résolution 1973 qu'il a jugée «déficiente et imparfaite» et l'a comparée aux «*appels médiévaux à la croisade*». Des propos «*inacceptables*» pour le président russe Dmitri Medvedev. Si les insurgés, eux, ont réaffirmé qu'ils étaient favorables aux frappes contre les troupes kadhafistes, ils ont aussi souligné qu'ils étaient opposés au déploiement de forces terrestres étrangères. (20minutes.fr 21.03)

L'arrivée annoncée de l'OTAN divise la coalition. Actuellement, les opérations de la coalition emmenées par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne sont nationales et coordonnées par les QG américains de Ramstein (Allemagne) et Naples (Italie). Mais de nombreux pays ont répété, lundi, qu'ils souhaitaient que l'OTAN soit présente dans la coalition le plus vite possible. "Mon pays, comme beaucoup d'autres, n'a qu'un seul moyen de s'engager, c'est dans le cadre de l'OTAN", a résumé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Jean Asselborn. L'Italie est allée jusqu'à dire que si la question n'était pas réglée, elle reprendrait le contrôle des bases qu'elle a mises à la disposition de la coalition. Jusqu'ici, la France ne souhaitait pas que l'Alliance participe à l'effort militaire, estimant que les pays arabes ne voudraient pas s'y rallier et, pire, finiraient par la dénoncer.

Le secrétaire américain à la défense, Robert Gates, a laissé entendre que son pays se désengagerait des efforts militaires dans les prochains jours, sans préciser de quelle façon, selon des propos rapportés par l'agence Interfax. Il a indiqué qu'il souhaitait que la responsabilité de la coordination des opérations dans les jours à venir soient transmises soit "à la France et à la Grande-Bretagne", soit à "la machinerie de l'OTAN". Cette "nouvelle phase" devrait intervenir "dans les prochains jours", selon le président américain, Barack Obama. Washington a répété que le départ du pouvoir de Mouammar Kadhafi "demeure le but ultime" des Etats-Unis. Mais à l'heure actuelle, les services américains ont reconnu qu'il était très compliqué, voir impossible de savoir où se trouve Kadhafi. Le premier ministre britannique, David Cameron, s'est dit favorable à ce que l'OTAN prenne "au bout d'un

moment" les commandes, tout en évoquant la possibilité qu'un officier britannique, américain ou français soit nommé à la tête de l'opération.

Témoignant de la tension grandissante, la Norvège a annoncé qu'elle "*suspendait*" la participation aux opérations de ses avions F-16 arrivés en Italie puis repartis en Crète, "*à une clarification du commandement*". L'Allemagne et surtout la Turquie ont clairement dit qu'ils ne voulaient pas que l'OTAN, si elle devait finalement intervenir, bombarde à son tour comme la coalition l'a fait depuis 48 heures.

Le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui avait soutenu l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, a quant à lui estimé que les bombardements s'écartaient de leur but, avant de changer de ton lundi et d'affirmer que ses propos de la veille avaient été "*mal interprétés*". Les Occidentaux s'étaient félicités d'une participation arabe à cette coalition. Mais seul le Qatar s'est véritablement engagé, les Emirats arabes unis ayant précisé que leur rôle en Libye se limiterait "*à l'aide humanitaire*". Le Conseil de sécurité de l'ONU doit tenir une réunion à huis clos sur la Libye lundi. Ces consultations ont été réclamées par la Chine, qui préside le Conseil.

Selon un diplomate, le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra jeudi une réunion pour débattre de la situation en Libye. (Lemonde.fr 21.03)

2.2- Les forces américaines s'en tiennent à des objectifs purement militaires en Libye et n'ont pas pour mission de soutenir une offensive terrestre de l'insurrection, déclare le général américain Carter Ham. De même, aucune troupe de la coalition n'interviendra sur le sol libyen.

L'Iran «*condamne l'intervention militaire en Libye*» des pays occidentaux qui cherchent «*à mettre la main sur le pétrole*», a déclaré lundi le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei, en affirmant que Téhéran «*soutenait*» la révolte en Libye.

Le chef d'état-major de l'armée britannique, le général David Richards, exclut que les forces de la coalition prennent directement pour cible le colonel Kadhafi, contrairement à ce qu'avaient pu laisser entendre deux ministres, dont celui de la Défense.

Le ministre indien des Affaires étrangères, S.M Krishna, appelle à la fin des raids aériens, estimant que les attaques risquent de toucher plus de «*civils innocents, de citoyens étrangers et de missions diplomatiques*».

L'Irak, en revanche, apporte son soutien à l'intervention militaire étrangère.

Les rebelles libyens souhaitent la poursuite des frappes aériennes menées par la coalition internationale contre les forces de Mouammar Kadhafi mais ils refusent tout engagement au sol de troupes étrangères, a déclaré lundi un porte-parole de l'insurrection. (Lefigaro.fr 21.03)

2.3- Les violences se sont accrues en Libye, lundi 21 mars, alors que les forces de Mouammar Kadhafi affirment avoir pris Misrata, la troisième ville du pays, où les attaques des forces loyalistes ont fait au moins 40 morts et 300 blessés, selon des personnels médicaux sur place. Trois jours après le début des frappes aériennes pour faire cesser le "*bain de sang*", les pays engagés au sein de la coalition hésitaient sur la façon de prolonger les opérations militaires.

Un porte-parole du gouvernement, Moussa Ibrahim, a cependant affirmé que la coalition internationale avait bombardé la ville de Sebha, à 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu du colonel Kadhafi. "*Depuis samedi, la coalition ennemie a mené des raids aériens et par missiles sur Tripoli, Zouara, Misrata (ouest), Syrte et Sebha, visant notamment des aéroports*", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. "*Sebha a été bombardée aujourd'hui*", a-t-il répondu, interrogé sur la date de l'attaque. Il affirme que ces attaques ont fait de "*nombreuses victimes*" parmi les civils, notamment à "*l'aéroport civil*" de Syrte.

Des tirs de la défense anti-aérienne suivis d'explosions ont également été entendus dans le secteur de la résidence de Kadhafi à Tripoli lundi soir. Selon des témoins, la base de la marine libyenne de Boussetta, située à 10 km à l'est de Tripoli, aurait été touchée par des bombardements. La télévision d'Etat a annoncé que la coalition internationale bombardait Tripoli.

2.4- Le pouvoir d'achat des Libyens n'est pas particulièrement élevé. Il y a une dévaluation du dinar, les salaires de la fonction publique sont bloqués depuis 1981 à un niveau assez bas. On parle d'un salaire dans le secteur public qui est compris entre 100 et 390 dinars libyens soit 60 à 234 euros (660 à 2574 DH). Mais le secteur privé commence à se développer et beaucoup de Libyens se lancent dans les affaires, ce qui engendre une classe sociale aisée. En revanche, l'Etat en lui-même est particulièrement riche, compte tenu des ventes du pétrole. (<http://www.leconomiste.com> 20/06/2006)

2.5- La Libye assure 2% de la production mondiale de pétrole et 0,5% de celle de gaz. La région située entre l'Algérie et l'Iran produit 36% du pétrole mondial.

Quelque 3,3% des réserves mondiales et 0,8% de celles de gaz sont situées en Libye, selon les statistiques de BP. (<http://>

www.swissinfo.ch)

3- Syrie

Pour le quatrième jour consécutif, des Syriens ont manifesté lundi à Deraa, dans le sud de la Syrie, a constaté un journaliste de l'Associated Press sur place. (AP 21.03)

4- Yémen

Des chars et véhicules blindés se sont déployés lundi dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh.

Des blindés ont été déployés sur la place de Sanaa, ainsi qu'auprès de la télévision publique, de la Banque centrale et du ministère de la Défense.

Un responsable de l'opposition a affirmé que des discussions étaient en cours avec le président pour trouver une issue pacifique à la crise. L'une des hypothèses envisagées prévoit un départ du président et l'instauration d'un conseil militaire pour diriger le pays jusqu'à des élections présidentielle et législatives. (AP 21.03)

5- Afghanistan

Lundi, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel a finalement décidé de publier trois photographies montrant des soldats américains posant à côté du cadavre d'un civil qu'ils sont accusés d'avoir exécuté.

L'un des clichés montre un militaire américain de 23 ans, Jeremy Morlock, tout sourire près du cadavre d'un homme dont il tient la tête par les cheveux pour la montrer à l'objectif. Sur une autre photo, le soldat de 1ère classe Andrew Holmes, 20 ans, est à genoux sur le même cadavre et tient lui-aussi la tête du mort par les cheveux. (20minutes.fr 21.03)

Dans la rubrique chercher le lézard.

Social

1- France

1.1- N'en jetez plus la cour est pleine !

BNP Paribas a accordé un bonus de 1,67 million d'euros à son directeur général Baudouin Prot au titre de l'exercice 2010, a indiqué lundi le groupe bancaire français dans un document mis en ligne sur son site internet.

La rémunération totale de Baudouin Prot pour 2010 est fixée à 2,7 millions d'euros, indique encore ce document. (Reuters 21.03)

1.2- Vous êtes trop bon monseigneur.

«Après examen de votre dossier, vous êtes admise à bénéficier de l'allocation de solidarité spécifique à compter du 7 mars. Cette allocation vous est accordée pour un montant net journalier de 0,26 euro pour une période de six mois.» C'est un montant total de 7,8 euros les mois de 30 jours et 8,06 euros les mois de 31 jours que le Pôle emploi du secteur nord-est de la métropole lilloise a accordé à une chômeuse en fin de droit de Tourcoing. Lire la suite l'article

«Je ne fais pas l'aumône, je veux un emploi», a déclaré la bénéficiaire. «Je travaillais dans un laboratoire de Saint-Amand-les-Eaux. J'étais en intérim. On s'occupait de produire le vaccin contre la grippe A, sauf que la production a été arrêtée», raconte cette technicienne de laboratoire, qui se déclare prête à accepter un emploi moins qualifié. (20minutes.fr 21.03)

1.3- Pour une augmentation misérable.

Les salariés de la filiale française de Mondadori (Grazia, Télé Star, Closer) ont finalement accepté les propositions de leur direction.

Le mouvement de grève entamé le 14 mars chez Mondadori France (Grazia, Télé Star, Closer) a pris fin ce lundi dans l'après-midi. Les 1000 salariés de la filiale française de Mondadori (344 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010) ont finalement accepté les dernières propositions de leur direction, soit des augmentations de 1,35% à 4,1% applicables à 70% des salariés correspondant à une augmentation de 2,66% de la masse salariale. Ils ont obtenu le versement d'une prime exceptionnelle de 500 euros.

Ce mouvement social fait suite à celui des salariés de Prisma (Gala, Voici, Capital) qui ont obtenu, après un conflit de plusieurs jours au début du mois, une augmentation de salaire conditionnée à la stabilisation du chiffre d'affaires.

Après deux ans de plans de restructuration, les salariés du secteur de la presse comptaient bien profiter de la meilleure santé des groupes, confirmée par les résultats publiés ce lundi par Mondadori et Roularta. (Lefigaro.fr 21.03)

1.4- Mobilisation du monde judiciaire le 29 mars.

Les syndicats de magistrats et une vingtaine d'organisations du monde judiciaire appellent à une nouvelle manifestation nationale, le 29 mars à Paris, pour demander davantage de moyens.

Les magistrats, mais aussi des greffiers, des avocats, des agents de probation, des personnels pénitentiaires manifesteront à Paris entre la place Saint-Michel, près du palais de justice, (5e arrondissement) et l'Assemblée nationale. '*Le mot d'ordre sera 'écoutez-nous !', nous voulons que soient posés les vrais problèmes de la justice en termes de choix politiques et de moyens*', explique Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire). (Lemonde.fr 21.03)

1.5- Des services publics en lambeaux

C'est un sévère bilan de l'administration que dresse le Médiateur de la République dans son dernier bilan annuel, lundi 21 mars. '*Le service public ne porte plus son nom. Contacter les administrations est devenu compliqué. L'administration a perdu sa capacité à faire du sur-mesure pour les personnes en difficulté*', déplore Jean-Paul Delevoye. Et de regretter les '*restrictions budgétaires*', le manque de moyens et de personnel qui se traduisent par '*un service dégradé, plus complexe et moins accessible*'.

Selon lui, la moitié des quelque soixante réclamations quotidiennes que lui adressent les usagers '*ne sont pas recevables par le Médiateur*', mais devraient être '*réglées d'un simple coup de fil*' auprès '*des structures d'aide existantes*' ou du '*service administratif ad hoc*'.

Mais il déplore aussi les '*réformes précipitées*', '*l'empilement législatif*' et la '*jungle normative*' qui '*opacifient l'accès des citoyens à l'information et compliquent la tâche des exécutants*'. '*Les enjeux déterminants pour notre avenir ne trouvent pas de réponse politique à la hauteur*', estime le Médiateur, pour qui '*la fébrilité du législateur trahit l'illusion de remplacer par la loi le recul des responsabilités individuelles et de la morale*'. '*Les débats sont minés par les discours de posture et les causes à défendre noyées parmi les calculs électoraux*', poursuit-il. Pour lui, '*les ressorts citoyens sont usés par les comportements politiques*'. (Lemonde.fr 21.03)

2- Maroc

Plusieurs centaines d'enseignants ont défilé ce lundi dans les rues du centre de Rabat à l'appui de revendications catégorielles au lendemain d'une série de manifestations dans les grandes villes du royaume, dont Casablanca, contre la corruption et pour des réformes politiques, rapporte Reuters.

Le défilé de ce lundi s'est déroulé dans le calme, comme les manifestations de protestation de la veille. '*Il s'agit d'un sit-in ouvert*', a déclaré Aziz Benjloud, qui fait partie des professeurs qui réclament une hausse des traitements et d'allocations. '*Nous manifesterons quotidiennement jusqu'à l'obtention de nos droits*'.

Ce professeur a ajouté: '*Le Maroc compte environ 5.000 enseignants. Aujourd'hui, nous sommes quelque 1.500 à défiler à Rabat et demain d'autres collègues venus de province nous rejoindront*', a-t-il dit. (20minutes.fr 21.03)

Economie

Zone euro

Un accord a été trouvé lundi entre ministres des Finances européens sur la structure de capital du futur fonds permanent de soutien à la monnaie unique, l'une des dernières questions encore en suspens dans la définition d'une réponse '*globale*' à la crise.

Selon l'accord trouvé lundi, le fonds permanent de soutien à la zone euro - le Mécanisme européen de stabilité (MES) - aura une structure de capital de 700 milliards d'euros, dont 620 milliards en garanties et capital souscrits et 80 milliards en capital émis, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Cette structure permettra au MES, qui se substituera en 2013 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), de se voir attribuer la note de crédit maximale - AAA - tout en disposant d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros.

Les ministres des Finances de la zone euro ne sont cependant pas parvenus à un accord sur le relèvement des capacités effectives de prêt du FESF des 250 milliards d'euros actuels aux 440 milliards d'euros envisagés lors de sa création en mai.

Ces discussions interviennent alors que plusieurs sources européennes ont dit à Reuters que l'Irlande pourrait devoir solliciter une aide supplémentaire de l'UE pour soutenir son système bancaire.

Ces sources ont précisé que les membres de la zone euro seraient prêts à fournir une nouvelle aide au delà des 35 milliards d'euros déjà agréés en novembre mais exigeraient que Dublin fournisse une image claire de la restructuration en cours de son secteur bancaire.

"Il ne suffit pas de remettre de l'argent et que l'on continue comme avant. Ce n'était pas ça l'accord. Si vous lisez bien les engagements, il fallait une vraie restructuration du système bancaire irlandais. On attend toujours", a dit l'une des sources, tout en précisant que si cette rallonge était nécessaire, "l'Europe ferait son devoir".

Un vote sur les dernières mesures d'austérité ne devrait pas avoir lieu avant mercredi au parlement portugais. Il pourrait aboutir à la chute du gouvernement et déboucher sur une crise politique alors que le Portugal tente d'éviter de solliciter l'aide financière de l'Union européenne pour résorber sa dette. (Reuters 21.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mars

Mon nouveau modem et ma nouvelle connection Internet sont de vrais bijoux, les articles de presse s'affichent en une fraction de secondes, avant cela prenait plusieurs minutes ! Je gagne au moins une heure par jour, sept heures par semaines, trente heures par mois... J'en profite pour peaufiner mes articles et ce n'est qu'un début !

La causerie, chronique ou analyse qui suit, appelez cela comme vous voudrez, a été mise en ligne au format pdf (Acrobat Reader).

Il y a quelque chose qui m'agace dans cette précipitation à ne voir qu'un aspect de la situation ou de ne voir la situation que sous un angle étroit, pour ne pas dire par le petit trou de la lunette du dogmatisme.

Personne n'est en mesure de savoir au juste comment la situation peut ou va évoluer dans les jours qui viennent en Libye. Bien que personne ne soit dupe que l'impérialisme américain soutient toujours les régimes autocratiques au Yémen et en Bahreïn qui répriment férocement les soulèvements révolutionnaires en cours, il ne viendra à l'esprit d'aucun dirigeant que les masses puissent s'emparer de l'intervention militaire en Libye ou l'interprète à leur manière pour accentuer leur mobilisation et parvenir à la chute des régimes en place.

J'irai même encore plus loin, l'intervention en Libye, qui tranche avec le soutien de l'impérialisme américain aux régimes de Sanaa et Manama, alimente la haine des peuples de ces pays envers l'impérialisme qui y voit deux poids et deux mesures qu'ils estiment injuste. Il s'agit là d'un constat qui prend en compte leurs illusions, alors que nos camarades ne retiennent que ces illusions pour effacer la réalité ou l'état d'esprit de ces peuples parce qu'il ne correspond pas à leurs chers principes, exactement comme ils le font sans cesse à propos de l'état d'esprit ou du niveau de conscience politique des masses exploitées dans leur propre pays.

On nous rétorquera que là n'est pas le problème, une façon comme une autre de ne pas répondre à la question posée et de fuir la discussion.

On notera également que cet engagement militaire est loin de faire l'unanimité au sein des dirigeants du vieux monde, ce qui ne peut que les affaiblir un peu plus politiquement dans leur pays respectif, au moment où une nouvelle crise sociale due à l'augmentation des prix des produits de première nécessité pointe à l'horizon à court terme.

Comble du paradoxe dont on devrait se réjouir, les chefs d'Etat qui soutiennent cette aventure militaire sont conspués par leurs peuples parce qu'ils sont incapables de régler les graves problèmes sociaux dans leur propre pays (lire plus loin le sondage en France), ils disent qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat et que la population doit se serrer la ceinture, mais ils en trouvent pour faire cette guerre à Kadhafi, et quant à ceux qui la dénoncent et refusent d'y participer, ils sont traités de complices du bourreau Kadhafi !

Dans les deux cas, c'est le capitalisme mondial dans sa version impérialiste qui est sur le banc des accusés, car c'est bien lui qui a soutenu et armé le tyran. Qui s'en plaindrait ?

Les contradictions ou la décomposition du capitalisme ont atteint un tel degré de pourrissement que quoi qu'ils fassent, elles s'exposent désormais crûment à la face du monde et pètent pour ainsi dire au visage des dirigeants du vieux monde pourri.

Elles témoignent ou révèlent, selon le niveau de conscience politique acquis par les prolétaires et de la forme politique qu'a adopté le capitalisme dans chaque pays pour maintenir sa domination de classe, de leur volonté et de leur incapacité de maintenir plus longtemps à la fois l'ordre en place qu'ils font régner sur tous les continents par la force ou par la ruse, par tous les moyens permettant de tromper les travailleurs, ce qui se manifeste concrètement par leur refus de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations à la démocratie ou à la liberté des peuples, autrement dit, ils ont de plus en plus de difficultés à maintenir indéfiniment tous les peuples à la fois sous le joug d'un système économique synonyme des pires inégalités et injustices qui soient, chômage, précarité, pauvreté parfois extrême, des pires souffrances et de la guerre, et sous le joug de régimes politiques antidémocratiques ou carrément despotiques pour assurer la survie du capitalisme et plus particulièrement la domination de quelques Etats sur le reste du monde.

Ceci explique pourquoi tous les peuples revendiquent ou se soulèvent à la fois sur le plan social et politique, les deux étant intimement liés désormais dans leur conscience, ce qui représente le plus grand danger pour le capitalisme mondial. Le sursis actuel accordé au capitalisme repose uniquement sur l'incapacité à l'heure actuelle du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle Internationale sur la base du socialisme. On y reviendra demain.

Parole d'internaute.

- Il n'y a pas que les politiques, hommes et femmes de certains partis, énarques, polytechniciens qui savent lire écrire et compter. Il y a également la grande majorité des Françaises et des Français qui n'ont plus aucun sentiment envers ces dirigeants de droite, de gauche, du centre, qui depuis plus de 40 ans nous prennent pour des incultes et des abrutis. Oui des incultes, des abrutis, car ces personnes se permettent de nous donner des consignes de vote, alors que eux sont incapables d'avoir un discours unique au sein de leur parti respectif, il y a de quoi rêver. Aujourd'hui la majorité silencieuse des Françaises et des Français ne se reconnaissent plus dans ces partis complètement disloqués par des guerres internes.

Si le FN prend de l'ampleur c'est la faute des personnes cités ci-dessus. (de l'UMP et du PS - note du site)

La majorité de ces gens vivent dans une autre sphère celle du bien être, celle où l'ont ne connaît pas de fin de mois difficile, celle où leurs descendants ne se présentent pas aux guichets de l'ANPE pendant de longs mois pour trouver une place de manutentionnaire en contrat à durée déterminée. (lepoint.fr 22.03)

Politique.

1- France

1.1- A quoi bon voter.

Avec un taux de 67,3 %, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l'abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70 % : à Aubervilliers-est, 72,29 % des électeurs ne sont pas allés voter.

La Seine-Saint-Denis concentre en effet un grand nombre de facteurs favorables à une forte démobilisation électorale : c'est un département jeune, alors que le taux de participation augmente avec l'âge, et touché par un fort taux de chômage. Ses habitants ont, souligne Céline Braconnier, maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Cergy-Pontoise et co-auteure de *La démocratie de l'abstention* (Gallimard), un « niveau de diplôme inférieur à la moyenne nationale ». A cela s'ajoute, rappelle Philippe Dallier, sénateur UMP du département, un « grand nombre de non-inscrits » sur les listes électorales du département.

Hassan Ben M'Barek, porte-parole du collectif *Banlieues respect*, évoque quant à lui un « désaveu » des habitants vis-à-vis de politiques jugés incapables de résoudre leurs problèmes d'emploi et de logement. « *Le débat sur l'Islam et la laïcité a été mal perçu* », ajoute le militant associatif, dans un département où « beaucoup de gens sont issus de la diversité ». Philippe Dallier reconnaît le rôle du « climat politique » dans cette forte abstention : même certains électeurs de l'UMP ont « choisi de ne

pas voter » pour « *envoyer un message clair* » au parti présidentiel, selon le sénateur.

« *Tous les mêmes* », « *ça ne m'intéresse pas* », « *ça ne va rien changer* »... Hassan Ben M'Barek entend régulièrement ces refrains chez les abstentionnistes. Dans ce désintérêt pour l'action politique réside pour Céline Braconnier le moteur essentiel de l'abstention : « *Ces chiffres ne traduisent pas une opposition, mais une indifférence* ». (publicsenat.fr 22.03)

1.2- Vaut mieux supprimer le compteur...

Avec l'arrivée de Jean-François Copé au poste de secrétaire général, le compteur des adhérents à l'entrée du siège national de l'UMP a disparu. "*Dans un souci de transparence*", assure la nouvelle direction.

Au 16 mars, le parti revendiquait 128 000 adhérents. Problème, en novembre 2010, le parti lorsqu'il était dirigé par Xavier Bertrand affichait 240 000 adhérents.

Dans l'entourage du ministre du Travail, on juge tout à fait possible que le chiffre soit passé en dix mois (du 16 mars 2010 au 16 mars 2011) de 107 000 à 240 000 membres. Avant de perdre la moitié de ses effectifs en quatre mois?

Devant une telle guerre des chiffres, il convient de rappeler que l'UMP comptait 370 000 cotisants juste avant la présidentielle de 2007 et que Xavier Bertrand avait fixé un objectif de 500 000 adhérents à atteindre en 2012. (Lexpress.fr 22.03)

Avouons de notre côté qu'avec des zéros en moins, c'est plus facile à compter, et encore !

1.3- Au secours les croisés sont de retour !

Ce mardi, dans un tchat au Figaro.fr, Guéant s'est félicité que Nicolas Sarkozy ait pris « *la tête de la croisade* » pour mobiliser en Libye.

Après le 11 Septembre, George Bush « *Cette croisade, cette guerre contre le terrorisme, va durer longtemps.* »

Un mot a échappé à Guéant ? La belle affaire, dira-t-on. Tout cela ne serait pas en effet si grave si le terme en question ne s'emboîtait pas si parfaitement, telle la pièce d'un puzzle, dans les discours dont le pouvoir nous abreuve sur l'immigration, l'islam, ou les « *racines chrétiennes de la France* ». Ces racines, que Nicolas Sarkozy a décidé de glorifier au Puy-en-Velay, la petite ville d'où est partie, justement, la première croisade. (Rue89 22.03)

1.4- En famille. Une seule et unique politique, un seul camp pour deux partis, chercher l'erreur.

Lors du petit-déjeuner de la majorité, mardi matin à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a redit que "*le choix, c'est s'abstenir ou voter PS. La seule chose exclue, c'est de voter FN*", a rapporté en outre le Premier ministre.

"*Quand il y a menace d'une victoire du Front national, il faut choisir le candidat le mieux placé, qu'il soit de l'UMP ou qu'il soit du Parti socialiste*", a dit sur RTL Dominique de Villepin, le président de République solidaire en appelant à un "*vote républicain*".

François Hollande a lui qualifié de "*graves*", sur RMC, les dissonances entre les deux têtes de l'exécutif. (Reuters 22.03)

1.5- Fillon justifie l'intervention militaire française en Libye en affirmant qu'il revient au peuple libyen de "*décider de son destin*"... alors qu'il le piétine en France.

1.5.1- "*Nous ne conduisons pas une guerre contre la Libye mais une opération de protection des populations civiles, une opération légitime de recours à la force*" sous l'égide des Nations unies, a expliqué le chef du gouvernement devant les députés.

"*Il s'agit de protéger la population libyenne tout en excluant explicitement l'envoi de forces d'occupation au sol*", a-t-il rappelé.

"*Nous voulons offrir au peuple libyen la possibilité de reprendre courage (...) et de décider de son avenir*", a-t-il assuré. "*C'est au peuple libyen et à lui seul qu'il revient de décider de son destin.*"

Le Premier ministre effectuait mardi une déclaration sur l'engagement militaire français en Libye, suivie d'un débat devant l'Assemblée nationale, avant de réitérer l'exercice au Sénat. (AP 22.03)

1.5.2- Malgré quelques bémols et mises en garde, une quasi-unanimité a prévalu mardi au Parlement dans le débat sur l'intervention militaire en Libye.

A l'exception du Parti communiste, l'ensemble de la classe politique a approuvé les opérations armées lancées samedi pour empêcher le colonel Mouammar Kadhafi d'attaquer sa population.

"Nous vous demandons solennellement d'assurer que la France ne prendra, en aucune façon, part à un plan caché qui aurait pour objet une seconde phase de l'engagement militaire", a dit Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée.

"Le mur de la peur est tombé. Et en tombant, il démontre qu'il n'y a pas de fatalité pour les populations de cette région à être enfermés dans un choix binaire entre pouvoir autoritaire et régime islamiste", a déclaré François Fillon au Sénat. (Reuters 22.03)

Bien sûr que s'il existait *"un plan caché"*, Fillon s'empresserait de le révéler !

Le *"mur de la peur est tombé"* en France aussi, les électeurs ne sont plus *"enfermés dans un choix binaire"* UMP-PS, il suffit de voir le score du FN au premier tour des cantonales !

Au fait, les écologistes à 13 ou 15%, c'était du vent ; Mélenchon se voyait déjà passer devant le PS, cela ne mérite même pas un commentaire.

1.5.3- Deux tiers des Français (66%) se disent favorables à l'intervention militaire contre les forces de Mouammar Kadhafi en Libye, selon un sondage Ifop pour France Soir diffusé mardi.

Ce résultat traduit une forte évolution par rapport à une première mesure du même institut réalisée avant l'intervention, les 3 et 4 mars. A l'époque, seules 36% des personnes interrogées étaient favorables à une intervention militaire internationale en Libye, souligne l'Ifop.

L'adhésion mesurée fin mars ne fait l'objet d'aucun clivage partisan : une proportion quasi identique de sympathisants de gauche (69%) et de sympathisants de droite (66%) exprime son soutien. (Reuters 22.03)

1.6- La casserole Longuet passe au grille.

Le parquet de Paris a confirmé à *L'Express* le dépôt d'une *"révélation"* auprès du procureur de la République de Paris, en octobre 2010, par Laurence Zermati, l'ancienne commissaire aux comptes de la société de conseil de Gérard Longuet, Sokrates Group, au sujet des comptes de l'entreprise.

Le dossier qui ne représente *"aucun problème"* pour Gérard Longuet, sera traité par la section financière du parquet. Cette procédure de *"révélation"* de faits délictueux intervient lorsque le commissaire aux comptes d'une société découvre des irrégularités susceptibles de recevoir une qualification pénale. Une nouvelle pierre dans le jardin du ministre, après la plainte contre X déposée, le 4 mars, pour prise illégale d'intérêts, visant sa mission rémunérée pour GDF-Suez alors qu'il était sénateur, membre du groupe d'études de l'énergie. (Lexpress.fr 22.03)

1.7- Mélenchonade.

Jean-Luc Mélenchon appelle *«évidemment»* à voter PS face au FN.

«Je ne me rallie à rien, le désistement c'est pas un ralliement», a souligné l'ex-socialiste.

Selon lui, le désistement républicain, *«ça vient de la période où tous les républicains quelle que soit leur allégeance se regroupaient tous au deuxième tour pour empêcher les monarchistes ou les bonapartistes de passer. C'est une vieille histoire, la gauche a toujours fait ça»*.

Monsieur Mélenchon oublie que les républicains peuvent se comporter comme des monarchistes et très bien s'accommoder du bonapartisme - note du site.

Mme Duflot *«veut rompre avec cette histoire»*, *«cette tradition qui est la nôtre»* mais *«se tirer dans le dos n'est pas une bonne tradition»*, a fait valoir le probable candidat du Front de gauche à la présidentielle.

C'est pourtant la tradition du PS envers les travailleurs lorsqu'ils parlent en leurs noms en défendant les intérêts de son ennemi de classe, ça c'est du concret monsieur Mélenchon ! Mais sait-il encore ce que cela veut dire ? - note du site.

«En politique, on ne s'amuse pas à faire des photos de famille quand on n'a pas réglé les problèmes de fond», a-t-il ajouté.

(20minutes.fr 22.03)

Parce que voyez-vous, monsieur Mélenchon aurait réglé un jour quelque chose. Sa carrière politique ou son compte en banque, peut-être, non, assurément !

2- Libye

2.1- Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Les médecins de l'hôpital de Misrata, qui est bondé de blessés, sont contraints d'opérer dans les couloirs les victimes des attaques des forces de Mouammar Kadhafi, qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon plusieurs témoins, joints mardi par téléphone, les habitants de Misrata sont terrés chez eux, de crainte, en sortant, d'être atteints par les tireurs embusqués sur des toits ou par les chars qui sont parvenus dans le centre.

Une demi-douzaine de chars se trouveraient dans la grande artère, la rue Ramdan Souhelli, d'après certains habitants.

Quarante personnes ont été tuées dans les attaques menées lundi par les forces fidèles à Mouammar Kadhafi contre la troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, a rapporté un autre habitant.

Mardi matin, les blindés de Kadhafi tiraient des obus sur Misrata, où quatre enfants figurent parmi les nouvelles victimes, a dit un témoin. (Reuters 22.03)

2.2- Si Al-Jazira a annoncé mardi soir qu'un des chefs militaires de Kadhafi avait été tué à Tripoli par des raids de la coalition, les attaques des troupes fidèles au « *Guide* » restent meurtrières.

La ville de Zentane, non loin de la frontière tunisienne, a également été pilonnée. Un habitant a rapporté que 10 personnes avaient été tuées. La population a fui pour se réfugier dans des grottes dans la montagne. (20minutes.fr 22.03)

- Des insurgés libyens piétinaient mardi à proximité d'Ajdabiah, dans l'Est de la Libye, sans tenter d'avancée sur cette ville stratégique car les forces kadhafistes y restent puissantes en dépit des raids aériens occidentaux.

Les rebelles présents sur la ligne de front à environ 5 km d'Ajdabiah, porte d'accès à la région orientale aux mains des insurgés, expliquent que trois nuits de raids aériens ont détruit une partie de l'armement du colonel Mouammar Kadhafi, mais que ses forces constituent toujours une menace sérieuse.

"Kadhafi a des chars et des missiles montés sur camions", explique Ahmed al Aroufi, un insurgé.

La chaîne de télévision qatarie Al Djazira a fait état d'affrontements à Ajdabiah entre insurgés et forces kadhafistes.

"Nous avons besoin de la zone d'exclusion aérienne afin qu'ils frappent les blindés lourds", dit Aroufi, en s'empressant d'ajouter que l'intervention de la coalition doit s'arrêter là .

"S'ils introduisent des forces terrestres, nous laisserons Kadhafi et ils deviendront notre cible suivante", assure-t-il.

"Nous ne dépendons de personne d'autre que de Dieu, ni de la France, de l'Amérique. Nous avons déclenché cette révolution sans eux, à la sueur de notre front, et nous la terminerons de même."

Face à l'absence de progression rapide, des tensions sont perceptibles sur le front. Aucune structure claire de commandement ne semble en place pour guider un ensemble hétéroclite de combattants enthousiastes mais sans expérience.

Tandis qu'Aroufi s'adressait à l'équipe de Reuters, non loin de lui, un autre insurgé, Rachad Chaafi, lançait: "Si vous voulez attaquer, allez-y, ou préférez-vous poser devant les caméras?". (Reuters 22.03)

Mardi 22 mars, des "affrontements violents" ont eu lieu dans la région de Yefren entre les rebelles qui contrôlent la région et les forces du régime libyen. A quelques dizaines de kilomètres à l'ouest, à Zentan, les rebelles ont repris une position des

forces gouvernementales qui bombardaient la ville depuis samedi. *"C'est l'euphorie. Les rebelles sont fiers d'avoir fait reculer les forces de Kadhafi sans l'aide de personne. Il n'y a pas eu de frappes de la coalition dans cette zone"*, selon un témoin. Il a dit par ailleurs avoir vu *"pas mal de corps à la morgue"*, des *"victimes, côté rebelle, des combats des derniers jours"*. (Lemonde.fr 22.03)

2.3- Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord sur le rôle de l'Otan dans la mise en oeuvre d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, a annoncé mardi la Maison Blanche.

Les trois dirigeants sont convenus que l'Alliance atlantique doit jouer un rôle important dans cette intervention, sans toutefois lui en confier la direction politique de crainte de heurter les susceptibilités des pays arabes.

"Ce que nous disons, c'est que l'Otan aura un rôle clé à jouer", a déclaré Ben Rhodes, conseiller à la Maison blanche pour les questions de sécurité.

Un responsable américain a précisé que pour Washington, il est préférable que l'Otan prenne le contrôle opérationnel des opérations en raison de la qualité de ses structures de commandement.

A Paris, la présidence française a confirmé qu'un accord avait été trouvé sur les modalités de recours à ces structures de commandement de l'Alliance. (Reuters 22.03)

3- Syrie

Le mouvement de contestation s'est étendu mardi dans le sud de la Syrie où des centaines de personnes ont défilé pour réclamer des réformes dans un village jusqu'ici paisible, selon des témoins et des militants.

Ces rassemblements ont eu lieu à Deraa et à Naoua, selon des témoins.

Le gouvernement syrien a tenté de désamorcer le mouvement, premier écho des révoltes populaires qui secouent le monde arabe, en limogeant le gouverneur de la province de Deraa.

Mais ce limogeage n'a pas suffi à calmer la colère populaire et les manifestations ont gagné le village de Nawa, où plusieurs centaines de personnes ont défilé pour exiger des réformes, a confié un militant à l'Associated Press.

Il a expliqué que les forces de l'ordre tentaient d'atteindre la mosquée al-Omari dans le centre historique de Deraa, où les manifestants se sont mis à l'abri. Il a ajouté que les protestataires avaient placé de gros pavés dans les rues près de la mosquée pour bloquer les troupes.

Les manifestations s'étaient étendues lundi aux villes de Jasim et Inkhil près de Deraa, selon des témoins. (Reuters et AP 22.03)

4- Yémen

4.1- Lâché ces derniers jours par une partie croissante de son entourage politique, militaire, tribal et diplomatique, Saleh a dénoncé *"ceux qui veulent prendre le pouvoir par des coups d'Etat"* et prennent le risque d'*"une guerre civile, une guerre sanglante"*.

En butte depuis presque deux mois à une révolte populaire qui s'inspire des révolutions tunisienne et égyptienne, qui avaient eu raison en quelques semaines des autocrates Zine Ben Ali et Hosni Moubarak, Saleh a, lui aussi, tenté de lâcher du lest avec l'espoir de calmer la contestation.

Il a ainsi successivement annoncé qu'il ne se représenterait pas à la présidence en 2013, tout en assurant vouloir achever son mandat, et annoncé la semaine dernière une nouvelle Constitution instaurant un véritable régime parlementaire.

Mardi, il a fait une nouvelle concession en faisant savoir qu'il n'entendait pas s'accrocher au pouvoir et qu'il le quitterait après des élections législatives organisées au plus tard en janvier 2012 - une proposition rejetée aussitôt par l'opposition qui prédit que le sort du régime se jouera dans les heures à venir.

Saleh, allié stratégique des Etats-Unis dans la lutte contre Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), a sollicité lundi la médiation de son influent voisin saoudien pour mettre un terme à la crise, mais celle-ci ne semble pas disposée à s'impliquer dans le sauvetage d'un régime qui semble condamné.

Selon un dirigeant de l'opposition yéménite, Saleh s'est vu offrir la perspective d'un départ dans l'honneur et la sécurité si, comme l'ancien président égyptien Moubarak, il acceptait de quitter le pouvoir sans faire davantage de vagues.

A la suite du massacre d'une cinquantaine d'opposants par les tireurs embusqués sur des toits à la sortie de la grande prière hebdomadaire de vendredi dernier à Sanaa, les défections se sont multipliées dans l'entourage de Saleh - ministres, généraux, chefs tribaux et diplomates en vue.

A l'étranger, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a été le premier dirigeant occidental à juger le départ de Saleh "*incontournable*", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, s'est déclaré mardi préoccupé par l'instabilité au Yémen.

Une dizaine de milliers de manifestants réclament désormais quotidiennement devant l'université de Sanaa, haut lieu de la révolte populaire yéménite, "*la chute du régime*", reprenant les mots d'ordre des révolutionnaires tunisiens et égyptiens.

Le carnage de vendredi semble avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et les manifestants exigent désormais "*le procès du boucher*".

Si le ministre des Affaires étrangères, Aboubakr al Kirbi, est revenu lundi les mains vides de la mission que lui avait confiée Saleh de solliciter une intervention de Ryad, des chefs tribaux yéménites semblent être encore engagés dans des efforts de médiation.

On ignore les détails de leurs propositions, mais ils semblent centrés sur une "*transition*" en douceur du pouvoir que le président américain Barack Obama a d'ailleurs appelé de ses vœux. Mais, dans ce pays aux structures fortement tribales, aucun successeur évident à Saleh ne semble se détacher.

Cela n'a pas empêché Yassine Nomane, qui assure la présidence tournante de la coordination de l'opposition, de lui proposer mardi une sortie digne: "*Il ne doit pas faire comme Kadhafi en détruisant le pays et en tuant les gens. Après cette longue période de gouvernance, il devrait dire: merci mon peuple, je vous quitte pacifiquement.*"

"*Les jeux sont faits, maintenant. La décision est entre ses mains*", a ajouté Nomane. (Reuters 22.03)

4.2- Les ambassadeurs du Yémen au Pakistan, au Qatar, à Oman et en Espagne ont rejoint les opposants au régime du président Ali Abdallah Saleh, dans un communiqué cité mardi 22 mars par le quotidien Gulf News de Dubaï. "*Nous déclarons notre soutien total aux jeunes et à leurs demandes*", écrivent ces ambassadeurs, accentuant la vague de défections au sein du corps diplomatique yéménite. Lundi déjà, les ambassadeurs en poste à Paris, Bruxelles, Genève, Berlin et Londres, ainsi que le consul à Francfort avaient publiquement demandé la démission du président lui demandant de "*mettre l'intérêt du pays au-dessus du sien*".

Dans leur communiqué de mardi, les quatre ambassadeurs appellent à leur tour "*les dirigeants yéménites, les sages au sein de l'armée, dans les institutions publiques, les penseurs et les religieux à faire prévaloir l'intérêt suprême du Yémen sur leurs intérêts personnels*". Le consul yéménite à Dubaï a également fait défection, selon le Gulf News. Des défections en cascade ont été enregistrées ces derniers jours parmi les cadres de l'armée, de l'administration et même au sein du propre parti de M. Saleh, le Congrès populaire général.

La rédaction du quotidien 14 Octobre, porte-voix du régime yéménite à Aden, a également rejoint la contestation contre le président Ali Abdallah Saleh et décidé de cesser, à partir de mardi, de faire paraître le journal. Cette suspension a été décidée pour "*protester contre les consignes faites par le ministère de l'information*", qui décide de la ligne éditoriale du quotidien, a déclaré à l'AFP l'un des membres de la rédaction. Le PDG de la société éditrice, Ahmed Hobeïchi, a décidé d'arrêter, en signe de solidarité avec les journalistes, le travail dans l'imprimerie où d'autres publications sont confectionnées et de cesser les activités de distribution. (Lemonde.fr et AFP 22.03)

4.3- Lundi, des chars et véhicules blindés se sont déployés dans la capitale yéménite Sanaa après la décision de trois officiers de l'armée yéménite de rejoindre les rangs de l'opposition.

Le général Ali Mohsen al-Ahmar, proche du président Ali Abdallah Saleh, était le commandant de la 1ère Division blindée, dont les unités se sont déployées lundi sur la place principale de Sanaa. C'est là que se tiennent les rassemblements de l'opposition depuis le début du mouvement il y a un mois. Le général Al-Ahmar a annoncé sa décision dans un message transmis par un de ses collaborateurs aux dirigeants de l'opposition. Deux autres officiers, des généraux de brigade, ont également quitté l'armée. Tous trois appartiennent à la même tribu que le président Saleh. (AP 22.03)

Social.

1- Hausse à deux chiffres des prix des denrées alimentaires à venir !

Globalement, les prix des produits alimentaires augmenteront de 2%.

Conséquence de la flambée des cours des matières premières depuis l'été dernier, plusieurs catégories de produits pourraient connaître des hausses de prix à deux chiffres. C'est le cas de la farine (+15% à +20%) ou du café (+10% à +20%), des produits peu transformés dans -lesquels la matière première représente de 50% à 70% du coût de -revient. Rares sont les produits dont les prix resteront stables en 2011: le riz, les plats cuisinés ou encore les eaux minérales.

«Le seul secteur qui a pu répercuter la totalité de la hausse de la matière première (5% à 6%), c'est celui de la -panification (les pains industriels, NDLR)», ajoute-t-il. «Ce qui nous a surpris, c'est qu'un certain nombre d'industriels ont tenté de faire passer des augmentations de prix sous couvert d'augmentation des matières premières», répond Jacques Creyssel, le président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), faisant allusion au secteur des pâtes alimentaires. «Nous avons eu le sentiment que certains industriels qui n'avaient pas obtenu d'augmentations de tarifs dans d'autres pays -essayaient, du coup, de les faire passer en France.» (Lefigaro.fr 22.03)

2- Hausse du tarif de l'électricité à venir : + 28 à 37% !

EDF a proposé aux pouvoirs publics un dispositif qui amènerait à augmenter la facture d'électricité des particuliers de 5,1% à 6,5% par an jusqu'en 2015, inflation comprise, rapportent *Les Echos* de mercredi.

Ces hausses proposées dans le cadre de la loi réformant le marché de l'électricité reviendraient à augmenter les tarifs de 28% à 37% en cinq ans. (Reuters 22.03)

Prix des prothèses : les dentistes obtiennent gain de cause

Le Sénat a supprimé mercredi l'obligation faite aux dentistes d'indiquer sur leurs devis le coût de revient des prothèses. Les tarifs proposés aux patients varient pourtant quasiment du simple au double selon les praticiens. (Lefigaro.fr 22.03)

La charrette

Alstom a annoncé mardi son intention de réduire les effectifs de sa division Transport de 1.380 postes en Allemagne, en Italie et en Espagne. (Reuters 22.03)

Economie

Etats-Unis

1- La Réserve fédérale des Etats-Unis a réalisé l'an dernier un bénéfice sans précédent de 81,7 milliards de dollars (57,5 milliards d'euros), grâce essentiellement aux investissements destinés à aider l'économie et les banques à traverser la crise financière de 2007-2009. (Reuters 22.03)

2- Un accord des dirigeants européens sur un pacte de compétitivité destiné à mettre un point final à la crise de la dette dans la région renforcerait l'existence d'une Europe à deux vitesses et pourrait menacer la cohésion politique de l'Union européenne, a déclaré mardi l'investisseur américain George Soros.

George Soros écrit dans le *Financial Times* que cette initiative "gravera dans le marbre une Europe à deux vitesses".

"Cela engendrera un ressentiment qui compromettra la cohésion politique de l'Union européenne", poursuit-il.

"(L'UE) subira une divergence chronique avec les pays en excédent continuant d'avancer pendant que les pays déficitaires seront tirés vers le bas par le poids de leur dette accumulée", observe-t-il.

Suite à une initiative franco-allemande, les dirigeants de la zone euro se sont entendus la semaine dernière sur une série de mesures invitant les pays européens à fixer les limites de leur endettement dans leur constitution, à revoir les systèmes d'indexation des salaires sur l'inflation et à rendre le marché du travail plus flexible.

"Les exigences en termes de compétitivité seront imposées sur un terrain inégal, plaçant les pays endettés dans une position intenable", a estimé George Soros. (Reuters 22.03)

Haut de page ↗

Le 24 mars

Quelques sujets de causerie.

1- Même discours des dictateurs Ben Ali, Moubarak, Saleh, Assad ou Kadhafi en Libye, les opposants sont des "voyous", des "gangs armés"...

Certains vont jusqu'à faire un amalgame entre ces "voyous" et le Conseil national de transition (CNT) en Libye sous prétexte qu'il serait subordonné à l'impérialisme français et américain notamment, certains précisent que ses dirigeants auraient passé un pacte avec Sarkozy pour lui livrer le pétrole libyen - qu'exploite déjà Total - en échange de l'intervention militaire déclenchée depuis quatre jours contre Kadhafi, bref, des secrets de polichinelles qui ne doivent pas occulter l'essentiel.

En l'absence de données précises sur le soutien ou non des travailleurs libyens au CNT, en l'absence d'information sur son rôle exact au cours du processus révolutionnaire en cours, nous nous en remettons au prolétariat libyen pour décider quelle direction il entend se donner afin de parvenir à renverser le dictateur au pouvoir quelle légitimité ils accordent aux CNT, à aucun moment nous parlerons ou déciderons à sa place de quelle manière il entend s'y prendre pour parvenir à ses fins, sachant que les décisions qu'il est amené à prendre ne sont pas sans comporter des illusions de différentes natures qui auront des conséquences plus ou moins graves à terme ou qui l'empêcheront de prendre réellement le pouvoir, de la même manière qu'en Tunisie, en Egypte et au Yémen où il s'agit également d'une véritable révolution prolétarienne.

Que le parvenu de Neuilly-sur-Seine ait choisi le dandy fortuné Bernard-Henri Lévy pour orchestrer une conférence de presse de dirigeants du CNT devant un parterre de furieux va-t-en guerre tel Kouchner est une chose, le contenu du discours des dirigeants du CNT en est une autre. Là encore l'amalgame était trop facile à faire pour qu'on donne le panneau.

2- En Egypte, le référendum sur la Constitution replâtrée organisé l'armée au pouvoir ne remettant pas en cause l'article qui a permis à Moubarak de monopoliser le pouvoir pendant plusieurs décennies, donc ouvrant la voie à la venue au pouvoir d'un autre dictateur, a été boycotté par près de 69% des électeurs et approuvé par 77% de votants, autrement dit, elle a été rejetée par l'immense majorité des travailleurs qui se sont soulevés contre le régime.

En Tunisie, alors qu'il y avait 5 partis politiques autorisés sous Ben Ali, ce nombre est passé à 49 a-t-on appris hier. Du coup on est en droit de se demander comment les travailleurs vont s'y retrouver lors des élections à l'Assemblée constituante, mieux, comment celle-ci pourrait fonctionner sans être immédiatement paralysée, comment elle pourrait être orientée vers la remise en cause de l'Etat bourgeois et ses institutions qui n'ont pas été détruites, comment elle pourrait mettre en oeuvre une politique qui permettrait de satisfaire les besoins des travailleurs.

A ce propos je voudrais préciser que j'ai sous-estimé le rôle de l'UGTT par manque d'éléments sur la radicalisation politique des masses, sans que l'on sache très bien comment elle s'est opérée jusqu'à présent, chaque fois, si on a pu constater une réelle progression de la conscience politique des travailleurs tunisiens sur la base de l'évolution des positions adoptées par la majorité des dirigeants de l'UGTT, on ne sait pas au juste à quelles occasions précises.

Récapitulons. On a souligné depuis déjà plus d'un mois que les revendications sociales qui avaient été à la base des soulèvements révolutionnaires avaient rapidement été rejointes par des revendications politiques dont la principale était la chute des dictateurs avant de déboucher sur la remise en cause des régimes en place. Le premier objectif politique ayant été atteint, la révolution piétine sur les autres, du coup ce sont les revendications sociales qui sont revenues sur le devant de la scène, les unes nourrissant les autres, de telle sorte qu'on s'achemine vers la remise en cause à la fois de ces régimes politiques, du capitalisme de façon limitée à travers des appels à la renationalisation de pans entiers de l'économie, cette formulation est imparfaite, je l'utilise par défaut, car l'Etat demeure entre les mains des capitalistes, et plus significativement du rôle des différents impérialistes majoritairement rejetés par les travailleurs de ces pays.

C'est dans ce contexte qu'il faut également analyser l'intervention de l'impérialisme en Libye.

A travers toutes ces révolutions, les dirigeants du capitalisme mondial ne craignent pas à proprement parler que le prolétariat s'empare du pouvoir, leur crainte réside essentiellement dans la baisse du taux de profit qui en résultera une fois les revendications sociales des travailleurs en partie satisfaites. Ces révolutions alimentent la crise du capitalisme mondial qui pour le moment a été surmonté en concentrant davantage le capital entre quelques mains, au prix de fusions-acquisitions et de restructurations débouchant sur des dizaines de millions de travailleurs supplémentaires dans le monde, l'allongement de la durée du travail en reportant l'âge du départ à la retraite ou en allongeant la durée hebdomadaire de travail, en ponctionnant davantage les couches moyennes, en accordant des augmentations de salaire dérisoires, mais ces "remèdes" renferment leurs propres contradictions puisqu'ils conduisent à diminuer le niveau de vie de dizaines de millions de travail qui consommeront moins de marchandises, tandis que dans les pays dominés la forte poussée de l'inflation tend également à réduire la capacité de la population à consommer davantage, pour palier cet inconvénient ils n'ont rien trouvé de mieux que de recourir à son endettement à des niveaux records, conduisant à terme à une crise du même ordre qu'aux Etats-Unis en 2007.

Du coup, pour gagner à nouveau en productivité, ce qui est pratiquement impossible dans les pays dominés, puisque le prolétariat est déjà surexploité dans des limites à peine supportable, on assiste même au phénomène inverse sous la forme de mobilisations sociales en Chine, en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et dans de nombreux autres pays, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux acquis de leur propre prolétariat. Or là aussi ils doivent affronter un problème de taille, outre la paupérisation grandissante dans ces pays, leurs régimes politiques sont en crise et contestés, en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, de manière plus limitée en Allemagne et en Grande-Bretagne jusqu'aux Etats-Unis.

Ils ne survivent que grâce à la complicité des partis traîtres du mouvement ouvrier et des appareils des syndicats subordonnés au capitalisme et à l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière, qui seuls seraient en mesure de proposer aux travailleurs une issue à la crise de décomposition du capitalisme en avançant sur la voie du socialisme.

Face aux contradictions et à la crise qui minent à terme le capitalisme, comme un seul homme les dirigeants du vieux monde ont opté pour la fuite en avant dans tous les domaines exposés plus haut, ils n'ont pas vraiment le choix, au risque de provoquer une nouvelle guerre, histoire de remettre les compteurs à zéro une nouvelle fois pour assurer la survie de ce système économique usé jusqu'à la corde.

Dès lors plus que jamais, le combat pour des syndicats indépendants de l'Etat et du capitalisme et pour la construction d'un parti révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition des institutions de la Ve République et la remise en cause des fondements du capitalisme, s'impose à tous les militants ouvriers oeuvrant pour le socialisme.

Le problème n'est pas la révolution en soi comme on a pu l'observer en Tunisie et dans d'autres pays ces derniers mois, mais la théorie révolutionnaire dont son avant-garde doit se saisir pour la mener jusqu'au bout. Le parti, l'organisation des masses, la question de l'Etat et des institutions, dont l'armée, de la Constitution, des syndicats, autant de questions dont les militants doivent débattre et éclaircir loyalement et fraternellement pour aller de l'avant, partant du principe que la rupture avec le capitalisme et ses institutions internationales (UE, FMI, ONU, etc), la liquidation de l'appareil administratif, judiciaire et militaire de l'Etat sont des questions incontournables, constitue un préalable à toute transformation de la société et du monde.

3- *"D'ores et déjà, des hommes, des femmes et des enfants sont morts sous les « bombes humanitaires »."* écrit Lucien Gauthier dans un article de la page 2 du numéro 141 d'*Informations ouvrières* paru hier. Mais il ne dit pas un mot dans cet article sur les hommes, les femmes et les enfants qui meurent tous les jours sous les bombes du dictateur Kadhafi depuis des semaines. Comme l'on dit, en terme d'objectivité peut mieux faire ! Le parti pris du POI les rend aveugles de toute évidence et ne fait que fausser leur analyse de la situation, alors que pour l'essentiel nous la partageons.

Les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI dont j'ai vanté sincèrement à plusieurs reprises les qualités, présentent le défaut d'être crispés sur des questions théoriques qu'ils ne maîtrisent pas, comportement qui paradoxalement les a sauvés d'une débâcle politique totale, mais qui les empêche d'aborder sereinement toute situation, de prendre en considération l'ensemble des facteurs qui la composent, ils en font encore ici la démonstration, pour finalement se retrouver le plus souvent sur une position marquée du sceau de l'opportunisme ou du dogmatisme, qui rend leur discours inaudible ou ne peut qu'inspirer la méfiance. C'est un peu comme un excellent élève à l'école qui rendrait un devoir bourré de fautes d'orthographe et à l'écriture tellement mauvaise que sa copie en serait illisible. Dommage, quel gâchis !

Vous voulez un autre exemple, la quatrième de couverture d'Information ouvrière, la couverture ou première page si vous préférez, ils titrent en gros : *"Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011"*, alors qu'en Libye le prolétariat révolutionnaire ne se livre pas à ce genre de calcul et s'en réjouit ouvertement. Si vous faites lire ce titre à un révolutionnaire libyen, quelle va être sa réaction immédiate selon vous ? Mais ils sont contre nous, ils veulent notre peau ou quoi, c'est un journal réactionnaire, non ? Et pourtant on ne peut pas soupçonner le POI de ne pas être plein de bonnes intentions à l'égard de leur révolution. Je le répète : quelle maladresse, quel gâchis !

Sarkozy, Cameron et Obama, ceux qui ont déclenché cette intervention militaire sont incapables de savoir quelles vont en être les conséquences sur le processus révolutionnaire en Libye et dans d'autres pays de la région. Un jour ils traitent Kadhafi de "terroriste" et d'ennemi public numéro 1, un autre ils l'encensent et lui vendent des armes pour s'en servir contre son peuple, puis peu de temps plus tard ils le bombardent quand ils les utilisent. Ce qui a fait dire à de nombreux commentateurs ces derniers jours, qu'ils ne savaient pas trop ce qu'ils voulaient et que cette décision avait été prise à la hâte, qu'elle était pure folie, pire, qu'elle allait leur revenir à la figure tel un boomerang, d'où le refus de Merkel d'y participer ou d'autres de s'y opposer catégoriquement à l'instar de Bouteflika.

Cette folie guerrière qui a un prix, au lieu de rassembler la population autour du chef de l'Etat comme Sarkozy aurait pu l'espérer, s'est traduite dimanche dernier par la débâcle de l'UMP au premier tour des élections cantonales, l'UMP est plus minoritaire que jamais dans le pays. Du coup elle pourrait déboucher à la fois sur une crise politique et sociale incontrôlable dans les jours ou les semaines qui viennent. Le même constat vaut dans pratiquement tous les pays, en Belgique ils n'ont toujours pas de gouvernement et voilà que c'est au tour du gouvernement portugais de tomber, ce ne sera pas le dernier dans les mois à venir.

C'est donc dans cette perspective que doit se situer notre combat politique, dans la remise en cause du capitalisme et de

la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale, des institutions politiques sur lesquelles reposent sa légitimité, à défaut de pouvoir justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. La révolution socialiste mondiale est en marche.

Soutien inconditionnel à toutes les révolutions et aux processus révolutionnaires en cours dans tous les pays où les peuples ont commencé à se soulever, pour abattre le capitalisme et la domination impérialiste, les Etats fondés sur la domination de classe des capitalistes, place à la révolution prolétarienne, place au socialisme, l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, prolétaires de tous les pays unissez-vous et nous vaincrons !

Aucun soutien aux aventures guerrières de l'impérialisme, aucun soutien à des gouvernements provisoires qui seraient subordonnés au capitalisme ou à l'impérialisme, c'est au prolétariat et à sa jeunesse révolutionnaire que revient l'honneur de les combattre et de les vaincre. Organisons-nous, armons-nous théoriquement et politiquement, construisons notre parti et notre Internationale ouvrière, renouons avec la tradition révolutionnaire des syndicats qui avait pour objectif l'émancipation du salariat, armons-nous militairement quand la situation l'impose, unis nous sommes une force invincible et nous triompherons de notre ennemi, divisés nous sommes vulnérables, faibles et nous serons vaincus.

Guerre au capitalisme, à l'impérialisme, guerre à leurs représentants et lieutenants dans le mouvement ouvrier, guerre à toutes les formes d'opportunisme !

Vive le prolétariat révolutionnaire international, vive la révolution socialiste mondiale !

4- Le POI propose dans sa dernière déclaration "*aux travailleurs et aux militants de toutes tendances de constituer ensemble des comités politiques de défense et de résistance. Pour agir en ce sens, il invite celles et ceux qui partagent ses objectifs à prendre leur place dans la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant.*" Nous soutenons cette initiative et nous appelons tous les militants à participer à ces "*comités politiques*" dans la perspective de rassembler la classe pour abattre les institutions de la Ve République. Nos désaccords politiques avec le POI ne doivent pas nous rendre aveugles ou sectaires.

Au moment où certains peuples ont commencé à se soulever contre des régimes tyranniques, où tous les peuples opprimés par des régimes autocratiques sont en passe d'emprunter la même voie de la révolution prolétarienne, où tous ces peuples lorgnent sur les régimes en place dans les vieux pays capitalistes en croyant y trouver un exemple de démocratie à suivre, il est de notre devoir de nous mobiliser pour leur démontrer qu'il ne s'agit que de démocraties au rabais, tronquées, une pure illusion ou tromperie, et que pour parvenir à l'établissement d'une véritable démocratie conforme aux intérêts de la majorité de la population constituée par l'immense masse des travailleurs, il faut impérativement détruire de fond en comble l'Etat des capitalistes, c'est la condition pour que la classe des exploités deviennent la classe dominante et détienne le pouvoir de mettre en oeuvre une politique basée sur la satisfaction des besoins de la majorité.

Parole d'internaute

(A propos de la hausse des prix des denrées alimentaires.)

- "en plus avec les loyers, les énergies qui augmentent sans justificatifs, comment cela va finir !!!!!!"

Comme en Tunisie, Egypte, Yémen, Bahreïn, etc !

(A propos de la situation au Yémen)

- "Quand il y a plein de jeunes quelque part ils discutent ensemble et se forgent des idées de jeunes. Souvent, il s'agit d'envie de changement, ce que ne comprennent pas les présidents qui eux sont vieux. Ils ne le comprennent pas ou font semblant de ne pas le comprendre. "

La jeunesse est révolutionnaire ! C'est elle qui est aux avant-postes de toutes les révolutions, car elle aspire naturellement à la justice et à la liberté, tandis que les autres générations croulent sous le joug de l'exploitation qui a ravalé leur idéal au rang d'utopie, de fantasme... Ce sont aussi les femmes qui refusent que leurs enfants soient sacrifiés, que leur avenir soit synonyme d'angoisse ou de cauchemar.

Politique

France

1.1- Grosse conne toi-même !

Sophia Aram est revenue mercredi matin sur France Inter sur les commentaires qu'elle a entendus depuis dimanche et le score du

FN aux cantonales. *"J'ai retenu une chose sur laquelle tout le monde semble d'accord. Il faudrait arrêter de culpabiliser les personnes qui votent FN. Il faudrait cesser le genre de raccourcis qui consiste à dire que les électeurs du Front national ne sont que des gros cons."* (Lepost.fr 23.03)

1.2- La lessiveuse du Palais. Longuet blanchi en 48h. Renaud Van Ruymbeke de nouveau menacé.

1.2.1- Blanchi après des années de démêlés judiciaires, Gérard Longuet ne sera pas inquiété par la justice pour les comptes de sa société de conseil. L'irrégularité concernant un débit du compte courant a rapidement été légalisée. Le parquet de Paris va donc classer le dossier. (Lefigaro.fr 23.03) Il n'a pas encore acquis la longue expérience de Pasqua pour être enfin condamné !

1.2.2- Le ministère de la Justice a relancé des poursuites disciplinaires contre le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke, qui conduit des procédures menaçant l'Elysée, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Les poursuites avaient été ajournées en 2007 mais ont repris au début de l'année, comme l'écrit *Le Monde* daté de jeudi.

Renaud Van Ruymbeke a été, juste avant cette décision ministérielle, chargé de l'enquête sur une éventuelle affaire de corruption lors de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole. Cette affaire pourrait être indirectement à l'origine de l'attentat de Karachi, au Pakistan, où ont péri onze Français en 2002.

Deux rapporteurs vont instruire le dossier puis une nouvelle audience devrait se tenir, devant un nouveau CSM réformé installé en janvier dernier, avec une majorité de non-magistrats, dont deux nommés par l'Elysée. (Reuters 23.03)

1.3- De La Talonnette au garde-à-vous. L'UMP au bord de l'explosion, suite.

Mercredi, en Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy a rappelé à l'ordre ses ministres sur la stratégie à adopter face au Front national au second tour des cantonales, rapporte Le Figaro.fr.

"Si vous voulez combattre le Front national, faites le sur le fond, au lieu de vous placer sur le plan de la morale. Un ministre n'est pas un homme politique comme les autres, il est tenu à un devoir de solidarité dans l'expression collective, surtout en période électorale. Je suis président de la République, je n'ai pas de position personnelle, un ministre n'a pas à avoir de position personnelle. Une ligne a été définie, Il est trop facile de choisir ce qu'on soutient et de prendre ses distances avec le reste", a lancé le chef de l'Etat.

Le site du quotidien précise que François Fillon est resté silencieux tout au long du Conseil.

Nicolas Sarkozy serait en effet très irrité par la position exprimée par le Premier ministre sur ce sujet. (Lepost.fr 23.03)

Et son aventure guerrière en Libye devrait un peu plus approfondir la crise au sein du parti de l'ordre.

1.4- Les dirigeants syndicaux soutiennent l'Union européenne, ils ne font pas de politique...

"Nous sommes dans notre rôle syndical quand nous disons qu'il n'y a pas de solution dans le repli national ou l'abandon des réponses européennes" au niveau social, a déclaré le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, interrogé sur d'éventuelles consignes de vote pour dimanche.

Pour Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, le Front national *"surfe sur l'insatisfaction sociale"* mais il apporte des *"solutions approximatives, inadéquates et dangereuses"* pour les Français.

"Cela fait plusieurs années que les syndicats font le lien entre l'absence de construction sociale au niveau européen et la promotion des partis xénophobes", a-t-il rappelé. (Reuters 23.03)

Nous, nous faisons le *"lien"* entre la présence de fossoyeurs des intérêts de la classe ouvrière à la direction des syndicats avec la montée du FN.

2- Libye

2.1- Une présentation du Comité de transition national (CNT).

2.1.1- Pleinement engagé dans l'affaire libyenne, le philosophe Bernard-Henri Lévy organisait mardi soir une rencontre avec deux opposants au régime kadhafiste, membres du Comité de transition national (CNT), dans un salon de l'hôtel parisien

Raphaël. Tout ce que la capitale compte d'intellectuels et d'écrivains militants des droits de l'homme était présent : Pascal Bruckner, André Glucksmann, Romain Goupil, Yann Moix, Christine Angot... Des politiques étaient également au rendez-vous - Jack Lang, Bernard Kouchner et l'ancien ministre de la Défense Paul Quilès - ainsi que des amis de Bernard-Henri Lévy, dont Pierre Bergé et Claire Chazal. À quoi ressemblent donc ces opposants libyens reconnus par la France comme seule autorité représentative du pays ?

Ali Zeidan, la cinquantaine, joufflu dans un costume sombre, parlant un français impeccable, est membre de la Ligue libyenne des droits de l'homme et "porte-parole" en Europe du CNT. Son acolyte, Mansour Saif al-Nasr, cheveux courts et grisonnants, anglophone, est lui un des responsables du comité, exilé aux États-Unis. En introduction de leur présentation, les deux hommes ont tenu à remercier le rôle "décisif" de la France et de Bernard-Henri Lévy - qui a favorisé la médiation entre Nicolas Sarkozy et le CNT - dans le vote de la résolution 1973 de l'ONU, qui a ouvert la voie à une intervention militaire de la coalition internationale. "Aujourd'hui, dans Benghazi, on entend des *One, two, three, viva Sarkozy ! Les Libyens remercient la France et des drapeaux français flottent au côté des drapeaux libyens*", rapporte Ali Zeidan. Conscient des interrogations qui entourent la composition du CNT, il assure que le comité "représente toutes les couches de la population" : des avocats, des médecins, des professeurs d'université, des petites gens et aussi des membres de la tribu de Kadhafi. Pour exemple, ils citent ce cousin du "Guide" libyen engagé dans l'armée et qui a refusé de tirer sur "ses frères" avant de rejoindre la résistance et de mourir au combat, tué par les forces loyalistes.

Ils jurent que le peuple libyen est "soiffé de démocratie et de liberté", qu'il aspire à vivre "dans la sécurité". S'agissant du conflit armé, les deux représentants du CNT assurent avoir suffisamment de combattants "volontaires" pour tenir tête à Kadhafi, mais ajoutent manquer d'armes. Si les tribus existent en Libye, ils réfutent toute idée de "tribalisme" et promettent que le pays, une fois Kadhafi détrôné, ne sombrera pas dans une guerre tribale. Respectueux du droit international, ils souhaitent que le dictateur "reste vivant", qu'il soit déféré devant des tribunaux "pour qu'il paie ses crimes contre l'humanité". Leur rapport à l'islam est apaisé. Ils considèrent la religion comme "une affaire privée entre l'homme et son dieu" et garantissent que le futur État libyen ne sera "pas conduit par des fanatiques" : "Celui qui veut pratiquer pratique ; celui qui ne veut pas pratiquer sera libre de ne pas pratiquer." L'ouverture de la Libye, tel est enfin leur credo : "Nous avons un pays merveilleux, avec des sites magnifiques. Vous serez les bienvenus !" Mais pour cela, "Kadhafi doit partir !" (lepoint.fr 23.03)

2.1.2- Qui compose ce CNT?

Ce Conseil composé de 31 membres, dont 8 seulement sont connus afin de préserver l'anonymat de ceux qui oeuvrent dans l'ombre dans les zones encore contrôlées par le despote, affirme représenter toutes les régions et tribus, ainsi que toutes les couches sociologiques de la population, et compte en son sein plusieurs femmes. Il se veut instance de transition jusqu'à l'élection du parlement et l'institution d'un Etat démocratique.

"Kadhafi doit partir; y-a-t-il une seule chose qu'il ait faite de bien?" ont asséné les deux représentants du CNT. Ajoutant: "Nous pouvons battre les forces de Kadhafi parce que nous en avons la détermination et que notre peuple aspire profondément à la démocratie. Nous avons les hommes pour mener le combat et reprendre les villes; mais nous manquons d'armement". Ce qui pose le problème de la 2e phase de l'opération "Aube de l'Odyssée", à savoir l'appui terrestre à apporter aux insurgés en l'absence formelle de troupes occidentales (dont l'intervention est interdite par la résolution 1973 de l'ONU).

Le CNT se montre catégorique sur le degré de motivation du peuple libyen, écartant tout risque de partition du pays. "Nous sommes tous deux issus de tribus traditionnellement alliées à Kadhafi, ont affirmé les deux représentants du CNT, et pourtant nous sommes engagés contre lui. Ne croyez pas que la Libye soit à ce point tribalisée, elle veut par dessus tout se libérer du tyran".

La conclusion, rassurante, est que le CNT s'engage résolument à favoriser l'avènement d'une Libye démocratique. "Nous n'accepterons plus jamais un régime sans démocratie, ni un système dictatorial, ni aucun pouvoir personnel, nous en avons trop souffert. De même nous voulons un Etat laïque", ont martelé les deux représentants. (lexpress.fr 23.03)

2.1.3- Le président du Mouvement républicain et citoyen a dénoncé le rôle de Bernard Henri Lévy, qui a facilité la rencontre entre Nicolas Sarkozy et les représentants du Conseil national de transition libyen, opposé à Kadhafi.

« Ce qui était très bizarre c'était l'intervention de M. Bernard Henri Lévy sur le perron de l'Élysée », souligne le sénateur du Territoire de Belfort.

Devait-il intervenir ? « Non. Il y a des ministres, une diplomatie, ce sont des choses sérieuses, on ne peut pas engager un pays dans l'improvisation. Tout ça respire un parfum d'amateurisme », selon Jean-Pierre Chevènement. (publicsénat.fr 23.03)

Chevènement fait partie de ces républicains à la grande âme qui n'a rien d'un "amateur" en politique que ne gênaient pas vraiment les relations entre l'Etat français et les dictateurs africains quand il était au gouvernement sous Mitterrand.

2.2- Des avions de la coalition internationale ont bombardé mercredi des positions tenues par les forces loyales à Mouammar Kadhafi dans la ville libyenne de Misrata, a rapporté un habitant contacté par téléphone.

Ces raids aériens, ajoute-t-on de même source, ont entraîné un arrêt des tirs de l'artillerie et des blindés de Kadhafi sur Misrata.

Mais ce même habitant a indiqué par la suite que des tireurs embusqués des forces loyales à Kadhafi avaient ouvert le feu sur un hôpital, faisant au moins trois morts et trois blessés graves.

La troisième ville de Libye, située à 200 km à l'est de Tripoli, est au main des insurgés mais est le théâtre de violentes attaques des forces régulières qui auraient fait des dizaines de morts.

Selon Saadoun, les raids ont visé une base aérienne située au sud de la ville, où sont regroupées les forces régulières. "*Ils n'ont pas tiré un seul obus d'artillerie depuis cette frappe aérienne*", a-t-il ajouté. (Reuters 23.03)

2.3- Les forces régulières libyennes ont repris mercredi leur bombardement de la petite ville de Zentane, tenue par les rebelles, non loin de la frontière tunisienne, rapportent un habitant.

"*Les brigades de Kadhafi ont repris leur bombardement depuis le secteur nord il y a une heure*", a dit cet habitant, contacté par téléphone vers 11h30 GMT. "*Le bombardement se poursuit, la ville est entièrement encerclée, la situation est très mauvaise*", a-t-il ajouté.

Zentane se trouve à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli. (Reuters 23.03)

2.4- Les forces de Moammar Kadhafi ont intensifié mercredi leur bombardement des positions de l'insurrection en périphérie d'Ajdabiya, ville stratégique au nord de Benghazi, le bastion de l'opposition dans l'est du pays.

Les forces pro-Kadhafi, qui ont assiégé Ajdabiya, une ville de 140.000 habitants considérée comme la porte d'entrée de l'est de la Libye, ont attaqué quelques centaines d'insurgés rassemblés à la périphérie de la ville. Ces derniers ont riposté par des tirs de roquettes Katioucha, mais se sont retrouvés dépassés par la puissance de feu des forces loyalistes.

Des colonnes de fumée s'élevaient dans le ciel de la ville. Les deux camps se font face à Ajdabiya depuis plus d'une semaine, sans aucun n'ait pu jusqu'ici prendre l'avantage pour s'emparer de la ville.

"*Les armes qu'ils possèdent sont des armes lourdes et ce que nous avons ce sont des armes légères*", expliquait Faouzi Hamid, un homme de 33 ans qui avait rejoint l'armée libyenne quand il était plus jeune mais a gagné désormais le camp de l'insurrection. "*Les forces de Kadhafi sont plus puissantes que nous, alors nous dépendons des frappes aériennes*".

2.5- Peu avant le lever du jour, deux explosions ont été entendues mercredi matin à Tripoli, où des tirs de défense anti-aérienne et des déflagrations avaient retenti mardi soir, signalant de possibles nouvelles frappes de la coalition internationale.

Quatre jours après le début de l'opération, la télévision libyenne a diffusé mardi soir des images du colonel Kadhafi, qui promet la victoire. Présentées comme une retransmission en direct, ces images montrent le dirigeant libyen à son balcon, fustigeant la coalition internationale. "*A court terme, nous les battons, à long terme, nous les battons*", a-t-il promis lors de cette intervention de moins de cinq minutes, sa première apparition publique en une semaine.

Selon la télévision d'Etat, le colonel Kadhafi s'exprimait depuis sa résidence de Bab Al-Aziziya à Tripoli, un complexe frappé dimanche soir par un missile de croisière. Les journalistes n'ont pas été autorisés à pénétrer dans le complexe alors qu'il parlait. (AP 23.03)

2.6- Si la "*rue arabe*" est incontestablement anti-Kadhafi, le recours à des frappes aériennes, pour l'essentiel occidentales, suscite au Maghreb une grande méfiance.

Beaucoup s'interrogent sur les "*arrière-pensées*" des Occidentaux, accusés de vouloir défendre leurs intérêts économiques. D'autres s'inquiètent des risques d'engrenage. Le précédent irakien est dans tous les esprits.

En Tunisie, la tonalité est la même: compassion à l'égard du peuple voisin, soupçons en ce qui concerne les visées des pays occidentaux.

Les Algériens portent eux aussi dans l'ensemble un regard sévère sur le dictateur libyen, qu'ils sont nombreux à juger "*dérangé*" ou "*sanguinaire*". Mais lorsqu'on leur demande leur point de vue sur la décision des Nations unies, ils sont là encore, pour beaucoup, convaincus que les Occidentaux n'ont qu'une chose en tête: s'assurer du contrôle du pétrole libyen.

Peut-être parce qu'ils se sentent plus proches des insurgés de Benghazi, les Egyptiens semblent avoir mieux accueilli la décision des Nations unies, regrettant même parfois qu'elle ait été si tardive. (lexpress.fr 23.03)

3- Yémen

3.1- Le Parlement yéménite a approuvé mercredi l'instauration de l'état d'urgence, un vote immédiatement rejeté par l'opposition, alors que des blindés d'unités rivales étaient toujours déployés à Sanaa.

Selon les autorités yéménites, 164 députés sur 165 présents au Parlement ont voté pour l'instauration de l'état d'urgence, proclamé le 18 mars par le chef de l'Etat après la mort de 52 manifestants tués par des tirs attribués à des partisans du régime.

Mais un député du parti islamiste al-Islah, Abdel Razaq Al Hejri, a contesté comme "*une falsification éhontée*" le vote du Parlement affirmant que le quorum n'avait pas été réuni, 133 députés seulement sur 301 ayant assisté à la séance, selon lui.

Le chef du bloc du Parti Socialiste Yéménite (opposition, ancien parti unique du sud du Yémen) Aïdarous al-Naqib a affirmé à l'AFP que "*le pouvoir ne pourra pas appliquer la loi d'urgence, car il faudrait pour cela tuer dix millions de yéménites*".

En l'absence d'une loi détaillant ce qu'est l'état d'urgence dans le pays, il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat si cette mesure signifiait l'interdiction des manifestations et du sit-in observé par des protestataires depuis le 21 février place de l'Université à Sanaa.

Le parti du président, le Congrès populaire général (CPG) comptait quelque 170 députés, mais entre 40 et 50 d'entre eux sont démissionnaires, selon des sources parlementaires. Ces derniers, ainsi que tous les députés de l'opposition et les indépendants ont boycotté la séance.

"*Un vote en faveur de la loi équivaldrait à approuver le massacre d'innocents*", avait affirmé auparavant un communiqué du mouvement des "*Jeunes pour le changement*" lu par un orateur au micro sur la place de l'Université. (liberation.fr 23.03)

3.2- Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, offrant une nouvelle concession à ses opposants, a proposé mercredi d'organiser l'élection présidentielle dès la fin de l'année au lieu de 2013.

"*Il y aura un référendum sur une nouvelle constitution et ensuite des élections législatives. Les parlementaires élus formeront un gouvernement et les élections pour élire un président de la République se tiendront immédiatement, avant la fin de l'année 2011*", détaille Saleh dans un document transmis à des groupes d'opposition et au général Ali Mohsen, qui a affiché son soutien aux contestataires.

Plus tôt dans la journée de mercredi, des groupes de l'opposition yéménite ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation vendredi pour réclamer la démission du président Saleh, projetant de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa.

"*Ce vendredi sera le 'Vendredi de la marche en avant', avec des centaines de milliers de personnes. Nous arriverons jusqu'à vous et nous vous ferons partir*", a dit Mohamed Qahtan, porte-parole de la contestation, s'adressant au dirigeant yéménite par le biais de la chaîne Al Djazira.

La pression de la rue était toujours forte mercredi. "*Non à l'état d'urgence, tu es un boucher*", pouvait-on lire sur une pancarte d'un manifestant, tandis que d'autres arboraient un tee-shirt "*Je suis un futur martyr*".

"*Aussi sûr que le soleil est dans le ciel, il partira*", estime Souleimane Abdoullah, âgé de 28 ans.

La présence militaire était renforcée mercredi aux abords de l'université, où des milliers de manifestants sont présents depuis le début de la contestation en février.

Mais certains soldats avaient placé des roses rouges dans le canon du fusil en signe de solidarité avec les opposants. (Reuters 23.03)

4- Bahreïn

La situation est dans une "*phase très dangereuse*", a déclaré mercredi le ministre des affaires étrangères de Bahreïn, Cheikh Khaled Ben Ahmad Al-Khalifa, à la chaîne de télévision turque NTV. "*Ce qui se passe à Bahreïn constitue une phase très dangereuse. Il y a la stabilité, mais nous redoutons par-dessus tout une division entre les communautés religieuses*", a déclaré le ministre.

Le chef de la diplomatie de Bahreïn, qui s'exprimait en anglais et dont les propos étaient traduits en turc, effectue une visite en Turquie. (lemonde.fr 23.03)

5- Syrie

Au moins quinze personnes ont été tuées mercredi à Daraa dans le sud de la Syrie, théâtre de manifestations sans précédent contre le pouvoir, selon un nouveau bilan donné par des militants des droits de l'Homme.

Le gouverneur de Daraa, Fayçal Khaltoum, a été limogé, a indiqué en fin d'après-midi la télévision syrienne.

Neuf personnes ont été tuées lors des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avant l'aube, dont deux femmes, un enfant et un médecin, a indiqué l'un des militants.

Six autres personnes ont été tuées lors de funérailles de personnes tuées lors des violences qui ont eu lieu cette nuit, a-t-il ajouté, en énumérant les noms de dix des quinze morts.

«Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule lors des funérailles», a indiqué un autre militant.

Dans le même temps, des échanges de tirs ont eu lieu entre les forces de sécurité et des protestataires autour de la mosquée al-Omari, devenue leur point de ralliement et autour de laquelle ont eu lieu les affrontements de la nuit, selon un reporter de l'AFP. (liberation.fr 23.03)

6- Egypte

Le nouveau pouvoir militaire égyptien a approuvé mercredi un projet de loi prévoyant des peines de prison et des amendes dans certains cas de manifestations et de grèves, annonce-t-on officiellement.

Les sanctions pourraient s'appliquer aux manifestations qui perturbent les affaires et s'étendre aux personnes encourageant les protestations.

"Le gouvernement travaille à une nouvelle politique concernant l'emploi et les salaires et dans ce contexte le gouvernement a approuvé un projet de loi qui sanctionnera certains cas de manifestations et de grèves", dit un communiqué.

Le nombre de grèves est en baisse en Egypte mais des manifestations se poursuivent notamment dans les secteurs de la poste, de la police et de la santé pour réclamer de meilleures conditions de travail et des hausses de salaire.

Le gouvernement estime que ces mouvements doivent cesser car il a déjà répondu aux aspirations des protestataires.

Un autre projet de loi envisage d'autoriser la formation de partis politiques, une demande clé des opposants lors de la révolution qui a chassé du pouvoir Hosni Moubarak le 11 février.

Le pouvoir militaire en place a promis de supprimer les restrictions à la formation de partis politiques après le vote par référendum d'une réforme constitutionnelle samedi dernier.

Pour créer un parti, il faudra réunir 1.000 signatures de membres fondateurs dans au moins dix provinces du pays. Tout parti qui sera discriminant envers une religion, un sexe, une ethnie, une race ou une langue sera interdit.

Les nouveaux partis devront demander une autorisation préalable à un comité formé par un juge et deux membres du Conseil d'état et ne pourront pas percevoir des fonds émanant de gouvernements étrangers et d'étrangers. (Reuters 23.03)

Après le cuisant échec du référendum sur la modification de la Constitution, la junte militaire au pouvoir s'en prend au droit de grève et entend contrôler la "*légalité*" de chaque parti politique qui devrait faire allégeance au régime pour être autorisé.

7- Algérie

La police a tiré mercredi des grenades lacrymogènes sur des jeunes gens qui lui lançaient des pierres et des engins incendiaires pour empêcher des bulldozers de démolir des logements construits illégalement à Alger.

Plus d'une cinquantaine de personnes ont été blessées, dont un bébé, dans ces affrontements entre jeunes d'une cité populaire d'Alger et forces de l'ordre. Les heurts avaient commencé avec l'arrivée d'engins de démolition de baraques illégales dans

la Cité de France. Par ailleurs, la presse indiquait, mercredi, que le pouvoir envisageait de réviser la Constitution pour répondre à la contestation en Algérie. (Lefigaro.fr et Reuters 23.03)

8- Territoires palestiniens

Au lendemain de la mort de quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des frappes israéliennes, des militants palestiniens de la Bande de Gaza ont tiré des roquettes et des obus de mortier sur le sud d'Israël mercredi. L'Etat hébreu a riposté par des raids aériens et le Jihad islamique a fait état d'un mort parmi ses combattants.

La police israélienne rapportait qu'un civil israélien avait été blessé par un éclat de roquette à Beersheba, la plus grande ville du sud d'Israël.

Selon le Jihad islamique, ses militants ont tiré des roquettes sur quatre villes israéliennes pour venger la mort quatre militants palestiniens et quatre civils tués par des bombardements israéliens la veille sur la Bande de Gaza.

Parmi eux, figurent trois enfants et leur oncle, tués par des obus qui se sont perdus selon Israël. Le Hamas, au pouvoir dans la Bande de Gaza, a décrété une journée de deuil mercredi et appelé tous les habitants du territoire à participer aux funérailles. (AP 23.03)

Depuis un attentat a été commis à Jérusalem et le Premier ministre a promis une riposte à la hauteur, ce qui risque par se traduire par une nouvelle offensive militaire sur Gaza. A surveiller de très près dans les heures qui viennent.

9- Burkina Faso

Des coups de feu ont été entendus dans la nuit de mardi à mercredi à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, où une source militaire évoque un mouvement de contestation émanant de soldats.

Les tirs, qui ont duré plusieurs heures, provenaient de deux camps militaires de la ville. Ils ont éclaté tard dans la soirée, à un moment où les rues étaient désertes. Plusieurs stations-services ont été pillées.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès du gouvernement de Blaise Compaoré, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1987.

Pays de 15 millions d'habitants enclavé dans l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso a été épargné par l'instabilité régionale, même si les autorités ont fait fermer les universités ce mois-ci à la suite de violentes manifestations étudiantes. (Reuters 23.03)

10- Portugal. Crise politique.

Le Premier ministre portugais José Socrates a présenté mercredi soir sa démission après le rejet par le Parlement des mesures d'austérité proposées par le gouvernement socialiste minoritaire.

Tous les partis d'opposition ont voté pour une résolution destinée à rejeter les mesures, qui font partie du programme de stabilité et de croissance pour les années 2011-2014.

Seuls les socialistes, qui détiennent 97 des 230 sièges du Parlement, se sont prononcés en faveur des mesures. (Reuters 23.03)

Social.

1- France. Il faut bien engraisser les actionnaires affameurs.

Farine: +15 à 20%

Elle remporte la palme de la plus forte augmentation de l'année. Une augmentation qui répercute la très forte hausse des cours des céréales lors de ces derniers mois.

Café: +10 à 20% Le grain de café a atteint ses derniers mois des niveaux records, jamais vus depuis 1977. Votre expresso du matin va donc coûter plus cher dans les semaines qui viennent.

Pâtes: +5 à 10%

De même que pour la farine, la hausse des prix des céréales va faire grimper la note des pâtes alimentaires. Seule bonne nouvelle côté féculents: le riz, dont les cours sont restés stables, de même que les prix dans les étals.

Viennent ensuite l'huile végétale, dont le prix devrait augmenter de 5 à 8%, le beurre (4 à 8%) et le fromage (2 à 4%). Le pain va quant à lui augmenter de 5 à 7%, une hausse étonnante alors que le coût des matières premières compte peu dans le prix final de votre baguette.

En ce qui concerne les sucreries, les biscuits vont prendre de 3 à 10% d'augmentation, et le chocolat de 5 à 7%. La faute à la flambée du cacao... et encore et toujours à la hausse des cours du blé. Les viandes (même si elles ne font pas partie des mêmes négociations), vont également prendre cher, puisque leur prix dépend beaucoup du cours des aliments pour animaux et donc des céréales. Comptez par exemple +6% pour le bœuf et +8,4% pour le porc. (20minutes.fr 23.03)

2- Japon

L'inquiétude monte à Tokyo, où les autorités ont demandé de ne plus donner aux bébés de l'eau du robinet, en raison du niveau d'iode radioactive causé par les rejets de la centrale de Fukushima Dai-ichi. La situation sur le site semble toujours très précaire: une nouvelle évacuation a eu lieu mercredi alors que de la fumée noire s'échappait du réacteur numéro 3.

La crainte des conséquences sanitaires de la crise s'est accentuée ces derniers jours avec la découverte de légumes, autres végétaux et de lait cru contaminés dans des zones proches de la centrale mais aussi de niveaux de radioactivité supérieurs à la normale dans l'eau du robinet et même dans l'eau de mer à proximité du site.

Le gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, a recommandé de ne plus utiliser l'eau du robinet pour faire boire les bébés de moins d'un an ou préparer les biberons.

Dans le centre de Tokyo, des niveaux de radioactivité liée à l'iode-131 atteignant 210 becquerels par litre ont été décelés, soit deux fois le seuil de 100 recommandé pour les nourrissons, selon des responsables de l'Office de l'eau de la capitale. Le seuil autorisé pour les adultes est de 300 becquerels.

Selon les experts, les concentrations d'iode-131 se dispersent rapidement dans l'air, la moitié disparaissant au bout de huit jours.

Tokyo compte 13 millions d'habitants dans la ville même et 39 millions dans toute l'agglomération. L'annonce des autorités nippones a provoqué une ruée dans les magasins, rapidement à court de bouteilles d'eau minérale. Dans un supermarché du centre-ville, un employé, Toru Kikutaka, expliquait que les achats étaient limités à deux bouteilles de deux litres par personne mais que le magasin avait épuisé son stock presque immédiatement. (AP 23.03)

Economie.

Japon

Le coût du séisme et du tsunami qui ont dévasté les côtes nord-est du Japon pourrait atteindre jusqu'à 309 milliards de dollars (217,4 milliards d'euros), le montant le plus élevé du monde pour une catastrophe naturelle. (AP 23.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mars

Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver à travers les informations contradictoires qui nous parviennent au compte-gouttes sur la question libyenne.

On pourrait se contenter de déclarer : voilà il s'agit d'une guerre impérialiste classique contre un Etat libre et souverain, à bas l'impérialisme et l'affaire est réglée, pourquoi se casser la tête à essayer de comprendre ce qui se passe vraiment en Libye, il est entendu qu'ils veulent mettre la main sur son pétrole, organiser la partition du pays prélude à un redécoupage de l'Afrique prévue de longue date par l'état major américain à Washington pour garantir sa mainmise sur les richesses de ce continent.

Tout cela est exact, à ceci près que les choses ne se passent pas toujours comme ils les ont prévues, parce que non seulement ils ne sont pas en mesure de savoir comment la situation peut évoluer, mais surtout parce qu'ils ont tendance à favoriser un scénario plutôt qu'un autre en partant d'une analyse tronquée de la situation ou des rapports de force sur place, comment, en

se basant sur des éléments qui leur sont favorables ou acquis et en négligeant les autres qui peuvent évoluer et faire basculer la situation dans une direction qu'ils n'avaient pas prévue ou tout du moins pas souhaitée. Ainsi on peut affirmer sans prendre trop de risques, qu'ils doivent se mordre les doigts de ne pas avoir encouragé davantage Ben Ali et Moubarak à engager plus tôt des "réformes" pour rester plus longtemps au pouvoir de façon à assurer leur succession en douceur, ou dans le pire des cas, de ne pas les avoir débarqués plus tôt afin d'éviter que le peuple de ces pays s'en chargeant eux-mêmes, le pire scénario pour l'impérialisme évidemment.

En Libye, on ne sait par trop s'ils ont voulu précipiter la chute de Kadhafi avant que la situation leur échappe et que le peuple libyen encouragé par les révolutions tunisienne et égyptienne se soulève à son tour, ou s'ils ont pris le train en marche en tentant de justifier leur intervention militaire sous des prétextes démagogiques qui ne trompent personne finalement, dans les deux cas avec le même objectif, interdire aux peuples de la région de trouver la voie de la révolution socialiste ou tout du moins de procéder à une répartition des richesses entre les classes provenant de l'exploitation des ressources pétrolière de la Libye trop favorable à la classe ouvrière, portant un coup aux gigantesques profits qu'en tirent les multinationales des différents pays de la coalition engagée dans cette guerre, car c'est au bout du compte ce qui les inquiète le plus, même si on ne voit pas comment ces peuples sans partis révolutionnaires pourraient remettre en cause les fondements du capitalisme.

Avant de continuer, un extrait d'un article paru dans le Réseau Voltaire, le 22 mars 2011 :

"En reconnaissant ce CNLT et en blanchissant son nouveau président, la Coalition se choisit des interlocuteurs et les impose comme dirigeants aux insurgés. Cela leur permet d'écarter les révolutionnaires nassériens, communistes ou khomeïnistes. Il s'agit de prendre les devants et d'éviter ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte lorsque les Occidentaux imposèrent un gouvernement RCD sans Ben Ali, ou un gouvernement Suleiman sans Moubarak, mais que les révolutionnaires les renversèrent aussi."

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la place et le rôle des différents acteurs en présence pour définir une position conforme aux intérêts des travailleurs en Libye et ailleurs, au lieu de s'en remettre à un principe ou à une théorie qui semble tout droit sorti d'une idéologie figée ou de cerveau sclérosé. Ce principe ou cette théorie qui demeure juste sur le fond, devient totalement incompréhensible quand il est plaqué sur une réalité en apparence contradictoire, car jusqu'à preuve du contraire il ne s'agit pas d'une déclaration de guerre classique d'un Etat impérialiste ou d'une coalition d'Etat impérialiste ou aux intentions impérialistes à un autre Etat, qui plus est appartenant à la catégorie des Etats dominés, la France n'a pas déclaré la guerre à la Libye, elle a déclaré la guerre au colonel Kadhafi, une différence de taille que les uns et les autres ne veulent pas prendre en considération en estimant qu'il suffit de l'éliminer d'un geste du bras pour qu'elle disparaisse, or c'est impossible, car c'est la réalité qui l'emporte, et comme les rapports entre les différents facteurs qui composent la réalité ne correspondent pas à celui sur lequel repose la position qui consiste à assimiler cette intervention militaire à une guerre classique entre pays dominant et pays dominé, les discours de nos internationalistes professionnels sonnent faux. Et comme ils tombent à côté de la plaque, pour les justifier il ne leur reste plus qu'à enfourcher le cheval du social-patriotisme, de la "préférence nationale" chère au FN ! J'exagère, jugez plutôt.

C'est ce que démontre clairement le titre du dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°141) : *Libye : le coût de la guerre 500 millions d'euros ! C'est l'équivalent des 16 000 postes d'enseignants supprimés en 2011*

Voilà un exemple flagrant de falsification des faits et de manipulation des militants et des travailleurs que ne renieraient pas les adeptes du "produisons français", ou de la "préférence nationale", non ?

Guerre à qui ? A un Etat, un pays indépendant, à son peuple ? Ou guerre ciblée à un dictateur bombardant une partie de sa population qui s'est soulevée pour le renverser ? Certains diront, nous n'avons pas à entrer dans ce genre de considération, car nous savons les arrière-pensées qui animent la coalition impérialiste. Mais c'est là tout confondre pour s'interdire de prendre en compte la réalité qui n'est pas aussi simple qu'on voudrait nous le faire croire, c'est en fait réduire la situation et le rapport de forces au combat entre Kadhafi et le CNT, évacuant les travailleurs libyens qui se sont soulevés contre Kadhafi et qui ne se reconnaissent pas dans le CNT composé de gens infréquentables, d'anciens tortionnaires du régime (l'ex-ministre de la Justice et de hauts gradés de l'armée), c'est nier l'exigence du peuple libyen à aspirer à davantage de liberté, à des réformes sociales et politiques, comme si finalement sur le terrain il n'y avait que deux forces en présence et que le peuple libyen devrait se soumettre à l'une ou l'autre, à Kadhafi pour ses partisans et ceux qui voient dans cette guerre une guerre purement impérialiste sans se poser de questions, au CNT pour les différents impérialistes qui le soutiennent.

On nous rétorquera que lorsque l'on parle de guerre ciblée on semble l'approuver. Pas du tout, il faut remettre les choses dans l'ordre, nous avons été placés devant le fait accompli, nous n'avons jamais réclamé ou souhaité cette intervention militaire, entre nous, il y en a plus d'un qui dans son coin hypocritement se réjouit de la racler qu'est en train de prendre Kadhafi, passons c'est tellement minable, il nous faut donc faire avec la situation telle qu'elle est et non telle qu'on aurait voulu qu'elle soit.

J'ai noté un élément qui a été rarement souligné, à savoir que le soulèvement contre Kadhafi était en bonne voie et qu'à partir du moment où le CNT s'est imposé comme direction de la révolution, soudainement il a perdu de la vigueur, Kadhafi est passé à la contre-offensive précipitant l'intervention de la coalition impérialiste. Et j'ai lu ce matin que le CNT peinait à recruter des forces pour continuer la bataille alors qu'il bénéficie du soutien des bombardements aériens des forces de Kadhafi, ses dirigeants ont

indiqué qu'il leur fallait s'unir avec les autres forces qui avaient engagé le combat contre le dictateur, ce qui tend à démontrer d'une part que son pouvoir est loin de faire l'unanimité chez les révolutionnaires libyens, d'autre part que ces révolutionnaires sont organisés dans d'autres structures du même type qu'en Tunisie associant une plus large part de la population. Ce sont sur cette fraction de la révolution libyenne qu'il faut s'appuyer et qu'il faut soutenir.

Le problème jusqu'à présent, c'est que le CNT occupe le devant de la scène ou est mis systématiquement en scène par la coalition impérialiste pour l'imposer à l'ensemble des révolutionnaires libyens, comme si l'ensemble des forces révolutionnaires se reconnaissaient dans le CNT, ce qui est loin d'être le cas comme on vient de le voir. Du coup, il nous est difficile de soutenir la révolution libyenne qui ne se reconnaît pas dans le CNT sans soutenir ce dernier puisqu'il n'y a que lui qui a le droit au chapitre. Mais là encore, avons-nous véritablement le choix en l'absence d'un commandement militaire unifié des forces révolutionnaires opposées au CNT ? La question est de savoir comment on peut soutenir ces forces révolutionnaires disons indépendantes de l'impérialisme sans soutenir le CNT qui lui est inféodé à l'impérialisme ? Pour répondre à cette question revenons à l'essentiel, quel est l'objectif de cette révolution, qui en est l'acteur principal, qui peut la gagner, qui peut finalement déloger Kadhafi ?

La réponse est simple: la mobilisation de la majorité du peuple libyen en arme pour abattre le dictateur. C'est ce que semble avoir compris les dirigeants du CNT qui se tournent à présent vers les forces révolutionnaires indépendantes qu'ils pensaient manoeuvrer à leur guise et qui seules sont susceptibles de soulever la majorité du peuple libyen. Ils ont cru jusqu'à présent qu'il suffirait d'un coup d'Etat et du ralliement de quelques fidèles du régime pour entraîner la chute du tyran, peut-être que c'est Sarkozy qui leur a soufflé cette idée foireuse, ils se rendent compte maintenant que les choses sont plus compliquées que prévues et qu'il est impossible de déloger Kadhafi sans le soutien de la majorité du peuple. Ils en sont restés à Blanqui et l'on comprend qu'Engels ne soit pas leur tasse de thé !

Voilà la situation à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

Essayons de résumer notre position, de l'affiner en fonction de l'évolution de la situation.

Nous ne pouvons pas condamner l'intervention de l'impérialisme sans apparaître comme des partisans de Kadhafi, nous ne pouvons pas la soutenir sans apparaître comme des partisans de l'impérialisme et de Sarkozy notamment, il nous est impossible de soutenir les forces révolutionnaires indépendantes engagés dans ce combat puisqu'elles ne sont pas suffisamment organisées ou structurées pour constituer pour le moment une alternative au CNT, apparemment, soyons prudent, car la propagande et la censure internationale orchestrée par l'impérialisme et le CNT sont à l'oeuvre, nous ne pouvons pas soutenir le CNT inféodé à l'impérialisme, il nous reste comme mots d'ordre : A bas Kadhafi, A bas le CNT aux ordres de Paris et Washington, vive la révolution prolétarienne libyenne ! Ainsi, on ne soutient ni Kadhafi ni le CNT et la coalition impérialiste, on ne soutient que le prolétariat libyen révolutionnaire qui a engagé le combat en vue d'instaurer un régime politique conforme à la satisfaction de ses intérêts sociaux.

Cette ligne politique me paraît claire, cohérente et correcte, elle est conforme au principe d'internationalisme prolétarien qui est le nôtre.

Je ne prétends pas ici avoir traité toutes les questions que pose la situation en Libye. J'y ai réfléchi seul dans mon trou à l'autre bout du monde sans en avoir discuté avec aucun militant, puisque vous préférez vous terreter dans le silence, je respecte votre choix, mais cela ne me facilite pas la tâche.

Certains devaient m'attendre au tournant en se disant : cette fois on le tient Tardieu l'imposteur, pas de bol, ce ne sera pas encore pour cette fois, il faudra qu'ils se fassent une raison. Vous aurez remarqué avec satisfaction peut-être que je me suis abstenu de polémiquer avec les uns et les autres alors qu'il y avait amplement matière à cela.

Il est vrai que si Sarkozy n'avait pas dépensé 500 millions d'euros pour bombarder les forces de Kadhafi dont on n'a rien à foutre finalement, il aurait certainement remis en cause la suppression de 16 000 postes d'enseignants, si, si, puisqu'on vous le fait miroiter... Honte aux dirigeants du POI !

Politique

1- France

Le dictateur, l'uniforme et la pensée unique.

Les usagers des services publics "*ne doivent pas porter de signes religieux*", ni "*manifester une quelconque préférence religieuse*", a déclaré, jeudi matin, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant sur i>Télé et Radio Classique. Le ministre était interrogé par i>Télé et Radio Classique sur le débat sur la laïcité et l'islam organisé par l'UMP le 5 avril. (Lepoint.fr 24.03)

Magueswary, mon épouse, porte en permanence un point rouge au milieu du front juste au-dessus du nez, marque distinctive qu'arborent les femmes mariées hindouistes, mais pas seulement, c'est aussi un signe religieux qu'hommes, femmes et enfants revêtent après une prière, certains le portent en permanence d'autres non. Monsieur Guéant, va-t-il falloir qu'elle demande le divorce pour ne plus le porter ou se convertir à votre religion pour pouvoir continuer de prendre le bus ou le train en France ou doit-elle dès à présent faire sa valise et quitter votre pays destiné aux seuls Français comme il faut conformément à la description qu'en donne Marine Le Pen ?

2- Libye

2.1- La coalition internationale a mené mercredi soir et jeudi matin des raids aériens intenses sur la ville de Sebha, 750 km au sud de Tripoli, fief de la tribu de Guededfa dont fait parti le colonel Mouammar Kadhafi, indique à l'AFP un habitant de la ville.

A Tripoli, le vice-ministre libyen des Affaires étrangères Khaled Kaïm a précisé que les bombardements nocturnes avaient notamment touché le "*complexe militaire*" de Jouffra, une base aérienne située loin de la côte, à l'intérieur des terres.

Sur le terrain, les forces du dirigeant libyen maintenaient toutefois leurs positions aux villes-clé de Misrata (ouest) et Ajdabiya (est). (AP et Libération.fr 24.03)

2.2- En réalité, sous le couvert de porter assistance aux populations civiles, la grande élasticité du texte onusien et l'ampleur du dispositif désignent sans conteste le véritable objectif de l'opération "*Aube de l'Odyssée*": faire chuter le régime de Tripoli et débarrasser le concert des nations d'un homme, Muammar Kadhafi, devenu, dès les années 1970, pour les Européens comme pour certains régimes arabes, un facteur durable de déstabilisation.

Soutien à différents mouvements terroristes de par le monde, tentatives de renversement des régimes voisins africains, rhétorique agressive: les motifs n'ont pas manqué pour mettre le colonel au ban de la communauté internationale. Il aura fallu ce printemps libyen de février 2011 et le risque de voir l'insurrection populaire écrasée dans le sang devant les faubourgs de Benghazi pour que l'ultime assaut soit donné. (L'express.fr 24.03)

2.3- Le Libyen Ali Tarhouni, un économiste désigné comme le ministre des Finances du gouvernement de substitution que l'opposition a commencé à mettre en place mercredi, reconnaît que l'insurrection manque d'organisation et a commis des erreurs mais assure qu'elle va s'améliorer et ne manque pas de fonds.

Les rebelles partent de zéro, a-t-il souligné dans une rencontre avec des journalistes mercredi à Benghazi, bastion de l'opposition dans l'est du pays. Car la liberté de réunion et d'expression n'existait pas sous le régime de Moammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, rappelle-t-il.

Ali Tarhouni, qui enseigne l'économie et les finances à l'Université de Washington, s'est vu confier le poste de ministre des Finances par le Conseil national de transition, qui a commencé mercredi à mettre en place une administration intérimaire sous la direction d'un autre universitaire formé aux Etats-Unis, Mahmoud Jibril.

M. Tarhouni, 60 ans, docteur de l'Université de l'Etat du Michigan, est parti de Libye en 1973 la première fois, puis a quitté le pays pour de bon trois ans plus tard. Il n'est rentré qu'après le début des manifestations contre le régime Kadhafi le 15 février.

"*Jusqu'ici, nous n'avons pas été bons pour ce qui est de définir qui nous sommes*", a-t-il reconnu mercredi, "*je pense que le processus (de transition) a été et est toujours très chaotique*".

En tant que "*ministre des Finances*" notamment chargé de la gestion du pétrole, M. Tarhouni estime que cette ressource ne pose pas de problème pour l'instant, car seuls les seuls revenus significatifs proviennent des gisements de Sarir et Syrte, qui représentent une quantité relativement modeste d'environ 130.000 barils par jour.

"*Pour le moment, il n'y a pas de besoin immédiat et crucial de cash. Nous avons des liquidités qui nous permettent de faire les choses de base*", comme de payer les salariés et répondre aux besoins immédiats, a-t-il assuré. Il a ajouté que de nombreux pays leur avaient consenti des crédits garantis par le fonds souverain libyen et que le gouvernement britannique avait aussi accepté de les laisser accéder à 1,4 milliard de dinars (1,1 milliard de dollars; environ 778 millions d'euros) qui n'avaient pas été envoyés au régime Kadhafi.

Ali Tarhouni a estimé que le Conseil national, formé de représentants des villes de l'Est libyen qui se sont libérées du joug de Tripoli, avait commis de nombreuses erreurs, surtout dues au manque d'expérience des Libyens en matière de libre association notamment. "Il y avait un vide total. Nous allons remettre de l'ordre, je vous le promets", a-t-il dit.

Pour le "*ministre des Finances*", le manque d'organisation vient aussi de ce que l'opposition tablait sur le départ rapide du colonel Kadhafi après le succès initial de l'insurrection. "*Nous avions parié qu'il aurait quitté le pays en 24 heures. Maintenant,*

nous voyons à plus long terme. Il est bien mieux armé et nous ne sommes pas aussi organisés que nous croyions l'être", a-t-il reconnu.

M. Tarhouni a aussi admis que les troupes rebelles étaient faibles et encore en train de s'organiser. *"Je pense (qu'elles) ont un très petit nombre d'hommes, que le nombre de chars est aussi limité et qu'il n'y a pas d'armement lourd"*, a-t-il expliqué. De ce fait, elles restent dépendantes des jeunes combattants sans entraînement qui constituent le fer de lance des forces armées de l'insurrection depuis le début du soulèvement. (AP 24.03)

2.4- *"Nous avons besoin d'armes et de munitions. C'est notre seul problème. (...) J'espère que nous aurons les armes nécessaires pour libérer la Libye"*, a déclaré le porte-parole des forces armées de la rébellion, le colonel Ahmed Bani.

De nombreux pays ont promis de livrer des armes aux troupes anti-gouvernementales, a ajouté le porte-parole, en refusant de dire lesquels.

Bani a toutefois rejeté toute aide étrangère pour entraîner les forces rebelles sur le terrain.

"Notre culture ne peut pas accepter des troupes étrangères sur notre sol. Le seul expert étranger que nous avons est Google Earth", a-t-il dit.

Les forces gouvernementales manqueraient de renforts et les rebelles seraient en train de tenter de convaincre leurs ennemis de se rendre, en utilisant la médiation d'un dignitaire religieux.

"Nous ne voulons pas tous les tuer. Nous souhaitons les convaincre de faire la paix", a expliqué Bani.

Le porte-parole des rebelles a également dénoncé la présence de mercenaires serbes aux côtés des forces kadhafistes. Cette affirmation n'a pas pu être confirmée de source indépendante.

Sur le front Ouest, Misrata est toujours aux mains des rebelles, a assuré le porte-parole, réfutant les déclarations contraires.

La principale crainte des forces anti-gouvernementales sur ce front est l'arrivée de mercenaires venus du Tchad pour prêter main forte aux forces kadhafistes. Bani a appelé la coalition à attaquer l'aéroport afin d'éviter ce déploiement.

Bani a en outre annoncé une réorganisation des forces anti-gouvernementales.

Le commandant de la *"nouvelle armée"* sera désormais Khalifa Hefta. Le général Abdoul Fatah Younes, qui a servi pendant 40 ans dans les rangs de l'armée de Kadhafi, sera le chef d'état-major.

"La révolution a commencé avec le peuple. Il n'y avait pas d'armée. A présent, nous avons un plan pour préparer une nouvelle armée", a estimé Bani.

Pour la première fois, la conférence de presse s'est déroulée dans un hôtel huppé de Benghazi plutôt que dans leur quartier général en piteux état.

L'objectif déclaré des rebelles est de marcher sur Tripoli, de chasser Kadhafi du pouvoir et d'instaurer la démocratie en Libye. (Reuters 24.03)

3- Syrie

Plus de 20 000 personnes ont participé jeudi à des funérailles à Deraa, dans le sud de la Syrie, où une centaine de manifestants ont été tués la veille par des tirs des forces de sécurité selon des militants des droits de l'homme. Les manifestants, qui se dirigeaient de la mosquée al-Omari vers le cimetière, scandaient : *"Par notre âme et notre sang, nous nous sacrifions pour toi, martyr."* Parallèlement, les forces de l'ordre ont arrêté de nombreuses personnes à Deraa, noyau de la contestation en Syrie qui a débordé dans des villes voisines. *"Le nombre des interpellés est énorme"*, a dit un militant des droits de l'homme.

Au moins 100 personnes ont été tuées mercredi à Deraa (100 km au sud de Damas) par les forces de l'ordre, ont indiqué, jeudi, des militants et des témoins. *"Il y a sûrement plus de 100 morts, et la ville a besoin d'une semaine pour enterrer ses martyrs"*, a affirmé Ayman al-Assouad, militant des droits de l'homme. Un autre militant a affirmé que le nombre de morts à Deraa et dans les localités voisines dépassait *"les 150"*. Les autorités avaient imputé, mercredi, les heurts à un *"gang armé"*, l'accusant d'avoir tué quatre personnes et d'*"emmagasiner des armes dans la mosquée"* al-Omari à Deraa, point de ralliement des contestataires. Elles ont aussi accusé *"des parties étrangères"* de propager des mensonges et ont affirmé que des messages SMS, envoyés pour la plupart d'Israël, appelaient les Syriens à provoquer des troubles. (Lepoint.fr 24.03)

Le régime syrien a annoncé jeudi qu'il envisageait une levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 et entendait donner davantage de libertés politiques suite aux manifestations de ces derniers jours à Deraa.

Buthaina Shaaban, conseillère du président syrien Bachar el-Assad, a déclaré que le gouvernement préparait une loi qui autoriserait les partis politiques autres que le parti Baas au pouvoir. Le gouvernement va commencer à examiner une possible levée de l'état d'urgence et la mise en place de mécanismes pour lutter contre la corruption, a-t-elle précisé. Elle a également promis des hausses de salaires pour les fonctionnaires.

Les promesses du régime ont été immédiatement rejetées par de nombreux militants qui appellent à des manifestations dans tout le pays vendredi en réponse à la répression qui, selon les manifestants, a fait plusieurs dizaines de morts à Deraa.

L'accès des médias à la marche funèbre qui a eu lieu jeudi à Deraa avait été restreint par les autorités, mais un reporter de l'Associated Press a entendu des explosions et des tirs sporadiques dans l'après-midi. Presque tous les commerces étaient fermés, les rues quasiment désertes et des soldats et policiers étaient postés à des points de contrôle.

Une foule nombreuse a crié "*Syrie, liberté!*" en marchant vers l'un des principaux cimetières de la ville, a déclaré à l'Associated Press un militant en contact avec des habitants de Deraa. D'autres personnes ont tenu un sit-in dans le quartier d'al-Mahata pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants anti-gouvernementaux, a-t-il précisé.

Inspiré par la vague de manifestations pro-démocratie dans la région, le soulèvement à Deraa et dans au moins quatre villages voisins constitue le plus important défi intérieur depuis les années 1970 pour le régime syrien, l'un des plus répressifs de la région.

Jeudi matin, des habitants des villages voisins d'Inkhil, Khirbet Ghazale et al-Harrah ont tenté de se rendre à Deraa, mais les forces de sécurité ont ouvert le feu et les ont frappés à coups de crosse de fusil alors qu'ils approchaient, faisant sept morts et plusieurs centaines de blessés, a déclaré cet habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat par crainte de représailles.

"Il y a un couvre-feu non déclaré à Deraa, à chaque fois que les soldats voient quatre ou cinq personnes rassemblées, ils tirent", a-t-il dit. *"Deraa aujourd'hui est comme une ville fantôme, nous avons très peur."*

Abdul-Karim Rihawi, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'homme, a déclaré de son côté que les autorités avaient lancé une campagne d'arrestations contre les militants, écrivains et blogueurs dans différentes régions de Syrie. (AP 24.03)

4- Yémen

Des heurts entre militaires hostiles et fidèles au président Ali Abdallah Saleh se sont produits jeudi dans le sud-est du pays, à la veille d'une grande manifestation contre le chef de l'Etat yéménite au pouvoir à Sanaa depuis 32 ans.

Un colonel, dont on ignore de quel côté il se trouvait, a été blessé lors de cet affrontement, qui a eu lieu à Moukalla, une ville de la province l'Hadramaout, sur la mer d'Oman, a déclaré un responsable local.

Parmi les transfuges de poids figurent, outre des ministres, chefs tribaux et diplomates importants, le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays, auxquels les puissants services secrets seraient acquis.

Dans un communiqué diffusé jeudi par Al Djazira, Ali Abdallah Saleh s'est engagé à transférer le pouvoir "*pacifiquement via les institutions constitutionnelles*" et il a annoncé une amnistie générale pour les militaires ayant rejoint les rangs de l'opposition.

La chaîne de télévision panarabe Al Djazira a fait état jeudi de nouveaux signes de délitement du régime. Ainsi dans le Nord du pays, où sévit une rébellion chiite, les gouverneurs des provinces Djouf et Saada, nommés par Saleh, auraient à leur tour tourné casaque.

Des tractations seraient encore en cours entre des groupes de la 'société civile' et le pouvoir. Regroupés sous le nom de "*Bloc civil*", ceux-ci proposeraient la formation d'un conseil transitoire de neuf personnalités "*non impliquées dans la corruption de l'ancien régime*", le temps de préparer des élections dans les six mois.

Mais cette proposition a le défaut, aux yeux des révolutionnaires de Sanaa, de ne pas toucher aux prérogatives de Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié.

Les principaux mouvements d'opposition se disent désormais las des concessions au compte-gouttes de Saleh, qui avaient débuté en février avec son engagement de ne pas se représenter en 2013, au terme de son mandat actuel.

"*Ces tractations ne visent qu'à retarder l'acte de décès du régime*", a estimé Mohamed al Sabri, porte-parole de la coordination de l'opposition.

Pour l'International Crisis Group, "*le courant politique s'est retourné décisivement contre le président Ali Abdallah Saleh*". "*Ses choix sont limités: il peut s'opposer à sa propre armée, ou négocier un transfert rapide et digne de pouvoir.*"

Ses opposants ont appelé à une "*journée du départ*" vendredi, qui pourrait attirer des centaines de milliers de protestataires dans les rues. Dès jeudi, il était une dizaine de milliers à Sanaa à scander "*Fiche le camp, fiche le camp, agent américain!*" (Reuters 24.03)

5- Jordanie

Des centaines de jeunes de tous bords se sont rassemblés jeudi sur une place d'Amman, où ils ont dressé une tente pour appeler à «*des réformes du régime*» et au «*jugement des dirigeants corrompus*». (Lefigaro.fr 24.03)

Social

France

Le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé va s'appliquer alors que Force ouvrière a décidé ce jeudi soir de signer le texte.

C'est désormais quasi-certain : le projet d'accord sur les retraites complémentaires du privé, rédigé vendredi dernier, s'appliquera. Comme l'a révélé lefigaro.fr, Force ouvrière - qui préside l'Arrco en alternance - a décidé ce jeudi soir, lors d'un bureau confédéral, de signer le texte. De quoi soulager la CFDT d'un gros poids : syndicat le plus favorable au projet, la centrale de François Chérèque voulait éviter d'endosser seule la responsabilité d'une signature.

"*Un compromis, ça veut dire qu'on ne remet pas en cause les droits actuels, en particulier la filière seniors, et que la baisse de cotisations doit être conditionnée non seulement à une situation excédentaire sur deux semestres, mais également à une dette réduite*", a résumé le porte-parole de la délégation CFDT Laurent Berger, interrogé jeudi par l'Associated Press.

Elle pourra donc valider le texte sans état d'âme. La délégation FO présente à la négociation avait pourtant jugé «*déséquilibré*» l'accord qui lui était soumis, déplorant notamment l'absence de hausse des cotisations. Mais l'accord assure le financement des retraites complémentaires jusque fin 2018 et stabilise les rendements pendant quatre ans, a préféré retenir le patron de FO, Jean-Claude Mailly, interrogé ce soir sur BFM-TV. Au risque de provoquer des remous en interne : l'accord entérine de fait le recul de l'âge légal de retraite à 62 ans, alors que le récent congrès de FO s'est fixé pour objectif d'obtenir le retour à 60 ans. (Lefigaro.fr et AP 24.03)

Quel soulagement pour Chérèque... Parisot et Sarkozy !

Le droit de se déplacer librement remis en cause.

Le maire PS de Paris s'est exprimé en faveur de nouveaux péages sur "les autoroutes franciliennes" sur RMC et BFM-TV. Il refuse en revanche d'en installer à l'entrée de la capitale.

Selon lui, "*il serait souhaitable sur les autoroutes urbaines de la métropole parisienne qu'il y ait un péage, et si on pouvait commencer par les poids lourds ça serait bien*".

A terme, "*ce péage, à mon avis, devrait être sur tous les véhicules automobiles et financer l'amélioration des transports en commun*", a ajouté le maire de Paris. (Lexpress.fr 24.03)

Economie

Irlande

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Irlande s'est contracté de 1,6% au quatrième trimestre par rapport au précédent.

En revanche le produit national brut (PNB), considéré par certains économistes comme un indicateur plus précis de l'état de l'économie, a augmenté de 2% sur cette même période

Sur l'année 2010, le PIB est en recul de 1,0%, le PNB recule lui de 2,1%. (Reuters 24.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mars

Parole d'internaute

- "En soutenant les rebelles libyens la France et les USA incitent tous les autres "révoltés" à descendre dans la rue, à défier leur pouvoir, à semer la pagaille, à paralyser économie et commerce car ils se croient soutenus d'office par cette intervention déplacée en Libye : à jouer avec le feu notre intervention va semer une pagaille incontrôlable demain dans tout l'Orient et Moyen-Orient, et peut-être plus tard en Europe...."

Cet internaute qui est un lecteur du Figaro le regrette, normal. C'est effectivement une des conséquences paradoxales de cette intervention militaire peut-être programmée de longue date mais décidée à la hâte car il y a le feu dans la région, l'impérialisme s'affole. Leurs auteurs n'en maîtrisent ni la portée ni les conséquences possibles ni l'issue d'ailleurs. Finalement au lieu de régler un problème, elle alimente la crise latente ou ouverte sociale et politique de tous les régimes de Casablanca à Sanaa, la lutte des classes et la révolution socialiste mondiale en marche quoi.

Ils ont créé les armes qui les détruiront disait Marx, là ils viennent de décider de mettre en oeuvre une stratégie qui se retourne contre eux, c'était prévisible, tout est dans l'ordre des choses.

Comme quoi ils ne se savent pas eux-mêmes où ils en sont :

"*Je doute que ce soit en jours, je pense que ce sera en semaines, j'espère que ce ne sera pas en mois*", a dit l'amiral Guillaud, apportant un bémol aux propos tenus la veille par Alain Juppé.

Le ministre des Affaires étrangères avait alors parlé de jours ou de semaines avant la destruction des capacités militaires de Kadhafi, mais "*certainement pas en mois*". (Reuters 25.03)

Politique

1- Libye

À Ajdabiya, à 160 kilomètres au sud de Benghazi, une forte concentration de troupes d'insurgés avançait rapidement pour reprendre le contrôle de cette ville clé. Des combats se déroulent à l'intérieur de la ville entre forces de Kadhafi et rebelles.

D'une route située à l'est de la ville, les insurgés ont procédé à des tirs d'artillerie nourris et les forces de Kadhafi ont répliqué en lançant deux ou trois obus qui ont explosé dans le désert, de part et d'autre de la route.

Des chefs de tribus locales ont demandé aux forces du dirigeant libyen de se rendre, lors de pourparlers tenus dans la matinée de vendredi, a raconté à Reuters Ibrahim Faradj, membre du Conseil militaire des rebelles.

"*On leur a dit: 'vous devez vous rendre et déposer les armes et vous aurez la vie sauve'. Ils ont refusé. C'est pourquoi nous prévoyons d'avancer avec des armes lourdes*", a dit Faradj .

Les forces rebelles semblent mieux préparées et mieux organisées que ces derniers jours. De nouvelles routes menant à Ajdabiah ont été bloquées et les rebelles communiquent entre eux par téléphone .

"*Les frappes aériennes de la nuit dernière nous encouragent. C'est la première raison de notre marche (sur la ville). La seconde est l'échec des pourparlers.*"

Le moral semblait bon vendredi parmi un groupe d'une cinquantaine de rebelles rassemblés sur une route menant à Ajdabiah. "*Aujourd'hui nous allons prendre Ajdabiah parce que nous avons avec nous des armes lourdes*", a indiqué Faisal Mhamoud, un des combattants. (Reuters 25.03)

Deux grosses explosions ont retenti près d'Ajdabiya, ville de l'est libyen aux mains des forces pro-Kadhafi, et un énorme panache

de fumée se dégageait à l'horizon, a constaté un journaliste de l'AFP. (libération.fr 25.03)

Les DCA (défense anti-aérienne) sont entrées en action jeudi soir et au moins une explosion a été entendue depuis le centre de Tripoli. Deux autres ont été entendues à Tajoura (à 30 km de la capitale), où une colonne de fumée s'échappait d'un site indéterminé.

Les combats entre pro et anti-Kadhafi se poursuivent aussi à Misrata, troisième ville du pays. Les forces loyalistes y ont tué 109 personnes et en ont blessé plus de 1300 depuis le début de leur offensive vendredi dernier, a indiqué un médecin. (lefigaro.fr 25.03)

2- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de militants pro et anti-régime se faisaient face hier à Sanaa au Yémen.

Le "*Vendredi de la tolérance*", rassemblant les partisans de Saleh, s'opposait à la "*Journée du départ*", mot d'ordre des opposants qui ont promis dans la semaine de marcher sur le palais présidentiel.

Vendredi matin, on pouvait rencontrer des fidèles de Saleh armés de pistolets et de poignards. D'autres en deux-roues arboraient des grands posters du président, agitant des drapeaux et jouant de la musique traditionnelle. "*Non au chaos, oui à la sécurité et à la stabilité*", affichaient leurs banderoles.

Dans un autre quartier proche de l'université, haut lieu de la contestation, l'ambiance était tout autre.

"*Je suis venu pour me débarrasser de ce boucher qui a tué mes camarades*", explique Abdoullah Jabali, étudiant de 33 ans, qui ne croit pas aux concessions de Saleh.

"*Je veux juste que le président et sa famille partent pacifiquement. Ils doivent démissionner, pas quitter le pays*", exige Mahdi Mohamed, traducteur de 36 ans originaire d'Aden.

La sécurité était renforcée, avec pas moins de cinq contrôles de police pour rentrer dans la zone où se tenait la manifestation. Des soldats ont tiré en l'air pour empêcher des partisans de Saleh d'atteindre le rassemblement contre le président. Ces tirs n'auraient pas fait de victimes.

Selon l'édition de vendredi du Wall Street Journal, Saleh et le général Ali Mohsen, considéré comme le second personnage du pays et qui a rejoint cette semaine le camp des opposants, auraient évoqué les modalités de leurs démissions afin de parvenir à un gouvernement civil de transition.

Un porte-parole de Saleh a démenti l'information mais a reconnu que le président et le général s'étaient rencontrés ces dernières 48 heures.

Pendant de nombreuses années, Saleh, arrivé au pouvoir en 1978 au Nord-Yémen avant de devenir en 1990 le président du pays réunifié, a été soutenu par les occidentaux et les pays arabes, qui voyaient en lui l'homme idoine pour fédérer les nombreuses tribus qui composent le Yémen.

Les pays occidentaux, dont le Yémen est un allié clé dans la lutte contre Al Qaïda, et l'Arabie saoudite s'inquiètent désormais du vide de pouvoir à Sanaa en cas de départ de Saleh.

Dans ce pays de 23 millions d'habitants, l'opposition dénonce la corruption et la montée du chômage. Quarante pour cent de la population du Yémen vit avec moins de deux dollars par jour et un tiers souffre de malnutrition. Le chômage touche 35% de la population et 50% chez les jeunes. (Reuters 25.03)

3- Bahreïn

Quelques centaines de manifestants ont bravé l'interdiction des rassemblements et défilé vendredi à Bahreïn avant de battre en retraite face à l'arrivée des forces de l'ordre.

Dans le village de Maameer, un homme de 71 ans, Isa Abdullah, est décédé à son domicile après avoir été intoxiqué par des gaz lacrymogènes, a annoncé le groupe d'opposition chiite Wefaq. Il a ajouté que les forces de sécurité bloquaient les issues de Maameer, ce qui avait empêché cet homme de recevoir des soins. Reuters n'était pas en mesure de vérifier la cause du décès.

Dans la capitale Manama, des hélicoptères patrouillaient dans le ciel, des points de contrôle étaient visibles sur les grandes artères et de nombreux soldats indiquaient que le régime comptait faire respecter l'interdiction de manifester.

Dans le village chiite de Diraz, quelques centaines de manifestants se sont brièvement réunis, criant "*à bas le régime*".

Mais à l'approche d'une centaine de forces de l'ordre, qui ont lancé des gaz lacrymogènes, les protestataires ont rapidement battu en retraite.

Dans le village d'Al Dair, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser une centaine de manifestants qui se dirigeaient vers l'aéroport international de Bahreïn. Selon le témoignage de résidents, la police a fait usage de tirs de plomb sur les protestataires.

"Après tous ces morts, tous ces sacrifices, nous continuerons à protester. Nous voulons juste une nouvelle Constitution mais ils (les autorités) ne sont pas prêts pour la démocratie", a confié un habitant, qui a préféré rester anonyme. (Reuters 25.03)

4- Syrie

Des dizaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues de plusieurs villes du pays, aux cris de "*liberté*" et en signe d'hommage et de soutien aux insurgés de Deraa, la ville d'où est partie le mouvement de contestation syrien, il y a une semaine, dans ce sud pauvre et ravagé par la sécheresse.

A Deraa même, l'armée a ouvert le feu après que la foule a incendié une statue de feu Hafez el-Assad, père du "*raïs*" actuel, Bachar el-Assad.

Des tirs nourris continuaient de retentir dans le centre-ville, selon des habitants s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, qui rapportaient des témoignages faisant état de plusieurs victimes.

A Deraa, avant le début de la fusillade, des milliers de personnes, beaucoup venues des villages environnants, avaient investi la place Assad, aux cris de "*Liberté! Liberté!*", brandissant des drapeaux syriens ou des branches d'olivier, ont raconté des témoins.

Des journalistes qui tentaient de se rendre dans la Vieille ville se sont fait refouler hors de Deraa par l'armée, cette dernière leur affirmant que le calme était rétabli.

Un peu plus tard, selon plusieurs témoins, des milliers de manifestants furieux ont réussi à arracher leurs armes aux forces de l'ordre dans la vieille ville, et à reprendre le contrôle de la mosquée al-Omari, coeur du mouvement à Deraa, dont ils avaient été chassés, et de ses environs.

Selon un militant de l'opposition à Damas, en contact avec des militants sur place, il y aurait également eu des tirs à Sanamein, village situé à une quarantaine de km de Deraa, qui selon des témoins auraient coûté la vie à 20 personnes. Aucun des bilans fournis dans toutes les villes du pays n'était vérifiable indépendamment.

Dans la ville côtière de Lattaquieh, où les contestataires étaient un millier, on faisait état d'au moins quatre personnes tuées par balles et de plusieurs autres hospitalisées. Une personne est morte à Homs, où des centaines d'habitants ont défilé en soutien aux martyrs de Deraa, rapportaient plusieurs militants.

A Damas, devant la célèbre mosquée des Omayyades, un des principaux monuments de la vieille ville, des affrontements ont opposé partisans du régime et manifestants criant leur soutien à ceux de Deraa, se frappant à coups de ceintures de cuir.

Après la tombée de la nuit, les forces de sécurité se sont également mises à tirer sur les manifestants à Maadamiyeh, une banlieue de Damas, a fait savoir un témoin. Un militant des droits de l'homme a dit pour sa part qu'au moins trois personnes avaient été tuées.

La situation avait été tendue toute la journée dans la capitale, sillonnée par des convois de jeunes en voiture, brandissant drapeaux syriens et portraits de Bachar el-Assad dans un concert de klaxons.

Après la grande prière, environ 200 personnes ont défilé aux cris de "*liberté! liberté!*" sur le pont de Thawra, près de la place Marjeh au centre de la ville. Ils ont rapidement été pris en chasse par les "*moukhabara*" syriens, qui ont passé à tabac certains manifestants et en ont arrêté d'autres, a raconté un militant sous couvert de l'anonymat.

Selon un militant des droits de l'homme, qui faisait état de témoignages sur place, il y avait aussi des milliers de personnes rassemblées à Douma, dans la banlieue de Damas. La foule a été dispersée également par les membres des forces de sécurité.

A Alep, la grande ville du nord, des centaines de fidèles sont quant à eux sortis des mosquées après la grande prière, scandant des slogans favorables au régime, comme "*Dieu, la Syrie, Bachar!*".

On faisait également état de manifestations en faveur des réformes et d'arrestations à Raqqah (nord), ainsi qu'à Zabadani (ouest), près de la frontière libanaise.

Damas, qui se croyait à l'abri, protégé par son rôle de parrain des mouvements contestataires et islamistes de la région, est à son tour atteint par la contagion contestataire partie de Tunisie qui s'est emparée du monde arabe.

Une conseillère du "*raïs*" a ainsi envisagé une éventuelle levée de la législation d'exception en vigueur depuis 1963 et une autorisation des partis politiques, concessions vite rejetées par nombre de dissidents qui ont maintenu l'appel à manifester vendredi.

"*Nous n'oublierons pas les martyrs de Deraa. S'ils croient qu'ils vont nous faire taire comme ça, ils se trompent*", lançait un habitant de la ville interrogé par téléphone.

A Deraa, la répression, impossible à quantifier indépendamment, a fait 34 morts selon le régime, mais peut-être jusqu'à 100 selon l'opposition. (AP 25.03)

5- Jordanie.

Des jeunes qui campaient sur une place d'Amman ont été attaqués et plusieurs d'entre eux blessés dans la nuit de jeudi à vendredi par un groupe de partisans du pouvoir jordanien, sans que les forces de l'ordre n'interviennent, ont annoncé des témoins. Des centaines de "*jeunes du mouvement du 24 mars*", un groupe de différentes tendances, y compris des islamistes, s'étaient rassemblés sur la place "*Jamal Abdel Nassef*" où ils avaient dressé un campement pour appeler le régime jordanien à des "*réformes*" et au "*jugement*" des dirigeants corrompus.

A la tombée de la nuit, la police a tenté de les disperser, puis a coupé le courant électrique sur la place vers 23 heures, heure locale (22 heures, heure française), a constaté un journaliste de l'AFP. "*Près de 50 loyalistes qui s'étaient rassemblés non loin d'eux ont profité de la coupure de courant pour attaquer les jeunes avec des pierres*", a déclaré l'un de ces jeunes, du parti Al-Wahdeh (gauche). "*La plupart [des jeunes touchés] ont été blessés à la tête et ont dû être hospitalisés*", a-t-il dit. Selon un autre témoin, la police qui avait entouré les lieux, n'est pas intervenue.

"*Nous rendons le ministre de l'intérieur responsable de cet incident et nous appelons le roi et le peuple à nous protéger de ces voyous qui nous attaquent*", a déclaré un témoin. Interrogé, le porte-parole de la police a affirmé ne pas avoir été informé de "*blessés*".

En Jordanie, où des manifestations se poursuivent depuis trois mois, l'opposition islamiste ainsi que les mouvements de gauche et nationalistes, n'ont pas appelé à un changement de régime, mais à de profondes réformes politiques et à la fin de la corruption. Le dialogue national entamé en Jordanie peine à réaliser des progrès, la puissante opposition islamiste ayant refusé de s'y joindre. (lemonde.fr 25.03)

Dans tous les pays où se sont produits des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires, les islamistes, quand ils se sont manifestés, ont pris le train en marche ou ont été marginalisés, la révolution politique et sociale n'est pas leur tasse de thé et ils s'y sentent mal à l'aise, à moins que ce qu'on nous annonçait comme une menace n'a jamais existé ou parce qu'ils n'ont jamais réussi à obtenir l'adhésion d'une grande partie de la population, et quand bien même l'islamisme aurait fait des adeptes sur fond de crise sociale aiguë, la révolution les a convertis à la lutte des classes.

6- Arabie Saoudite

Plusieurs centaines de chiites ont manifesté dans deux villes de l'est de l'Arabie saoudite pour demander la libération de détenus et exprimer leur soutien aux manifestants chiites dans le royaume voisin de Bahreïn, a rapporté vendredi l'agence de presse saoudienne Rasid.

Les manifestants ont défilé dans deux villes de la province de Qatif, selon l'agence chiite. Agitant des drapeaux bahreïnais, ils ont demandé au gouvernement de Riyad de retirer les troupes saoudiennes envoyées à Bahreïn, où elles dirigent une force militaire des pays du Golfe de 1.500 hommes destinée à aider la monarchie sunnite bahreïnie à faire face à la contestation.

Minoritaires en Arabie saoudite, les chiites se disent victimes de discriminations. Ils représentent 10% des 23 millions d'habitants du royaume saoudien. (AP 25.03)

7- Maroc

Des centaines de journalistes se sont rassemblés à Rabat et Casablanca, devant les deux chaînes publiques pour revendiquer une télévision indépendante et l'amélioration de leurs conditions de travail. (Lefigaro.fr 25.03)

Social

France.

1- Gouvernement et patronat pavoisent, ils ont de quoi !

Ambiance satisfaite, vendredi, à la sortie de la dernière séance de négociation de la convention d'assurance-chômage. «*Il y a des éléments positifs, dit Stéphane Lardy (FO). On a évité le pire.*» «*Le texte reprend en partie les objectifs que l'on s'était fixés*», abonde Laurent Berger (CFDT). Seule la CGT est réservée: «*C'est un texte déséquilibré à l'avantage du patronat*», regrette Maurad Rahbi, qui note toutefois des «*avancées notables*».

L'examen du report de deux bornes d'âge pour les seniors y a été intégré. Le patronat y tenait pourtant, tout comme le gouvernement, car ce changement entérinerait indirectement la réforme des retraites.

Le point le plus épineux portait sur la baisse des cotisations, inscrite dans la convention arrivant à expiration. «*C'est un principe fort sur lequel nous ne voulions pas revenir en raison des charges importantes qui pèsent sur les entreprises*», rappelle Patrick Bernasconi, le chef de la délégation patronale.

Mais pour le Medef, peu importe le délai: l'essentiel est que les syndicats n'abordent plus chaque négociation avec pour objectif d'arracher une hausse de cotisation. Une semaine après l'accord sur les retraites complémentaires, l'entourage de Laurence Parisot savoure sa deuxième victoire sur ce thème quel qu'en soit le prix.

«*Cela fera deux milliards d'euros en moins pour les chômeurs*», déplore néanmoins la CGT, qui voit ainsi «actée» la principale revendication patronale.

Tous les syndicats se prononceront dans les deux semaines qui viennent sur ce projet d'accord. Il pourrait être paraphé par la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC. (Lefigaro.fr 25.03)

Savoureux, non ? Hier Le Figaro annonçait déjà que FO allait signer ce texte, les autres syndicats sûrement, la CGT non, le partage des rôles habituel.

2- Sur fond de chômage de masse et de paupérisation croissante.

Une fois n'est pas coutume, les chiffres sont venus confirmer l'impression partagée par nombre de Français. Leur pouvoir d'achat a nettement ralenti en 2010, selon une étude publiée vendredi par l'Insee.

La hausse du pouvoir d'achat a ainsi été divisée par deux par rapport à 2009. «*Mesuré par unité de consommation, ce qui permet de le ramener à un niveau individuel moyen, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a augmenté de 0,4 % (après +0,8 %)*», explique l'Institut.

Car l'augmentation du revenu brut des Français (+2,4% après +1,1% en 2009) a été en grande partie effacée par le retour de l'inflation. Les prix à la consommation ont ainsi progressé de 1,2% sur l'année, après un recul de 0,6%.

En outre, «*les prestations sociales ont ralenti (+3% après +5,3%) et les impôts se sont redressés (+2,6% après -4,4%) du fait notamment de la non-reconduction des mesures exceptionnelles décidées dans le cadre du plan de relance en 2009*», explique l'Insee.

Et les inquiétudes sont vives pour l'année à venir entre la hausse des prix et le chômage qui ne recule pas.

L'opinion des Français «*en matière d'inflation future s'élève*» même «*fortement (+15 points), pour atteindre un niveau inobservé depuis juillet 1995*», précise l'Insee.

Il faut dire que les perspectives sont moroses. Face à l'envolée des cours des matières premières, certains produits de base vont coûter jusqu'à 20% plus cher dans les semaines qui viennent. Quant aux prix énergétiques, que ce soit pour le carburant, le gaz ou l'électricité, la facture continue de grimper. (20minutes.fr 25.03)

Syndicat

Confusion ?

Franck Pech, employé à la mairie de Toulouse et adhérent à Sud, a tenté dimanche dernier de conquérir le canton de Rieux-Volvestre, en Haute-Garonne. Il a été suspendu en début de semaine par son syndicat, qui a entamé contre lui une procédure d'exclusion.

«*On l'a appris par hasard, en regardant les résultats du premier tour des cantonales*», explique Stéphane Borrás, secrétaire adjoint du syndicat départemental Sud des collectivités territoriales. «*Dans la presse locale, il a justifié son adhésion chez nous par le fait que nous serions 'contre la mondialisation', comme lui*».

Pour Sud, syndicat proche de l'extrême gauche, la procédure d'exclusion est d'autant plus aisée que ses statuts exigent, pour être adhérent, la non appartenance à un parti d'extrême droite. (Libération.fr 25.03)

Voilà une précision stupéfiante !

Question : mais pourquoi ces travailleurs se détournent-ils des partis ouvriers qui sont "*contre la mondialisation*" pour se tourner vers le FN ? Le sont-ils vraiment ou leurs discours sont-ils à ce point inaudibles pour les travailleurs ?

LO fait dans l'infantilisme débilisant, le NPA dans la caricature grotesque et le POI dans l'élitisme intellectuel.

Economie

1- Zone euro. A la solde de l'aristocratie financière dominée par Wall Street

Face à la crise politique au Portugal, aux incertitudes sur l'état de santé des banques irlandaises et à ses propres difficultés à finaliser les instruments de soutien à l'euro, l'UE s'est donnée vendredi jusqu'à fin juin pour éteindre la crise de la monnaie unique.

Lors d'un sommet consacré de longue date à la réponse "*globale*" à la crise, les Européens ont certes présenté une vaste réforme de la gouvernance économique et des instruments de soutien à l'euro mais ces annonces risquent de ne pas suffire pour calmer les inquiétudes des marchés à court terme.

"*Les avancées enregistrées lors du sommet européen sont, comme attendu, relativement maigres et apparaissent neutres en terme de valorisation des marchés, avec une certaine déception concernant l'Irlande*", expliquent des économistes de Goldman Sachs dans une note publiée vendredi.

Le taux de rendement de l'emprunt portugais à 10 ans a bondi à plus de 8% et touché un nouveau record depuis la création de l'euro. (Reuters 25.03)

2- Portugal. La dictature de l'impérialisme américain.

L'agence Standard & Poor's a annoncé vendredi avoir abaissé la note du Portugal de deux crans, de "A-" à "BBB", et n'a pas exclu un nouveau déclasserement la semaine prochaine, quelques heures après une décision d'ampleur similaire de sa concurrente Fitch.

Le Portugal doit remplir les engagements en matière d'économies budgétaires et de réformes structurelles annoncés le 11 mars, a pour sa part déclaré le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet. (Reuters 25.03)

3- Etats-Unis

Washington a revu à la hausse la croissance pour le quatrième trimestre 2010, à 3,1% contre 2,8% estimé précédemment. L'économie américaine a retrouvé ses niveaux de production d'avant-crise. (Lefigaro.fr 25.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mars

Avec le passage à l'heure d'été chez vous, je n'ai plus que 3h30 d'avance sur vous. Puisque dorénavant j'ai une connexion Internet rapide, je peux vérifier que le lien correspondant à chaque document que je mets en ligne fonctionne correctement.

Bon dimanche à tous.

Je recopie des extraits des articles ou dépêches de presse un peu plus longs que d'habitude sur la situation dans les pays où les masses se sont soulevées, afin que les lecteurs puissent se faire par eux-mêmes une idée assez précise de ce qui s'y passe vraiment. J'essaie autant que possible de vous éviter d'avoir à vous demander parfois s'il s'agit d'infos ou d'intox (propagande gouvernementale, pro-impérialisme, états-unienne, onusienne). On peut facilement être manipulé à notre insu, il faut parfois lire une dizaine d'articles sur un sujet précis pour se forger une conviction, faire la part des choses, ne pas sous ou surestimé un facteur, comprendre à quel niveau il intervient, il faut avoir à l'esprit que le rédacteur d'un article n'est pas neutre, qu'il n'a pas notre conscience politique, etc.

Tenez, par exemple la question des islamistes. Ils agissent en coulisse, à découvert c'est plus difficile pour eux, mais ils agissent quand même, pourquoi ne peuvent-ils pas agir en masse à découvert, parce qu'ils sont moins nombreux qu'on nous le dit ou parce que la majorité de la population ne les suit pas ou les deux à la fois, mais on ne peut pas dire qu'ils n'existeraient pas...

L'article d'aujourd'hui sur la Syrie est particulièrement intéressant. Il montre bien que les masses se soulèvent spontanément encouragées par les révolutions et soulèvements révolutionnaires en cours, elles se soulèvent en dehors de toute structure, de manière anarchique, sans dirigeants et sans programme. J'ai noté les précisions suivantes :

1- Les masses se mobilisent "*sans direction revendiquée ou clairement identifiée*".

2- "*Aucun de ces responsables (de la contestation de 2005) n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays*".

3- Il s'agit d'un "*mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre*".

Ceci pour tordre le cou à l'intox selon laquelle ce soulèvement en Syrie serait téléguidé par l'impérialisme américain ou l'Etat sioniste d'Israël. De plus, ils ont déjà fort à faire pour endiguer les révolutions ou soulèvements à des degrés divers en Tunisie, en Egypte, au Yémen, à Bahreïn, à Oman, en Jordanie, au Maroc, en Arabie Saoudite, en Libye, pour ne pas en rajouter ! Ils ont aussi d'autres chats à fouetter, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Côte-d'Ivoire et d'autres pays africains au bord de l'explosion sociale.

Pour corser le tout, voilà que surgissent des manifestations monstres en Grande-Bretagne et en Allemagne, que la crise politique en Belgique s'éternise, et c'est au tour du Portugal, tandis qu'en Irlande la situation économique continue de se détériorer et donne des frissons à l'UE. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé d'explosion.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan social ?

Parce qu'à la fois l'absence de services publics ou leur privatisation, ainsi que la gestion des richesses produites dans ces pays servent de base aux profits gigantesques qu'encaissent le clan au pouvoir ou les quelques familles qui dirigent ces pays ou encore les multinationales étrangères, cet argent sert avant tout à leur bien-être personnel quand il n'est pas investi dans le casino de la spéculation mondiale, le développement de leur pays et le bien-être de leur peuple les laissent aussi indifférents qu'Obama les 40 millions de pauvres que comptent les Etats-Unis ou Sarkozy avec ses cinq millions de chômeurs et ses dix millions d'indigents.

On pourrait se demander : mais pourquoi tous ces régimes ne lâchent-ils pas un peu de mou sur le plan politique ?

Parce que se serait mettre le doigt dans un engrenage infernal pour eux. Accorder des droits politiques à la classe ouvrière et aussitôt elle s'organise, crée des syndicats et des partis pour poursuivre le combat contre le régime en place, ensuite surgissent spontanément des grèves et des manifestations pour obtenir de nouveaux droits sociaux qui vont venir amputer leurs profits et ils n'y tiennent pas du tout, car à terme c'est l'existence du capitalisme lui-même qui sera remis en cause. La conscience de classe des ouvriers et des masses se nourrit de son expérience de la lutte des classes, elle finit par mûrir et trouver la voie pour renverser l'ordre établi, voilà ce qu'ils veulent éviter à tout prix. Cette position est intenable à terme comme on le constate aujourd'hui, ce n'est pas une découverte pour nous évidemment.

Tous les peuples aspirent au progrès social, à plus de liberté, au bien-être.

Hier encore, il leur était possible de museler ces peuples, mais avec l'accélération et l'amplification de la division internationale du travail ou l'évolution du capitalisme des dernières décennies, chacun sait que tous ces pays regorgent d'énormes richesses,

qu'une infime minorité de privilégiés vivent comme des seigneurs pendant qu'eux manquent de tout et connaissent une vie misérable... L'arrivée de la télévision, puis des chaînes satellitaires, et enfin Internet qui permet à chaque travailleur -directement ou indirectement par le bouche à oreille, de savoir ce qui se passe partout dans le monde, y compris dans leur propre pays et qu'on leur cachait minutieusement jusqu'à présent, participent à cette lente maturation des consciences, chacun dans son coin finit par comprendre et être persuadé, il a même la possibilité de le vérifier, qu'il n'est pas le seul à ne plus supporter le régime en place, toutes ces souffrances quotidiennes qu'il endure depuis de nombreuses années et qui lui pourrissent littéralement la vie, il gagne en assurance, ce qu'il n'osait même pas imaginer la veille se transforme en conviction inébranlable, ensemble ils prennent conscience de leur force et finissent par se soulever sans forcément savoir quelle direction donner à leur combat, ils n'ont qu'une seule certitude, un seul objectif, faire tomber le régime en place, ils refusent dorénavant de continuer de vivre comme avant, le processus dialectique de la révolution dont ils sont les principaux acteurs fait son oeuvre, les transporte, plus rien ne peut arrêter ce souffle de liberté qui emporte tout sur son passage, dictateurs, autocrates, monarques, bonapartes...

Ce développement historique de la lutte des classe permet de vérifier et de confirmer au passage le marxisme, la seule théorie révolutionnaire ayant inscrit sur son drapeau : l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Politique.

1- Grande-Bretagne

Un demi million de Britanniques manifestaient, selon la police, dans le calme samedi à la mi-journée dans le centre de Londres pour protester contre l'austérité. Il s'agit de la plus forte mobilisation en vingt ans.

«La participation est au-delà de tout ce dont nous avions rêvé. C'est fantastique. C'est la plus grande manifestation depuis une génération à Londres», s'est enthousiasmé le secrétaire général du syndicat Unite, Len McCluskey. *«Il y a une colère palpable dans ce pays et des centaines de milliers de personnes sont venues ici pour le dire. D'après la police, il y aurait pratiquement un demi million de personnes»,* a-t-il assuré.

«Ne cassez pas la Grande-Bretagne !», «défendons nos services publics !», proclamaient les pancartes des manifestants. Beaucoup étaient venus en famille, avec des poussettes et des vuvuzelas, ces fameuses cornes utilisées par les supporters au moment de la coupe du monde de football en Afrique du Sud. *«Je suis ici parce que le gouvernement nous fait payer pour réparer ce qu'on fait les banquiers. Il est en train de bâtir une société où les riches le sont encore plus et les faibles encore plus démunis»,* a expliqué Gillian Siddons, un retraité de 60 ans. *«Nous voulons montrer au gouvernement ce que nous pensons de sa politique»,* a renchéri Jim Waters, 62 ans. (Lefigaro.fr et AFP 26.03)

2- Allemagne

Plus de 200.000 manifestants ont défilé samedi dans quatre villes allemandes pour l'abandon de l'énergie nucléaire, sujet qui a été relancé outre-Rhin depuis les accidents à la centrale japonaise de Fukushima-Daiichi.

A Berlin, ils étaient plus de 100.000 à scander des slogans demandant la fin de l'énergie nucléaire, selon les estimations de la police.

Les protestataires étaient 50.000 à Hambourg, 40.000 à Cologne et 40.000 à Munich.

Les organisateurs évoquent la plus grande mobilisation jamais vue en Allemagne sur ce sujet.

Le recul de la CDU, général dans toute l'Allemagne, s'explique en partie par le virage à 180° amorcé par Angela Merkel sur la question de l'énergie nucléaire. Après l'accident japonais, sept des 17 centrales atomiques d'Allemagne ont été fermées pour trois mois, afin de procéder à des contrôles.

La chancelière a décidé lundi de suspendre l'accord prolongeant la durée de vie des centrales nucléaires en Allemagne.

Dimanche se déroule un scrutin difficile pour la chancelière Angela Merkel en Bade-Wurtemberg, fief de la droite allemande depuis 1953. La question du nucléaire pourrait inciter les votants à faire basculer à gauche ce riche Land du sud. (Reuters 26.03)

3- Libye

3.1- La ville stratégique d'Ajdabiya, dans l'est de la Libye, est tombée samedi matin aux mains des rebelles, selon des journalistes de l'AFP sur place. C'est une première victoire essentielle depuis le début des bombardements de la coalition pour des insurgés qui, jusque-là, n'arrivaient pas à vraiment progresser sur le terrain.

Jusqu'à ces dernières heures, les insurgés tenaient le centre-ville, mais étaient soumis aux tirs d'artillerie incessants des forces

pro-Kadhafi postées dans les faubourgs. Vendredi, les avions britanniques et français ont bombardé les environs de la ville, détruisant une batterie d'artillerie et des véhicules blindés.

Dans la foulée, les insurgés ont pris le contrôle de la porte Est vendredi soir, puis de la porte Ouest samedi à l'aube, a rapporté l'un d'eux, Saïf Sadaoui, 20 ans, un lance-roquettes à la main. "*La totalité d'Ajdabiya est libre!*", s'est-il réjoui. "*Sans les avions (étrangers), on n'aurait pas pu le faire. Les armes de Kadhafi sont d'un autre niveau*", a confié Ahmed Faraj, 38 ans, un autre insurgé. "*Avec l'aide de l'aviation, on va foncer vers Tripoli, si Dieu le veut*".

La ville, sur la route entre Benghazi et les terminaux pétroliers de Brega et de Ras Lanouf, avait été reprise la semaine dernière par les forces de Kadhafi. (Libération.fr et AP 26.03)

3.2- Les insurgés libyens ont annoncé samedi qu'ils avaient pris le contrôle du port pétrolier de Brega, mais cette information n'a pas été confirmée de source indépendante.

Brega, qui est dotée d'un terminal pétrolier et d'une raffinerie, s'étend sur une vaste zone et il est difficile de vérifier qui en a le contrôle total.

"*Brega est à 100% aux mains des forces de libération*", a déclaré Chamsiddine Abdoulmolah, porte-parole des insurgés à Benghazi. (Reuters 26.03)

3.3- Les Etats-Unis et leurs alliés sont en train d'étudier la fourniture d'armes à l'opposition libyenne, a rapporté samedi le Washington Post.

La France, pour sa part, s'est prononcée pour entraîner et armer les insurgés, selon le Washington Post.

L'Egypte, de son côté, fournirait des armes aux rebelles libyens pour combattre les forces du colonel Mouammar Kadhafi malgré l'embargo sur les armes décrété le 26 février par les Nations unies, avait affirmé vendredi le Wall Street Journal.

Les livraisons d'armes égyptiennes concerneraient essentiellement des armes légères comme des fusils d'assaut et des munitions, selon le quotidien.

Un porte-parole de la rébellion, Mustafa al-Gherryani, a confirmé au quotidien que les forces anti-Kadhafi achetaient des armes, tout en se refusant à préciser leur provenance ni de quels types d'armements il s'agissait. (Libération.fr 26.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh s'est dit prêt à quitter le pouvoir "*dignement*", peut-être même dans les prochaines heures, rapporte samedi Al Arabia.

Le chef de l'Etat a toutefois démenti l'imminence d'un accord sur une transition pacifique du pouvoir, ajoute la chaîne à laquelle il a accordé une interview. L'opposition, a-t-il ajouté, a revu ses exigences à la hausse après l'ouverture de négociations. (20minutes.fr 26.03)

5- Syrie

5.1- Comme lors des révolutions tunisienne ou égyptienne, la vague de protestation qui a saisi la Syrie depuis le 18 mars est un mouvement sans direction revendiquée ou clairement identifiée.

En cela, il tranche avec les dernières initiatives contre le régime lancées en 2005 et en 2006.

En octobre 2005, des personnalités de la gauche nationaliste, principalement des avocats et des intellectuels, avaient ainsi rédigé une Déclaration de Damas appelant à des changements drastiques.

Aucun de ces responsables n'est aujourd'hui en première ligne. Tous semblent avoir été pris de court, comme le régime, par les manifestations qui ont commencé à essaimer dans le pays, vendredi 25 mars, même elles sont restées encore embryonnaires dans la majorité des cas.

Ces manifestations ont épargné pour l'instant les régions historiquement rebelles comme le djebel druze, qui se trouve non loin de Deraa, le foyer actuel de la contestation et de la répression. Mountaha Al-Atrach, fille de la grande figure de la lutte contre le Mandat français en syrie et directrice d'une organisation de défense des droits de l'homme, a publiquement interpellé le

président syrien sur les ondes de la BBC.

De même, la région kurde, au nord-est de la Syrie, n'a pas connu pour l'instant de grands rassemblements, sept ans après les émeutes de Qamichli qui avaient contraint le président syrien à des gestes d'ouverture vis à vis d'une minorité très mal intégrée. Selon des observateurs, les principaux responsables kurdes auraient négocié avec les autorités syriennes de pouvoir célébrer librement le 21 mars leur fête de Newroz qui commémore selon la tradition l'affranchissement du joug assyrien.

Mouvement dépourvu de structures et de dirigeants, la contestation syrienne repose pour l'instant sur une poignée de mots d'ordre : la fin de l'état d'urgence imposé en 1963, la libération des prisonniers et la fin de la corruption. Des thèmes que le régime a commencé à évoquer le 24 mars dans l'espoir de porter un coup d'arrêt aux manifestations attendues pour le lendemain, sans pour autant convaincre de sa bonne foi.

La stratégie des manifestants se limite pour l'instant à porter à la connaissance du public, en Syrie et au delà, aussi vite que possible et grâce à Internet, les images des défilés ou des victimes de la répression. Une stratégie primaire mais efficace contre laquelle les autorités syriennes semblent impuissantes. Ainsi, la coupure des réseaux téléphoniques à Deraa n'a pas pu empêcher les manifestants d'utiliser ceux de la Jordanie, toute proche. (Lemonde.fr 26.03)

5.2- Les manifestations de vendredi ont fait entre 13 morts et 25 morts, spécialement dans le sud du pays. Les protestataires sont redescendus dans la rue ce samedi.

Des villageois à Tafias dans le sud de la Syrie ont incendié samedi un siège du parti Baas au pouvoir et une station de police lors des funérailles de trois manifestants tués la veille.

A Deraa, à 120 km au sud de Damas, près de 300 jeunes, torse nu, sont montés sur les restes d'une statue à l'effigie de l'ancien président Hafez al-Assad déboulonnée la veille, en scandant des slogans hostiles au régime, selon des témoins.

Par ailleurs, un appel à une "*révolte populaire*" samedi dans les toutes provinces syriennes a été posté sur Facebook au lendemain des manifestations sanglantes qui ont eu lieu dans les principales cités du pays, spécialement dans le sud.

A Tafas, à dix kilomètres au nord de Deraa, la ville d'où est parti, il y a un peu plus d'une semaine, le mouvement de contestation syrien, les manifestants ont attaqué un commissariat de police et les locaux du parti Baas, a rapporté la conseillère présidentielle Boussaïna Shaaban.

A Lattaquieh, des dizaines de personnes ont manifesté avant de s'en prendre aux bureaux du Baas, a annoncé Ammar Qurabi, dirigeant de l'Organisation nationale syrienne pour les droits de l'homme, exilé en Egypte.

A Sanamein, dans le sud du pays, des habitants ont rapporté que 20 personnes avaient été tuées lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur la foule rassemblée devant un bâtiment utilisé par les services de renseignements militaires.

Au lendemain de nouvelles violences dans le pays, les autorités syriennes ont relâché samedi 260 prisonniers politiques, a annoncé par ailleurs Abdul-Karim Rihaoui, qui dirige la Ligue syrienne des droits de l'Homme. La plupart de ces détenus étaient incarcérés à Saidnaya, dans la banlieue de Damas, où les prisonniers politiques sont en général écroués, a-t-il ajouté.

La Syrie a relâché de nombreux prisonniers au cours de la semaine écoulée pour apaiser les contestataires et contenir la colère suscitée par la répression violente des manifestations. Mais des dizaines de personnes auraient en revanche été interpellées cette semaine.

Selon Abdul-Karim Rihaoui, la plupart des détenus libérés étaient des islamistes, ainsi que 14 militants kurdes. Il a évoqué un "*pas positif*" et exhorté les autorités à libérer tous les prisonniers politiques du pays. Ces libérations n'ont pas été confirmées de sources officielles.

A Deraa, pendant ce temps, les forces de l'ordre se sont repliées en périphérie de la ville, selon un habitant contacté par téléphone. Plus d'un millier de personnes y étaient rassemblées pour un sit-in silencieux à la mosquée al-Omari, coeur du mouvement, utilisé comme hôpital de fortune et refuge par les manifestants. Chassés par un assaut gouvernemental mercredi, les manifestants en ont repris le contrôle vendredi.

Samedi matin, des militants syriens rapportaient qu'environ 200 manifestants avaient été arrêtés dans la nuit de vendredi à samedi alors qu'ils participaient à un sit-in près de Damas.

Le fait que les manifestations aient gagné Lattaquieh est important, la ville étant pour moitié peuplée de sunnites et pour moitié d'Alaouites, cette branche minoritaire de l'Islam chiite, qui ne représente que 10% de la population syrienne mais qui tient

les leviers du pouvoir.

Pour Edward Walker, ancien ambassadeur américain en Egypte, "*les membres de la minorité alaouite, tellement détestés, savent que s'ils perdent le pouvoir, s'ils sont vaincus par la révolution, ils finiront pendus aux réverbères*".

"*Ils sont le dos au mur*", ajoute-t-il.

Abdelhalim Khaddam, ancien vice-président syrien qui a quitté en 2005 le parti Baas, a déclaré samedi que "*le sang des martyrs balaiera ce régime*" et a appelé les forces armées "*à faire un choix patriotique en disant clairement si elles sont avec le peuple ou avec la famille au pouvoir*".

Khaddam, qui n'est pas très populaire dans l'opposition en raison de son rôle passé au service du pouvoir, s'exprimait dans une vidéo diffusée sur le site internet du Beirut Observer.

Maamoun al Homsy, autre figure de l'opposition syrienne en exil, a exhorté vendredi la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme "*au massacre des civils*". (Libération.fr, Reuters et AP 26.03)

Economie.

France

Cadeau !

Les 100 lauréats du projet «*Laboratoires d'excellence*» se partageront un milliard d'euros, sur dix ans, principalement sous forme de dotations en capital». Pour François Fillon, «*la connaissance reste le moteur du progrès*». (Lefigaro.fr 26.03)

Rectifions ou précisons, le capitalisme a besoin de la création de nouveaux besoins afin que la population continue de consommer plus ou renouvelle sa consommation, c'est l'une des conditions de la rotation du capital qui dégage chaque fois une nouvelle plus-value.

Capital, production, exploitation, consommation, profit, ce cycle demeure inachevé ou s'arrête s'il n'y a pas consommation, faut-il encore que la consommation corresponde à un besoin, au besoin ils le créent artificiellement.

Ma cafetière électrique a 21 ans et je n'ai nullement l'intention d'en changer, j'ai acheté ma dernière chemise il y a 10 ans, cela fait 20 ans que je n'ai pas mis les pieds dans un cinéma, un théâtre ou une salle de concert, je suis un mauvais client pour le capitalisme. Il ne me viendra pas à l'esprit d'acheter une babiole pour la poser sur une étagère, je considère que c'est le comble de la stupidité, alors que je suis obligé de me priver sur pas mal de choses, y compris la nourriture.

En règle générale j'attends que le peu de biens matériels que je possède soient foutus pour les remplacer, à condition que j'en aie encore l'utilité, dans le cas contraire je décide de m'en passer. Comme je suis très limité financièrement, je réfléchis toujours à dix fois avant d'acheter quelque chose, je n'achète que ce dont je suis sûr d'avoir besoin, pas une ou deux fois dans l'année, mais à de multiples occasions, il faut que cela corresponde vraiment à un besoin que je ne peux pas satisfaire autrement. Je n'étais pas aussi rigoureux autrefois, j'ai mûri sur ce plan là aussi.

Ils profitent du fait que la population est ignorante et incapable de donner un sens à sa vie, consommer devient une fin en soi, un mode de vie, et pour ceux qui en ont les moyens, la consommation ou l'acquisition de biens matériels, les plaisirs éphémères qui naissent de la satisfaction de petits besoins superficiels ou inutiles sans cesse renouvelés font tourner la machine capitaliste, ainsi les esclaves s'emploient inconsciemment à forger leurs propres chaînes et à les entretenir à défaut d'avoir la capacité ou de trouver la voie pour les briser.

Je viens de dépenser plus de 50 000 roupies (800 euros environ) pour le site, à peine plus que le billet d'avion (aller/retour) de Magueswary ou de son allocation mensuelle d'handicapée (700 euros), personnellement je n'avais pas besoin d'un deuxième ordinateur, si cela ne tenait qu'à moi je ne suis même pas sûr que j'en posséderais un car on peut très bien vivre sans. Vous pouvez contribuer même modestement au financement du site puisque vous êtes une centaine à vous connecter quotidiennement, mais ce n'est pas une obligation. A Philippe, tu peux me renvoyer un chèque si tu le souhaites, parce que le précédent a été perdu manifestement ; surtout bien fermer l'enveloppe, glisser le chèque à l'intérieur d'une feuille de papier pliée en quatre pour qu'il n'apparaisse pas par transparence et écrire très lisiblement mes coordonnées.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mars

Politique.

1- France

L'abstention se situait autour de 54,97% après dépouillement de plus de 95% des bulletins exprimés dans un scrutin qui concernait 1.566 cantons. Elle est en léger recul par rapport à celle, record, du premier tour (55,67%) mais progresse de plus de 20 points par rapport au deuxième tour des cantonales de 2004 dans les mêmes circonscriptions.

Le Parti socialiste (PS) est crédité de 35,73% des voix, l'UMP de 20,21% et le Front national (FN), qui avait pu se maintenir dans quelque 400 cantons, de 11,73%. (libération.fr 27.03)

Ces chiffres ne fournissent qu'une indication partielle sur le vote qui s'est exprimé dimanche. Il faut analyser ces résultats sous différents angles.

La majorité de la population n'a pas voté exprimant ainsi un désintérêt ou un rejet grandissant de tous les partis politiques. Ramené au nombre total d'électeurs inscrits sur les listes électorales, le PS obtient 15,75% et l'UMP 9,09%, voilà pour la légitimité des deux partis qui se partagent le pouvoir depuis 53 ans sous la Ve République, ils sont ultra minoritaires dans le pays. Quant au FN, il est peut-être encore plus bas, mais ces 11,73% cachent une autre réalité, où il avait des candidats au second tour ils ont obtenu en moyenne 40% des voix exprimés. Ils nous manquent les chiffres des autres formations politiques, EE-Verts, PC ou Front de gauche.

Après le premier tour, je n'ai même pas cherché à savoir quel pourcentage le NPA et LO avait obtenu, celui du POI figurait dans le IO n°141, tellement il est est ridicule, grotesque quoi. Ces partis, qui n'ont d'indépendant que le nom, paient leur double langage à la remorque des appareils et des institutions, ils ne sont pas crédibles voilà tout. Ils auraient sans aucun doute au moins le même nombre d'adhérents sans se vautrer dans la fange institutionnelle, peut-être davantage, leurs contradictions en moins.

2- Allemagne

Les conservateurs allemands ont perdu dimanche le Land du Bade-Wurtemberg qu'ils contrôlaient depuis 1953, ce qui constitue une cinglante défaite pour la chancelière Angela Merkel, selon les premiers résultats du scrutin régional de dimanche.

Dans un autre Land du sud-ouest de l'Allemagne, la Rhénanie-Palatinat, les sociaux-démocrates, qui dirigent la région depuis 17 ans, perdraient leur majorité absolue mais devraient pouvoir former une coalition confortable avec leurs alliés écologistes.

Dans le Bade-Wurtemberg, des projections créditaient le parti écologiste de 24,2% des voix et le SPD de 23,2%, soit au total de 47,3 % des suffrages exprimés.

Ces deux formations devanceraient ainsi la CDU (39,3%) et ses alliés libéraux du FDP (5%), pour un total de 44,3%.

Le 20 février dernier, les conservateurs allemands avaient déjà perdu la cité-état de Hambourg.

Au delà du nucléaire, les revirements politiques d'Angela Merkel sur la Libye ou encore sur la crise de la dette dans la zone euro ont également transformé ces élections régionales en un référendum sur la politique que la chancelière mène depuis un an et demi avec les libéraux du FDP.

La chancelière n'a plus la majorité au Bundesrat, la chambre haute, où les 16 Länder sont représentés. (Reuters 27.03)

Et le Die Linke, envolé, disparu, au même niveau que le parti de Mélenchon en France ?

3- Libye

3.1 - Après avoir repris samedi les villes stratégiques d'Ajdabiya et Brega dans l'est de la Libye, les rebelles ont libéré ce dimanche l'important terminal pétrolier de Ras Lanouf et la ville de Ben Jaouad à 525 km à l'est de Tripoli.

Les combats ont cessé à Misrata, ville aux mains des insurgés libyens située à 200 km à l'est de Tripoli, la troisième ville du pays, a déclaré dimanche à Reuters un insurgé. "Nous contrôlons 99% de la ville", a-t-il assuré.

Les raids ont "*préparé le champ de bataille*", et des officiers et soldats ayant rejoint la rébellion ont joué un rôle majeur, a expliqué un porte-parole des insurgés à Benghazi, Chamsiddin Abdoulmolah. Ces militaires ont coordonné leurs attaques avec la coalition, entrant en action entre les salves de tirs aériens.

Les rebelles étaient en fin d'après-midi à Nofilia, petite bourgade entre mer et désert, à 110 km de Syrte, et à plus de 400 km de leur fief, Benghazi. Ils attendent les bombardements internationaux pour s'aventurer jusqu'à Syrte.

Des témoins à Syrte, lieu de naissance du colonel Mouammar Kadhafi, ainsi qu'à Tripoli, ont rapporté avoir entendu des explosions dimanche soir.

Un journaliste de Reuters présent à Syrte, ville à mi-chemin entre Benghazi, aux mains des insurgés, et Tripoli, a dit qu'il était difficile de dire si les quatre explosions qu'il a entendues s'étaient produites dans la ville ou dans sa banlieue.

Syrte est stratégiquement importante parce que l'aéroport civil situé au sud de la ville abrite aussi ce qui semble être une grande base aérienne militaire.

Des images satellite montrent qu'il possède, répartis à chaque extrémité de la piste, une cinquantaine de hangars du type de ceux utilisés habituellement pour des chasseurs.

Les combats autour de Syrte risquent d'être durs car la ville est psychologiquement importante. Elle est non seulement le lieu de naissance de Kadhafi, où habitent de nombreux membres de sa tribu Kadhafra, mais de plus, il a voulu en faire une deuxième capitale.

3.2- Le Qatar a donné son feu vert aux rebelles libyens pour commercialiser le pétrole extrait dans l'est du pays, contrôlé par les opposants à Mouammar Kadhafi, a-t-on appris dimanche des insurgés.

"Nous avons conclu un accord avec le Qatar. La prochaine expédition (de pétrole) aura lieu dans moins d'une semaine", a déclaré Ali Tarhouni, porte-parole pour les questions économiques, pétrolières et financières du gouvernement rebelle.

"Nous avons contacté la compagnie pétrolière du Qatar et heureusement ils nous ont donné leur accord pour prendre tout le pétrole que nous voulons exporter et le commercialiser pour nous", a-t-il ajouté.

Tarhouni a également expliqué que la production des puits de pétrole que contrôle l'insurrection, d'environ 100.000 à 130.000 barils par jour, pourrait être portée à 300.000 barils par jour. Il a aussi indiqué que les insurgés ne devaient pas faire face à de sérieux problèmes de liquidité. (source : 20mintes.fr, libération.fr et Reuters 27.03)

4- Yémen

Les négociations sur une transition de pouvoir au Yémen ont été interrompues et ne devraient pas reprendre dans l'immédiat, a déclaré dimanche un collaborateur du général Ali Mohsen, qui s'est rangé dans le camp des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

"Hier soir, ils ont arrêté", a dit ce collaborateur. Prié de dire s'il s'attendait à une reprise des discussions, il a répondu: *"Pour le moment, absolument pas"*.

Un porte-parole de la principale coalition d'opposition yéménite a aussi dit que les discussions étaient interrompues. (Reuters 27.03)

5- Syrie

5.1- Les autorités syriennes ont décidé d'abroger la loi d'urgence en vigueur depuis 1963, a affirmé ce dimanche la conseillère du président Bachar al-Assad, Boussaina Chaabane. Toutefois, aucune date de mise en application de cette décision n'a été donnée.

Cette loi, rédigée en décembre 1962 et instaurée dès l'arrivée au pouvoir du parti Baas en mars 1963, impose des restrictions sur la liberté de réunion et de déplacement, et permet l'arrestation de «suspects ou de personnes menaçant la sécurité». Elle permet aussi d'interroger les personnes, de surveiller les communications et de faire un contrôle préalable sur les journaux, les publications, les radios et tous les autres médias. (lefigaro.fr 27.03)

5.2- Des renforts de l'armée ont été dépêchés à Deraa, épice de la contestation dans le sud de la Syrie, et des militaires patrouillaient dimanche dans les rues de la ville côtière de Lattaquié, dans le Nord, où des affrontements auraient fait douze morts et 200 blessés en deux jours.

Les affrontements à Deraa et dans sa région, près de la frontière jordanienne, ont fait au moins 61 morts en une semaine, selon l'organisation Human Rights Watch. Les obsèques dimanche de plusieurs victimes se sont déroulées sans incidents.

Les violences se sont étendues à Lattaquié, un port du nord du pays où douze personnes - des membres des forces de l'ordre, des civils et deux "éléments armés" - ont été tuées en deux jours, rapporte l'agence de presse officielle Sana qui cite une source autorisée.

On affirme de même source que ce ne sont pas les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu mais des hommes armés postés sur les toits qui ont tiré sur les civils et les forces de sécurité.

Selon Nadim Houry, de Human Rights Watch, quatre policiers ont été tués alors qu'ils tentaient de s'interposer entre partisans et adversaires du gouvernement. "Ils ont apparemment été victimes de voyous proches du frère du président", a-t-il dit.

Aucun blindé ni véhicule de transport de troupes n'était visible dimanche à Lattaquié, où patrouillaient seulement des troupes à pied.

Sur CBS, la secrétaire américaine d'Etat Hillary Clinton a affirmé dimanche que les Etats-Unis ne s'impliqueraient pas pour le moment de la même manière en Syrie qu'en Libye. Soulignant que chaque situation est unique, elle a dans le même temps déploré les violences de ces derniers jours. (Reuters 27.03)

L'impérialiste américain pour assurer sa suprématie sur cette région a autant besoin de l'Etat sioniste israélien que du despote syrien, le régime d'Assad sert à justifier l'existence d'Israël.

Assad avait été reçu en grandes pompes le 14 juillet à Paris, tout comme Kadhafi un autre jour.

Depuis plus de 60 ans et sous six présidents de la République successifs tous les dictateurs de la planète ont défilé à tour de rôle à l'Élysée sans que le peuple y trouve grand chose à y redire finalement.

Il faut dire que c'était chaque fois pour la bonne cause, signer de juteux contrats commerciaux dont ceux d'armement à des tyrans, qui allaient apporter des emplois et financer à bon compte l'aristocratie ouvrière des entreprises nationalisées (depuis privatisées pour la plupart d'entre elles) ou des secteurs de pointe de l'industrie, chacun regardant ce qui tombe dans son assiette ou son compte en banque et se foutant bien du reste, voilà pour le niveau de conscience politique du bon "peuple travailleur" que flattent sans cesse les ouvriéristes de tous poils.

Des militants affirment que leurs dirigeants leur ont fait avaler bien des couleuvres ces dernières années ou décennies, s'ils ouvraient un peu plus les yeux, ils se rendraient compte que ce sont plutôt des boas ou des anacondas qu'ils ont engloutis sans broncher ! Pour quel résultat ? Il suffit de constater l'état dans lequel se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier et le niveau de conscience politique des masses pour avoir une réponse assez précise à cette question. Cela n'a rien à voir diront certains. On comprend, c'est la fatalité quoi !

Syndicat. Du jaune au bleu marine.

Après la CGT, FO et Sud, c'est au tour de la CFDT d'entamer une procédure d'exclusion contre un de ses adhérents, pour cause de candidature aux cantonales sous les couleurs du FN.

Daniel Durand-Decaudin, 52 ans, ex-salarié d'une structure d'aide aux adolescents en difficulté en Moselle, est candidat frontiste dans le canton de Boulay. «Je lui ai expliqué qu'il y avait incompatibilité, pour nous, entre les valeurs de solidarité défendues par la CFDT, et celles d'exclusion prônées par le Front national», explique Alain Gatti, responsable de la CFDT Lorraine, pour justifier la démarche de son organisation. (libération.fr 27.03)

Social.

1- Obscurantisme et manipulation des masses. Quand une forte émotion peut contribuer à un blocage neuronale ou l'inverse qualifiée de miracle par la curie.

L'Église catholique a reconnu, dimanche, la guérison inexplicable d'un malade venu prier à Lourdes comme "remarquable" et pouvant représenter un don divin fait à cet homme par l'intercession de la Vierge, ont annoncé les Sanctuaires de la cité mariale. Serge François, un artisan angevin aujourd'hui à la retraite, souffrait depuis des années d'une hernie discale opérée deux fois, d'une paralysie presque totale de la jambe gauche et de douleurs vives quand, le 12 avril 2002, il s'est rendu à la grotte de Massabielle à Lourdes.

Là, à l'endroit où la Vierge serait apparue à 18 reprises à Bernadette Soubirous à partir du 11 février 1858, il a été pris d'une douleur

si fulgurante qu'il a cru mourir, selon son propre récit. Au bout de quelques minutes, la souffrance a fait place à une intense sensation de bien-être et de chaleur. Sa jambe a cessé de le faire souffrir et s'est ensuite progressivement ranimée. Au cours d'un nouveau pèlerinage en 2003, Serge François, réparateur de téléviseurs, a signalé sa guérison au Bureau des constatations médicales de Lourdes. (lepoint.fr 27.03)

Il est bien connu que tout ce qui est du domaine du hasard ou de l'inexplicable serait un don de Dieu et non le produit de l'ignorance de l'homme qui n'est pas un être parfait...

2- Une revendication salariale : un "**dikat social**"

Après un conflit qui dure depuis plusieurs mois, les employés de deux usines ont cessé dans la nuit de vendredi à samedi la production d'électricité à la Réunion. Résultat : le sud, l'ouest puis le nord de l'île se sont trouvés plongés dans le noir. Plus de 100.000 foyers étaient privés d'électricité samedi soir, il seraient toujours 30.000 à 40.000 ce dimanche alors que le préfet a annoncé une reprise partielle de la production.

«*Une tranche de l'usine au Gol est actuellement remise en production*», a indiqué la préfecture, cité par Zinfos974.com. Mais selon le site, une remise en production pourrait prendre entre huit et dix heures. «*Il faut revenir à la discussion et dire non au dikat social*», s'est indigné le préfet Michel Lalande cité par clicanoo.re, tout en se montrant pessimiste sur l'issue du conflit. Les grévistes réclament une prime de vie chère de 53% de leur salaire, comme celle accordée aux fonctionnaires dans l'île. (20minutes.fr 28.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mars

La médiacratie au banc des accusés.

Lundi sur RMC, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point* :

Pour le FN "*à l'arrivée, c'est une défaite assez... catégorique*".

Commentaire lucide de deux internautes :

1- Les chiffres "*montrent que Marine Le Pen n'a pas gagné son pari. Ses candidats étaient présents dans 400 cantons et le FN avait recueilli 15 % au 1er tour ; au second, il est à 11, 7 %*". (...) "*Faire 11, 7% en moyenne nationale alors qu'il n'est que présent sur 400 cantons, ça fait une moyenne dans ces cantons de 36%. Soit en hausse de 26 points par rapport au 1er tour...*"

Surprenant que ce brave monsieur ne mentionne pas ça.

2- "*C'est curieux cette espèce de tentative désespérée d'auto-persuasion que le FN a perdu, recule, n'a pas gagné son pari, etc.*

Ce que tout le monde a remarqué, c'est qu'au contraire le FN a réussi à faire des 45 % et parfois plus, comme à Henin 52 %, avec contre lui tout le système, les autorités religieuses, Johnny Halliday, l'ensemble des médias, les partis politiques... Ce qui n'était jamais arrivé jusque-là !

La réalité est donc toute autre que les désirs des représentants de la classe dirigeante.

Pas besoin d'être grand druide pour prévoir l'avenir. L'UMP va implorer et le FN devenir à droite le grand rassemblement populiste musclé, une sorte de résurrection du SAC.

Faut-il s'en étonner ?

Quel spectacle donnent les "élites" de gauche comme de droite aux yeux du peuple qui souffre, qui craint pour son avenir, qui vit dans la peur de l'insécurité galopante ?

Qu'on fait tous ces gens-là depuis 30 ans, à part se remplir les poches ?"

Ils ont fait leur boulot : assurer la survie du capitalisme et des institutions. Et vivre confortablement, s'enrichir sur notre dos.

Politique..

1- France

1.1- Suite de la revue de presse d'hier sur la défaite de l'UMP et de Sarkozy particulièrement.

Pour *Les Echos* le 27 au soir, il y a le feu au lac : *"Pour l'UMP et Nicolas Sarkozy, il faut tourner la page au plus vite. et d'ajouter "si la majorité a limité la casse, le chef de l'Etat et l'UMP sortent un peu plus affaiblis de ces élections locales", on se demande comment ils peuvent encore parler de "majorité" !*

Et de préciser *"Surtout, la cacophonie a été vive, au sein même de l'exécutif, sur la position à adopter vis à vis de l'extrême droite. Laisant planer la menace de quitter le giron de l'UMP, Jean-Louis Borloo, le président du parti Radical, a promis de « tirer les leçons » des cantonales. « Il ne faut pas se bercer d'illusions : l'UMP est en très mauvais état. Depuis 2007, nous avons chuté de 50 étages », insiste un ministre, un autre responsable de la majorité jugeant « irréversible » la popularité du président."*

« Le Président ne veut pas comprendre que plus il s'agit sur les questions d'immigration et de sécurité, plus il marque l'échec de son bilan et plus le FN progresse », s'inquiète un élu UMP, qui « ne voit pas comment Nicolas Sarkozy peut rebondir ».

"Pas question pour autant de délaisser les thématiques chères à la Droite populaire. Ce sont des sujets de préoccupation des Français », tranche l'Elysée. « La stratégie, grince un ministre, commanderait à Nicolas Sarkozy de prendre un peu de champs. Son caractère fait que c'est impossible... »

1.2- Quelques réactions à l'UMP après les cantonales. UMP : l'implosion. N'en jetez plus la "garde-robe est pleine" ! Bras d'honneur, bras tendu et étoile verte.

1.2.1- Lundi matin, François Baroin, porte-parole du gouvernement, a réclamé l'annulation du débat sur laïcité et l'islam et demandé que l'on *"s'écarte de tout ce qui peut, de près ou de loin, donner l'impression de stigmatiser"*. (Lepost.fr 28.03)

1.2.2- Bernard Debré, député UMP de Paris, interviewé par Le Point :

On s'est fait tailler un costard, exactement comme lors des élections régionales de mars 2010... Cela suffit, la garde-robe est pleine ! Ce scrutin est une défaite cuisante pour l'UMP, mais l'abstention massive lors du second tour marque aussi la défaite des grands partis, l'UMP et le PS. C'est un signal très fort qu'envoient les électeurs.

Il faut arrêter de s'agiter pour rallier les Français tentés par le vote frontiste et pour qui la soupe est de toute façon bien meilleure au FN. Cessons de sortir sans cesse des débats sur la laïcité, l'islam ou l'identité nationale. Je suis favorable à la suppression du débat prévu le 5 avril par l'UMP sur la laïcité.

C'est vrai qu'on est très mal parti pour gagner en 2012... On a l'impression que le capitaine a perdu les commandes du navire. Où est donc passé le chef de la majorité ? J'attends du chef de l'État qu'il donne les grandes lignes pour les douze mois à venir et qu'il recadre François Fillon et Alain Juppé pour couper court aux individualités. Quant à Jean-Louis Borloo, s'il décidait de se présenter à la présidentielle, cela ne serait pas très honnête de sa part, mais surtout très dangereux. Cela entraînerait une fracture de l'UMP et le risque évident de se retrouver avec le FN au deuxième tour du scrutin. (Lepoint.fr 28.03)

1.2.3- Le député UMP Etienne Pinte, proche de François Fillon, a indiqué ce lundi sentir le Premier ministre *"très mal à l'aise"* avec le débat sur la laïcité et s'est dit *"totalement d'accord"* avec le porte-parole du gouvernement François Baroin pour souhaiter l'arrêt de ce débat.

1.2.4- Hier soir déjà, Christian Estosi taclait Jean-François Copé, cheville ouvrière de Nicolas Sarkozy dans l'organisation de ce débat. *"Copé a mis en route la machine à perdre"*, a lancé le député-maire de Nice, avant d'ajouter qu'*"un seul débat s'impose désormais, autour du thème 'comment allons-nous désormais cesser de perdre?'"* (lexpress.fr 28.03)

1.2.5- *«La logique de Jean-Louis Borloo de constituer une force politique nouvelle se trouve confirmée par la séquence des cantonales»*, juge le secrétaire général du Parti radical, Laurent Hénart. Le député voit dans l'échec de l'UMP, l'abstention et le vote extrémiste la traduction *«d'une société bloquée»*, d'un pouvoir qui ne s'occupe pas des vrais problèmes des Français.

«Cela donne une responsabilité particulière aux radicaux, aux centristes et aux républicains sociaux, dont Jean-Louis Borloo porte l'ambition sociale», fait-il valoir. L'ex ministre de l'Ecologie et patron des radicaux, qui ne cachait plus ces dernières semaines son intention de quitter l'UMP, devrait s'exprimer en ce sens dans les prochains jours, selon son entourage. *«Il attendait de passer les cantonales pour ne pas être accusé d'avoir favorisé la défaite de son camp»*, a expliqué à l'AFP un leader

centriste. (20minutes.fr 28.03)

1.2.6- Le centriste Dominique Paillé s'est déclaré lundi "*extrêmement peiné*" par les propos rapportés de Nicolas Sarkozy contre les centristes.

"*Je suis extrêmement peiné d'entendre des propos*" du chef de l'Etat relatés par "*des gens qui sont proches de lui, du type 'coup de pied de l'âne' de Christian Estrosi*", a déclaré Dominique Paillé sur France Inter. (lepost.fr 28.03)

1.2.7- Leader de la «*droite populaire*», aile droite de l'UMP, le secrétaire d'Etat aux Transports répond à 20 Minutes :

Cette élection, qui n'a pas intéressé les électeurs, a valeur de bras d'honneur pour toute la classe politique. (...)

Nous ne devons pas baisser la garde sur ces thématiques (laïcité ou l'insécurité). Quand nous les abordions, en 2007, le FN n'a jamais été aussi bas. Il nous faut déplacer aujourd'hui le curseur sur des sujets «*de droite*». (20minutes.fr 28.03)

1.2.8- Nicolas Sarkozy a lancé lundi une mise en garde aux dirigeants de la majorité tentés de prendre leurs distances après le revers de la droite aux élections cantonales, ont rapporté des participants à la réunion hebdomadaire des dirigeants de l'UMP à l'Elysée.

1.2.9- L'ex-conseiller à l'Elysée chargé de la Diversité Abderahmane Dahmane a appelé lundi les musulmans à porter une "*étoile verte*" pour protester contre le débat sur la laïcité et l'islam voulu par l'UMP.

"*L'étoile verte est le signe vestimentaire que les musulmans de France ont décidé de porter pour demander l'annulation du débat sur l'islam et la fin de l'islamophobie de l'UMP de M. Copé (Jean-François)*", selon un communiqué reçu à l'AFP.

Les signataires prévoient de lancer l'opération lors d'une conférence de presse mardi à 11H00 sur le parvis de la Grande mosquée de Paris.

Abderahmane Dahmane, ancien secrétaire national à l'UMP, a été limogé de son poste à l'Elysée le 11 mars après avoir sévèrement critiqué la veille le débat, le qualifiant de "*peste pour les musulmans*" et traité Jean-François Copé de "*néo-nazi*". (libération.fr 28.03)

1.3- A propos du FN

Le Front national a-t-il remporté une victoire, dimanche soir, lors du deuxième tour des cantonales? Il a rassemblé plus de 900.000 voix sur ses candidats, mais n'a finalement emporté que deux sièges de conseillers généraux. Crédité d'un score national de 11,73%, le parti n'était présent que dans environ 402 cantons sur 1.566. C'est-à-dire qu'en moyenne, il a obtenu 40% des voix là où il avait un candidat. Pour Arnaud Mercier, professeur à l'université de Metz, le constat est limpide: «*La percée est majeure, une digue a sauté dimanche soir*», selon le politologue.

Une «*vraie mobilisation*» que souligne également François Miquet-Marty, directeur associé de Viavoice, «*car le FN a réussi à fédérer au-delà de son propre électorat. La nouveauté est qu'il a réussi à mobiliser entre les deux tours électoraux*». Et pourtant, il y avait des obstacles: le mode de scrutin majoritaire à deux tours ne joue pas en faveur des partis sans alliance comme le FN. Autre difficulté: «*les cantonales sont typiquement une élection de petits notables locaux. Hors, le Front national n'en a pas, et a placé des inconnus qui ont parfois refusé de montrer leur visage*», s'exclame Arnaud Mercier, «*ce qui ne les a pas empêché d'obtenir 40% des voix*».

Selon les calculs du Front national, le parti a progressé de 10 à 15 points, avec un gain de plus de 300.000 voix. Un gain de voix obtenu grâce aux électeurs de l'UMP.

Mais au vu des scores de ces élections, peut-on parler de vote d'adhésion, comme le soutient le FN et nombre de commentateurs? «*Absolument pas, c'est une hérésie!*», s'insurge Arnaud Mercier. «*Parler de lepénisation des esprits est stupide. Premièrement, c'est l'abstention qui a gagné. Ensuite, on est en face d'un vote de désespérance sociale et politique*», ajoute-t-il. Et le politologue de s'exclamer: «*Nicolas Sarkozy a oublié qu'en 2007, il s'est fait élire car il incarnait le président du pouvoir d'achat. Pas sur les relents identitaires. Nous sommes dans une période pessimiste, où les individus ont peur du futur. En votant FN dimanche, les électeurs ont crié au politique «Ecoutez-nous!*». »(20minutes.fr 28.03)

Je retiendrai de cette analyse, tout d'abord que le FN a bien progressé en nombre de voix, ensuite qu'il a enregistré un score très élevé. Maintenant le vote des électeurs est volatile du fait de la faiblesse de leur conscience politique. C'est le petit-bourgeois, le retraité, les couches moyennes qui ont voté FN, les ouvriers pour l'immense majorité d'entre eux se sont abstenus, les autres ont voté pour les partis traditionnellement catalogués à gauche.

1.4- Poupin et Martin remplace le poupon Olivier.

Myriam Martin et Christine Poupin, membres de la direction du Nouveau parti anticapitaliste, ont été désignées dimanche nouvelles porte-parole du NPA, à l'issue du Conseil politique national (CPN) du parti d'Olivier Besancenot.

Depuis plusieurs semaines, Myriam Martin, professeur de lettres et d'histoire en lycée professionnel, était pressentie pour seconder M. Besancenot. Christine Poupin est technicienne dans l'industrie chimique. Olivier Besancenot devrait être candidat pour la 3e fois consécutive à la présidentielle en 2012.

Une conférence nationale, a priori lors du troisième week-end de juin, devra en décider après un "*dernier tour unitaire*" auprès des autres formations de la gauche radicale, du milieu syndical et associatif.

La motion sur les nouvelles porte-parole a été votée par 94% des exprimés (97 pour, six contre, quatre abstentions). Mais près de 30% des membres du parlement du NPA (43 personnes) n'ont pas pris part au vote, souhaitant reporter la décision au CPN de mai. (Lexpress.fr 28.03)

2- Libye

2.1- Les forces de la coalition ont bombardé lundi soir l'ouest de Tripoli, la capitale libyenne, ont rapporté les chaînes de télévision arabes Al Djazira et Al Arabia sans autres précisions.

L'avancée des rebelles libyens a été stoppée lundi matin par les forces de Mouammar Kadhafi à une centaine de kilomètres à l'est de Syrte. L'opposition avait affirmé à tort dans la matinée s'être emparée du fief du Guide mais les journalistes à Syrte ont démenti, notant que le régime de Kadhafi n'avait pas le monopole de la désinformation .

Les rebelles ont d'abord dû refluer à 140 km de là vers Ben Jawad qu'ils ont conquis dimanche, lorsqu'ils ont été pris sous le feu des mitrailleuses lourdes des forces de Kadhafi venues en pick-up. Les insurgés ont été obligés de répliquer à l'artillerie lourde. A en croire la chaîne d'informations al-Jezira, les insurgés ont ensuite grappillé du terrain et se sont emparés de Nofilia, à 120 km de Syrte.

Dans l'après-midi, les rebelles ont repris lentement leur avancée. Fouillant les maisons situées en bord de route, ils semblaient rencontrer moins de résistance de la part des combattants pro-Kadhafi. Ils se trouvent désormais à une centaine de kilomètres de Syrte. (Reuters 28.03)

- Le général Hassi a affirmé que des combats se déroulaient lundi aux portes du hameau de Nofilia, à 100km de Syrte, mais que la route menant à la ville était truffée de mines. Misrata est toujours assiégée par les forces pro-Kadhafi qui l'ont lourdement bombardée lundi, selon des témoins. "*Une partie de la ville est contrôlée par les insurgés et l'autre partie est contrôlée par les forces fidèles à Kadhafi*", a déclaré ce porte-parole sous le sceau de l'anonymat. (AP et Reuters 28.03)

2.2- Le chef du Conseil national de transition (CNT) libyen, Moustapha Abdeljalil, a déclaré lundi soir que Mouammar Kadhafi serait jugé en Libye «*après la victoire*» de l'insurrection. «*Nous jugerons Kadhafi en Libye pour tous les crimes qu'il a commis*», a-t-il affirmé dans une interview diffusée par France 2.

«*Nous essaierons de construire un pays libre, démocratique, qui respecte les droits de l'homme et l'alternance politique*», a-t-il assuré, estimant que le peuple libyen avait fait «*un choix difficile, celui d'affronter un tyran*». Et alors que les combats font toujours rage dans le pays, l'ancien ministre de la Justice - qui vit désormais caché - a fait état pour la rébellion d'un «*besoin urgent d'armes légères*». (lefigaro.fr 28.03)

3- Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour tenter de disperser des milliers de manifestants lundi à Deraa, ville d'où est parti le mouvement.

Lundi, à Deraa, les forces de l'ordre auraient lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser quelque 4.000 manifestants défilant pour plus de libertés politiques près du palais de justice, selon des témoins. D'après eux, les forces de sécurité, qui s'étaient repliées ces derniers jours, sont revenues en force, et les chars et véhicules de l'armée encerclaient la ville.

Dans le même temps, à Lattaquieh, autre point chaud de la contestation sur la côte méditerranéenne, des groupes armés inconnus, dont on ne savait pas s'ils dépendaient du gouvernement, semaient la terreur en ville, poussant les habitants à s'armer à leur tour et organiser barrages et patrouilles pour se défendre.

Ces scènes inhabituelles à Lattaquieh, ville balnéaire il y a peu encore hautement touristique, semblaient donner la mesure de l'anarchie en train de s'emparer de la Syrie. Selon les témoignages des habitants, des soldats étaient déployés en ville et pour protéger des bâtiments stratégiques, sièges locaux du parti Baas ou de la Banque centrale.

Mais dans les villages alentour et aux entrées de la ville, des groupes armés qui semblaient être constitués par des locaux bloquaient les routes avec des poubelles et des rochers, demandant leurs papiers aux passants, a précisé un témoin, jugeant cet état de fait "*extrêmement dangereux*" et les accusant de "*terroriser la population*".

Le régime restreint également très sévèrement la couverture des événements par les médias, de nombreuses zones étant interdites et l'octroi de visas très réduit. Lundi, l'agence de presse Reuters a annoncé la libération de deux de ses journalistes, détenus au secret depuis deux jours à Damas. Ayat Basma et Ezzat Baltaji, un producteur et un caméraman, tous deux de nationalité libanaise, ont pu regagner Beyrouth, a fait savoir l'agence sur son site Web. (AP 28.03)

4- Tunisie

La justice tunisienne a rejeté le pourvoi en appel du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti tout puissant de Zine ben Ali, qui contestait sa dissolution, rapporte lundi l'agence officielle de presse TAP.

Le 9 mars dernier, le démantèlement du RCD et la mise sous séquestre de son patrimoine avaient été prononcés par un juge du tribunal de première instance de Tunis.

La cour d'appel de Tunis a rejeté le recours du parti, qui ne pourra donc pas présenter de candidats lors des prochaines élections, notamment les législatives du 24 juillet dont sortira une assemblée constituante. (Reuters 28.03)

Syndicat.

Partage des rôles. Le gouvernement et le patronat sont satisfaits, c'est l'essentiel !

Après FO, la CFDT a annoncé lundi qu'elle allait signer l'accord sur les retraites complémentaires négocié entre les partenaires sociaux. La CGT, pour sa part, ne signera pas le texte.

Cet accord doit entrer en vigueur le 1er juillet. Il aligne les régimes de retraites complémentaires sur la réforme du régime général qui repousse progressivement, jusqu'en 2018, l'âge de départ à la retraite de deux ans. C'est "*une des principales raisons*" qui amène la CGT à annoncer dans un communiqué, également diffusé lundi, son refus de signer ce texte. (AP 28.03)

Social.

1- Grève et manifestation à La Poste.

«*Le mal vivre au travail : ça suffit !*». Voici le slogan qui devrait fleurir sur les bannières lors de la manifestation nationale du personnel de la Poste (276.000 salariés), demain mardi. L'appel à la mobilisation est lancé par la CGT, SUD, la CFDT, et la CFTC (FO, l'UNSA et la CFE-CGC ayant appelé à la grève séparément). À Paris, une manifestation est prévue à la mi-journée au départ de la place Denfert-Rochereau vers Vaugirard, à proximité du siège du groupe. D'autres rassemblements sont attendus sur l'ensemble du territoire. (lefigaro.fr 28.03)

2- Grève chez General Motors à Strasbourg

Une partie des salariés de l'usine de boîtes de vitesses General Motors de Strasbourg ont engagé lundi une grève illimitée pour demander l'abrogation de l'accord d'entreprise de 2010 qui prévoyait une réduction des coûts de 10%, a-t-on appris auprès de la CGT.

La CGT, qui n'avait pas signé l'accord, mais s'était engagée à ne pas le contester, assure ne pas être à l'origine du mouvement mais dit en soutenir les revendications.

"*Les ouvriers veulent que les accords de juillet 2010 soient liquidés et qu'on revienne aux 35 heures*", a dit à Reuters Menouba Arbouche, déléguée CGT.

"*C'est le ras-le-bol général*", a-t-elle ajouté en évoquant une "*dégradation des conditions de travail*".

L'arrêt de travail toucherait 80% des effectifs de production selon elle, 30 à 40% selon la CFDT, qui était signataire de l'accord.

Celui-ci prévoyait un gel des salaires pendant deux ans, un renoncement à l'intéressement durant trois années et la suppression de six des seize jours de RTT.

Le constructeur automobile américain s'engageait en contrepartie à reprendre son usine française dont il s'était défait lors de sa mise en faillite et d'y poursuivre la fabrication de boîtes de vitesses automatiques sur le site au moins jusqu'en 2013.

La CFDT reconnaît la dégradation des conditions de travail due à des volumes de production additionnels qui interviennent alors qu'un plan de départs volontaires est toujours en cours, mais se désolidarise de la grève.

"*C'est une récupération politique*", estime son responsable, Jean-Marc Ruhland, secrétaire du comité d'entreprise.

La direction a, selon lui, tenu jusqu'ici ses engagements et les profits générés en 2010 par l'usine strasbourgeoise permettront, en dépit de l'accord, de verser en avril aux salariés l'équivalent d'un quatorzième et d'un quinzième mois. (Reuters 28.03)

3- Mobilisation du milieu judiciaire.

Plus de vingt organisations syndicales et professionnelles (se présentant comme le "groupe des 26") – représentant magistrats, greffiers, personnel pénitentiaire, avocats... – ont appelé à se mobiliser mardi et, pour certaines, déposé des préavis de grève. Des manifestants feront le déplacement depuis les régions, notamment de Bordeaux et du Nord - Pas-de-Calais, où deux cars ont été prévus.

Dès lundi, diverses actions ont été organisées dans les juridictions : réunions avec des parlementaires à Créteil, Lyon ou Bayonne et conférences de presse à Nanterre, Bordeaux, Clermont-Ferrand ou Strasbourg. Des journées portes ouvertes, des tables rondes, des assemblées générales et des rassemblements se sont également tenus à Dijon, Montluçon, Grenoble, Saverne, Lille, Boulogne-sur-Mer, Troyes, Metz, Thionville, Caen. Certaines AG ont voté le renvoi mardi des audiences non urgentes.

Partout, un manque criant de moyens et de personnel a été constaté, en lien avec une "*inflation*" de textes législatifs ayant accru ces dernières années la charge de travail des tribunaux. De nombreux magistrats sont "*épuisés et pensent à quitter leurs fonctions*" face aux "*directives incessantes et schizophrènes*", déclarait à Bordeaux Christine Campan, déléguée de l'USM.

Selon Serge Portelli, vice-président du tribunal de grande instance de Paris et membre du Syndicat de la magistrature (SM, gauche), le constat est catastrophique : "*personnel en souffrance*", "*service public à l'abandon*", "*jeu de dupes*". "*Le tribunal est en faillite*", a renchéri Richard Semas Santal, pour l'USM (Union syndicale des magistrats, majoritaire). Le livre blanc parisien et les "*états des lieux*" dressés par d'autres tribunaux doivent être remis mardi aux parlementaires. (lemonde.fr 28.03)

4- Tarif du gaz. +5%, + 21%, + 61%

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a approuvé, à la demande du groupe GDF Suez, de relever les tarifs du gaz naturel de 5,2% en moyenne au 1er avril, a-t-elle annoncé lundi, ce qui porte l'augmentation des prix à 21% sur un an.

Depuis juillet 2005, les tarifs du gaz naturel ont augmenté de 61%. Sur la seule année écoulée, la hausse des prix s'élève à 21%. 88% des 10,7 millions de foyers abonnés au gaz sont assujettis aux tarifs réglementés.

La France importe 98% du gaz naturel qu'elle consomme. (20minutes.fr 28.03)

Commentaires d'internautes.

- merci la privatisation... 1/ on gave les actionnaires 2/ on supprime tout les services pour faire travailler des boites privés (je vous raconte pas la magouille) ça coute 3 fois plus chere 3/ on investit a l'etrangé et on fait payer les français

- "Quand même on vient d'augmenter le gaz de 21% en un an, les prix sur le marché mondial a été divisé par trois ! Et personne ne dit rien." F. Bayrou - 10 mars 2011

Que font les syndicats dans la CRE ? Ils servent juste à légimenter ces augmentations. Et ils sont grassement rémunérés pour faire ce sale boulot !

5- Médicaments dangereux

L'UFC-Que Choisir a analysé la liste des 77 médicaments placés sous surveillance renforcée, qui a semé le trouble chez de

nombreux patients, et en a extrait une liste de 31 d'entre eux «à éviter», en s'appuyant sur le travail de la revue indépendante Prescrire.

«31 d'entre eux sont à éviter, dont 8 particulièrement dangereux, sont à retirer du marché sans attendre: Actos (diabète), Arcoxia (arthrose, rhumatologie), Equanil (sevrage alcoolique), Hexaquine (crampes), Nexen (douleur), Valdoxan (dépression), Vastarel (angine de poitrine, vertige, acouphènes) et Zyban (sevrage tabagique)», assène l'organisation de consommateurs.

«Plusieurs de ces médicaments sont d'ailleurs d'ores et déjà interdits à l'étranger», souligne la revue Que Choisir Santé, dans son numéro d'avril, qui juge qu'il y a encore «trop de médicaments inutiles ou dangereux en circulation».

Les autres médicaments à éviter sont le Procoralan (angine de poitrine instable) l'Intrinsa (testostérone pour la baisse du désir féminin), le Ferrisat (carence en fer) le buflomédil (Fonzylane et génériques retirés du marché en février, rappelle la revue), le Cymbalta (dépression), le Protopic (dermite atopique), Victoza, Eucréas et Galvus (diabète), Multaq (fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque), Praxinor (hypotension), Mépronizine, Rohypnol et Noctran (insomnie), Celance (Parkinson), Alli (obésité), Protelos (ostéoporose postménopause), Arixtra et Xarelto (prévention des thrombo-embolies veineuses), Zypadhera (schizophrénie, récurrence de trouble bipolaire), Tysabri (sclérose en plaques), Champix (sevrage tabagique) Ketum gel (tendinites superficielles). (20minutes.fr 28.03)

A quand le procès des trusts pharmaceutiques ? Expropriation !

La question est aussi de savoir dans quelles conditions sont pris des médicaments, associés à quels autres, dans quel milieu vit et travaille le patient, son âge et son état de santé général, comment il s'alimente, etc. Autant de questions que la plupart des médecins ne posent pas en dehors de l'âge et des antécédents du patient. Une consultation sur rendez-vous chez un généraliste homéopathe (sérieux) prend en moyenne entre trois quart d'heure et une heure, dix minutes chez un médecin allopathe, cherchez l'erreur.

Hormis les vieux maintenus en vie artificiellement et qui finissent par souffrir de partout, une meilleure hygiène de vie et une meilleure alimentation permettent de rester en bonne santé très longtemps, de maintenir un terrain sain ou un équilibre biologique... C'est l'objectif qu'Hippocrate assignait à la médecine, objectif oublié ou négligé depuis belle lurette par 99% des médecins !

6- Sarkozy vous rackette et organise une " **hyper répression inutile**".

En matière de sécurité routière, Nicolas Sarkozy demandait fin janvier une multiplication des actions pour "amplifier" les bons résultats de 2010. Cet été, des radars embarqués sur des motos banalisées feront leur apparition. Une initiative du ministère de l'Intérieur, qui n'est pas du goût des avocats d'automobilistes.

Techniquement, ces radars ne sont pas encore homologués: ils doivent être testés en situation réelle pour évaluer leur fiabilité. Mais les avocats des automobilistes émettent déjà des doutes quant à la faisabilité d'embarquer ce genre d'équipement sur des deux-roues. "Un radar est un matériel encombrant, difficile à manipuler sur une moto. Il n'est pas question que la police utilise ce système avant une homologation", explique Me Eric de Caumont, porte-parole de l'association Défense du citoyen automobiliste (DCA).

Me De Caumont regrette la politique de répression excessive du gouvernement en matière de sécurité routière. "Ces motos-radars permettront de racketter un peu plus les automobilistes", déplore l'avocat. Ce projet de radars embarqués sur des motos est pervers, ajoute l'avocat. La police contrôle la vitesse des voitures par l'arrière "pour être sûr de ne pas rater les plaques d'immatriculation", plutôt que par l'avant pour contrôler l'identité des conducteurs. "Ce système privilégie clairement la rentabilisation", dénonce le spécialiste de la défense des automobilistes.

Le conseil remet également en cause l'efficacité de cette mesure. Une politique de prévention serait plus efficace que "cette hyper répression inutile", conclut le porte-parole de l'association DCA. (lexpress.fr 28.03)

Commentaire d'internautes excédés.

- N'oubliez pas que cette politique de répression routière qui rackette tous les jours un peu plus l'automobiliste est la même que celle qui consiste à faire sillonner quotidiennement les fourrières dans nos villes pour enlever nos voitures. Tout d'un coup nous sommes tous devenus des délinquants routiers ! Tout d'un coup nous sommes tous devenus de dangereux automobilistes ! Tout d'un coup, les fourrières sont partout ! Tout d'un coup les pervenches nous alignent ! Ne trouvez-vous pas tout cela bizarre ? Entre les écolos qui veulent bannir les voitures de nos villes, les bobos qui n'en ont pas besoin car trop bien lottis dans leur quartier, les associations de lutte contre l'insécurité routière qui mettent un peu plus de pression tous les jours, le gouvernement qui s'acharne à mettre des policiers en faction à tous les carrefours pour traquer les automobilistes en faute au lieu

de courrir après les vrais délinquants, les sociétés privées de fourrières qui s'engraissent tous les jours un peu plus sur notre dos et dont les véhicules (de gros camions), eux, ne se gênent pas pour rouler à 100 Km/h dans nos villes et ne se font jamais attrapés (2 poids 2 mesures, c'est drôle non ?)...nous autres automobilistes, nous sommes pris dans un étau, que dis-je, un racket à l'échelle de l'état ! Nous ne pouvons plus accepter cela et nous nous batterons pour retrouver nos libertés face à tous ces gens sans scrupules. On n'en peut plus !!!

- Ras le bol de toute cette répression ! N'en avez-vous pas assez d'être en permanence harcelés et contrôlés par la Police ? Sommes-nous dans un état policier pour la répression routière ? Pourquoi ne manifesterions-nous pas contre de tels abus et de telles oppressions quotidiennes ? Car oui il s'agit bien d'oppression de la part du gouvernement ! Jusqu'où iront-ils ? Comment peut-on accepter être à ce point contrôlés comme des moutons au nom d'une politique sécuritaire menée par des ayatollah du tout sécuritaire et qui anéantit un peu plus tous les jours notre liberté ! Levons-nous et disons STOP à tout ceci...Pensez aussi à tout cela pour les prochaines élections mais ne vous y trompez pas, la gauche et la droite ont le même combat anti-automobilistes.

Il reste une solution, extrême j'en conviens, quand vous prenez la route posez un chiffre ou une lettre magnétique sur les deux plaques minéralogiques. Quant au compteur électrique, il suffit d'ajouter un fil entre les deux fils situés à l'entrée du compteur pour qu'il tourne plus lentement ou s'arrête, ici en Inde la pratique est courante, autant que les coupures d'électricité ! Pour un service de merde, de plus il faut bien que je récupère le fric que me rackette le petit fonctionnaire chaque fois qu'il vient raccorder les fils au poteau situé à l'extérieur de chez moi, deux ou trois fois par an, et son tarif est de plus en plus élevé, la dernière fois il a exigé 150 roupies (2,5 euros environ).

Economie.

France.

Le nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE) recensés l'an dernier a rebondi de 22% par rapport à 2009 pour atteindre 782, son plus haut niveau depuis 15 ans.

La France a été en 2010 le quatrième pays d'accueil des investissements directs étrangers (IDE) derrière les Etats-Unis, la Chine et Hong Kong, avec un montant total de 57,4 milliards de dollars investis, selon la Cnuced, la Conférence des nations unies pour le commerce et le développement (http://www.unctad.org/en/docs/webdiaeia20111_en.pdf).

"Quand on dit que l'économie française est fermée, que nous sommes des protectionnistes, il faut savoir que 49% de l'économie française est sous contrôle étranger", a ajouté Christine Lagarde.

Vantant les atouts de la France, de ses infrastructures de transports à son "mix" énergétique en passant par son niveau d'éducation et sa productivité, elle a promis que les entreprises étrangères disposeraient prochainement d'un guichet unique leur permettant de simplifier et d'accélérer les procédures administratives, notamment d'immigration pour leurs salariés non-français.

Au total, plus de 20.000 entreprises étrangères sont implantées en France, où elles emploient plus de deux millions de personnes, selon les statistiques de l'Insee. Dans l'industrie, le quart de l'effectif salarié total travaille pour une entreprise étrangère. (Reuters 28.03)

La France est devenue un paradis fiscal !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars

Demain si j'en trouve le temps, nous ferons un nouveau point politique sur la question libyenne et la situation dans le monde. Ici il fait près de 40°C cet après-midi, étouffant !

Politique.

1- France.

1.1- UMP. Après la "**fracture sociale**", la déchirure fatale ? Il règne comme une odeur de fin de régime.

1.1.1- La réconciliation spectaculaire, lundi soir, entre le président sortant du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian et Jean Sarkozy, le président du groupe de la majorité présidentielle, provoque de nouveaux remous à droite.

Mardi matin, furieux d'avoir été averti par la presse de la rencontre organisée la veille à l'Élysée pour sceller l'accord qui devrait permettre à Patrick Devedjian d'être reconduit, Philippe Pemezec - en opposition notoire avec Patrick Devedjian - a démissionné de son poste de secrétaire de la fédération UMP du département.

«*J'ai peur que la distance vis-à-vis des politiques augmente encore et que la perte de confiance s'aggrave...*» a dit pour sa part le maire divers droite de Neuilly, Jean-Christophe Fromantin, élu dimanche contre la conseillère sortante de l'UMP Marie-Cécile Ménard avec le meilleur score du département (70,26). (lefigaro.fr 29.03) (Côté perte de confiance, il semblerait que le point de non-retour ait été franchi, non ? - note du site)

1.1.2- Furieux contre Jean-François Copé, après la charge de Jean-François Copé contre François Fillon, accusé lundi soir de ne pas jouer «*collectif*», à propos du débat controversé sur la laïcité prévu le 5 avril, le député des Yvelines Etienne Pinte a appelé à la démission du patron de l'UMP sur Canal+ ce lundi matin, «*s'il n'est pas d'accord avec le Premier ministre*» (sur le débat sur la laïcité), c'est-à-dire avec un Premier ministre que le président de la République a choisi, il a toujours la possibilité de donner sa démission de secrétaire général de l'UMP, et à mes yeux, plus tôt il le fera, mieux ça vaudra, afin de ne pas être le fossoyeur de l'UMP». Il a estimé que «*jamais sous la Ve République un secrétaire général d'un mouvement ne s'est attaqué de façon si violente et brutale à un chef de gouvernement*», ajoutant que cette situation «*pose pour la première fois un problème institutionnel*». (Ah non, s'il vous plaît, ne touchez pas aux institutions, la Constitution de la Ve République telle qu'elle est, on y tient vous savez... même dans nos rangs - note du site)

Garder son calme: Ce serait le bon conseil du ministre des Affaires européennes Laurent Wauquiez ce mardi matin sur LCI et Twitter. Il a invité le patron de l'UMP à garder «*son sang-froid*». «*Que le secrétaire général de l'UMP critique le Premier ministre, à un moment où on a besoin d'unité, n'est pas très responsable. Je crois que l'esprit de Jean-François est de travailler en équipe, il serait salutaire qu'on revienne à cet état d'esprit rapidement*», a poursuivi le ministre. Interrogé sur la perspective de la présidentielle de 2012 alors que Nicolas Sarkozy est donné perdant contre pratiquement tous les candidats de gauche, Laurent Wauquiez a défendu la candidature du président.

«*Il n'y a de place que pour une candidature. Et la seule personne crédible qui peut être candidat, c'est le président de la République. Tout autre candidature pour notre majorité serait suicidaire*», a-t-il affirmé. (liberation.fr 29.03) ("crédible" ? il est déjà la risée dans le monde, honni en France, contesté dans son propre parti, il y en a toujours qui ne doutent de rien. - note du site)

Le député-maire de Nice Christian Estrosi, a lui-même regretté sur France Inter "la course à l'échalote avec le FN". (T'as raison, les carottes sont cuites, ça pue le faisandé dans la cuisine du Fouquet's ! - note du site)

La députée Michèle Tabarot, déléguée générale de l'UMP, a estimé ce mardi que les membres de la majorité «*doivent plus que jamais être rassemblés autour de Jean-François Copé et entendre son appel à l'unité*». Selon elle, «*Jean-François Copé a simplement exprimé le regret de ne pas avoir entendu le chef du gouvernement défendre avec plus de clarté les lignes définies en concertation avec le président de la République, que ce soit concernant le vote au second tour des cantonales ou bien le débat sur la laïcité*». (Pour la bonne raison qu'il n'en veut pas, t'es sourde ou loufedingue ! - note du site)

Quant à Dominique Paillé, ex-porte-parole de l'UMP, a estimé ce mardi que le secrétaire général de l'UMP devait présenter «*publiquement ses excuses*» à François Fillon, après ses attaques contre lui.

Plus virulent, le député Daniel Garrigue, porte-parole de République solidaire, le mouvement de Dominique de Villepin, a lancé ce mardi que «*l'UMP est morte*», incitant «*ceux qui se sentent mal à l'aise dans la majorité à la quitter*». (20minutes.fr 29.03)

1.1.3- «*Quand on fait la politique de l'extrême droite, on donne des voix à l'extrême droite*», a souligné François Fillon lors de la réunion du groupe UMP à l'Assemblée. (S'il le dit, c'est que cela doit être vrai, quel aveu ! Et après on devrait faire preuve de moins de violence dans notre discours envers Sarkozy et sa politique ultra réactionnaire. - note du site)

1.2- Quand un gugusse en cache un autre.

Comment éteindre les incendies que Claude Guéant allume depuis une semaine à chacune de ses prises de parole? Henri Guaino, conseiller de l'Élysée, a trouvé une méthode originale. Interrogé vendredi au micro d'i-Télé et Radio Classique sur la déclaration de Guéant, la veille, préconisant l'interdiction des signes religieux pour les usagers des services publics, Guaino est monté sur ses grands chevaux et s'est désolé de voir le pays «*dériver dans l'hystérie*» et «*la caricature*».

A l'en croire, cette polémique est une construction. «*Vous avez parlé de signes religieux, lance Guaino à son interviewer. J'ai sous les yeux le verbatim de ses propos [de Claude Guéant ndr] que vous m'avez passé. Il n'est pas question de signes religieux. Claude Guéant dit, c'est peut-être un raccourci, que les usagers ne doivent pas manifester quelque préférence religieuse quand ils sont usagers du service public.*» Et de conclure : «*Pourquoi lui faire dire ce qu'il n'a pas dit ?*».

Tout simplement parce qu'il l'a dit. Jeudi matin, toujours sur Radio Classique et sur i-Télé, Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, avait déclaré exactement ceci: «*Les agents des services publics, évidemment, ne doivent pas porter de signes religieux, manifester une quelconque préférence religieuse, mais les usagers du service public ne doivent pas non plus.*»

Il faut donc un culot majuscule pour affirmer comme le fait Guaino qu'il n'a pas été «question de signes religieux» dans ses propos. Chose extraordinaire, le conseiller de Nicolas Sarkozy prétend même, quand il affirme ce mensonge, s'appuyer sur le verbatim de la déclaration de Guéant. Bizarrement, les deux interviewers ne corrigent pas cette relecture sélective de propos pourtant tenus à leur micro, la veille.

En fait, sitôt les propos de Claude Guéant prononcés jeudi, la totalité des sites d'information avaient bondi sur cette interdiction du port de signes religieux pour les usagers des services publics et en avaient même fait leurs titres. L'Express: «*Signes religieux : Guéant cible les usagers du service public.*» Le Point : «*Laïcité : Guéant s'attaque aux signes religieux.*» Le Figaro : «*Signes religieux : Guéant plus sévère.*» Autant de journaux qui ont donc été, selon Guaino, victimes d'hallucinations. L'entourage de Guéant a dû ramer péniblement pour rattraper le coup, et expliquer que l'expression du ministre de l'Intérieur avait quelque peu dépassé ses pensées.

En fait d'interdiction de port de signes religieux dans les services publics, le ministre visait surtout «l'hôpital», a expliqué un conseiller du ministère à l'AFP, ajoutant : «*Il entendait bien dire que l'organisation du service public s'impose à l'utilisateur et, comme le service public est neutre, un usager ne peut pas récuser un médecin ou quelqu'un d'autre pour un motif religieux.*» Une explication de texte en forme de petit rétropédalage. Guaino, lui, a trouvé une solution plus radicale : vous êtes gêné par les propos d'un ministre gaffeur ? Facile, il suffit d'affirmer qu'il ne les a pas tenus. (libération.fr 29.03)

Dorénavant, la religieuse sera interdite dans les cantines scolaires de la République, et la mante religieuse dite encore prie-Dieu sera exterminée de nos campagnes ! Tolérance zéro, vous vous souvenez ?

Dès la nomination de Guéant, j'ai précisé que le principal danger était ailleurs et venait des conseillers de Sarkozy, de Guaino en particulier, expert en discours populistes digne d'un Goebbels...

"*Comment s'appelle la fiente d'oiseaux marins*" demande un internaute. Le guano, pauvre bête, votre comparaison est déplacée !

1.3- Terre-à-terre .

Les représentants des six grandes religions de France se prononcent contre le débat sur la laïcité voulu par l'UMP dans une tribune commune que publie mercredi *Le Parisien*.

Ce débat, qui se traduira par une convention organisée par le parti majoritaire programmée pour le 5 avril.

Les représentants des cultes catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman et bouddhiste appellent dans le texte "*à ne pas dilapider ce précieux acquis*" que représente selon eux la laïcité.

Ils recommandent "*pendant cette période pré-électorale, de bien garder sereinement le cap en évitant amalgames et risques de stigmatisation*".

"*Le débat est toujours signe de santé et de vitalité (...) mais un parti politique, fût-il majoritaire, est-il la bonne instance pour le conduire seul ?*", demandent-ils. (Reuters 29.03)

Traduction. Ces dignitaires de l'obscurantisme reprochent en fait à l'UMP de ne pas y avoir été associés. Le citoyen lambda attaché à la laïcité et qui se fout de la religion retiendra seulement l'isolement de l'UMP, encore un mauvais coup pour enfoncer un peu plus le parti du président ultra minoritaire dans le pays.

1.4- PS. Un projet "**compatible**"... avec le FMI. Tout un programme !

« *Le projet socialiste sera compatible avec DSK* » c'est un très proche du directeur du FMI qui le dit. Un lien permanent existe entre les équipes de DSK et Guillaume Bachelay, l'homme qui est en charge de l'écriture du projet. (Publicsenat.fr 29.03)

2- Libye.

2.1 - La France a dépêché un "*envoyé spécial*" à Benghazi auprès du Conseil national de transition (CNT), a confirmé mardi le ministre français des Affaires étrangères, lors d'un point presse à l'issue de la conférence de Londres sur la Libye. (Reuters 29.03)

En voilà une excellente idée. Laissons-les s'embourber un peu plus dans leurs contradictions, elles vont finir par leur péter à la

figure, on n'attend que cela et cela ne devrait pas tarder.

2.2- A Sofia, où personne n'a oublié l'emprisonnement arbitraire d'infirmières bulgares et d'un médecin palestinien en Libye, entre 1999 et 2007, la composition du Conseil national de transition - reconnu par la France comme "*seul représentant légitime du peuple libyen*" - laisse perplexe.

Son chef, Moustapha Abdeljalil, était ministre de la Justice du colonel. "*Pour nous, il est surtout l'ex-président de la cour d'appel de Tripoli, qui, à deux reprises, a confirmé la peine de mort des infirmières, souligne Gueorgui Milkov, journaliste arabisant familier de l'affaire. C'était un fidèle parmi les fidèles, qui, en récompense de son intransigeance lors du procès, a été nommé ministre en 2007.*"

Quant à Idris Laga, coordinateur militaire du CNT, il est l'ancien président de l'Association des parents d'enfants infectés. "*Officiellement indépendante, cette organisation a été créée par le régime afin de faire monter les enchères, selon Vladimir Tchoukov, l'un des meilleurs spécialistes du monde arabe en Bulgarie. Laga est un homme avide et sans scrupules, ajoutez-il, animé par une haine profonde de l'Occident. Je souhaite que la France sache bien qui elle soutient en Libye.*" (lexpress.fr 29.03)

De notre côté, nous n'identifions pas la révolution libyenne à ces gens-là que nous avons déjà qualifié d'infréquentables.

2.3- La France est prête à discuter avec ses alliés d'une aide militaire aux rebelles en Libye, a déclaré mardi le chef de la diplomatie française, Alain Juppé.

Un peu plus tôt l'administration américaine n'exclut pas d'armer les rebelles libyens, a déclaré mardi la représentante des Etats-Unis auprès des Nations unies, Susan Rice. (Reuters 29.03)

2.4- Les insurgés libyens ont dû se replier mardi à l'est de Bin Djaouad après avoir essuyé des tirs des forces fidèles à Mouammar Kadhafi à l'approche de Syrte, ville natale du dirigeant libyen.

Un combattant de 30 ans reconnaît les lacunes des rebelles, moins bien équipés et moins organisés que l'armée gouvernementale. "*Les commandants sont dans les casernes. Il n'y a pas de commandant !*", déplore-t-il. (20minutes.fr 29.03)

Leurs commandants ne sont peut-être pas sortables ou fréquentables quand on sait qu'ils ont servi fidèlement le régime de Kadhafi pendant des décennies.

Mardi après-midi, deux fortes explosions ont secoué Tripoli, dans le secteur de la résidence du dirigeant libyen. Des avions avaient auparavant survolé la capitale, cible de raids de la coalition internationale depuis le début de son intervention en Libye. En même temps, sept fortes détonations ont retenti à Tajoura, dans la banlieue-est de la capitale. Selon un habitant du quartier, des avions ont largué cinq bombes sur un site militaire situé dans ce quartier. (lefigaro.fr 29.03)

3- Syrie

3.1- Le gouvernement a démissionné mardi afin de permettre au président Bachar el-Assad de constituer une nouvelle équipe à même d'appliquer les mesures de libéralisation promises, à la suite d'un mouvement de contestation sans précédent en Syrie depuis un demi-siècle. Dans le même temps, le pouvoir a mobilisé des centaines de milliers de personnes pour afficher la popularité du chef de l'État, qui doit annoncer incessamment à la nation une série de mesures figurant parmi les revendications des protestataires, notamment l'abrogation de l'état d'urgence, la libéralisation de la presse et l'instauration du pluralisme politique.

"*Le président Assad a accepté aujourd'hui la démission du gouvernement de Mohammad Naji Otri et lui a demandé d'expédier les affaires courantes*", selon l'agence officielle Sana. Le président syrien a néanmoins reconduit le Premier ministre sortant au poste de chef du gouvernement par intérim, annoncent les médias officiels syriens. Le cabinet, qui comptait, outre le Premier ministre, 32 ministres et secrétaires d'État, était en place depuis 2003. Le dernier remaniement remonte à octobre 2010. Bachar el-Assad s'adressera mercredi au Parlement, selon un responsable syrien. La Syrie est régie par un système présidentiel et le gouvernement applique les directives du chef de l'État. La composition du nouveau cabinet devrait être connue d'ici la fin de la semaine. (lepoint.fr 29.03)

3.2- Plusieurs centaines de milliers de partisans du régime de Bachar el-Assad manifestaient mardi à Damas et dans au moins quatre villes du pays, affichant un soutien massif à leur président, confronté à une contestation rapidement réprimée. (AP 29.03)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, dont l'opposition réclame le départ, a appelé ses détracteurs à quitter le pays, dans des propos reproduits mardi par l'agence officielle Saba. "*Je dis à ceux qui demandent aux autres de partir : c'est à eux de s'en*

aller, c'est aux agents stipendiés de quitter le pays", a lancé à l'adresse de l'opposition M. Saleh, de plus en plus contesté.

"Ils se sont tous ligüés pour faire tomber le régime : Al-Qaida, les Houthis (rebelles nordistes), les séparatistes (sudistes) et le Forum commun (opposition parlementaire), a encore dit le président, plaçant tous ses adversaires dans le même panier. Ceux qui veulent le pouvoir doivent se diriger vers les urnes, et si le peuple leur accorde sa confiance, nous leur remettrons le pouvoir", a-t-il ajouté, dans une nouvelle indication de son refus d'un départ anticipé.

Par ailleurs, l'explosion lundi dans une usine de munitions dans le sud du Yémen a fait au total 150 morts et plus de 80 blessés, selon un nouveau bilan communiqué mardi par un responsable local. Un précédent bilan faisait état, lundi soir, de 76 tués. Les victimes sont des civils qui sont entrés dans l'usine pour tenter de récupérer des armes ou des munitions, mais les circonstances de l'explosion ne sont pas encore éclaircies. (lemonde.fr 29.03)

Syndicat.

Cinq organisations signeront l'accord... Sans doute pour ne pas gâcher leurs chances lors des élections professionnelles du 20 octobre, dans lesquelles les non-titulaires pèseront lourd. Lire la suite l'article

Ils seront au moins cinq syndicats à signer, jeudi 31 mars, l'accord portant sur les "non titulaires" de la fonction publique. La CGT et l'Unsa viennent, en effet, d'annoncer qu'elles s'associeraient à FO, la CFDT et la CFTC sur ce texte conclu le 8 mars après plusieurs mois de discussion avec Georges Tron, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique.

En jeu, le sort des quelque 872 000 salariés de l'Etat, des collectivités locales ou des hôpitaux qui ne bénéficient pas du statut de fonctionnaires. L'accord prévoit notamment que les personnes qui auront été employées sur une succession de CDD pendant six ans pourront obtenir un CDI. Et celles qui occupent des emplois permanents pourront passer un concours spécifique pour être titularisées au cours des quatre prochaines années. Dans le premier cas, 100 000 personnes pourraient être concernées, et 40 à 50 000 dans le second.

Mais l'accord n'est en rien synonyme de vague de titularisation massive. Et il est très éloigné des ambitions syndicales au départ de la négociation. Pourtant, cinq organisations syndicales ont préféré s'y rallier. Seuls Solidaires et la FSU ont opposé un refus alors que la CGC n'a pas fait connaître son avis.

Ce texte intervient, en effet, dans un contexte de campagne électorale qui s'annonce féroce. Pour la première fois, tous les agents de la fonction publique d'Etat et hospitalière choisiront leurs représentants lors d'un scrutin unique, le 20 octobre prochain. Et les "contractuels", admis dans le même corps électoral pour la première fois, pèseront lourd : près de 500 000 votants sur un total de 2,5 millions. Pas question pour les organisations syndicales de se priver de ces précieuses voix. Même si l'accord ne paraît pas tout à fait à la hauteur des ambitions. (lexpress.fr 29.03)

140 à 150 000 sur 872 000, encore un accord scélérat, au rabais ! Ce ne sont pas les syndicalistes qui se sont présentés sur des listes du FN qui doivent démissionner ou être virés, mais l'ensemble des dirigeants syndicaux. On pourraient ajouter les dirigeants des partis qui les ont soutenus lors de leurs congrès, non ? Qu'en pensent les militants de ces partis ? Encore une grosse couleuvre à avaler, attention vous allez finir par vous étouffer !

Leur double langage me fait penser aux cloisons nasales, quand il y en a une de bouchée on peut toujours respirer par l'autre, ce n'est pas très confortable mais on n'en meurt pas. Cela me rappelle Brassens : mourir pour des idées, mais de mort lente... C'était un hymne contre la guerre si je ne me trompe pas. Parfois il arrive que par conviction on meurt brutalement, mais c'est une autre histoire apparemment, on ne doit pas avoir les mêmes convictions.

Social.

1- France

1.1- Plusieurs milliers de personnes, répondant à l'appel de 26 organisations, défilaient mardi en milieu d'après-midi à Paris afin d'exiger "un plan d'urgence pour la Justice". Les manifestants étaient 2.600, selon la préfecture de police. (AP 29.03)

Soyons lucide, comme disait Lénine, ils réclament davantage de moyens pour appliquer consciencieusement la justice telle que la conçoit la classe dominante...

1.2- 13,2% du personnel étaient en grève ce mardi selon la direction, 20% à 25% selon le syndicat Sud, et environ 30% selon la CGT. L'intersyndicale dénonce une détérioration des conditions de travail. (lefigaro.fr 29.03)

2- Japon.

Un ingénieur haut placé chez Tokyo Electric Power (Tepco) avait envisagé en 2007 qu'un tsunami excède les capacités de résistance de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi mais l'opérateur n'a pas retenu ses conclusions.

L'ingénieur chargé de la sécurité des installations estimait à 10% la probabilité qu'une vague sismique dépassant les six mètres, limite maximale retenue pour la sécurité du site, frappe la centrale dans un délai de cinquante ans.

Le 11 mars, la vague qui s'est écrasée sur Fukushima-Daiichi était haute de 14 mètres.

Au-delà de cette étude, plusieurs éléments et témoignages attestent que l'opérateur de la centrale n'a pas tenu compte de nombreux avertissements sur ses failles de sécurité et que les régulateurs du nucléaire japonais n'ont jamais contraint les entreprises à adapter les règles de sécurité de leurs centrales.

"Du fait des incertitudes qui entourent le phénomène des tsunamis, la probabilité existe toujours que l'amplitude d'un tsunami excède la hauteur retenue pour la conception (de la centrale)", peut-on lire dans le rapport présenté une première fois en juillet 2007, lors d'une conférence à Miami.

En d'autres termes, l'équipe de l'ingénieur Toshiaki Sakai a déterminé qu'il y avait un risque sur dix qu'une vague géante passe au-dessus des murs d'enceinte de la centrale.

Tepco n'en a pas tenu compte.

Fukushima-Daiichi, centrale vieille de 40 ans, est de plus construite près d'une zone sismique du Pacifique qui, selon l'étude, a produit, en 400 ans, quatre tremblements de terre d'une magnitude égale ou supérieure à 8.

Tepco a obtenu que le réacteur n°1 de Fukushima-Daiichi - où le risque d'une explosion de vapeur est aujourd'hui le plus fort - soit prolongé de dix ans en présentant un projet de maintenance.

L'autre point faible des centrales japonaises réside dans leurs systèmes d'aération. Après l'accident nucléaire de Three Mile Island, en 1979 aux Etats-Unis, les opérateurs de centrales américaines ont renforcé leurs systèmes. La Commission japonaise de sûreté nucléaire a jugé qu'il n'était pas nécessaire de l'imposer.

L'aération d'une centrale nucléaire est l'un des derniers moyens d'empêcher la pression de faire exploser l'enceinte d'un réacteur et de laisser échapper des particules radioactives. (Reuters 29.03)

C'est tout simplement monstrueux d'avoir construit des centrales nucléaires dans un ou des pays en proie à des tsunamis ou en zone réputée sismique. En voilà une excellente raison pour en finir avec le capitalisme.

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un nouvel article sur la situation en Libye. Pour bien faire, il faudrait tout arrêter et y consacrer tout mon temps et je ne le peux pas. Voici en quelques lignes ce qu'on peut dire aujourd'hui. J'ai laissé volontairement de côté la concurrence entre d'un côté les impérialistes français, britannique et américain et de l'autre chinois, russe et indien, que nous traiterons plus tard.

Je continue de collecter des informations sur ce qui se passe dans ce pays pour vérifier si nous devons conserver la même position ou la faire évoluer vers une condamnation sans réserve de l'intervention militaire impérialiste. Il semblerait que la majorité des Libyens ne soient pas prêts à se mobiliser pour se défaire du dictateur Kadhafi. On pourrait très bien se contenter de ce seul constat et décider de passer à une position strictement anti-impérialiste, ce n'est pas l'envie qui nous manque et ce serait tellement plus confortable, cependant la situation ne se réduit pas à ce seul facteur qu'il faut analyser dans sa totalité.

Effectivement à l'ouest du pays, dans le bastion de Kadhafi qui englobe la capitale et où sont regroupés l'essentiel de ses effectifs militaires, la majorité de la population ne s'est pas soulevée contre le régime, il y a eu bien une amorce de mobilisation plus ou moins spontanée mais elle a rapidement été féroce réprimée, ce qui n'a pas vraiment encouragé les masses à se descendre à nouveau dans la rue, d'autant plus qu'il n'existait pas vraiment d'organisations politiques capables de les rassembler ou de les unir contre le despote afin de poursuivre le combat. S'il est un fait que les masses honnissent le régime, elles ne sont pas forcément prêtes à engager le combat pour le renverser, ce qui s'explique en grande partie par l'absence dans ce pays de tout parti

ou syndicat ou toute autre forme d'organisations dans lesquelles la liberté d'expression de la population pourrait s'exprimer.

Sous une dictature, quand bien même il existerait des parties et des syndicats, cela ne suffirait pas forcément pour engager la lutte pour faire tomber le dictateur au pouvoir, compte tenu que ces partis et ces syndicats sont corrompus idéologiquement et reconnus comme tels par les masses, on en a eu la démonstration avec Franco et Pinochet qui se sont maintenus au pouvoir pendant plusieurs décennies. Cependant l'inexistence d'organisations de masses, syndicats ou partis, constitue un handicap ou un obstacle presque infranchissable pour se libérer d'un despote. Quand ils existent, même s'ils sont pourris, les masses peuvent s'en servir pour mener le combat contre le régime au cours de leur soulèvement, ils constituent des pôles de regroupement et leurs dirigeants sont placés dans l'obligation de définir une orientation et des objectifs politiques dont les masses peuvent se saisir s'ils sont conformes à leurs aspirations. Rien de tout cela en Libye ou en tout cas dans le fief de Kadhafi ou encore en dehors de Benghazi et sa région.

Il nous faut constater l'échec de la tentative des insurgés de Benghazi de rallier la majorité des masses de l'ensemble du pays au combat qu'ils ont engagé pour chasser Kadhafi du pouvoir. La question se pose maintenant de savoir si l'on peut laisser tomber la population de Benghazi et les alentours qui s'est soulevée contre le tyran, et qui, si Kadhafi demeurait au pouvoir, serait à nouveau féroce réprimée ou massacrée dans un véritable bain de sang.

Ensuite, la question est de savoir si à l'intérieur de ce facteur on doit privilégier le CNT qui dirige l'insurrection sachant que ses dirigeants sont infréquentables et à la solde de l'impérialisme ou les masses qui se sont soulevées et dont les revendications sociales et politiques sont légitimes. Notre position actuelle repose sur ces dernières, elle privilégie le soulèvement contre Kadhafi au détriment du CNT pro-impérialiste. Notre position reposait sur l'hypothèse de l'extension de la révolution au reste de la Libye. Elle ne reposait pas sur les bombardements aériens de la coalition impérialiste que nous n'avons jamais soutenus ou encouragés encore moins souhaités, mais sur le soulèvement de la majorité de la population contre le dictateur qui pourrait se réaliser dans la foulée de l'avancée des insurgés sur le terrain. Or, il ne semble pas que ce soit le cas, bien qu'on n'ait aucune information sur ce qui se passe vraiment à Tripoli et les principales villes de l'ouest du pays.

Autre question, comment pourrait-il en être autrement ou comment pourrait-il s'y passer quelque chose quand on sait que le dictateur, ses fils et sa clique sèment la terreur dans cette région qu'ils contrôlent, intimidations, enlèvements, tortures, exécutions sommaires, viols, bref tout l'arsenal de la barbarie ?

Autre facteur à considérer, sur le plan social la situation des masses et de la jeunesse n'est pas à l'avantage du régime.

Le chômage tournerait officiellement autour de 14% (chiffre de 2007), celui des jeunes dépasserait les 20%, officiellement, le niveau de vie de la population serait supérieur à ce qui existe dans les pays de la région, mais là encore on est en présence d'éléments contradictoires.

Le 25 mars 2009, un site Internet malien pro-gouvernemental (<http://www.maliweb.net>) et soutenant ouvertement le régime de Kadhafi, présentait ainsi le 40^e anniversaire de la révolution libyenne : " Avec un revenu par tête d'habitant parmi les plus élevés d'Afrique et une santé économique que la crise financière internationale n'est pas parvenue à entamer, la Libye de 2009 fait figure d'Eldorado." S'ensuivait l'apologie du régime avec la description de ses grandes réalisations sociales, puis un peu plus loin on pouvait lire ceci qui trahissait une toute autre réalité, que l'on ne connaît que trop bien dans les pays dits en voie de développement, par exemple en Inde où je vis où existe la même situation : "... les disparités salariales ont été progressivement résorbées depuis plus de quinze ans par un régime de subvention sur certains biens de consommation et services courants comme l'eau, l'électricité et les carburants", autrement dit, 40 ans après la prise du pouvoir par Kadhafi lors d'un coup d'Etat, une partie de la population est toujours tellement pauvre qu'elle continue de vivre sous le régime des tickets de rationnement pour satisfaire ses besoins les plus élémentaires, se nourrir, avoir accès à l'eau, à l'électricité et aux moyens de transport. Les biens de consommation sont en Inde l'huile, le riz, les lentilles, la farine, le kérosène pour faire la cuisine, etc, quant aux vêtements et aux fournitures scolaires, ils sont distribués gratuitement par les différents partis politiques tout au long de l'année, particulièrement avant chaque élection, s'y ajoute même le versement de sommes d'argent pouvant atteindre 1000 roupies par personne. Après cela on vous expliquera que la pauvreté recule en Inde...

Donc sur le plan social, on ne peut pas dire que les masses libyennes avaient de quoi être satisfaites du sort que leur avait réservé le colonel Kadhafi, on est en droit d'estimer qu'elles devaient souhaiter mieux, notamment pouvoir vivre de leur travail quand elles avaient la chance d'en avoir un.

Cela nous amène à une autre question concernant le régime de Kadhafi. Certains, très rares il est vrai, l'ont qualifié de régime colonial parce qu'il employait une masse phénoménale de travailleurs immigrés dans l'industrie pétrolière notamment, qu'il surexploitait en leur versant des salaires misérables, entre 65 et 130 euros par mois pour un travail dans des conditions épouvantables. Selon le dernier décompte que j'ai relevé dans une dépêche, près de 400 000 de ces travailleurs immigrés auraient déjà quitté la Libye. Il y a 6 millions d'habitants dans ce pays. Si le nombre d'actifs est comparable à ce qu'il est en France, cela signifie que Kadhafi employait entre 25 et 30% de travailleurs immigrés dans l'industrie, c'est comme si aujourd'hui en France il y avait entre 6 et 8 millions de travailleurs immigrés travaillant sous contrat que l'on peut comparer aux 200 ou 300 000 travailleurs sans papiers actuellement.

On constate donc en recoupant les deux facteurs précédemment évoqués, que le régime de Kadhafi n'a pas favorisé l'accès au progrès social du prolétariat et de la paysannerie libyenne et qu'il s'est conduit comme les impérialistes à l'époque de la colonisation, de l'intérieur, précisons qu'on ne peut pas comparer cette situation avec celle d'après-guerre en France où il n'y avait pas de chômage et où il existait au contraire une pénurie de main d'oeuvre, d'où le recours en masse à l'immigration en provenance du Maghreb essentiellement. Non Kadhafi a délibérément privé d'emplois la classe ouvrière libyenne au profit de travailleurs immigrés venus d'Afrique ou d'Asie. Pourquoi ? Pour deux raisons, la première parce que ces travailleurs immigrés étaient une masse taillable et corvéable à merci qu'il pouvait rémunérer avec un lance-pierres, sans droits il pouvait les licencier et les remettre dans le premier avion sans autres formalités, mais surtout, il a ainsi empêché qu'une forte concentration d'ouvriers existe dans le pays et qui aurait pu donner naissance à des syndicats puis des partis politiques comme cela s'était passé auparavant dans tous les pays du monde depuis le milieu du XIXe siècle, en a-t-il eu l'idée tout seul ou quelqu'un lui a-t-il soufflé ce conseil, on ne le saura jamais sans doute, peu importe.

On pourrait ajouter encore une pièce à ce triste tableau. Toutes les tentatives de rébellion contre son régime du début des années 90 jusqu'à 2005 se sont soldées par une répression féroce et l'exécution sans procès de tous ses opposants, ils se comptent par milliers.

En conclusion, on ne peut pas soutenir les bombardements de la coalition impérialiste et on ne peut pas laisser tomber le prolétariat libyen qui s'est engagé dans cette révolution pour chasser Kadhafi du pouvoir. Peut-être a-t-il été manipulé par les dirigeants du CNT ou s'est-il laissé emporter un peu vite à croire que cette fois-ci serait la bonne pour en finir avec la dictature, comment pourrait-on lui reprocher après coup, de quel droit, nous qui vivons tranquillement sous les auspices bienveillantes d'une République démocratique bourgeoise, notons au passage que les plus prompts à déballer leur camelote anti-impérialistes n'appartiennent pas vraiment aux couches les plus défavorisés du prolétariat.

Et puis, il est impossible pour eux ou trop tard, semble-t-il, pour faire marche arrière, car la vengeance que leur réserve Kadhafi va être terrible envers tous ceux qui se sont rebellés contre son régime autocratique, s'il demeure au pouvoir. On ne peut pas non plus souhaiter sa chute par n'importe quel moyen, ce qui signifierait soutenir ouvertement l'impérialisme et nous obligerait à rompre avec nos principes ou vendre notre âme au diable comme aurait dit Marx, ne pas condamner les bombardements de l'impérialisme est à la hauteur du sacrifice payé par une partie du prolétariat libyen pour se libérer du tyran, on peut difficilement envisager d'aller plus loin dans notre soutien à cette insurrection, qui si elle devait être écrasée, signifierait tout simplement qu'elle n'avait pas été organisée dans les règles de l'art (politique et militaire) pour espérer vaincre, la responsabilité retomberait sur les membres du CNT qui ont entraîné les masses dans cette aventure sans issue.

Nous maintenons encore notre position bien qu'elle soit fragilisée par le développement de la situation sur le terrain en Libye. Il suffirait qu'une nouvelle fois les rebelles refluent jusqu'à Benghazi et que les masses ne trouvent pas la force de se soulever dans d'autres villes à l'ouest du pays pour qu'on en change.

C'est douloureux à dire, mais il nous faut bien admettre que toutes les révolutions ne peuvent pas se terminer par une victoire, que la lutte des classes ne se réduit pas à ce qui se passe dans un pays mais se déroule à l'échelle mondiale, et que sur ce plan, c'est bien l'impérialisme qu'il nous faut abattre pour avancer vers le socialisme. (A suivre)

Politique.

1- France.

1.1- Crise à l'UMP. Fillon méprise Copé.

Le Premier ministre François Fillon ne participera pas le 5 avril à la convention organisée par l'UMP sur la laïcité, a indiqué mercredi Matignon, en précisant que cette décision avait été prise de longue date en accord avec Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général de l'UMP Jean-François Copé avait pourtant invité le Premier ministre à ce débat, souligne le site du Figaro. (Reuters 30.03)

1.2- Bachelot en mère maquerele, elle veut transformer les députés en maquereaux.

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot se déclare mercredi "favorable à la pénalisation des clients" de la prostitution. "*Il faut les punir*", estime-t-elle, dans un entretien publié mercredi par "Le Parisien/Aujourd'hui en France".

Roselyne Bachelot évoque l'exemple de la Suède où les clients sont passibles d'amendes et de peines d'emprisonnement pouvant atteindre les six mois. "*C'est aux députés de regarder si et comment pourrait s'appliquer une telle loi en France*", précise la ministre. (Ils peuvent y mettre les yeux, les mains et autre chose s'ils le veulent. - note du site)

Une proposition de loi "*devrait voir le jour rapidement mais, compte tenu du calendrier législatif et parlementaire, elle ne sera pas*

votée et appliquée avant 2012", note Roselyne Bachelot. (AP 30.03)

Pourquoi, parce que les clients sont fortunés et votent UMP ? Un impôt sur chaque passe ? En voilà une idée pour remplir les caisses de l'Etat que Sarkozy et la bande du Fouquet's n'ont cessé de piller.

2- Libye.

2.1- Du côté du terrain, face à une armée régulière supérieure en nombre et meilleure tacticienne, les insurgés libyens ont battu en retraite ce mercredi sur le littoral du golfe de Syrte, montrant leur faiblesse en l'absence d'un appui aérien allié capable de retourner la situation en leur faveur. Ces revers sont intervenus deux jours seulement après un week-end de victoires en série pour les adversaires de Mouammar Kadhafi repoussés de ville en ville sur la route stratégique longeant le littoral méditerranéen en direction de Syrte, ville natale du «Guide Suprême».

L'armée restée fidèle au dirigeant libyen a, dans un premier temps, tendu une embuscade à un convoi hétéroclite de pick-ups et de voitures particulières rebelles devant Syrte avant de les déborder dans le désert à l'occasion d'une manœuvre demandant la sorte de discipline qui fait entièrement défaut aux insurgés. Les localités de Nofilia, Bin Djaouad et Ras Lanouf sont ainsi rapidement tombées l'une après l'autre dans le cadre de la contre-offensive éclair de l'armée de Mouammar Kadhafi.

Les rebelles n'ont apparemment pas essayé de tenir à Brega, la ville située après Ras Lanouf, et ont poursuivi en direction d'Ajdabiah où certains d'entre eux se sont regroupés. Des dizaines de pick-ups équipés de mitrailleuses se tiennent à la sortie ouest de cette ville où la confusion paraît grande. Interrogé sur ce qui se passe, un insurgé répond: «*On ne sait pas. Ils disent qu'un groupe de partisans de Kadhafi est peut-être en train d'arriver en provenance du Sud.*» Cela voudrait dire un autre mouvement latéral important à travers les immensités désertiques.

Dans toutes les localités, l'armée loyaliste s'est livrée à de violents bombardements de blindés, de pièces d'artillerie et de roquettes Grad montées sur des camions pour faire fuir ses adversaires. Sans soutien aérien occidental, les insurgés semblent incapables d'avancer ou même de tenir des positions face aux blindés de Mouammar Kadhafi. Des avions militaires ont bien survolé mercredi le champ de bataille, sans toutefois bombarder apparemment les forces régulières libyennes.

A l'ouest de Syrte, le blocus du port de Misrata, ville tenue par les insurgés à 220 km à l'est de Tripoli, a été levé, ce qui a permis à deux navires de débarquer de l'aide humanitaire et d'évacuer des blessés, a déclaré un porte-parole des rebelles. Des escarmouches opposent toujours dans la troisième ville de Libye les insurgés aux forces gouvernementales, dont les chars poursuivent leurs bombardements, a-t-il dit.

«*Cette révolution n'a que cinq semaines, elle est très organisée au plan politique*», explique Moustafa Gheriani, porte-parole de l'insurrection à Benghazi. «*Il faut normalement six mois pour former un soldat (...) Il s'agit ici de simples citoyens qui prennent des fusils pour défendre leurs biens.*» (20minutes.fr 30.03)

2.2- Des habitants de la localité tunisienne de Ben Guerdane, proche de la frontière libyenne, ont empêché mercredi des camions-citernes venus de Libye de s'approvisionner en carburant, a-t-on appris de sources concordantes.

Ils étaient rassemblés à l'appel de "*l'initiative civile de protection de la révolution*", une association de la ville de Ben Guerdane particulièrement active dans l'aide apportée aux réfugiés qui fuient la Libye.

Selon le syndicaliste Hassine Bettaieb, relayé par l'agence officielle tunisienne TAP, trois gros transporteurs de carburant d'une capacité de 36.000 litres chacun ont été contraints de rebrousser chemin après avoir franchi le poste frontalier de Ras Jédir, dans le sud tunisien.

Les véhicules se dirigeaient vers les ports de Zarzis, Gabès et Skhira, où ils devaient faire le plein, a-t-il précisé.

"*Les habitants de Ben Guerdane ont de manière pacifique barré la route aux camions-citernes de crainte que le carburant ne serve aux forces de Kadhafi contre le peuple libyen*", a déclaré M. Bettaieb joint au téléphone par l'Associated Press.

En revanche, d'autres camions libyens transportant des produits alimentaires achetés en Tunisie ont continué à franchir la frontière sans embûche, a-t-il indiqué. (AP 30.03)

2.3- Le ministre des affaires étrangères libyen, Moussa Koussa, a démissionné, mercredi 30 mars. Selon un de ses proches, il a quitté ses fonctions en raison des attaques du régime de Kadhafi contre des civils. Parti de Tunisie, où il était arrivé lundi, il s'est rendu à Londres dans l'espoir d'y trouver refuge. "*Il a rompu avec le régime*", a expliqué son ami Noman Benotman, analyste au sein du centre de réflexion britannique Quilliam. "*Il n'était pas du tout content. Il ne soutient pas les attaques du gouvernement contre les civils*", a-t-il poursuivi, précisant qu'il espérait être "bien traité" à Londres.

Fidèle serviteur du numéro un libyen Mouammar Kadhafi, Moussa Koussa, était ces dernières années sur toutes les négociations et revirements qui avaient permis le retour de la Libye dans le concert des nations fréquentables. Chef des services de renseignements de 1994 à 2009, Moussa Koussa, 59 ans, était un homme fort des comités révolutionnaires, épine dorsale du régime libyen, et un l'homme de confiance de Mouammar Kadhafi.

Il a été chargé des gros dossiers de la Libye notamment en Afrique et en ce qui concerne ses rapports avec l'Occident. Il avait été ainsi un négociateur clé dans l'affaire des infirmières bulgares ayant conduit à leur libération en juillet 2007, ainsi que dans le démantèlement en 2003 du programme nucléaire libyen qui a ouvert la voie à la levée de l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre la Libye en 1986.

Il est surtout connu pour son rôle dans l'indemnisation des familles des victimes des attentats de Lockerbie (1988, 270 morts) et du DC-10 d'UTA (1989, 170 morts), levant les derniers obstacles à la normalisation des relations de Tripoli avec l'Occident. Après avoir, deux décennies durant, incarné la face sombre du régime Kadhafi, ce Tripolite symbolisait ces dernières années l'ouverture.

Issu d'une famille modeste, boursier et titulaire d'un master de l'université américaine du Michigan (1978), il a commencé sa carrière dans les services spéciaux comme responsable de la sécurité des ambassades libyennes en Europe du Nord. En 1980, Koussa a été nommé ambassadeur de la Libye à Londres avant d'être expulsé la même année par les Britanniques après avoir affirmé sa détermination à liquider les "*ennemis de la révolution*" sur le sol britannique.

En 1984, il a rejoint, le Mathaba, une Fondation chargée de coordonner les mouvements de libération à travers le monde, particulièrement en Afrique et en Amérique latine. Vice-ministre des affaires étrangères de 1992 à 1994, il a été nommé ensuite à la tête des services de renseignements, poste qu'il occupe jusqu'à 2009, avant d'être chargé des Affaires étrangères, en remplacement d'Abdulrahman Shalgham, ambassadeur de Libye à l'ONU, qui avait fait défection lui aussi il y a quelques semaines. (lemonde.fr 30.03)

2.4- Barack Obama a récemment signé un décret confidentiel autorisant des opérations secrètes de la CIA en Libye pour soutenir les insurgés contre le régime de Mouammar Kadhafi, ont déclaré mercredi quatre responsables américains à Reuters.

Les responsables américains suivant l'évolution de la situation en Libye jugent que ni les forces de Mouammar Kadhafi ni les insurgés, qui réclament des armes aux pays occidentaux, ne semblent en mesure de remporter des victoires décisives.

Les frappes de la coalition internationale ont grandement affaibli les moyens militaires de Mouammar Kadhafi, selon les experts, mais les insurgés semblent de leur côté inexpérimentés, désorganisés et incapables de s'imposer sans un soutien étranger. (Reuters 30.03)

2.5- Lors d'une rencontre avec son homologue français Nicolas Sarkozy, le président chinois Hu Jintao a critiqué mercredi l'intervention internationale en Libye, estimant que le recours à la force ne réglerait pas la crise.

"*Si l'action militaire entraîne un désastre pour les civils innocents, aboutissant à une crise humanitaire encore plus grande, alors cela va à l'encontre de l'intention initiale du Conseil de sécurité*", a déclaré M. Hu au président français, selon la médias officiels chinois.

Cette déclaration inhabituellement ferme dans une rencontre diplomatique est une nouvelle démonstration de l'irritation de la Chine face à ce qu'elle considère comme une utilisation trop large de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU visant à protéger les civils libyens. (Quand on sait comment le régime de monsieur Hu Jintao traite le prolétariat et la paysannerie pauvre chinoise, on se dit qu'il a d'autres préoccupations en tête, les mêmes que Sarkozy et la coalition qui intervient militairement en Libye. - note du site)

De son côté, la Russie a estimé mercredi que la Libye avait besoin d'un autre régime. "*Il est clair*" que la Libye devrait avoir un "*régime démocratique*", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Mais, a-t-il ajouté, c'est aux Libyens de le mettre en place sans intervention extérieure. (AP 30.03)

2.6- Dans la Libye de Kadhafi, à la différence de la Tunisie et de l'Egypte, il n'y avait aucune place pour les partis politiques, les syndicats, les médias indépendants et la société civile était quasiment inexistante. Ce vide politique rend difficile l'émergence de futurs dirigeants au sein de l'opposition. (lexpress.fr 29.03)

3- Yémen

3.1- Des centaines de milliers de Yéménites manifestaient à nouveau mercredi pour réclamer le départ du président Saleh, notamment dans la capitale Sanaa.

La foule protestait également après l'explosion d'une usine de munitions ayant causé la mort d'une centaine de personnes dans le sud du pays.

Des manifestants étaient également organisées à Saada, où les rebelles chiites combattent les forces du président Ali Abdullah Saleh depuis des années, ainsi qu'à Marib, un fief d'Al-Qaïda, et d'autres zones où le gouvernement central a peu d'autorité. (AP 30.03)

3.2- Jour après jour, le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, lâche du lest face à la contestation. Il a proposé à l'opposition de rester à son poste jusqu'à de nouvelles élections tout en transférant ses pouvoirs à un gouvernement de transition, selon une source proche de l'opposition, où l'on continue d'étudier la proposition.

Mais tout accord entre Saleh et les partis politiques risque de se heurter à l'opposition de la rue. La "*Révolution de la Jeunesse*", coalition de groupes de protestataires, a publié ce mercredi un communiqué affirmant qu'ils ne quitteront pas la place qu'ils occupent près de l'université de Sanaa tant que Saleh et ses alliés seront au pouvoir. "*Un conseil présidentiel provisoire de cinq personnes connues pour leur expérience et leur intégrité devrait diriger le pays pendant une période temporaire (de six mois)*", dit le communiqué, ajoutant que le conseil devrait nommer un technocrate pour former un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes.

Le communiqué réclame aussi des procès pour corruption, la restitution des "*biens publics et privés volés*", la libération des détenus politiques, la dissolution des forces de sécurité de l'Etat et la fermeture du ministère de l'Information - mesures prises en Tunisie et en Egypte après des soulèvements similaires contre des dirigeants au pouvoir depuis plusieurs décennies. Il prône par ailleurs un dialogue entre le Nord et le Sud du Yémen.

Par ailleurs, les opposants au régime soupçonnent que de récents cas de relâchement de la sécurité résultent d'une tentative du gouvernement de montrer aux puissances étrangères que Saleh est seul capable de combattre les islamistes et de maintenir l'unité du Yémen.

Ainsi, des islamistes ont pris le contrôle d'une ville dans le centre du pays dont les forces de sécurité avaient disparu tandis que les gouverneurs des provinces de Saada-Nord et de Jaouf abandonnaient eux aussi leur poste, laissant la place à des "*comités populaires*" soutenant le mouvement de protestation. L'opposition affirme que Saleh est responsable de la présence d'activistes, notamment d'Al Qaïda, à Jaar, dans la province d'Abyan, où une explosion dans une fabrique de munitions a fait 140 morts lundi.

Le cheikh Hamid am Ahmar, dirigeant tribal et membre d'Islah, a déclaré mardi à Reuters que l'opposition pourrait, mieux que Saleh, gérer la question des activistes, ajoutant que le gouvernement ne les affronte pas sérieusement. "*Les Yéménites seraient capables de débarrasser le Yémen du terrorisme en quelques mois*", a dit Hamid am Ahmar. (l'express et Reuters 30.03)

4- Syrie.

Les troupes syriennes ont ouvert le feu mercredi lors d'une manifestation dans la ville portuaire de Lattaquié, dans le nord-ouest du pays, selon des témoins ayant requis l'anonymat de peur de représailles. (AP 30.03)

5- Egypte.

La présidentielle aura lieu un à deux mois après les élections législatives prévues en septembre, a annoncé mercredi le Conseil suprême militaire au pouvoir dans le pays.

Le pouvoir militaire a également annoncé le remplacement de l'ancienne Constitution, suspendue après la démission de Moubarak le 11 février, par un texte intérimaire de 62 articles.

Cette Constitution provisoire prévoit la nomination par le chef de l'Etat d'un vice-président dans les 60 jours après l'élection présidentielle. Une commission de 100 personnes sera également désignée par le prochain Parlement pour rédiger une nouvelle Constitution, qui serait ensuite soumise aux Egyptiens par référendum.

Malgré les demandes de nombreux groupes de jeunes qui ont participé à la révolte contre le régime Moubarak, le nouveau Parlement conservera un quota de 50% de sièges réservés aux "*paysans et ouvriers*".

La Constitution intérimaire conserve de nombreux autres éléments de l'ancien régime contestés par les réformateurs, comme l'article 2, qui stipule que l'islam est la religion d'Etat et que la loi islamique est la principale source de la loi. L'article 4 interdit toutefois les partis politiques fondés sur une base confessionnelle. (AP 30.03)

"L'issue de la Révolution apparaîtra après les élections, si les gens qui en sont à l'origine réussissent à parvenir au pouvoir, ou si, au contraire, les vestiges de l'ancien régime ou les islamistes prennent le pouvoir", souligne l'analyste politique Moustafa al Sayyed.

Pour Sayyed Abou el Ela, un des leaders de la Jeunesse révolutionnaire du 25 avril à l'origine de la Révolution du Nil, celle-ci est sans aucun doute incomplète: "Elle n'a abouti qu'à simplement 10% de ses revendications", confie-t-il à Reuters.

"Les gens maintenant se sont repliés sur une réforme, pas sur la Révolution. Mais la jeunesse va continuer à réclamer des changements", dit-il.

Mais l'analyste Kamrane Bokhari souligne que le Conseil suprême des forces armées (CSFA), auquel la révolution qui a chassé Moubarak a confié les rênes du pouvoir, restera toujours en arrière-plan, comme l'armée de Turquie, qui a joué durant des décennies un rôle de premier plan, et celle du Pakistan, qui continue à exercer un rôle politique crucial à Islamabad.

Le CSFA a promis la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis l'assassinat, en 1981, d'Anouar Sadate, le prédécesseur de Moubarak, avant les élections. Mais cette promesse, comme plusieurs autres formulées par l'armée, reste à concrétiser. (Reuters 30.03)

Social.

1- France.

1.1- La 26e campagne d'hiver des Restos du Coeur s'achève cette semaine par une nouvelle augmentation du nombre d'inscrits: près de 860.000 personnes ont été accueillies chaque jour, pour 107 millions de repas servis dans toute la France, soit une hausse de plus de 4% par rapport à l'édition précédente.

L'association précise dans un communiqué que sur les trois dernières années, les Restos du Coeur ont accueilli 160.000 bénéficiaires de plus, soit près de 25% d'augmentation cumulée sur la période. (AP 30.03)

1.2-

La revalorisation de 2,1 % des pensions de retraite interviendra vendredi 1er avril.

A la fin 2010, le régime général concernait près de 12,9 millions de retraités, dont la pension moyenne relevant du régime général était de 609 €. Le minimum vieillesse, appellation commune de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, augmentera quant à lui de 4,7 % à la même date, a précisé le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, Xavier Bertrand. Cette allocation, que le gouvernement s'est engagé à revaloriser de 25 % en cinq ans, est actuellement fixée à 708,95 par mois pour une personne seule et 1 157,46 pour un couple. (20minutes.fr 30.03)

2- Japon.

La radioactivité enregistrée dans un village situé à 40 km de la centrale nucléaire japonaise de Fukushima dépasse l'un des critères retenus pour l'évacuation des habitants, a annoncé mercredi l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Ce développement pourrait relancer les pressions exercées sur le gouvernement nippon pour qu'il élargisse la zone d'exclusion au-delà d'un rayon de 20 km autour de la centrale d'où s'échappent des particules radioactives depuis le séisme et le tsunami qui ont frappé le nord-est de l'archipel le 11 mars.

Le Premier ministre Naoto Kan, auquel est reprochée une gestion médiocre de la crise la plus grave qu'ait affrontée le pays depuis 1945, a affirmé envisager d'élargir la zone d'évacuation pour contraindre 130.000 habitants à partir, en plus des 70.000 qui ont déjà été déplacés. (20minutes.fr 30.03)

[Haut de page ↗](#)